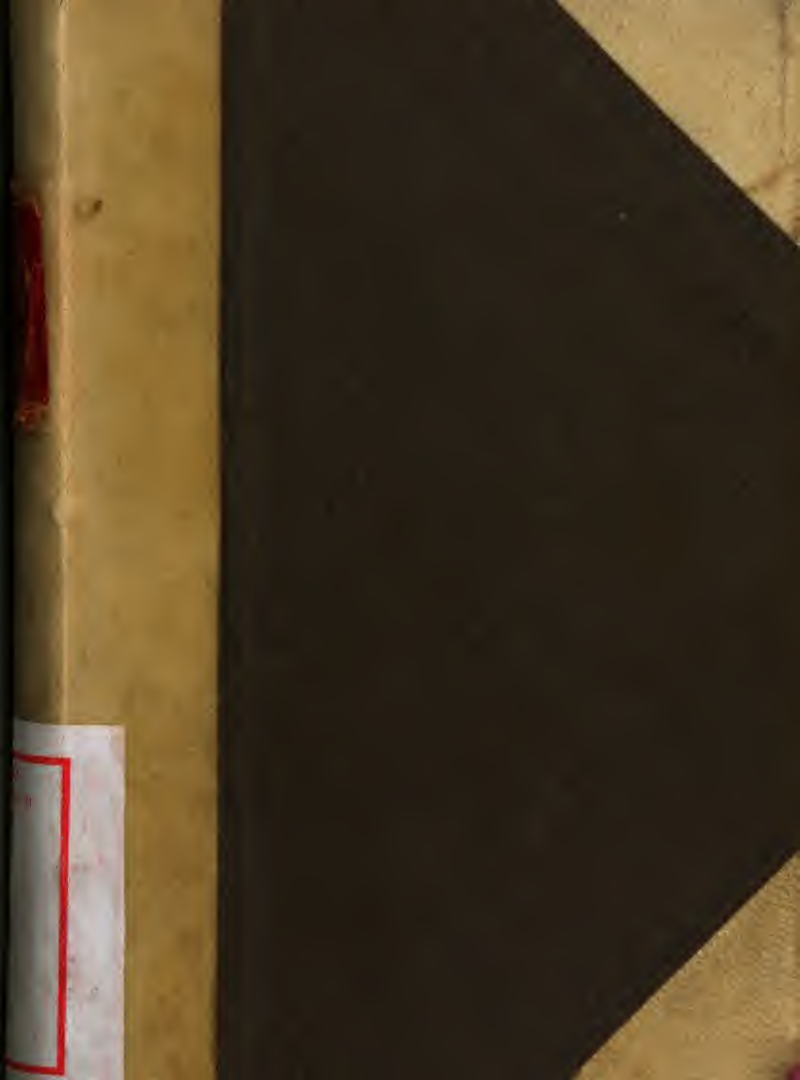


HISTOIRE

DE NAPOLÉON.

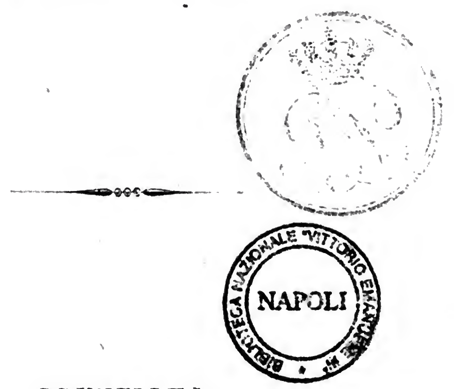
IMP. DE HAUMAN ET Cᵉ. — DELTOMBE, GÉRANT.
Rue du Nord, nᵒ 8.

HISTOIRE

DE NAPOLÉON

PAR

Alexandre Dumas.



BRUXELLES.

SOCIÉTÉ BELGE DE LIBRAIRIE.
HAUMAN ET Cᵉ.

1840

NAPOLÉON DE BUONAPARTE.

Le 15 août 1769, naquit, à Ajaccio, un enfant qui reçut de ses parents le nom de Buonaparte, et du ciel celui de Napoléon.

Les premiers jours de sa jeunesse s'écoulèrent au milieu de cette agitation fiévreuse qui suit les révolutions; la Corse, qui depuis un demi-siècle rêvait l'indépendance, venait d'être moitié conquise, moitié vendue, et n'était sortie de l'esclavage de Gênes que pour tomber au pouvoir de la France. Paoli, vaincu à Ponte-Nuovo, allait chercher avec son frère et ses neveux un asile en Angleterre, où Alfieri lui dédiait son *Timoléon*. L'air que respira le nouveau-né était chaud des haines civiles, et la cloche qui sonna son baptême, toute frémissante encore du tocsin.

Charles de Buonaparte, son père, et Lætitia Ramolino, sa mère, tous deux de race patricienne et originaires de ce charmant village de San-Miniato, qui domine Florence, après avoir été les amis de Paoli, avaient abandonné son parti, et s'étaient ralliés à l'influence française. Il leur fut donc facile d'obtenir de M. de Marbœuf, qui revenait comme gouverneur dans l'île où dix ans auparavant il avait abordé comme général, sa protection pour faire entrer le jeune Napoléon à l'école militaire de Brienne. La demande fut accordée, et, quelque temps après, M. Berton, sous-principal du collége, inscrivait sur ses registres la note suivante :

« Aujourd'hui, 23 avril 1779, Napoléon de Buonaparte est entré à l'École royale militaire de Brienne-le-Château, à l'âge de neuf ans, huit mois et cinq jours. »

Le nouveau venu était Corse, c'est-à-dire d'un pays qui, de nos jours encore, lutte contre la civilisation avec une force d'inertie telle, qu'il a conservé son caractère à défaut de son indépendance : il ne parlait que l'idiome de son île maternelle; il avait le teint brûlé du méridional, l'œil sombre et perçant du montagnard. C'était plus qu'il n'en fallait pour exciter la curiosité de ses camarades et augmenter sa sauvagerie naturelle, car la curiosité de l'enfance est railleuse et manque de pitié. Un professeur, nommé Dupuis, prit en compassion le pauvre isolé, et se chargea de lui donner des leçons particulières de la langue française : trois mois après, il était déjà assez avancé dans cette étude pour recevoir les premiers éléments de latinité. Mais dès l'abord se manifesta chez lui la répugnance qu'il conserva toujours pour les langues mortes, tandis qu'au

contraire son aptitude pour les mathématiques se développa dès les premières leçons ; il en résulta que, par une de ces conventions si fréquentes au collége, il trouvait la solution des problèmes que ses camarades avaient à résoudre, et ceux-ci, en échange, lui faisaient ses thèmes et ses versions, dont il ne voulait pas entendre parler.

L'espèce d'isolement dans lequel se trouva pendant quelque temps le jeune Buonaparte, et qui tenait à l'impossibilité de communiquer ses idées, éleva entre lui et ses compagnons une espèce de barrière qui ne disparut jamais complétement. Cette première impression, en laissant dans son esprit un souvenir pénible qui ressemblait à une rancune, donna naissance à cette misanthropie précoce qui lui faisait chercher des amusements solitaires, et dans laquelle quelques-uns ont voulu voir les rêves prophétiques du génie naissant. Au reste, plusieurs circonstances, qui dans la vie de tout autre seraient restées inaperçues, donnent quelque fondement aux récits de ceux-là qui ont essayé de faire une enfance exceptionnelle à cette merveilleuse virilité. Nous en citerons deux.

Un des amusements les plus habituels du jeune Buonaparte était la culture d'un petit parterre entouré de palissades, dans lequel il se retirait habituellement aux heures des récréations. Un jour, un de ses jeunes camarades, qui était curieux de savoir ce qu'il pouvait faire ainsi seul dans son jardin, escalada la barricade, et le vit occupé à ranger dans des dispositions militaires une foule de cailloux dont la grosseur indiquait les grades. Au bruit que fit l'indiscret, Buonaparte se retourna, et, se voyant surpris, ordonna à l'écolier de descendre ; mais celui-ci, au lieu

d'obéir, se moqua du jeune stratégiste, qui, peu disposé à la plaisanterie, ramassa le plus gros de ses cailloux, et l'envoya au beau milieu du front du railleur, qui tomba aussitôt assez dangereusement blessé.

Vingt-cinq ans après, c'est-à-dire au moment de sa plus haute fortune, on annonça à Napoléon qu'un individu qui se disait son camarade de collége demandait à lui parler. Comme plus d'une fois des intrigants s'étaient servis de ce prétexte pour arriver jusqu'à lui, l'ex-écolier de Brienne ordonna à l'aide de camp de service d'aller demander le nom de cet ancien condisciple ; mais ce nom n'ayant éveillé aucun souvenir dans l'esprit de Napoléon : « Retournez, dit-il, et demandez à cet homme s'il ne pourrait pas me citer quelque circonstance qui me remît sur sa voie. » L'aide de camp accomplit son message et revint en disant que le solliciteur, pour toute réponse, lui avait montré une cicatrice qu'il avait au front. « Ah ! cette fois je me le rappelle, dit l'empereur ; c'est un général en chef que je lui ai jeté à la tête !... »

Pendant l'hiver de 1783 à 1784, il tomba une si grande quantité de neige que toutes les récréations extérieures furent interrompues. Buonaparte, forcé malgré lui de passer les heures qu'il donnait ordinairement à la culture de son jardin, au milieu des amusements bruyants et inaccoutumés de ses camarades, proposa de faire une sortie, et, à l'aide de pelles et de pioches, de tailler dans la neige les fortifications d'une ville, qui serait ensuite attaquée par les uns et défendue par les autres : la proposition était trop sympathique pour être refusée. L'auteur du projet fut naturellement choisi pour commander un des deux partis.

La ville, assiégée par lui, fut prise après une héroïque résistance de la part de ses adversaires. Le lendemain la neige fondit ; mais cette récréation nouvelle laissa une trace profonde dans la mémoire des écoliers. Devenus hommes, ils se souvinrent de ce jeu d'enfant, et ils se rappelèrent les remparts de neige que battit en brèche Buonaparte, en voyant les murailles de tant de villes tomber devant Napoléon.

A mesure que Buonaparte grandit, les idées primitives qu'il avait en quelque sorte apportées en germe se développèrent, et indiquèrent les fruits qu'un jour elles devaient porter. La soumission de la Corse à la France, qui lui donnait à lui, son seul représentant, l'apparence d'un vaincu au milieu de ses vainqueurs, lui était odieuse. Un jour qu'il dînait à la table du père Berton, les professeurs, qui avaient déjà plusieurs fois remarqué la susceptibilité nationale de leur élève, affectèrent de mal parler de Paoli. Le rouge monta aussitôt au front du jeune homme, qui ne put se contenir. — « Paoli, dit-il, était un grand homme, qui aimait son pays comme un vieux Romain ; et jamais je ne pardonnerai à mon père, qui a été son aide de camp, d'avoir concouru à la réunion de la Corse à la France : il aurait dû suivre la fortune de son général et tomber avec lui. »

Cependant, au bout de cinq ans, le jeune Buonaparte était en quatrième et avait appris de mathématiques tout ce que le père Patrault avait pu lui en montrer. Son âge était l'âge désigné pour passer de l'école de Brienne à celle de Paris : ses notes étaient bonnes, et ce compte rendu fut envoyé au roi Louis XVI, par M. de Keralio, inspecteur des écoles militaires :

« M. de Buonaparte (Napoléon), né le 15 août 1769, taille de quatre pieds dix pouces dix lignes, a fait sa quatrième : de bonne constitution, santé excellente; caractère soumis, honnête, reconnaissant; conduite très-régulière; s'est toujours distingué par son application aux mathématiques. Il sait très-passablement son histoire et sa géographie; il est assez faible pour les exercices d'agrément et pour le latin, où il n'a fait que sa quatrième. Ce sera un excellent marin. Il mérite de passer à l'École militaire de Paris. »

En conséquence de cette note, le jeune Buonaparte obtint son entrée à l'École militaire de Paris; et le jour de son départ cette mention fut inscrite sur les registres :

« Le 17 octobre 1784, est sorti de l'École royale de Brienne M. Napoléon de Buonaparte, écuyer, né en la ville d'Ajaccio, en l'île de Corse, le 15 août 1769, fils de noble Charles-Marie de Buonaparte, député de la noblesse de Corse, demeurant en ladite ville d'Ajaccio, et de dame Lætitia Ramolino, suivant l'acte porté au registre, folio 31, et reçu dans cet établissement le 23 avril 1779. »

On a accusé Buonaparte de s'être vanté d'une noblesse imaginaire et d'avoir faussé son âge; les pièces que nous venons de citer répondent à ces deux accusations.

Buonaparte arriva dans la capitale par le coche de Nogent-sur-Seine.

Aucun fait particulier ne signale le séjour de Buonaparte à l'École militaire de Paris, si ce n'est un Mémoire qu'il envoya à son ancien sous-principal, le père Berton. Le jeune législateur avait trouvé, dans l'organisation de cette école, des vices que son aptitude naissante à l'administra-

tion ne pouvait passer sous silence. Un de ces vices, le plus dangereux de tous, était le luxe dont les élèves étaient entourés. Aussi Buonaparte s'élevait-il surtout contre ce luxe : « Au lieu, disait-il, d'entretenir un nombreux domestique autour des élèves, de leur donner journellement des repas à deux services, de faire parade d'un manége très-coûteux, tant pour les chevaux que pour les écuyers, ne vaudrait-il pas mieux, sans toutefois interrompre le cours de leurs études, les astreindre à se servir eux-mêmes, moins leur petite cuisine, qu'ils ne feraient pas ; leur faire manger du pain de munition, ou d'un autre qui en approcherait; les habituer à battre leurs habits et à nettoyer leurs souliers et leurs bottes? Puisqu'ils sont pauvres et destinés au service militaire, n'est-ce pas la seule éducation qu'il faudrait leur donner? Assujettis à une vie sobre, à soigner leur tenue, ils en deviendraient plus robustes, sauraient braver les intempéries des saisons, supporter avec courage les fatigues de la guerre, et inspirer un respect et un dévouement aveugles aux soldats qui seraient sous leurs ordres. » Buonaparte avait quinze ans et demi lorsqu'il proposait ce projet de réforme : vingt ans après, il fondait l'École militaire de Fontainebleau.

En 1785, après des examens brillants, Buonaparte fut nommé sous-lieutenant en second au régiment de La Fère, alors en garnison dans le Dauphiné. Après être resté quelque temps à Grenoble, où son passage n'a laissé d'autre trace qu'un mot apocryphe sur Turenne, il vint habiter Valence : là, quelques lueurs du soleil de l'avenir commencent à se glisser dans le crépuscule du jeune homme ignoré. Buonaparte, on le sait, était pauvre ; mais si

pauvre qu'il fût, il pensa qu'il pouvait venir en aide à sa famille, et appela en France son frère Louis, qui était de neuf ans plus jeune que lui. Tous deux logeaient chez mademoiselle Bou, Grande-Rue, n° 4. Buonaparte avait une chambre à coucher, et au-dessus de cette chambre le petit Louis habitait une mansarde. Chaque matin, fidèle à ses habitudes de collége, dont il devait se faire plus tard une vertu des camps, Buonaparte éveillait son frère en frappant le plancher d'un bâton, et lui donnait sa leçon de mathématiques. Un jour le jeune Louis, qui avait grand'-peine à se faire à ce régime, descendit avec plus de regret et de lenteur que de coutume; aussi Buonaparte allait-il frapper le plancher une seconde fois, lorsque l'écolier tardif entra enfin.

— Eh bien! qu'y a-t-il donc ce matin, il me semble que nous sommes bien paresseux? dit Buonaparte.

— Oh! frère, répondit l'enfant, je faisais un si beau rêve.

— Et que rêvais-tu donc?

— Je rêvais que j'étais roi.

— Et qu'étais-je donc alors, moi?... Empereur? dit en haussant les épaules le jeune sous-lieutenant. Allons! à la besogne.

Et la leçon journalière fut, comme d'habitude, prise par le futur roi et donnée par le futur empereur (1).

Buonaparte était logé en face du magasin d'un riche libraire nommé Marc-Aurèle, dont la maison, qui porte,

(1) Cette scène se passa devant M. Parmentier, médecin du régiment où Buonaparte était lieutenant en second.

je crois, la date de 1530, est un bijou de renaissance. C'est là qu'il passait à peu près toutes les heures dont son service militaire et ses leçons fraternelles le laissaient maître. Ces heures n'étaient point perdues, comme on va le voir.

Le 7 octobre 1808, Napoléon donnait à dîner à Erfurth; ses convives étaient l'empereur Alexandre, la reine de Westphalie, le roi de Bavière, le roi de Wurtemberg, le roi de Saxe, le grand-duc Constantin, le Prince-Primat, le prince Guillaume de Prusse, le duc d'Oldenbourg, le prince de Mecklembourg-Schwerin, le duc de Weymar et le prince de Talleyrand. La conversation tomba sur la bulle d'or, qui, jusqu'à l'établissement de la confédération du Rhin, avait servi de constitution et de règlement pour l'élection des empereurs, et le nombre et la qualité des électeurs. Le Prince-Primat entra dans quelques détails sur cette bulle, et en fixa la date à 1409.

— Je crois que vous vous trompez, dit en souriant Napoléon; la bulle dont vous parlez a été proclamée en 1336, sous le règne de l'empereur Charles IV.

— C'est vrai, sire, répondit le Prince-Primat, et je me le rappelle maintenant; mais comment se fait-il que Votre Majesté sache si bien ces choses-là?

—Quand j'étais simple lieutenant en second dans l'artillerie, dit Napoléon...

A ce début, un mouvement d'étonnement si vif se manifesta parmi les nobles convives, que le narrateur fut forcé de s'interrompre; mais au bout d'un instant:

—Quand j'avais l'honneur d'être simple lieutenant en second d'artillerie, reprit-il en souriant, je restai trois

années en garnison à Valence. J'aimais peu le monde et vivais très-retiré. Un hasard heureux m'avait logé près d'un libraire instruit et des plus complaisants. J'ai lu et relu sa bibliothèque pendant ces trois années de garnison, et je n'ai rien oublié, même des matières qui n'avaient aucun rapport avec mon état. La nature, d'ailleurs, m'a doué de la mémoire des chiffres; il m'arrive très-souvent, avec mes ministres, de leur citer le détail et l'ensemble numérique de leurs comptes les plus anciens.

Ce n'était pas le seul souvenir que Napoléon eût conservé de Valence.

Parmi le peu de personnes que voyait Buonaparte à Valence était M. de Tardiva, abbé de Saint-Ruf, dont l'ordre avait été détruit quelque temps auparavant. Il rencontra chez lui mademoiselle Grégoire du Colombier, et en devint amoureux. La famille de cette jeune personne habitait une campagne située à une demi-lieue de Valence et appelée *Bassiau*; le jeune lieutenant obtint d'être reçu dans la maison et y fit plusieurs visites. Sur ces entrefaites, se présenta de son côté un gentilhomme dauphinois, nommé M. de Bressieux. Buonaparte vit qu'il était temps de se déclarer, s'il ne voulait pas être gagné de vitesse; il écrivit en conséquence à mademoiselle Grégoire une longue lettre, dans laquelle il lui exprimait tous ses sentiments pour elle, et qu'il l'invitait à communiquer à ses parents. Ceux-ci, placés dans l'alternative de donner leur fille à un militaire sans avenir, ou bien à un gentilhomme possédant quelque fortune, optèrent pour le gentilhomme : Buonaparte fut éconduit, et sa lettre remise aux mains d'une tierce personne, qui voulut la rendre, ainsi

qu'elle en avait été chargée, à celui qui l'avait écrite. Mais Buonaparte ne voulut pas la reprendre. « Gardez-la, dit-il à la personne, elle sera un jour un témoignage à la fois et de mon amour et de la pureté de mes sentiments envers mademoiselle Grégoire. » La personne garda la lettre et la famille la conserve encore.

Trois mois après, mademoiselle Grégoire épousa M. de Bressieux.

En 1806, madame de Bressieux fut appelée à la cour avec le titre de dame d'honneur de l'impératrice, son frère .yé à Turin en qualité de préfet, et son mari nommé baron et administrateur des forêts de l'État.

Les autres personnes avec lesquelles Buonaparte se lia pendant son séjour à Valence furent MM. de Montalivet et Bachasson, lesquels devinrent, l'un ministre de l'intérieur, et l'autre inspecteur des approvisionnements de Paris. Le dimanche, ces trois jeunes gens se promenaient presque toujours ensemble hors de la ville, et là s'arrêtaient quelquefois à regarder un bal en plein air que donnait, moyennant deux sous par cavalier et par contredanse, un épicier de la ville, qui, dans ses moments perdus, exerçait l'état de ménétrier. Ce ménétrier était un ancien militaire qui, retiré en congé à Valence, s'y était marié et y exerçait en paix sa double industrie : mais comme elle était encore insuffisante, il sollicita et obtint, lors de la création des départements, une place de commis expéditionnaire dans les bureaux de l'administration centrale. Ce fut là que les premiers bataillons de volontaires le prirent, en 1790, et l'entraînèrent avec eux.

Cet ancien soldat, épicier, ménétrier et commis expé-

ditionnaire, fut depuis le maréchal Victor, duc de Bellune.

Buonaparte quitta Valence, laissant trois francs dix sous de dettes chez son pâtissier, nommé Coriol.

Que nos lecteurs ne s'étonnent point de nous voir rechercher de pareilles anecdotes : lorsqu'on écrit la biographie d'un Jules César, d'un Charlemagne ou d'un Napoléon, la lanterne de Diogène ne sert plus à chercher l'homme ; l'homme est trouvé par la postérité, et apparaît aux yeux du monde, radieux et sublime : c'est donc le chemin qu'il a parcouru avant d'arriver à son piédestal qu'il faut suivre, et plus les traces qu'il a laissées en certains endroits de sa route sont légères, plus elles sont inconnues et, par conséquent, plus elles offrent de curiosité.

Buonaparte arrivait à Paris en même temps que Paoli. L'assemblée constituante venait d'associer la Corse au bénéfice des lois françaises ; Mirabeau avait déclaré à la tribune qu'il était temps de rappeler les patriotes fugitifs qui avaient défendu l'indépendance de l'île, et Paoli était revenu. Buonaparte fut accueilli en fils par l'ancien ami de son père : le jeune enthousiaste se trouva en face de son héros : celui-ci venait d'être nommé lieutenant général et commandant militaire de la Corse.

Buonaparte obtint un congé, et en profita pour suivre Paoli et revoir sa famille, qu'il avait quittée depuis six ans. Le général patriote fut reçu avec délire par tous les partisans de l'indépendance, et le jeune lieutenant assista au triomphe du célèbre exilé : l'enthousiasme fut tel que le vœu unanime de ses concitoyens porta en même temps

Paoli à la tête de la garde nationale et à la présidence de l'administration départementale. Il y demeura quelque temps en parfaite intelligence avec la constituante; mais une motion de l'abbé Charrier, qui proposait de céder la Corse au duc de Parme en échange du Plaisantin, dont la possession était destinée à indemniser le pape de la perte d'Avignon, devint pour Paoli une preuve du peu d'importance qu'attachait la métropole à la conservation de son pays. Ce fut sur ces entrefaites que le gouvernement anglais, qui avait accueilli Paoli dans son exil, ouvrit des communications avec le nouveau président; Paoli, au reste, ne cachait pas la préférence qu'il accordait à la constitution britannique sur celle que préparait la législature française. De cette époque date la dissidence entre le jeune lieutenant et le vieux général; Buonaparte resta citoyen français, Paoli redevint général corse.

Buonaparte fut rappelé à Paris au commencement de 1792. Il y retrouva Bourrienne, son ancien ami de collége, lequel arrivait de Vienne, après avoir parcouru la Prusse et la Pologne. Ni l'un ni l'autre des deux écoliers de Brienne n'étaient heureux ; ils associèrent leur misère pour la rendre moins lourde : l'un sollicitait du service à la guerre, l'autre aux affaires étrangères ; on ne répondait à aucun des deux, et alors ils rêvaient des spéculations commerciales, que leur défaut de fonds les empêchait presque toujours de réaliser. Un jour ils eurent l'idée de louer plusieurs maisons en construction dans la rue Montholon, pour les sous-louer ensuite ; mais les prétentions des propriétaires leur parurent si exagérées qu'ils furent forcés d'abandonner cette spéculation par le même

motif qui leur en avait fait abandonner tant d'autres. En sortant de chez le constructeur, les deux spéculateurs s'aperçurent non-seulement qu'ils n'avaient point dîné, mais encore qu'ils n'avaient point de quoi dîner. Buonaparte remédia à cet inconvénient en mettant sa montre en gage.

Sombre prélude du 10 août, le 20 juin arriva. Les deux jeunes gens s'étaient donné rendez-vous pour déjeuner chez un restaurateur de la rue Saint-Honoré : ils achevaient leur repas, lorsqu'ils furent attirés à la fenêtre par un grand tumulte et les cris de : *Ça ira, vive la nation, vive les sans-culottes, à bas le veto !* C'était une troupe de six à huit mille hommes, conduite par Santerre et le marquis de Saint-Hurugues, descendant des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau, et se rendant à l'assemblée. « Suivons cette canaille, » dit Buonaparte, et les deux jeunes gens se dirigèrent aussitôt vers les Tuileries, et s'arrêtèrent sur la terrasse du bord de l'eau : Buonaparte s'appuya contre un arbre et Bourrienne s'assit sur un parapet.

De là ils ne virent point ce qui se passait ; mais ils devinèrent facilement ce qui s'était passé, lorsqu'une fenêtre donnant sur le jardin s'ouvrit, et que Louis XVI parut coiffé du bonnet rouge qu'un homme du peuple venait de lui présenter au bout d'une pique.

—*Coglione ! coglione !* » murmura en haussant les épaules, et dans son idiome corse, le jeune lieutenant, qui jusque-là était resté muet et immobile.

—Que voulais-tu qu'il fît ? dit Bourrienne.

— Il fallait en balayer quatre ou cinq cents avec du

canon, répondit Buonaparte, et le reste courrait encore.

Pendant toute la journée il ne parla que de cette scène, qui avait fait sur lui une des plus fortes impressions qu'il eût jamais ressenties.

Buonaparte vit ainsi se dérouler sous ses yeux les premiers événements de la révolution française. Il assista en simple spectateur à la fusillade du 10 août et aux massacres du 2 septembre ; puis, voyant qu'il ne pouvait obtenir de service, il résolut de faire un nouveau voyage en Corse.

Les intrigues de Paoli avec le cabinet anglais avaient pris, en l'absence de Buonaparte, un tel développement, qu'il n'y avait plus à se tromper sur ses projets. Une entrevue, que le jeune lieutenant et le vieux général eurent ensemble chez le gouverneur de Corte, se termina par une rupture : les deux anciens amis se séparèrent pour ne plus se revoir que sur le champ de bataille. Le même soir, un flatteur de Paoli voulut dire devant lui du mal de Buonaparte. « Chut! lui dit le général, en portant le doigt à ses lèvres, c'est un jeune homme taillé sur l'antique! »

Bientôt Paoli leva ouvertement l'étendard de la révolte. Nommé, le 26 juin 1793, par les partisans de l'Angleterre, généralissime et président d'une consulte à Corte, il fut, le 17 juillet suivant, mis hors la loi par la convention nationale. Buonaparte était absent : il avait enfin obtenu sa mise en activité tant de fois demandée. Nommé commandant de la garde nationale soldée, il se trouvait à bord de la flotte de l'amiral Truguet, et s'emparait, pendant

ce temps, du fort Saint-Étienne, que les vainqueurs furent bientôt forcés d'évacuer. Buonaparte, en rentrant en Corse, trouva l'île soulevée. Salicetti et Lacombe Saint-Michel, membres de la convention, chargés de mettre à exécution le décret rendu contre le rebelle, avaient été obligés de se retirer à Calvi : Buonaparte alla les y rejoindre et tenta avec eux sur Ajaccio une attaque qui fut repoussée. Le même jour un incendie se manifesta dans la ville ; les Buonaparte virent leur maison brûlée ; quelque temps après, un décret les condamna à un bannissement perpétuel. Le feu les avait faits sans asile, la proscription les faisait sans patrie : ils tournèrent les yeux vers Buonaparte, et Buonaparte vers la France. Toute cette pauvre famille proscrite s'embarqua sur un frêle bâtiment, et le futur César mit à la voile, protégeant de sa fortune ses quatre frères, dont trois devaient être rois, et ses trois sœurs, dont l'une devait être reine.

Toute la famille s'arrêta à Marseille, réclamant la protection de cette France pour laquelle elle était proscrite. Le gouvernement entendit ses plaintes : Joseph et Lucien obtinrent de l'emploi dans l'administration de l'armée, Louis fut nommé sous-officier et Buonaparte passa comme lieutenant en premier, c'est-à-dire avec avancement, dans le 4e régiment d'infanterie : peu de temps après, il monta, par droit d'ancienneté, au grade de capitaine dans la deuxième compagnie du même corps, alors en garnison à Nice.

L'année au chiffre sanglant, 93, était arrivée ; la moitié de la France luttait contre l'autre ; l'Ouest et le Midi étaient en feu ; Lyon venait d'être pris, après un siége de

quatre mois; Marseille avait ouvert ses portes à la convention; Toulon avait livré son port aux Anglais.

Une armée de trente mille hommes, composée des troupes qui, sous le commandement de Kellermann, avaient assiégé Lyon, de quelques régiments tirés de l'armée des Alpes et de l'armée d'Italie, et de tous les réquisitionnaires levés dans les départements voisins, s'avança contre la ville vendue. La lutte commença aux gorges d'Ollioules. Le général Dutheil, qui devait diriger l'artillerie, était absent; le général Dommartin, son lieutenant, fut mis hors de combat dans cette première rencontre; le premier officier de l'armée le remplaça de droit : ce premier officier était Buonaparte. Cette fois le hasard était d'accord avec le génie, en supposant que pour le génie le hasard ne s'appelle point la Providence.

Buonaparte reçoit sa nomination, se présente à l'état-major et est introduit devant le général Cartaux, homme snperbe et doré des pieds jusqu'à la tête, qui lui demande ce qu'il y a pour son service : le jeune officier lui présente le brevet qui le charge de venir, sous ses ordres, diriger les opérations de l'artillerie : « L'artillerie, répond le brave général, nous n'en avons pas besoin; nous prendrons ce soir Toulon à la baïonnette et nous le brûlerons demain. »

Cependant, quelle que fût l'assurance du général en chef, il ne pouvait pas s'emparer de Toulon sans le reconnaître; aussi eut-il patience jusqu'au lendemain : mais au point du jour, il prit son aide de camp, Dupas, et le chef de bataillon Buonaparte, dans son cabriolet, afin d'inspecter les premières dispositions offensives. Sur les observations de Buonaparte, il avait, quoique avec peine,

renoncé à la baïonnette et en était revenu à l'artillerie ; en conséquence, des ordres avaient été donnés directement par le général en chef, et c'étaient ces ordres dont il venait vérifier l'exécution et hâter l'effet.

Les hauteurs desquelles on découvre Toulon couché au milieu de son jardin demi-oriental et baignant ses pieds à la mer, à peine dépassées, le général descend de cabriolet avec les deux jeunes gens, et s'enfonce dans une vigne au milieu de laquelle il aperçoit quelques pièces de canon rangées derrière une espèce d'épaulement. Buonaparte regarde autour de lui, et ne devine rien à ce qui se passe : le général jouit un instant de l'étonnement de son chef de bataillon, puis se retournant avec le sourire de la satisfaction vers son aide de camp :

— Dupas, lui dit-il, sont-ce là nos batteries?

— Oui, général, répond celui-ci.

— Et notre parc ?

— Il est à quatre pas.

— Et nos boulets rouges ?

— On les chauffe dans nos bastides voisines.

Buonaparte n'avait pu en croire ses yeux, mais il est obligé d'en croire ses oreilles. Il mesure l'espace avec l'œil exercé du stratégiste, et il y a une lieue et demie au moins de la batterie à la ville. D'abord il croit que le général a voulu ce qu'on appelle, en termes de collége et de guerre, tâter son jeune chef de bataillon ; mais la gravité avec laquelle Cartaux continue ses dispositions ne lui laisse aucun doute. Alors il hasarde une observation sur la distance et manifeste la crainte que les boulets rouges n'arrivent pas jusqu'à la ville.

— Crois-tu? dit Cartaux.

— J'en ai peur, général, répond Buonaparte : au reste on pourrait, avant de s'embarrasser de boulets rouges, essayer à froid pour bien s'assurer de la portée.

Cartaux trouve l'idée ingénieuse, fait charger et tirer une pièce, et tandis qu'il regarde sur les murailles de la ville l'effet que produira le coup, Buonaparte lui montre, à mille pas à peu près devant lui, le boulet qui brise les oliviers, sillonne la terre, ricoche, et s'en va mourir, en bondissant, au tiers à peine de la distance que le général en chef comptait lui voir parcourir.

La preuve était concluante; mais Cartaux ne voulut pas se rendre et prétendit que c'étaient « ces aristocrates de Marseillais qui avaient gâté la poudre. »

Cependant, comme, gâtée ou non, la poudre ne porte pas plus loin, il faut recourir à d'autres mesures : on revient au quartier général; Buonaparte demande un plan de Toulon, le déplie sur une table, et, après avoir étudié un instant la situation de la ville et des différents ouvrages qui la défendent, depuis la redoute bâtie au sommet du Mont-Faron, qui la domine, jusqu'aux forts Lamalgue et Malbousquet, qui protégent sa droite et sa gauche, le jeune chef de bataillon pose le doigt sur une redoute nouvelle, élevée par les Anglais, et dit avec la rapidité et la concision du génie :

— C'est là qu'est Toulon.

C'est Cartaux à son tour qui n'y comprend plus rien : il a pris à la lettre les paroles de Buonaparte, et se retournant vers Dupas, son fidèle :

—Il paraît, lui dit-il, que le *capitaine Canon* n'est pas fort en géographie.

Ce fut le premier surnom de Buonaparte ; nous verrons comment lui est venu depuis celui de petit caporal.

En ce moment, le représentant du peuple Gasparin entra : Buonaparte en avait entendu parler, non-seulement comme d'un vrai, loyal et brave patriote, mais encore comme d'un homme d'un sens juste et d'un esprit rapide. Le chef de bataillon va droit à lui :

— Citoyen représentant, lui dit-il, je suis chef de bataillon d'artillerie. Par l'absence du général Dutheil et par la blessure du général Dommartin, cette arme se trouve sous ma direction. Je demande que nul ne s'en mêle que moi, ou je ne réponds de rien.

— Eh ! qui es-tu pour répondre de quelque chose ? demanda le représentant du peuple, étonné en voyant un jeune homme de vingt-trois ans lui parler d'un pareil ton et avec une semblable assurance.

— Qui je suis, reprend Buonaparte, en le tirant dans un coin et en lui parlant à voix basse ; je suis un homme qui sais mon métier, jeté au milieu de gens qui ignorent le leur. Demandez au général en chef son plan de bataille, et vous verrez si j'ai tort ou raison.

Le jeune officier parlait avec une telle conviction que Gasparin n'hésita pus un instant : — Général, dit-il en s'approchant de Cartaux, les représentants du peuple désirent que dans trois jours tu leur aies soumis ton plan de bataille.

— Tu n'as qu'à attendre trois minutes, répondit Cartaux, et je vais te le donner.

Effectivement le général s'assit, prit une plume et écrivit sur une feuille volante ce fameux plan de campagne qui est devenu un modèle du genre. Le voici :

« Le général d'artillerie foudroiera Toulon pendant « trois jours, au bout desquels je l'attaquerai sur trois « colonnes et l'ènlèverai.

« CARTAUX. »

Le plan fut envoyé à Paris, et remis aux mains du comité du génie. Le comité le trouva beaucoup plus gai que savant : Cartaux fut rappelé, et Dugommier envoyé à sa place.

Le nouveau général trouva en arrivant toutes les dispositions prises par son jeune chef de bataillon : c'était un de ces siéges où la force et le courage ne peuvent rien d'abord, et où le canon et la stratégie doivent tout préparer. Pas un coin de la côte où l'artillerie n'eût affaire à l'artillerie. Elle tonnait de tous côtés comme un immense orage dont se croisent les éclairs ; elle tonnait du haut des montagnes et du haut des murailles ; elle tonnait de la plaine et de la mer : on eût dit à la fois une tempête et un volcan.

Ce fut au milieu de ce réseau de flammes que les représentants du peuple voulurent faire changer quelque chose à une batterie établie par Buonaparte : le mouvement était déjà commencé lorsque le jeune chef de bataillon arriva et fit tout remettre en place ; les représentants du peuple voulurent faire quelques observations : « Mêlez-vous de votre métier de député, leur répondit Buonaparte, et laissez-moi faire mon métier d'artilleur. Cette batterie est bien là, et je réponds d'elle sur ma tête. »

L'attaque générale commença le 16. Dès lors le siége ne fut plus qu'un long assaut. Le 17 au matin les assiégeants s'emparaient du Pas-de-Leidet et de la Croix-Faron ; à midi ils débusquaient les alliés de la redoute Saint-André, des forts des Pomets et des deux Saint-Antoine ; enfin, vers le soir, éclairés à la fois par l'orage et par le canon, les républicains entraient dans la redoute anglaise, et là, parvenu à son but, se regardant comme maître de la ville, Buonaparte, blessé d'un coup de baïonnette à la cuisse, dit au général Dugommier, blessé de deux coups de feu, l'un au genou, l'autre au bras, et tombant à la fois d'épuisement et de fatigue : « Allez vous reposer, général, nous venons de prendre Toulon, et vous pourrez y coucher après-demain. »

Le 18, les forts de l'Éguillette et de Balagnier sont pris, et des batteries dirigées sur Toulon : à la vue de plusieurs maisons qui prennent feu, au sifflement des boulets qui sillonnent les rues, la mésintelligence éclata parmi les troupes alliées. Alors les assiégeants, dont les regards plongent dans la ville et sur la rade, voient l'incendie se déclarer sur plusieurs points qu'ils n'ont pas attaqués : ce sont les Anglais qui, décidés à partir, ont mis le feu à l'arsenal, aux magasins de la marine et aux vaisseaux français qu'ils ne peuvent emmener. A la vue des flammes, un cri général s'élève : toute l'armée demande l'assaut ; mais il est trop tard, les Anglais commencent à s'embarquer sous le feu de nos batteries, abandonnant ceux qui avaient trahi la France pour eux, et qu'ils trahissaient à leur tour. La nuit vient sur ces entrefaites. Les flammes qui se sont élevées sur plusieurs points s'éteignent au milieu de grandes rumeurs ; ce sont les forçats qui ont

brisé leurs chaînes, et qui étouffent l'incendie allumé par les Anglais.

Le lendemain 19, l'armée républicaine entra dans la ville, et le soir, comme l'avait prédit Buonaparte, le général en chef couchait à Toulon.

Dugommier n'oublia pas les services du jeune chef de bataillon, qui, douze jours après la prise de la ville, reçut le grade de général de brigade.

C'est ici que l'histoire le prend pour ne plus le quitter.

Nous allons maintenant, d'un pas précis et rapide, accompagner Buonaparte dans la carrière qu'il a parcourue comme général en chef, consul, empereur et proscrit : puis, après l'avoir vu, rapide météore, reparaître et briller un instant sur le trône, nous le suivrons sur cette île où il est allé mourir, ainsi que nous avons été le prendre dans cette île où il était né.

LE GÉNÉRAL BONAPARTE.

Bonaparte avait été, comme nous venons de le dire, nommé général d'artillerie à l'armée de Nice, en récompense des services rendus à la république devant Toulon : ce fut là qu'il se lia avec Robespierre le jeune, qui était représentant du peuple à cette armée. Rappelé à Paris, quelque temps avant le 9 thermidor, ce dernier fit tout ce qu'il put pour décider le jeune général à le suivre, lui promettant la protection directe de son frère; mais Bonaparte s'y refusa constamment : le temps n'était pas encore venu où il devait prendre parti.

Puis, peut-être aussi un autre motif le retenait-il, et

cette fois encore était-ce le hasard qui protégeait le génie ? S'il en était ainsi, le hasard s'était fait visible, et avait pris la forme d'une jeune et jolie représentante du peuple, qui partageait à l'armée de Nice la mission de son mari. Bonaparte avait pour elle une affection sérieuse qu'il manifestait par des preuves d'une galanterie toute guerrière. Un jour qu'il se promenait avec elle dans les environs du col de Tende, il vint à l'idée du jeune général de donner à sa belle compagne le spectacle d'une petite guerre, et il ordonna une attaque d'avant-poste : une douzaine d'hommes furent victimes de ce divertissement; et Napoléon a plus d'une fois avoué à Sainte-Hélène que ces douze hommes, tués sans motif réel et par pure fantaisie, lui étaient un remords plus grand que la mort des six cent mille soldats qu'il avait semés dans les steppes neigeuses de la Russie.

Ce fut sur ces entrefaites que les représentants du peuple près l'armée d'Italie prirent l'arrêté suivant :

« Le général Bonaparte se rendra à Gênes pour, conjointement avec le chargé d'affaires de la république française, conférer avec le gouvernement de Gênes sur les objets portés dans ses instructions.

« Le chargé d'affaires près la république de Gênes le reconnaîtra et fera reconnaître par le gouvernement de Gênes.

« Loano, le 25 messidor an II de la république. »

Le véritable but de cette mission était de faire voir au

jeune général, de ses propres yeux, les forteresses de Savone et de Gênes, de lui offrir les moyens de prendre sur l'artillerie et les autres objets militaires tous les renseignements possibles, enfin de le mettre à même de recueillir tous les faits qui pouvaient déceler les intentions du gouvernement génois relativement à la coalition.

Pendant que Bonaparte accomplissait cette mission, Robespierre marchait à l'échafaud, et les députés terroristes étaient remplacés par Albitte et Salicetti. Leur arrivée à Barcelonnette fut signalée par l'arrêté suivant : c'était la récompense qui attendait Bonaparte à son retour :

« Les représentants du peuple près l'armée des Alpes et d'Italie ;

« Considérant que le général Bonaparte, commandant en chef l'artillerie de l'armée d'Italie, a totalement perdu leur confiance par la conduite la plus suspecte et surtout par le voyage qu'il a dernièrement fait à Gênes, arrêtent ce qui suit :

« Le général de brigade Bonaparte, commandant en chef l'artillerie de l'armée d'Italie, est provisoirement suspendu de ses fonctions ; il sera, par les soins et sous la responsabilité du général en chef de ladite armée, mis en état d'arrestation et traduit au comité de salut public de Paris sous bonne et sûre escorte : les scellés seront apposés sur tous ses papiers et effets, dont il sera fait inventaire par des commissaires qui seront nommés sur les lieux par les représentants du peuple Salicetti et Albitte,

et tous ceux desdits papiers qui seront trouvés suspects seront envoyés au comité de salut public.

« Fait à Barcelonnette, le 19 thermidor an II de la république française, une, indivisible et démocratique.

« *Signé* ALBITTE, SALICETTI, LAPORTE.

Pour copie conforme, le général en chef de l'armée d'Italie,

« *Signé* DUMERBION. »

L'arrêté fut mis à exécution : Bonaparte, conduit à la prison de Nice, y resta quatorze jours, après lesquels, par un second arrêté signé des mêmes hommes, il fut remis provisoirement en liberté.

Cependant Bonaparte ne sortit d'un danger que pour tomber dans un dégoût. Les événements de thermidor avaient amené un remaniement dans les comités de la convention : un ancien capitaine, nommé Aubry, se trouva diriger celui de la guerre, et fit un nouveau tableau de l'armée, où il se porta comme général d'artillerie. Quant à Bonaparte, en échange de son grade qu'on lui prenait, on lui donnait celui de général d'infanterie dans la Vendée. Bonaparte, qui trouvait trop étroit le théâtre d'une guerre civile dans un coin de la France, refusa de se rendre à son poste, et fut, par un arrêté du comité de salut public, rayé de la liste des officiers généraux employés.

Bonaparte se croyait déjà trop nécessaire à la France pour n'être point profondément frappé d'une pareille injustice : cependant, comme il n'était pas encore arrivé à l'un de ces sommets de la vie d'où l'on voit tout l'horizon

qui reste à parcourir, il avait déjà des espérances, il est vrai, mais point encore de certitude. Ces espérances furent brisées : il se crut, lui, plein d'avenir et de génie, condamné à une inaction longue, sinon éternelle; et cela dans une époque où chacun arrivait en courant. Il loua provisoirement une chambre dans un hôtel de la rue du Mail, vendit pour six mille francs ses chevaux et sa voiture, réunit le peu d'argent qu'il se trouvait posséder, et résolut de se retirer à la campagne. Les imaginations exaltées bondissent toujours d'extrêmes en extrêmes : exilé des camps, Bonaparte ne voyait plus rien que la vie rurale; ne pouvant être César, il se faisait Cincinnatus.

Ce fut alors qu'il se souvint de Valence, où il avait passé trois ans, si obscur et si heureux; ce fut de ce côté qu'il dirigea ses recherches, accompagné de son frère Joseph, qui retournait à Marseille. En passant à Montélimart, les deux voyageurs s'arrêtent : Bonaparte trouve le site et le climat de la ville à sa convenance, et demande s'il n'y a pas dans les environs quelque bien de peu de valeur à acheter. On le renvoie à M. Grasson, défenseur officieux, avec lequel il prend jour pour le lendemain : il s'agissait de visiter une petite campagne appelée *Beauserret*, et dont le seul nom, qui dans le patois du pays signifie Beau-séjour, indique l'agréable situation. En effet, Bonaparte et Joseph visitent cette campagne; elle est en tout point à leur convenance : ils craignent seulement, en voyant son étendue et son bon état de conservation, que le prix n'en soit trop élevé; ils hasardent la question, — trente mille francs, — c'est pour rien.

Bonaparte et Joseph reviennent à Montélimart en se

consultant : leur petite fortune réunie leur permet de consacrer cette somme à l'acquisition de leur futur ermitage : ils prennent rendez-vous pour le surlendemain. C'est sur les lieux mêmes qu'ils veulent terminer, tant Beauserret leur convient : M. Grasson les y accompagne de nouveau ; ils visitent la propriété plus en détail encore que la première fois : enfin Bonaparte, étonné que l'on donne pour une somme si minime une si charmante campagne, demande s'il n'y a pas quelque cause cachée qui en ait fait baisser le prix.

—Oui, répond M. Grasson, mais sans importance pour vous.

— N'importe, répond Bonaparte, je voudrais la connaître.

— Il y a eu un assassinat de commis.

— Et par qui ?

— Par un fils sur son père.

— Un parricide ! s'écria Bonaparte en devenant plus pâle encore que d'habitude : partons, Joseph.

Et, saisissant son frère par le bras, il s'élança hors des appartements, remonta en cabriolet, et arrivé à Montélimart, demanda des chevaux de poste et repartit à l'instant même pour Paris, tandis que Joseph continuait sa route vers Marseille.

Il y allait pour épouser la fille d'un riche négociant, nommé Clary, qui devint aussi depuis le beau-père de Bernadotte.

Quant à Bonaparte, repoussé encore une fois par le destin vers Paris, ce grand centre des grands événements, il y reprit cette vie obscure et cachée qui lui pesait tant :

ce fut alors que, ne pouvant supporter son inaction, il adressa une note au gouvernement, dans laquelle il exposait qu'il était de l'intérêt de la France, au moment où l'impératrice de Russie venait de resserrer son alliance avec l'Autriche, de faire tout ce qui dépendait d'elle pour accroître les moyens militaires de la Turquie: en conséquence, il s'offrait au gouvernement pour passer à Constantinople, avec six ou sept officiers de différentes armes, qui pussent former aux sciences militaires les milices nombreuses et braves, mais peu aguerries, du sultan.

Le gouvernement ne daigna pas même répondre à cette note, et Bonaparte resta à Paris. Que fût-il arrivé du monde si un commis du ministère eût mis au bas de cette demande le mot « *accordé?* » — Dieu seul le sait.

Cependant, le 22 août 1795, la constitution de l'an III avait été adoptée: les législateurs qui l'avaient rédigée y avaient stipulé que les deux tiers des membres qui composaient la convention nationale feraient partie du nouveau corps législatif: c'était la chute des espérances du parti opposé, qui espérait, par le renouvellement total des élections, l'introduction d'une majorité nouvelle représentant son opinion. Ce parti opposé était surtout soutenu par les sections de Paris, qui déclarèrent qu'elles n'accepteraient la constitution qu'autant que la réélection des deux tiers serait annulée. La convention maintint le décret dans son intégrité: les sections commencèrent à murmurer; le 25 septembre quelques troubles précurseurs se manifestèrent; enfin, dans la journée du 4 octobre (12 vendémiaire) le danger devint si pressant que la convention pensa qu'il était temps de se mettre sérieusement en me-

sure : en conséquence, elle adressa au général Alexandre Dumas, commandant en chef de l'armée des Alpes, et alors en congé, la lettre suivante, dont la brièveté même démontrait l'urgence :

« Le général Alexandre Dumas se rendra à l'instant même à Paris pour y prendre le commandement de la force armée. »

L'ordre de la convention fut porté à l'hôtel Mirabeau ; mais le général Dumas était parti trois jours auparavant pour Villers-Coterets, où il reçut la lettre le 13 au matin.

Pendant ce temps, le danger croissait d'heure en heure ; il n'y avait pas moyen d'attendre l'arrivée de celui qui était mandé : en conséquence, pendant la nuit, le représentant du peuple Barras fut nommé commandant en chef de l'armée de l'intérieur ; il lui fallait un second ; il jeta les yeux sur Bonaparte.

Le destin, comme on le voit, avait déblayé sa route : cette heure d'avenir, qui doit sonner, dit-on, une fois, dans la vie de tout homme, était venue pour lui : le canon du 13 vendémiaire retentit dans la capitale.

Les sections, qu'il venait de détruire, lui donnèrent le nom de *Mitrailleur ;* et la convention, qu'il venait de sauver, le titre de général en chef de l'armée d'Italie.

Mais cette grande journée n'allait pas influer seulement sur la vie politique de Bonaparte : sa vie privée devait en dépendre et en ressortir. Le désarmement des sections venait d'être opéré avec une rigueur que nécessitaient les circonstances, lorsqu'un jour, un enfant, de dix ou douze ans, se présenta à l'état-major, suppliant le général Bonaparte de lui faire rendre l'épée de son père, qui avait été

général de la république. Bonaparte, touché de la demande et de la grâce juvénile avec laquelle elle lui était faite, fit chercher l'épée, et, l'ayant retrouvée, la lui rendit. L'enfant, à la vue de cette arme sainte qu'il croyait perdue, baisa en pleurant la poignée qu'avait touchée si souvent la main paternelle : le général fut touché de cet amour filial, et témoigna tant de bienveillance à l'enfant que sa mère se crut obligée de venir le lendemain lui faire une visite de remercîments.

L'enfant était Eugène, et la mère, Joséphine.

Le 21 mars 1796, Bonaparte partit pour l'armée d'Italie, emportant dans sa voiture deux mille louis : c'était tout ce qu'il avait pu réunir, en joignant à sa propre fortune et à celle de ses amis les subsides du Directoire ; c'est avec cette somme qu'il part pour aller conquérir l'Italie : c'était sept fois moins que n'emportait Alexandre allant conquérir l'Inde.

En arrivant à Nice, il trouva une armée sans discipline, sans munitions, sans vivres, sans vêtements. Dès qu'il est au quartier général, il fait distribuer aux généraux, pour les aider à entrer en campagne, la somme de quatre louis ; puis aux soldats, en leur montrant l'Italie : « Camarades, dit-il, vous manquez de tout au milieu de ces rochers : jetez les yeux sur les riches plaines qui se déroulent à vos pieds, elles nous appartiennent : allons les prendre. »

C'était à peu près le discours qu'Annibal avait tenu à ses soldats il y avait dix-neuf cents ans : et depuis dix-neuf cents ans, il n'avait passé entre ces deux hommes qu'un seul digne de leur être comparé : — C'était César.

Les soldats à qui Bonaparte adressait ces paroles étaient

les débris d'une armée qui, dans les roches stériles de la rivière de Gênes, se tenaient péniblement depuis deux ans sur la défensive, et qui avaient devant eux deux cent mille hommes des meilleures troupes de l'Empire et du Piémont : Bonaparte attaque cette masse avec trente mille hommes à peine, et en onze jours il la bat cinq fois, à Montenotte, à Millesimo, à Dego, à Vico et à Mondovi; puis, ouvrant les portes des villes d'une main, tandis qu'il gagne les batailles de l'autre, il s'empare des forteresses de Coni, de Tortone, d'Alexandrie et de la Ceva : en onze jours, les Autrichiens sont séparés des Piémontais, Provera est pris, et le roi de Sardaigne est forcé de signer une capitulation dans sa propre capitale. Alors Bonaparte s'avance sur la haute Italie; puis, devinant les succès à venir par les succès passés, il écrit au Directoire : « Demain je marche sur Beaulieu, je l'oblige à repasser le Pô, je le passe immédiatement après lui, je m'empare de toute la Lombardie, et, avant un mois, j'espère être sur les montagnes du Tyrol, y trouver l'armée du Rhin et porter de concert avec elle la guerre dans la Bavière. »

En effet, Beaulieu est poursuivi : il se retourne vainement pour s'opposer au passage du Pô, le passage est effectué : il se met à l'abri derrière les murs de Lodi, un combat de trois heures l'en chasse : il se range en bataille sur la rive gauche de l'Adda, défendant de toute son artillerie le passage du pont qu'il n'a pas eu le temps de couper; l'armée française se forme en colonne serrée, se précipite sur le pont, renverse tout ce qui s'oppose à elle, éparpille l'armée autrichienne et poursuit sa marche en

lui passant sur le corps. Alors Pavie se soumet, Pizzighitone et Crémone tombent, le château de Milan ouvre ses portes, le roi de Sardaigne signe la paix, les ducs de Parme et de Modène suivent son exemple, et Beaulieu n'a que le temps de se renfermer dans Mantoue.

Ce fut dans ce traité avec le duc de Modène que Bonaparte donna la première preuve de son désintéressement, en refusant quatre millions en or que le commandeur d'Est lui offrait au nom de son frère, et que Salicetti, commissaire du gouvernement auprès de l'armée, le pressait d'accepter.

Ce fut aussi dans cette campagne qu'il reçut le nom populaire qui lui rouvrit, en 1815, les portes de la France. Voici à quelle occasion. Sa jeunesse, lorsqu'il vint prendre le commandement de l'armée, avait inspiré quelque étonnement aux vieux soldats, de sorte qu'ils résolurent de lui conférer eux-mêmes les grades inférieurs dont il semblait que le gouvernement l'eût dispensé : en conséquence, ils se réunissaient après chaque bataille pour lui donner un grade, et lorsqu'il rentrait au camp, il y était reçu par les plus vieilles moustaches, qui le saluaient de son nouveau titre. Ce fut ainsi qu'il fut fait caporal à Lodi. De là le surnom de *Petit Caporal* qui resta toujours à Napoléon.

Cependant Bonaparte n'a fait qu'une halte d'un instant, et, dans cette halte, l'envie l'a rejoint. Le Directoire, qui a vu dans la correspondance du soldat la révélation de l'homme politique, craint que le vainqueur ne se constitue l'arbitre de l'Italie, et s'apprête à lui adjoindre Kellermann. Bonaparte l'apprend, et écrit :

« Réunir Kellermann à moi, c'est vouloir tout perdre. Je ne puis pas servir volontiers avec un homme qui se croit le meilleur tacticien de l'Europe : d'ailleurs, je crois qu'un mauvais général vaut mieux que deux bons. La guerre est comme le gouvernement, une affaire de tact. »

Puis il fait son entrée solennelle à Milan, où, tandis que le Directoire signe à Paris le traité de paix, négocié par Salicetti à la cour de Turin, que les négociations entamées avec Parme se terminent, et que celles avec Naples et Rome s'ouvrent, il se prépare à la conquête de la haute Italie.

La clef de l'Allemagne, c'est Mantoue : c'est donc Mantoue qu'il faut enlever. Cent cinquante pièces de canon, prises au château de Milan, sont dirigées sur cette ville : Serrurier en emporte les dehors; le siége commence.

Alors le cabinet de Vienne sent toute la gravité de la situation : il envoie au secours de Beaulieu vingt-cinq mille hommes sous les ordres de Quasdanowitch, et trente-cinq mille sous ceux de Wurmser. Un espion milanais est chargé des dépêches qui annoncent ce renfort, et s'engage à pénétrer dans la ville.

L'espion tombe dans une ronde de nuit commandée par l'aide de camp Dermoncourt, et est amené au général Dumas. Vainement on le fouille, on ne trouve rien sur lui. On est prêt à lui rendre la liberté, lorsque, par une de ces révélations du destin, le général Dumas devine qu'il a avalé ses dépêches : l'espion nie ; le général Dumas ordonne qu'il soit fusillé : l'espion avoue; il est remis à la

garde de l'aide de camp Dermoncourt, qui, au moyen d'un vomitif administré par le chirurgien-major, devient possesseur d'une boulette de cire de la grosseur d'une bille de grès. Elle renferme la lettre de Wurmser, écrite sur parchemin avec une plume de corbeau. Cette lettre donne les plus grands détails sur les opérations de l'armée ennemie. La lettre est envoyée à Bonaparte. Quasdanowitch et Wurmser se sont divisés : le premier marche sur Brescia, le second sur Mantoue. C'est la même faute qui a déjà perdu Provera et d'Argentau. Bonaparte laisse dix mille hommes devant la ville, se porte avec vingt-cinq mille au devant de Quasdanowitch, qu'il rejette dans les gorges du Tyrol après l'avoir battu à Salo et à Lonato ; puis aussitôt se retourne vers Wurmser, qui apprend la défaite de son collègue par la présence de l'armée qui l'a vaincu. Attaqué avec l'impétuosité française, il est battu à Castiglione. En cinq jours les Autrichiens ont perdu vingt mille hommes et cinquante pièces de canon. Cette victoire a donné le temps à Quasdanowitch de se rallier : Bonaparte revient à lui, le bat à San-Marco, à Serravalle et à Roveredo ; puis il revient, après les combats de Bassano, de Rimolano et de Cavalo, mettre une seconde fois le siége devant Mantoue, où Wurmser est entré avec les débris de son armée.

Là, pendant que les travaux s'accomplissent, des États se forment autour de lui et se consolident à sa parole. Il fonde les républiques cispadane et transpadane, chasse les Anglais de la Corse, et pèse à la fois sur Gênes, Venise et le saint-siége, qu'il empêche de se soulever. C'est au milieu de ces vastes combinaisons politiques qu'il apprend

l'approche d'une nouvelle armée impériale, conduite par Alvinzi ; mais il y a une fatalité sur tous ces hommes : la même faute commise par ses prédécesseurs, Alvinzi la commet à son tour. Il divise son armée en deux corps : l'un, composé de trente mille hommes qui, guidés par lui, doivent traverser le Véronais et gagner Mantoue ; l'autre, composé de quinze mille hommes qui, sous le commandement de Davidowich, s'étendra sur l'Adige. Bonaparte marche à Alvinzi, le joint à Arcole, lutte trois jours corps à corps avec lui, et ne le lâche qu'après lui avoir couché cinq mille morts sur le champ de bataille, fait huit mille prisonniers et pris trente pièces de canon ; puis, tout haletant d'Arcole, s'élance entre Davidowich, qui sort du Tyrol, et Wurmser, qui sort de Mantoue, rejette l'un dans ses montagnes, l'autre dans sa ville; apprend sur le champ de bataille qu'Alvinzi et Provera vont faire leur jonction, met Alvinzi en déroute à Rivoli, réduit, par les combats de Saint-George et de la Favorite, Provera à rendre les armes ; enfin, débarrassé de tous ses adversaires, revient vers Mantoue, la cerne, la presse, l'étouffe et la force de se rendre, au moment où une cinquième armée, détachée des réserves du Rhin, s'avance conduite par un archiduc. Aucun affront ne peut échapper à l'Autriche : les défaites de ses généraux vont remonter jusqu'au trône. Le 10 mars 1797, le prince Charles est battu au passage du Tagliamento : cette victoire nous ouvre les États de Venise et les gorges du Tyrol. Les Français s'avancent au pas de course par la voie qui leur est ouverte, triomphent à Lavis, à Trasmis et à Clausen, entrent dans Trieste, enlèvent Tarvis, Gradisca et Villach,

s'archarnent à la poursuite de l'archiduc, qu'ils n'abandonnent que pour occuper les routes de la capitale de l'Autriche, et enfin pénètrent jusqu'à trente lieues de Vienne. Là, Bonaparte fait une halte pour attendre les parlementaires. Il y a un an qu'il a quitté Nice, et, dans cette année, il a détruit six armées, pris Alexandrie, Turin, Milan, Mantoue, et planté le drapeau tricolore sur les Alpes du Piémont, de l'Italie et du Tyrol. Autour de lui ont commencé de briller les noms de Masséna, d'Augereau, de Joubert, de Marmont, de Berthier. La pléiade se forme, les satellites tournent autour de leur astre, le ciel de l'empire s'étoile !

Bonaparte ne s'était pas trompé : les parlementaires arrivent. Léoben est fixé pour le siége des négociations. Bonaparte n'a plus besoin des pleins pouvoirs du Directoire. C'est lui qui a fait la guerre, c'est lui qui fera la paix. « Vu la position des choses, écrit-il, les négociations même avec l'Empereur sont devenues une opération militaire. » Néanmoins cette opération traîne en longueur ; toutes les astuces de la diplomatie l'enveloppent et le fatiguent. Mais un jour arrive où le lion se lasse d'être dans un filet. Il se lève au milieu d'une discussion, saisit un magnifique cabaret de porcelaine, le brise en morceaux et le foule aux pieds ; puis, se retournant vers les plénipotentiaires stupéfaits : « C'est ainsi que je vous pulvériserai tous, leur dit-il, puisque vous le voulez. » Les diplomates reviennent à des sentiments plus pacifiques ; on donne lecture du traité. Dans le premier article, l'Empereur déclare qu'il reconnaît la république française : « Rayez ce paragraphe, s'écrie Bonaparte ; la république française est comme le

soleil sur l'horizon : aveugles sont ceux-là que son éclat n'a point frappés! »

Ainsi, à l'âge de vingt-sept ans, Bonaparte tient d'une main l'épée qui divise les États, et de l'autre la balance qui pèse les rois. Le Directoire a beau lui tracer sa voie, il marche dans la sienne : s'il ne commande pas encore, il n'obéit déjà plus. Le Directoire lui écrit de se rappeler que Wurmser est un émigré : Wurmser tombe entre les mains de Bonaparte, qui a pour lui tous les égards dus au malheur et à la vieillesse : le Directoire emploie vis-à-vis du pape des formes outrageantes. Bonaparte lui écrit toujours avec respect et ne l'appelle que le très-saint-père : le Directoire déporte les prêtres, et les proscrit ; Bonaparte ordonne à son armée de les regarder comme des frères et de les honorer comme des ministres de Dieu : le Directoire essaye d'exterminer jusqu'aux vestiges de l'aristocratie, Bonaparte écrit à la démocratie de Gênes pour blâmer les excès auxquels elle s'est portée à l'égard des nobles, et lui fait savoir que, si elle veut conserver son estime, elle doit respecter la statue de Doria.

Le 15 vendémiaire an VI, le traité de Campo-Formio est signé, et l'Autriche, à laquelle on laisse Venise, renonce à ses droits sur la Belgique et à ses prétentions sur l'Italie. Bonaparte quitte l'Italie pour la France ; et le 15 frimaire de la même année (5 décembre 1797), il arrive à Paris.

Bonaparte était resté absent deux ans, et, dans ces deux ans, il avait fait cent cinquante mille prisonniers, pris cent soixante et dix drapeaux, cinq cent cinquante pièces de canon, six cents pièces de campagne, cinq équipages de

pont, neuf vaisseaux de 64 canons, douze frégates de 32, douze corvettes et dix-huit galères : de plus, après avoir, comme nous l'avons dit, emporté de France deux mille louis, il y avait, à plusieurs reprises, envoyé près de cinquante millions : contre toutes les traditions antiques et modernes, c'était l'armée qui avait nourri la patrie.

Avec la paix, Bonaparte avait vu arriver le terme de sa carrière militaire. Ne pouvant rester en repos, il ambitionna la place de l'un des deux directeurs qui allaient sortir. Malheureusement, il n'avait que vingt-huit ans : c'était une violation si grande et si prompte de la constitution de l'an III qu'on n'osa pas même en faire la proposition. Il rentra donc dans sa petite maison de la rue Chantereine, luttant d'avance, par les combinaisons de son génie, contre un ennemi plus terrible que tous ceux qu'il avait combattus jusqu'alors, l'oubli. « On ne conserve à Paris le souvenir de rien, disait-il ; si je reste longtemps oisif, je suis perdu. Une renommée, dans cette grande Babylone, en remplace une autre; et l'on ne m'aura pas vu plus de trois fois au spectacle qu'on ne me regardera même plus. »

C'est pour cela qu'en attendant mieux il se fit nommer membre de l'Institut.

Enfin, le 29 janvier 1798, il dit à son secrétaire : « Bourrienne, je ne veux pas rester ici, il n'y a rien à faire; ils ne veulent entendre à rien. Je vois que, si je reste, je suis coulé dans peu. Tout s'use ici : je n'ai déjà plus de gloire. Cette petite Europe n'en fournit pas assez : c'est une taupinière. Il n'y a jamais eu de grands empires et de grandes révolutions qu'en Orient, où vivent six cent

4.

millions d'hommes. Il faut aller en Orient, toutes les grandes renommées viennent de là. »

Ainsi, il lui faut dépasser toutes les grandes renommées. Il a déjà fait plus qu'Annibal, il fera autant qu'Alexandre et César ; et son nom manque aux pyramides, où sont inscrits ces deux grands noms.

Le 12 avril 1798, Bonaparte fut nommé général en chef de l'armée d'Orient.

Il n'a déjà, comme on le voit, qu'à demander pour obtenir : en arrivant à Toulon, il va donner la preuve qu'il n'a qu'à commander pour être obéi.

Un vieillard de quatre-vingts ans vient d'être fusillé la veille du jour où il arrive dans cette ville. Le 16 mai 1798, il écrit la lettre suivante aux commissions militaires de la neuvième division, établies en vertu de la loi du 19 fructidor :

« Bonaparte, membre de l'Institut national.

« J'ai appris, citoyens, avec la plus grande douleur, que des vieillards âgés de soixante et dix à quatre-vingts ans, de misérables femmes enceintes ou environnées d'enfants en bas âge, avaient été fusillés comme prévenus d'émigration.

« Les soldats de la liberté seraient-ils donc devenus des bourreaux ?

« La pitié, qu'ils ont portée jusqu'au milieu des combats, serait-elle donc morte dans leurs cœurs ?

« La loi du 19 fructidor a été une mesure de salut public ; son intention a été d'atteindre les conspirateurs,

et non de misérables femmes, et non des vieillards caducs.

« Je vous exhorte donc, citoyens, toutes les fois que la loi présentera à votre tribunal des vieillards de plus de soixante ans, ou des femmes, de déclarer qu'au milieu des combats vous avez respecté les vieillards et les femmes de vos ennemis.

« Le militaire qui signe une sentence contre une personne incapable de porter les armes est un lâche.

« BONAPARTE. »

Cette lettre sauva la vie à un malheureux compris dans cette catégorie. Bonaparte s'embarque trois jours après. Ainsi son dernier adieu à la France est l'exercice d'un acte royal, le droit de grâce.

Malte était achetée d'avance : Bonaparte se la fait livrer en passant ; et, le 1er juillet 1798, il touche la terre d'Égypte, près du fort Marabou, à quelque distance d'Alexandrie.

Dès qu'il apprit cette nouvelle, Mourad-Bey, que l'on venait chercher comme un lion dans son antre, appela à lui ses mameluks, laissa aller au courant du Nil une flottille de djermes, de canges et de chaloupes armées en guerre, et la fit suivre sur les bords du fleuve par un corps de douze à quinze cents cavaliers, que Desaix, qui commandait notre avant-garde, rencontra le 14 au village de Minieh-Salam. C'était la première fois, depuis le temps des croisades, que l'Orient et l'Occident se trouvaient face à face.

Le choc fut terrible : cette milice, couverte d'or,

rapide comme le vent, dévorante comme la flamme , chargeait jusque sur nos carrés, dont elle hachait les canons de fusil avec ses sabres trempés à Damas; puis, lorsque le feu partait de ces carrés comme d'un volcan, elle se déroulait, pareille à une écharpe d'or et de soie , visitait au galop tous ces angles de fer dont chaque face lui envoyait sa volée , et , lorsqu'elle voyait toute brèche impossible , elle fuyait enfin comme une longue ligne d'oiseaux effarouchés, laissant autour de nos bataillons une ceinture , mouvante encore , d'hommes et de chevaux mutilés, et elle allait se reformer au loin pour revenir tenter une nouvelle charge , inutile et meurtrière comme l'autre.

Au milieu de la journée, ils se rallièrent une dernière fois ; mais , au lieu de revenir sur nous, ils prirent la route du désert et disparurent à l'horizon dans un tourbillon de sable.

Ce fut à Gizeh que Mourad apprit l'échec de Chébréiss : le même jour des messagers furent envoyés au Saïd, au Fayoum , au désert. Partout, beys, cheiks, mameluks, tout fut convoqué contre l'ennemi commun; chacun devait venir avec son cheval et ses armes : trois jours après, Mourad avait autour de lui six mille cavaliers.

Toute cette troupe, accourue au cri de guerre de son chef, vint camper en désordre sur la rive du Nil, en vue du Caire et des pyramides, entre le village d'Embabeh , où elle appuyait sa droite, et Gizeh, la résidence favorite de Mourad, où elle étendait sa gauche : quant à celui-ci, il avait fait planter sa tente auprès d'un sycomore gigantesque dont l'ombre couvrait cinquante cavaliers. C'est dans cette position, qu'après avoir mis un peu d'ordre dans

sa milice, il attendit l'armée française, qui remontait le Nil.

Le 23, au lever du jour, Desaix, qui marchait toujours à l'avant-garde, aperçut un parti de cinq cents mameluks, envoyés en reconnaissance, et qui se replièrent sans cesser d'être en vue. A quatre heures du matin, Mourad entendit de grandes acclamations : c'était l'armée tout entière qui saluait les pyramides.

A six heures, Français et mameluks étaient en présence.

Que l'on se figure le champ de bataille : c'était le même que Cambyse, l'autre conquérant qui venait de l'autre bout du monde, avait choisi pour écraser les Égyptiens. Deux mille quatre cents ans s'étaient écoulés : le Nil et les pyramides étaient toujours là : seulement le sphinx de granit, que les Perses mutilèrent au visage, n'avait plus que sa tête gigantesque hors du sable : le colosse dont parle Hérodote était couché, Memphis avait disparu, le Caire avait surgi : tous ces souvenirs, distincts et présents à l'esprit des chefs français, planaient vaguement au-dessus de la tête des soldats, comme ces oiseaux inconnus qui passaient autrefois au-dessus des batailles et qui présageaient la victoire.

Quant à l'emplacement, c'est une vaste plaine de sable, comme il en faut à des manœuvres de cavalerie un village, nommé Békir, s'élève au milieu; un petit ruisseau la limite un peu en avant de Gizeh. Mourad et toute sa cavalerie étaient adossés au Nil, ayant le Caire derrière eux.

Bonaparte vit, à cette disposition du terrain et de ses

ennemis, qu'il lui était possible, non-seulement de vaincre les mameluks, mais encore de les exterminer. Il développa son armée en demi-cercle, formant de chaque division des carrés gigantesques, au centre desquels était placée l'artillerie. Desaix, habitué à marcher en avant, commandait le premier carré, placé entre Embabeh et Gizeh; puis venaient la division Régnier, la division Kléber, privée de son chef, blessé à Alexandrie, et commandée par Dugua; puis la division Menou, commandée par Vial; enfin, formant l'extrême gauche appuyée au Nil et la plus rapprochée d'Embabeh, la divison du général Bon.

Tous les carrés devaient se mettre en mouvement ensemble, marcher sur Embabeh, et, village, chevaux, mameluks, retranchements, tout jeter dans le Nil.

Mais Mourad n'était pas homme à attendre derrière quelques buttes de sable. A peine les carrés eurent-ils pris place, que les mameluks sortirent de leurs retranchements en masses inégales, et, sans choisir, sans calculer, se ruèrent sur les carrés qu'ils trouvèrent le plus près d'eux : c'étaient les divisions Desaix et Régnier.

Arrivés à la portée du fusil, les assaillants se divisèrent en deux colonnes : la première marchait tête baissée sur l'angle gauche de la division Régnier, la seconde sur l'angle droit de la division Desaix. Les carrés les laissèrent approcher à dix pas, puis ils éclatèrent : chevaux et cavaliers se trouvèrent arrêtés par une muraille de flammes; les deux premiers rangs des mameluks tombèrent comme si la terre eût tremblé sous eux; le reste de la colonne, emporté par sa course, arrêté par ce rem-

part de fer et de feu, ne pouvant ni ne voulant retourner en arrière, longea, ignorant qu'il était, toute la face du carré Régnier, dont le feu le rejeta sur la division Desaix. Celle-ci, se trouvant alors prise entre ces deux trombes d'hommes et de chevaux qui tourbillonnaient autour d'elle, leur présenta le bout des baïonnettes de son premier rang, tandis que les deux autres s'enflammaient, et que ses angles, en s'ouvrant, laissaient passer les boulets impatients de se mêler à cette sanglante fête.

Il y eut un moment où les deux divisions se trouvèrent complétement entourées et où tous les moyens furent mis en œuvre pour ouvrir ces carrés impassibles et mortels. Les mameluks chargeaient jusqu'à dix pas, recevaient le double feu de la fusillade et de l'artillerie; puis, retournant leurs chevaux, qui s'effrayaient à la vue des baïonnettes, ils les forçaient d'avancer à reculons, les faisaient cabrer et se renversaient avec eux, tandis que les cavaliers démontés se traînaient sur leurs genoux; rampaient comme des serpents, et allaient couper les jarrets de nos soldats. Il en fut ainsi pendant trois quarts d'heure que dura cette horrible mêlée. Nos soldats, à cette manière de combattre, ne reconnaissaient plus des hommes; ils croyaient avoir affaire à des fantômes, à des spectres, à des démons. Enfin, mameluks acharnés, cris d'hommes, hennissements de chevaux, flammes et fumée, tout s'évanouit, comme si un tourbillon l'emportait : il ne resta entre les deux divisions qu'un champ de bataille sanglant, hérissé d'armes et d'étendards, jonché de morts et de mourants se plaignant et se soulevant encore comme une houle mal calmée.

En ce moment, tous les carrés, d'un pas régulier comme

celui d'une parade, avançaient enfermant Embabeh dans leur cercle de fer : tout à coup la ligne du bey s'enflamma à son tour : trente-sept pièces d'artillerie croisèrent sur la plaine leurs réseaux de bronze. La flottille bondit sur le Nil, secouée par le recul des bombardes, et Mourad, à la tête de trois mille cavaliers, s'élança à son tour pour voir s'il ne pourrait pas mordre à ces carrés infernaux : alors, la colonne qui avait donné d'abord, et qui avait eu le temps de se reformer, le reconnut, et de son côté aussi elle revint contre ses premiers et mortels ennemis.

Ce dut être une chose merveilleuse à voir, pour l'œil d'aigle qui planait au-dessus du champ de bataille, que ces six mille cavaliers, les premiers du monde, montés sur des chevaux dont les pieds ne laissaient pas de trace sur le sable, tournant comme une meute autour de ces carrés immobiles et enflammés, les étreignant de leurs replis, les enveloppant de leurs nœuds, cherchant à les étouffer quand ils ne pouvaient les ouvrir, se dispersant, se reformant pour se disperser encore, changeant de face comme les vagues qui battent un rivage; puis, revenant sur une seule ligne, et pareils à un serpent gigantesque dont on voyait parfois la tête, conduite par l'infatigable Mourad, se dresser jusqu'au-dessus des carrés. Tout à coup, les batteries des retranchements changèrent d'artilleurs, les mameluks entendirent tonner leurs propres canons et se virent enlevés par leurs propres boulets, leur flottille prit feu et sauta : tandis que Mourad usait ses griffes et ses dents contre nos carrés, les trois colonnes d'attaque s'étaient emparées des retranchements, et Marmont, commandant la plaine, foudroyait, des hau-

teurs d'Embabeh, les mameluks acharnés contre nous.

Alors Bonaparte ordonna une dernière manœuvre, et tout fut fini : les carrés s'ouvrirent, se développèrent, se joignirent et se soudèrent comme les anneaux d'une chaîne; Mourad et ses mameluks se trouvèrent pris entre leurs propres retranchements et la ligne française. Mourad vit que la bataille était perdue; il rallia ce qui lui restait d'hommes, et entre cette double ligne de feux, au galop aérien de ses chevaux, il s'élança tête baissée dans l'ouverture que la division Desaix laissait entre elle et le Nil, passa comme un tourbillon sous le dernier feu de nos soldats, s'enfonça dans le village de Gizeh, et reparut un instant après au-dessus de lui, se retirant vers la haute Égypte avec deux ou trois cents cavaliers, restes de sa puissance.

Il avait laissé sur le champ de bataille trois mille hommes, quarante pièces d'artillerie, quarante chameaux chargés, ses tentes, ses chevaux, ses esclaves. On abandonna cette plaine couverte d'or, de cachemires et de soie, aux soldats vainqueurs, qui firent un butin immense, car tous ces mameluks étaient couverts de leurs plus belles armures, et portaient sur eux tout ce qu'ils possédaient en bijoux, en or et en argent.

Bonaparte coucha le même soir à Gizeh, et le surlendemain il entra au Caire par la porte de la Victoire.

A peine est-il au Caire que Bonaparte rêve, non-seulement la colonisation du pays dont il vient de s'emparer, mais encore la conquête de l'Inde par l'Euphrate. Il rédige pour le Directoire une note dans laquelle il demande des renforts, des armes, des équipages de guerre, des chirurgiens, des pharmaciens, des médecins, des fon-

deurs, des liquoristes, des comédiens, des jardiniers, des marchands de marionnettes pour le peuple, et une cinquantaine de femmes françaises; il envoie à Tippoo-Saëb un courrier pour lui proposer une alliance contre les Anglais; puis, bercé de cette double espérance, il se met à la poursuite d'Ibrahim, le plus influent des beys après Mourad, le culbute à Saheley'h, et, pendant qu'on le félicite de cette victoire, un messager lui apporte la nouvelle de la perte entière de sa flotte. Nelson a écrasé Brueys : la flotte a disparu comme dans un naufrage : plus de communications avec la France, plus d'espoir de conquérir l'Inde. Il faut rester en Égypte ou en sortir grands comme les anciens.

Bonaparte revient au Caire, célèbre l'anniversaire de la naissance de Mahomet et la fondation de la république. Au milieu de ces fêtes, le Caire se révolte, et tandis qu'il le foudroie du haut du Mokattam, Dieu lui vient en aide et lui amène l'orage; tout s'apaise en quatre jours. Bonaparte part pour Suez, il veut voir la mer Rouge et mettre le pied en Asie à l'âge d'Alexandre. Il manque de mourir comme Pharaon : un guide le sauve.

Maintenant ses yeux se tournent vers la Syrie. L'époque d'un débarquement en Égypte est passée, et ne doit plus revenir qu'au mois de juillet suivant; mais il reste à craindre une expédition par Gaza et el Arych, car Djezzar-Pacha, surnommé *le boucher*, vient de s'emparer de cette dernière ville. Il faut détruire cette avant-garde de la Porte Ottomane, renverser les remparts de Jaffa, de Gaza et d'Acre, ravager le pays et en détruire toutes les ressources, afin de rendre impossible le passage d'une

armée par le désert. Voilà le plan connu ; mais peut-être cache-t-il quelqu'une de ces expéditions gigantesques comme Bonaparte en garde toujours au fond de sa pensée : nous verrons.

Il part à la tête de dix mille hommes, divise l'infanterie en quatre corps, qu'il met sous les ordres de Bon, de Kléber, de Lannes et de Régnier, donne la cavalerie à Murat, l'artillerie à Dammartin et le génie à Cafarelli-Dufalga. El Arych est attaqué et pris le 1er ventôse ; le 7, Gaza est occupé sans résistance ; le 17, Jaffa, emporté d'assaut, voit sa garnison, composée de cinq mille hommes, passée au fil de l'épée ; puis la route continue triomphale ; on arrive devant Saint-Jean-d'Acre, et le 30 du même mois la brèche est ouverte : c'est là que doivent commencer les revers.

C'est un Français qui commande la place, un ancien camarade de Napoléon : examinés ensemble à l'École militaire, ils ont été le même jour envoyés à leurs corps respectifs. Attaché au parti royaliste, Phelippeaux fait évader Sidney-Smith du Temple, il le suit en Angleterre, et le précède en Syrie : c'est contre son génie bien plus que contre les remparts d'Acre que Bonaparte vient se heurter : aussi, au premier coup d'œil, il voit que la défense est conduite par un homme supérieur ; un siége en règle est impossible, il faut emporter la ville : trois assauts successifs sont donnés sans résultat. Pendant un de ces assauts, une bombe tombe aux pieds de Bonaparte ; deux grenadiers se jettent aussitôt sur lui, le placent entre eux deux, élèvent leurs bras au-dessus de sa tête et le couvrent de toute part ; la bombe éclate, et, comme par

miracle, ses éclats respectent leur dévouement, personne n'est blessé. Un de ces grenadiers s'appelle Daumesnil : il sera général en 1809, perdra une jambe à Moscou en 1812, et commandera Vincennes en 1814.

Cependant des secours arrivent de tous côtés à Djezzar ; les pachas de Syrie ont réuni leurs forces et marchent sur Acre ; Sidney-Smith accourt avec la flotte anglaise ; enfin, la peste, cet auxiliaire plus terrible que tous les autres, vient en aide au bourreau de la Syrie. Il faut d'abord se débarrasser de l'armée de Damas. Bonaparte, au lieu de l'attendre ou de reculer à son approche, marche au-devant d'elle, la joint et la disperse dans la plaine du mont Thabor, puis revient tenter encore cinq autres assauts, inutiles comme les premiers. Saint-Jean-d'Acre est pour lui la ville maudite, il ne la dépassera pas.

Chacun s'étonne qu'il s'acharne ainsi à la prise d'une bicoque, qu'il y risque chaque jour sa vie, qu'il y perde ses meilleurs officiers et ses plus braves soldats ; chacun le blâme de cet acharnement qui semble sans but : le but, le voici, il l'explique lui-même, après un de ces assauts infructueux où Duroc a été blessé, car il a besoin que quelques grands cœurs comme le sien sachent qu'il ne joue pas un jeu d'insensé : « Oui, dit-il, je vois que cette misérable bicoque m'a coûté bien du monde et pris bien du temps, mais les choses sont trop avancées pour ne pas tenter un nouvel effort. Si je réussis, je trouve dans la ville les trésors du pacha et des armes pour trois cent mille hommes ; je soulève et j'arme la Syrie, qu'a tant indignée la férocité de Djezzar, dont, à chaque assaut, la population demande la chute à Dieu ; je marche sur Damas et

Alep ; en avançant dans le pays, je grossis mon armée de tous les mécontents ; j'annonce au peuple l'abolition de la servitude et du gouvernement tyrannique des pachas ; j'arrive à Constantinople avec des masses armées ; je renverse l'empire turc, je fonde dans l'Orient un nouvel et grand empire qui fixe ma place dans la postérité, et je reviens à Paris par Andrinople et par Vienne, après avoir anéanti la maison d'Autriche. » — Puis, poussant un soupir, il continue : — « Si je ne réussis pas dans le dernier assaut que je veux tenter, je pars sur-le-champ ; le temps me presse. Je ne serai point au Caire avant la mi-juin : les vents sont alors favorables pour aller du nord en Égypte : Constantinople enverra des troupes à Alexandrie et à Rosette, il faut que j'y sois. Quant à l'armée qui viendra plus tard par terre, je ne la crains pas cette année. Je ferai tout détruire jusqu'à l'entrée du désert ; je rendrai impossible le passage d'une armée d'ici à deux ans : on ne vit pas au milieu des ruines. »

C'est ce dernier parti qu'il est forcé de prendre. L'armée se retire sur Jaffa : Bonaparte y visite l'hôpital des pestiférés ; ce sera la plus belle composition du peintre Gros. Tout ce qui est transportable est évacué, par mer sur Damiette, et par terre sur Gaza et el Arych : une soixantaine restent, qui n'ont plus qu'un jour à vivre, mais qui dans une heure tomberont aux mains des Turcs. La même nécessité au cœur de bronze, qui a fait passer au fil de l'épée la garnison de Jaffa, élève encore la voix. Le pharmacien R*** fait distribuer, dit-on, une potion aux mourants : au lieu des tortures que leur réservent les Turcs, ils auront au moins une douce agonie.

Enfin, le 26 prairial, après une marche longue et pénible, l'armée rentre au Caire. Il était temps. Mourad-Bey, échappé à Desaix, menace la basse Égypte; une seconde fois il atteint les Français au pied des pyramides : Bonaparte ordonne tout pour une bataille; cette fois, c'est lui qui prend la position des mameluks, et qui s'adosse au fleuve; mais le lendemain matin, Mourad-Bey a disparu : Bonaparte s'étonne; le même jour, tout lui est expliqué; la flotte qu'il avait devinée a débarqué à Aboukir, juste à l'époque qu'il a prédite; Mourad, par des chemins détournés, est allé rejoindre le camp des Turcs.

En arrivant, il trouve le pacha plein de hautaines espérances : lorsqu'il a paru, les détachements français, trop faibles pour le combattre, se sont repliés pour se concentrer. « Eh bien! dit Mustapha-Pacha au bey des mameluks, ces Français tant redoutés, dont tu n'as pu soutenir la présence, je me montre, et les voilà qui fuient devant moi.

— Pacha, répondit Mourad-Bey; rends grâce au prophète qu'il convienne aux Français de se retirer, car s'ils se retournaient, tu disparaîtrais devant eux comme la poussière devant l'aquilon. »

Il prophétisait, le fils du désert : à quelques jours de là Bonaparte arrive; après trois heures de combat, les Turcs plient et prennent la fuite; Mustapha-Pacha tend d'une main sanglante son sabre à Murat; deux cents hommes se rendent avec lui, deux mille restent sur le champ de bataille, dix mille sont noyés; vingt pièces de canon, les tentes, les bagages tombent entre nos mains; le fort d'Aboukir est repris; les mameluks sont rejetés au delà du

désert, et les Anglais et les Turcs ont cherché un asile sur leurs vaisseaux.

Bonaparte envoie un parlementaire au vaisseau amiral; il doit traiter du renvoi des prisonniers, qu'il est impossible de garder, et inutile de fusiller comme à Jaffa : en échange, l'amiral envoie à Bonaparte du vin, des fruits et la *Gazette de Francfort* du 10 juin 1799.

Depuis le mois de juin 1798, c'est-à-dire depuis plus d'un an, Bonaparte est sans nouvelles de France : il jette les yeux sur le journal, le parcourt rapidement, et s'écrie : « Mes pressentiments ne m'ont pas trompé, l'Italie est perdue; il faut que je parte ! » En effet, les Français en sont arrivés au point où il les désire, assez malheureux pour le voir arriver, non pas comme un ambitieux, mais comme un sauveur.

Gantheaume appelé par lui arrive aussitôt : Bonaparte lui donne l'ordre de préparer les deux frégates *le Muiron* et *la Carrère*, et deux petits bâtiments, *la Revanche* et *la Fortune*, avec des vivres pour quatre à cinq cents hommes et pour deux mois. Le 22 août, il écrit à l'armée : « Les nouvelles d'Europe m'ont décidé à partir pour la France; je laisse le commandement au général Kléber : l'armée aura bientôt de mes nouvelles. Je ne puis en dire davantage. Il m'en coûte de quitter les soldats auxquels je suis le plus attaché; mais ce ne sera que momentanément. Le général que je leur laisse a la confiance de l'armée et la mienne. »

Le lendemain, il s'embarque sur *le Muiron*. Gantheaume veut prendre la haute mer; Bonaparte s'y oppose. « Je veux, dit-il, que vous longiez autant que possible les côtes

d'Afrique : vous suivrez cette route jusqu'au sud de la Sardaigne. J'ai une poignée de braves ; j'ai un peu d'artillerie ; si les Anglais se présentent, je m'échoue sur les sables ; je gagnerai par terre Oran, Tunis ou un autre port, et là je trouverai le moyen de me rembarquer. »

Pendant vingt et un jours, les vents de l'ouest et du nord-ouest repoussent Bonaparte vers le port d'où il vient de sortir. Enfin, on sent les premières brises d'un vent d'est, Gantheaume lui ouvre toutes ses voiles : en peu de temps on dépasse le point où fut autrefois Carthage, on double la Sardaigne, dont on longe la côte occidentale ; le 1er octobre, on entre dans le port d'Ajaccio, où l'on change pour 17,000 fr. de sequins turcs contre de l'argent français, — c'est tout ce que Bonaparte rapporte d'Égypte ; — enfin, le 7 du même mois, on quitte la Corse et l'on fait voile sur la France, dont on n'est plus qu'à soixante et dix lieues. Le 8, au soir, on signale une escadre de quatorze vaisseaux ; Gantheaume propose de virer de bord et de retourner en Corse : « Non, s'écrie impérieusement Bonaparte, faites force de voiles ; tout le monde à son poste ; au nord-ouest, au nord-ouest, marchons ! » Toute la nuit se passe en inquiétudes ; Bonaparte ne quitte pas le pont ; il fait préparer une grande chaloupe, y met douze matelots, ordonne à son secrétaire de faire un choix de ses papiers les plus importants, et prend vingt hommes, avec lesquels il se fera échouer sur les côtes de la Corse. Au jour, toutes ces précautions deviennent inutiles, toutes les terreurs se dissipent, la flotte fait voile vers le nord-est. Le 8 octobre, au point du jour, on aperçoit Fréjus ; à huit heures on entre en rade. Aussitôt le bruit se répand

que l'une des deux frégates porte Bonaparte ; la mer se couvre d'embarcations ; toutes les mesures sanitaires que Bonaparte se proposait de violer sont oubliées par le peuple, en vain lui fait-on observer le danger qui le menace : « Nous aimons mieux, répond-il, la peste que les Autrichiens. » Bonaparte est conduit, entraîné, porté ; c'est une fête, une ovation, un triomphe. Enfin, au milieu de l'enthousiasme, des acclamations, du délire, César met le pied sur cette terre où il n'y a plus de Brutus.

Six semaines après, la France n'a plus de directeurs, mais trois consuls ; et parmi ces trois consuls, il y en a un au dire de Sieyes, qui sait tout, qui fait tout, qui peut tout.

Nous sommes arrivés au 18 brumaire.

BONAPARTE PREMIER CONSUL.

Le premier soin de Bonaparte, en arrivant à la suprême magistrature d'un État tout saignant encore de la guerre civile et étrangère, et tout épuisé de ses propres victoires, fut de tenter d'asseoir la paix sur des bases solides : en conséquence, le 5 nivôse an VIII de la république, mettant de côté toutes les formes diplomatiques dont les souverains enveloppent d'habitude leur pensée, il écrivit directement et de sa main au roi George III, pour lui proposer une alliance entre la France et l'Angleterre. Le roi resta muet, Pitt se chargea de répondre : c'est dire que l'aillance fut refusée.

Bonaparte, repoussé par George III, se tourna vers Paul Ier. Connaissant le caractère chevaleresque de ce

prince, il pensa qu'il fallait vis-à-vis de lui agir en chevalier; il rassembla dans l'intérieur de la France les troupes russes prises en Hollande et en Suisse, il les fit habiller à neuf et les renvoya dans leur patrie, sans leur demander ni rançon, ni échange. Bonaparte ne s'était pas trompé en comptant sur cette démarche pour désarmer Paul Ier. Celui-ci, en apprenant la courtoisie du premier consul, retira les troupes qu'il avait encore en Allemagne, et déclara qu'il ne faisait plus partie de la coalition.

La France et la Prusse étaient en bonne intelligence, et le roi Frédéric-Guillaume avait scrupuleusement observé les conditions du traité de 1795. Bonaparte envoya Duroc auprès de lui pour le déterminer à étendre le cordon de ses troupes jusque sur le bas Rhin, afin d'avoir une ligne moins considérable à défendre. Le roi de Prusse y consentit, et promit d'employer son intervention auprès de la Saxe, du Danemark et de la Suède, pour qu'ils observassent la neutralité.

Restaient donc l'Angleterre, l'Autriche et la Bavière. Mais ces trois puissances étaient loin d'être prêtes à recommencer les hostilités. Bonaparte eut donc le temps, sans les perdre de vue, de jeter les yeux sur l'intérieur.

Le siége du nouveau gouvernement était aux Tuileries. Bonaparte habitait le palais des rois, et peu à peu les anciens usages de la cour reparaissaient dans ces appartements dont les avaient chassés les conventionnels: au reste, il faut le dire, le premier des priviléges de la couronne que s'arrogea Bonaparte fut celui de faire grâce. M. Defeu, émigré français pris dans le Tyrol, avait été conduit à Grenoble et condamné à mort. Bonaparte ap-

prend cette nouvelle, fait écrire par son secrétaire sur un bout de papier : — *Le premier consul ordonne de suspendre le jugement de M. Defeu,* — signe cet ordre laconique, l'expédie au général Férino, et M. Defeu est sauvé.

Puis commence à se faire jour cette passion, qui tient chez lui la première place après celle de la guerre, la passion des monuments. D'abord il se contente de faire balayer les échoppes qui encombrent la cour des Tuileries ; bientôt, en regardant par une des fenêtres, offusqué qu'il est de l'interruption du quai d'Orsay, où la Seine, en débordant tous les hivers, empêche les communications avec le faubourg Saint-Germain, il écrit ces mots : « Le quai de l'École de Natation sera achevé dans la campagne prochaine, » et les envoie au ministre de l'intérieur, qui se hâte d'obéir. Le concours journalier des personnes qui traversent la Seine sur des batelets, entre le Louvre et les Quatre-Nations, indique en cet endroit la nécessité d'un pont : le premier consul envoie chercher MM. Percier et Fontaine, et le pont des Arts s'étend d'une rive à l'autre comme une construction magique. La place Vendôme est veuve de la statue de Louis XIV : une colonne fondue avec les canons conquis sur les Autrichiens, dans une campagne de trois mois, la remplacera. La halle au blé incendiée sera reconstruite en fer : des lieues entières de quais retiendront, d'un bout à l'autre de la capitale, les eaux de la rivière dans leur lit : un palais sera bâti pour la bourse : l'église des Invalides sera rendue à sa destination première, brillante comme au jour où elle étincela pour la première fois au feu du soleil de Louis XIV :

quatre cimetières, qui rappelleront les nécropolis du Caire, seront placés aux quatre points cardinaux de Paris : enfin, si Dieu lui prête temps et puissance, une rue sera percée, qui s'étendra de Saint-Germain l'Auxerrois à la barrière du Trône ; elle aura cent pieds de large ; elle sera plantée d'arbres comme les boulevards, et bordée d'arcades comme la rue de Rivoli ; mais pour cette rue il faut qu'il attende encore, car cette rue doit s'appeler la rue *Impériale*.

Pendant ce temps, la première année du dix-neuvième siècle préparait ses merveilles guerrières ; la loi du recrutement s'exécutait avec enthousiasme, un nouveau matériel militaire s'organisait, les levées d'hommes, à mesure qu'elle s'opéraient, étaient dirigées depuis la rivière de Gênes jusqu'au bas Rhin. Une armée de réserve se réunissait au camp de Dijon, et se composait en grande partie de l'armée de Hollande qui venait de pacifier la Vendée.

De leur côté, les ennemis répondaient à ces préparatifs par des armements pareils. L'Autriche pressait l'organisation de ses levées, l'Angleterre prenait à sa solde un corps de douze mille Bavarois, et l'un de ses plus habiles agents recrutait pour elle dans la Souabe, dans la Franconie et dans l'Odenwald : enfin six mille Wurtembergeois, les régiments suisses et le corps noble d'émigrés sous les ordres du prince de Condé, passaient du service de Paul Ier à la solde de George III. Toutes ces troupes étaient destinées à agir sur le Rhin : l'Autriche envoyait ses meilleurs soldats en Italie, car c'était là que l'intention des alliés était d'ouvrir la campagne.

Le 17 mars 1800, au milieu d'un travail sur l'institution

des écoles diplomatiques fondées par M. de Talleyrand, Bonaparte se retourne tout à coup vers son secrétaire, et avec un sentiment de gaieté visible :

— Où croyez-vous que je battrai Mélas ? lui demande-t-il.

— Je n'en sais rien, lui répond le secrétaire étonné.

— Allez dérouler dans mon cabinet la grande carte d'Italie, et je vous le ferai voir.

Le secrétaire s'empresse d'obéir : Bonaparte se munit d'épingles à têtes de cire rouge et noire, se couche sur l'immense carte, pique son plan de campagne, place sur tous les points où l'ennemi l'attend ses épingles à tête noire, aligne ses épingles à tête rouge sur toute la ligne où il espère conduire ses troupes, puis il se retourne vers son secrétaire, qui l'a regardé faire en silence :

— Eh bien ? lui dit-il.

— Eh bien, lui répond celui-ci, je n'en sais pas davantage.

— Vous êtes un nigaud. Regardez un peu. Mélas est à Alexandrie où il a son quartier général ; il y restera tant que Gênes ne sera pas rendue. Il a dans Alexandrie ses magasins, ses hôpitaux, son artillerie, ses réserves ; — indiquant le Saint-Bernard, — je passe les Alpes ici, je tombe sur ses derrières avant qu'il ne se doute que je suis en Italie, je coupe ses communications avec l'Autriche, je le joins dans les plaines de la Scrivia, — plaçant une épingle rouge à San-Giuliano, — et je le bats ici.

C'était le plan de la bataille de Marengo que le premier consul venait de tracer. Quatre mois après, il était accompli en tout point ; les Alpes étaient franchies, le quar

tier général était à San-Giuliano, Mélas était coupé, il ne restait plus qu'à le battre; Bonaparte venait d'écrire son nom à côté de ceux d'Annibal et de Karl le Grand.

Le premier consul avait dit vrai. Il avait roulé du sommet des Alpes comme une avalanche: le 2 juin il était devant Milan, où il entrait sans résistance, et dont incontinent il bloquait le fort. Le même jour, Murat était envoyé à Plaisance et Lannes à Montebello: tous deux allaient combattre, sans s'en douter encore, l'un pour une couronne, l'autre pour un duché.

Le lendemain de l'entrée de Bonaparte à Milan, un espion qui l'a servi dans ses premières campagnes d'Italie se fait annoncer: le général le reconnaît au premier coup d'œil: il est au service des Autrichiens, Mélas l'envoie pour surveiller l'armée française; mais il veut en finir avec le métier dangereux qu'il exerce, et demande mille louis pour trahir Mélas: en outre, il lui faut quelques renseignements exacts à rapporter à son général.

— Qu'à cela ne tienne, dit le premier consul, peu m'importe que l'on connaisse mes forces et ma position, pourvu que je connaisse les forces et la position de mon ennemi: dis-moi quelque chose qui en vaille la peine, et les mille louis sont à toi.

Alors l'espion lui dit le nombre des corps, leur force, leur emplacement, les noms des généraux, leur valeur, leur caractère; — le premier consul suit sa parole sur la carte qu'il crible d'épingles; — au reste Alexandrie n'est pas approvisionnée, Mélas est loin de s'attendre à un siége, il a beaucoup de malades et manque de médicaments. En échange, Berthier remet à l'espion une note à

peu près exacte sur la situation de l'armée française. Le premier consul voit clair dans la position de Mélas, comme si le génie des batailles l'avait fait planer au-dessus des plaines de la Scrivia.

Le 8 juin, dans la nuit, un courrier arrive de Plaisance; c'est Murat qui l'envoie. Il est porteur d'une lettre interceptée. La dépêche est de Mélas; elle est adressée au conseil aulique de Vienne; elle annonce la capitulation de Gênes, qui a eu lieu le 4: après avoir mangé jusqu'aux selles de ses chevaux, Masséna a été forcé de se rendre.

On réveille Bonaparte au milieu de la nuit, en vertu de son précepte: —*Laissez-moi dormir pour les bonnes nouvelles, réveillez-moi pour les mauvaises.* — Bah, vous ne savez pas l'allemand, dit-il d'abord à son secrétaire; puis, forcé de reconnaître que celui-ci a dit la vérité, il se lève, passe le reste de la nuit à donner des ordres et à envoyer des courriers, et à huit heures du matin tout est prêt pour parer aux conséquences probables de cet événement inattendu.

Le même jour le quartier général est transporté à Stradella, où il reste jusqu'au 12 et où Desaix le rejoint le 11. Le 13, en marchant sur la Scrivia, le premier consul traverse le champ de bataille de Montebello, et trouve les églises encore pleines de morts et de blessés

—Diable, dit-il à Lannes qui lui sert de cicerone, il paraît que l'affaire a été chaude.

—Je crois bien, répond celui-ci, les os craquaient dans ma division, comme la grêle qui tombe sur les vitrages.

Enfin, le 13 au soir, le premier consul arrive à Torre di Golifolo. Quoiqu'il soit tard et qu'il soit écrasé de fatigue, il ne veut point se mettre au lit qu'on ne se soit assuré si les Autrichiens ont un pont sur la Bormida. A une heure du matin l'officier chargé de cette misson revient, et répond qu'il n'en existe pas. Cet avis tranquillise le premier consul; il se fait rendre un dernier compte de la position des troupes et se couche, ne croyant pas à un engagement pour le lendemain.

Nos troupes occupaient les positions suivantes :

La division Gardanne, et la division Chambarliac, formant le corps d'armée du général Victor, étaient campées à la cassine de Pedra-Bona, en avant de Marengo, et à distance égale du village et de la rivière.

Le corps du général Lannes s'était porté en avant du village de San-Giuliano, à droite de la grande route de Tortone, à six cents toises à peu près du village de Marengo.

La garde des consuls était placée en réserve derrière les troupes du général Lannes, à une distance de cinq cents toises environ.

La brigade de cavalerie aux ordres du général Kellermann, et quelques escadrons de hussards et de chasseurs, formaient la gauche, et remplissaient sur la première ligne les intervalles des divisions Gardanne et Chambarliac.

Une seconde brigade de cavalerie, commandée par le général Champeaux, formait la droite et remplissait sur la seconde ligne les intervalles de l'infanterie du général Lannes.

Enfin le 12e régiment de hussards et le 21e régiment de chasseurs, détachés par Murat, sous les ordres du général Rivaud, occupaient le débouché de Sale, village situé à l'extrême droite de la position générale.

Tous ces corps, réunis et échelonnés obliquement, la gauche en avant, formaient un effectif de dix-huit ou dix-neuf mille hommes d'infanterie et de deux mille cinq cents chevaux, auxquels devaient se joindre dans la journée du lendemain les divisions Mounier et Boudet qui, d'après les ordres du général Desaix, occupaient en arrière, et à dix lieues à peu près de Marengo, les villages d'Acqui et de Castel-Novo.

De son côté, pendant la journée du 13, le général Mélas avait achevé de réunir les troupes des généraux Haddik, Kaim et Ott. Le même jour il avait passé le Tanaro, et était venu bivouaquer en avant d'Alexandrie, avec trente-six mille hommes d'infanterie, sept mille de cavalerie, et une artillerie nombreuse, bien servie, et bien attelée.

A cinq heures, Bonaparte fut réveillé par le bruit du canon.

Au même instant, et comme il achevait de s'habiller, un aide de camp du général Lannes accourt, à grande course de cheval, et lui annonce que l'ennemi a passé la Bormida, qu'il a débouché dans la plaine, et que l'on se bat.

L'officier d'état-major ne s'était pas assez avancé : il y avait un pont sur la rivière.

Bonaparte monte aussitôt à cheval, et se rend en toute hâte sur le point où la bataille est engagée.

Il y trouve l'ennemi formé sur trois colonnes : l'une, celle de gauche, composée de toute la cavalerie et de l'infanterie légère, se dirige vers Castel-Ceriolo, par le chemin de Sale, tandis que les colonnes du centre et de la droite, appuyées l'une à l'autre, et composées des corps d'infanterie des généraux Haddik, Kaim, O'Reilly, et de la réserve des grenadiers aux ordres du général Ott, s'avancent par la route de Tortone et par le chemin de Fragarolo en remontant la Bormida.

Aux premiers pas que ces deux colonnes avaient faits, elles étaient venues se heurter aux troupes du général Gardanne, postées, comme nous l'avons dit, à la ferme et sur le ravin de Pedra-Bona. C'était le bruit de la nombreuse artillerie qui marchait devant elles, et à la suite de laquelle elles déployaient des bataillons trois fois supérieurs en nombre à ceux qu'elles attaquaient, qui avait réveillé Bonaparte, et qui attirait le lion sur le champ de bataille.

Il arrivait au moment où la division Gardanne, écrasée, commençait à se replier, et où le général Victor faisait avancer à son secours la division Chambarliac. Protégées par ce mouvement, les troupes de Gardanne opèrent leur retraite en bon ordre, et viennent couvrir le village de Marengo.

Alors les troupes autrichiennes cessent de marcher en colonne, et, profitant du terrain qui s'élargit devant elles, se déploient en lignes parallèles, mais numériquement bien supérieures, à celles des généraux Gardanne et Chambarliac. La première de ces lignes était commandée par le général Haddik, la seconde par le général Mélas en

personne, tandis que le corps de grenadiers du général Ott se formait un peu en arrière, à la droite du village de Castel-Ceriolo.

Un ravin, creusé comme un retranchement, formait un demi-cercle autour du village de Marengo. Le général Victor y établit en ligne les divisions Gardanne et Chambarliac, qui vont être attaquées une seconde fois. Elles sont à peine rangées en bataille que Bonaparte leur fait donner l'ordre de défendre Marengo le plus longtemps possible; le général en chef avait compris que la bataille devait porter le nom de ce village.

Au bout d'un instant, l'action s'engage de nouveau sur tout le front de la ligne, des tirailleurs se fusillent de chaque côté du ravin, et le canon gronde, se renvoyant la mitraille à portée de pistolet. Protégé par cette artillerie terrible, l'ennemi, supérieur en nombre, n'a qu'à s'étendre pour nous déborder. Le général Rivaud, qui commande l'extrême droite de la brigade Gardanne, se porte alors en avant, place hors du village, sous le feu le plus ardent de l'ennemi, un bataillon en rase campagne et lui ordonne de se faire tuer sans reculer d'un pas : c'est un point de mire pour l'artillerie autrichienne dont chaque boulet porte; mais pendant ce temps le général Rivaud forme sa cavalerie en colonne, tourne le bataillon protecteur, tombe sur trois mille Autrichiens qui s'avancent au pas de charge, les repousse, et, tout blessé qu'il est par un biscaïen, les force, après les avoir mis en désordre, à aller se reformer derrière leur ligne; puis il vient se remettre en bataille à la droite du bataillon, qui est resté ferme comme une muraille.

En ce moment, la division du général Gardanne, sur laquelle s'épuise depuis le matin tout le feu de l'ennemi, est rejetée dans Marengo, où la première ligne des Autrichiens la suit, tandis que la seconde ligne empêche la division Chambarliac et la brigade Rivaud de lui porter du secours : d'ailleurs, repoussées elles-mêmes, elles sont bientôt forcées de battre en retraite de chaque côté du village. Derrière lui elles se rejoignent : le général Victor les réforme, et ; leur rappelant l'importance que le premier consul accorde à la possession de Marengo, il se met à leur tête, pénètre à son tour dans les rues que les Autrichiens n'ont pas eu le temps de barricader, reprend le village, le reperd, le reprend une fois encore, puis enfin, écrasé sous la supériorité du nombre, il est forcé de l'abandonner une dernière fois, et, appuyé par les deux divisions de Lannes qui arrive à son secours, il reforme sa ligne parallèlement à l'ennemi qui, à son tour, débouche de Marengo et se développe, présentant un immense front de bataille. Aussitôt Lannes, voyant les deux divisions du général Victor ralliées et prêtes à soutenir de nouveau le combat, s'étend sur la droite, au moment où les Autrichiens vont nous déborder. Cette manœuvre le met en face des troupes du général Kaim qui viennent d'emporter Marengo : les deux corps, l'un exalté par son commencement de victoire, l'autre tout frais de son repos, se heurtent avec rage, et le combat, un instant interrompu par la double manœuvre des deux armées, recommence sur toute la ligne, plus acharné que jamais.

Après une lutte d'une heure, pied à pied, baïonnette à baïonnette, le corps d'armée du général Kaim plie et

recule : le général Champeaux, à la tête du 1er et du 8e régiments de dragons, charge sur lui et augmente son désordre ; le général Watrin, avec le 6e léger, les 22e et 40e de ligne, se met à leur poursuite, et les rejette à près de mille toises derrière le ruisseau de la Barbotte. Mais le mouvement qu'il vient de faire l'a séparé de son corps d'armée, les divisions du général Victor vont se trouver compromises par sa victoire même, et il est obligé de revenir prendre le poste qu'il a laissé un instant découvert.

En ce moment Kellermann faisait à l'aile gauche ce que Watrin venait de faire à l'aile droite ; deux de ses charges de cavalerie avaient percé à jour la ligne ennemie ; mais après la première ligne il en avait trouvé une seconde, et n'osant s'engager, à cause de la supériorité du nombre, il avait perdu le fruit de cette victoire momentanée.

A midi, cette ligne, qui ondulait comme un serpent de flamme sur une longueur de près d'une lieue, fut enfoncée vers son centre, après avoir fait tout ce qu'il était humainement possible de faire, et se mit en retraite, non pas vaincue, mais foudroyée par le feu de l'artillerie, et écrasée par le choc des masses. Le corps, en reculant, découvrait les ailes : les ailes furent donc forcées de suivre le mouvement rétrograde du centre ; et le général Watrin, d'un côté, le général Kellermann, de l'autre, donnèrent l'ordre à leurs divisions de reculer.

La retraite se fit aussitôt par échiquier, sous le feu de quatre-vingts pièces d'artillerie qui précédaient la marche des bataillons autrichiens. Pendant deux lieues, l'armée tout entière, sillonnée par les boulets, décimée par la

mitraille, broyée par les obus, recula sans qu'un seul homme quittât son rang pour fuir, exécutant les divers mouvements commandés par le premier consul avec la régularité et le sang-froid d'une parade. En ce moment la première colonne autrichienne qui, ainsi que nous l'avons dit, s'était dirigée sur Castel-Ceriolo et n'avait point encore donné, parut, débordant notre droite. C'eût été trop d'un pareil renfort; Bonaparte se décida à utiliser la garde consulaire qu'il avait gardée en réserve avec deux régiments de grenadiers. Il la fit avancer à trois cents toises de l'extrême droite, lui ordonna de se former en carré, et d'arrêter Elsnitz et sa colonne, *comme une redoute de granit.*

Le général Elsnitz fit alors la faute dans laquelle Bonaparte avait espéré qu'il tomberait. Au lieu de négliger ces neuf cents hommes, qui n'étaient pas à craindre sur les derrières d'une armée victorieuse, et de passer outre pour venir en aide aux généraux Mélas et Kaim, il s'acharna après ces quelques braves, qui usaient toutes leurs cartouches presque à bout portant, sans être entamés, et qui, lorsqu'ils n'eurent plus de munitions, reçurent l'ennemi sur la pointe de leurs baïonnettes.

Cependant, cette poignée d'hommes ne pouvait tenir longtemps ainsi, et Bonaparte allait leur faire donner l'ordre de suivre le mouvement rétrograde du reste de l'armée, lorsque l'une des divisions de Desaix, celle du général Mounier, apparut sur le derrière de la ligne française. Bonaparte frémit de joie, c'était la moitié de ce qu'il attendait. Aussitôt il échange quelques paroles avec le général Dupont, chef de l'état-major; le général Dupont

s'élance au-devant d'elle, en prend le commandement, se trouve un instant enveloppé par la cavalerie du général Elsnitz, passe à travers ses rangs, va heurter d'une atteinte terrible la division du général Kaim qui commençait à entamer le général Lannes, pousse l'ennemi jusqu'au village de Castel-Ceriolo, y jette une de ses brigades aux ordres du général Carra Saint-Cyr, qui en débusque les chasseurs tyroliens et les chasseurs du loup, pris à l'improviste par cette brusque attaque, lui ordonne, au nom du premier consul, de se faire tuer là avec tous ses hommes plutôt que de reculer, puis, dégageant au retour le bataillon de la garde consulaire et les deux régiments de grenadiers qui ont fait aux yeux de toute l'armée une si belle défense, il se joint au mouvement rétrograde qui continue de s'opérer avec le même ordre et la même précision.

Il était trois heures du soir. Des dix-neuf mille hommes qui avaient commencé à cinq heures du matin la bataille, il restait à peine, sur un rayon de deux lieues, huit mille hommes d'infanterie, mille chevaux et six pièces de canon en état de faire feu; un quart de l'armée était hors de combat, et plus de l'autre quart, par le défaut de voitures, était occupé à transporter les blessés que Bonaparte avait donné l'ordre de pas abandonner. Tout reculait, à l'exception du général Carra Saint-Cyr, qui, isolé dans le village de Castel-Ceriolo, se trouvait déjà à plus d'une lieue du corps d'armée : une demi-heure encore, il était évident pour tous que la retraite allait se changer en déroute, lorsqu'un aide de camp, envoyé au-devant de la division Desaix, sur laquelle repose à cette heure, non-seulement la fortune de la journée, mais les destinées de

la France, arrive ventre à terre, annonçant que la tête de ses colonnes paraît à la hauteur de San-Giuliano. Bonaparte se retourne, aperçoit la poussière qui annonce son arrivée, jette un dernier coup d'œil sur toute la ligne, et crie : — Halte!

Le mot électrique court sur le front de bataille : tout s'arrête.

En ce moment Desaix arrive, devançant d'un quart d'heure sa division : Bonaparte lui montre la plaine jonchée de morts, et lui demande ce qu'il pense de la bataille. Desaix embrasse tout d'un coup d'œil : « Je pense qu'elle est perdue, » dit-il; puis tirant sa montre; « mais il n'est que trois heures et nous avons encore le temps d'en gagner une autre.

— C'est mon avis, répondit laconiquement Bonaparte, et j'ai manœuvré pour cela. »

En effet, ici va commencer le second acte de la journée, ou plutôt la seconde bataille de Marengo, comme Desaix l'a appelée.

Bonaparte passe sur le front de la ligne, qui a pivoté en arrière, et qui s'étend maintenant de San-Giuliano à Castel-Ceriolo.

— Camarades, s'écrie-t-il au milieu des boulets qui soulevèrent la terre sous les jambes de son cheval, c'est avoir trop fait de pas en arrière, le moment est venu de marcher en avant : souvenez-vous que mon habitude est de coucher sur le champ de bataille.

Les cris de : Vive Bonaparte, vive le premier consul, s'élèvent de tous côtés, et s'éteignent dans le bruit des tambours qui battent la charge.

Les différents corps d'armée étaient alors échelonnés dans l'ordre suivant ;

Le général Carra Saint-Cyr occupait toujours, malgré les efforts que l'ennemi avait faits pour le reprendre, le village de Castel-Ceriolo, pivot de toute l'armée ;

Après lui venait la seconde brigade de la division Mounier, et les grenadiers de la garde consulaire, qui, pendant deux heures, avaient tenu seuls contre le corps d'armée tout entier du général Elsnitz ;

Puis les deux divisions de Lannes ;

Puis la division Boudet, qui n'avait pas encore combattu, et à la tête de laquelle se trouvait le général Desaix, qui disait en riant qu'il lui arriverait malheur, les boulets autrichiens ne le connaissant plus depuis deux ans qu'il était en Égypte ;

Enfin les deux divisions Gardanne et Chambarliac, les plus maltraitées de toute la journée, et dont il restait à peine quinze cents hommes.

Toutes ces divisions étaient placées diagonalement en arrière les unes des autres.

La cavalerie se tenait sur la seconde ligne, prête à charger entre les intervalles des corps ; la brigade du général Champeaux s'appuyait à la route de Tortone ; celle du général Kellermann était au centre, entre le corps de Lannes et la division Boudet.

Les Autrichiens, qui n'ont pas vu les renforts qui nous sont arrivés, et qui croient la journée à eux, continuent d'avancer en bon ordre. Une colonne de cinq mille grenadiers, commandée par le général Zach, débouche par la grande route, et marche au pas de charge sur la division

Boudet, qui couvre San-Giuliano. Bonaparte fait mettre en batterie quinze pièces de canon qui viennent d'arriver et que masque la division Boudet : puis, par un même cri poussé sur une étendue d'une lieue, il ordonne à toute la ligne de marcher en avant : c'est l'ordre général ; voici les ordres particuliers :

Carra Saint-Cyr quittera le village de Castel-Ceriolo, renversera ce qui voudra s'opposer à lui, et s'emparera des ponts sur la Bormida pour couper la retraite aux Autrichiens ; le général Marmont démasquera l'artillerie lorsqu'on ne sera plus qu'à portée de pistolet de l'ennemi ; Kellermann, avec sa grosse cavalerie, fera dans la ligne opposée une de ces trouées qu'il sait si bien faire ; Desaix, avec ses troupes fraîches, anéantira la colonne de grenadiers du général Zach ; enfin Champeaux, avec sa cavalerie légère, donnera aussitôt que les prétendus vainqueurs battront en retraite.

Les ordres sont suivis aussitôt que donnés : nos troupes, d'un seul mouvement, ont repris l'offensive ; sur toute la ligne la fusillade éclate et le canon gronde; le terrible pas de charge se fait entendre, accompagné de la *Marseillaise;* chaque chef, parvenu sur le revers du défilé, est prêt à entrer en plaine ; la batterie démasquée par Marmont vomit le feu ; Kellermann s'élance avec ses cuirassiers et traverse les deux lignes ; Desaix saute les fossés, franchit les haies, arrive sur une petite éminence, et tombe au moment où il se retourne pour voir si sa division le suit. Sa mort, au lieu de diminuer l'ardeur de ses soldats, la double ; le général Boudet le remplace, s'élance sur la colonne de grenadiers, qui le reçoit à la baïonnette. En ce moment

Kellermann, qui, comme nous l'avons dit, a déjà traversé les deux lignes, se retourne, voit la division Boudet aux prises avec cette masse immobile qu'elle ne peut faire reculer, la charge en flanc, pénètre dans son intervalle, l'ouvre, l'écartelle, la brise : en moins d'une demi-heure les cinq mille grenadiers sont enfoncés, culbutés, dispersés ; ils disparaissent comme une fumée, foudroyés, anéantis ; le général Zach et son état-major sont faits prisonniers, c'est tout ce qu'il en reste.

Alors l'ennemi à son tour veut faire donner son immense cavalerie ; mais le feu continuel de la mousqueterie, la mitraille dévorante et la terrible baïonnette, l'arrêtent court. Murat manœuvre sur les flancs avec deux pièces d'artillerie légère et un obusier qui lui envoient la mort en courant. En ce moment un caisson saute dans les rangs autrichiens et augmente le désordre ; c'est ce qu'attend le général Champeaux avec sa cavalerie : il s'élance, cache son petit nombre par une manœuvre habile, et pénètre au plus profond des ennemis : les divisions Gardanne et Chambarliac, qui ont la retraite de toute la journée sur le cœur, tombent sur eux avec toute l'ardeur de la vengeance : Lannes se met à la tête de ses deux corps d'armée et les devance en criant : Montebello ! Montebello ! Bonaparte est partout.

Alors tout plie, tout recule, tout se débande : les généraux autrichiens veulent vainement soutenir la retraite, la retraite se change en déroute ; les divisions françaises franchissent en une demi-heure la plaine qu'elles ont défendue pied à pied pendant quatre heures : l'ennemi ne s'arrête qu'à Marengo où il se reforme sous le feu des tirail-

leurs que le général Carra Saint-Cyr a jetés depuis Castel-Ceriolo jusqu'au ruisseau de la Barbotta. Mais la division Boudet, les divisions Gardanne et Chambarliac, le poursuivent à son tour de rue en rue, de place en place, de maison en maison : Marengo est emporté ; les Autrichiens se retirent vers la position de Pedra-Bona, où ils sont attaqués, d'un côté par les trois divisions acharnées après eux, et de l'autre par la demi-brigade de Carra Saint-Cyr. A neuf heures du soir la Pedra-Bona est emportée, et les divisions Gardanne et Chambarliac ont repris leur poste du matin. L'ennemi se précipite vers les ponts pour passer la Bormida ; il y trouve Carra Saint-Cyr qui l'y a précédé : alors il cherche des gués, traverse la rivière sous le feu de toute notre ligne, qui ne s'éteint qu'à dix heures du soir : les débris de l'armée autrichienne regagnent leur camp d'Alexandrie, l'armée française bivouaque devant les retranchements de la tête du pont.

La journée avait coûté aux Autrichiens quatre mille cinq cents morts, huit mille blessés, sept mille prisonniers, douze drapeaux et trente pièces d'artillerie.

Jamais peut-être la fortune ne s'était montrée dans la même journée sous deux faces si diverses : à deux heures de l'après-midi, c'était une défaite et ses désastreuses conséquences ; à cinq heures, c'était la victoire redevenue fidèle au drapeau d'Arcole et de Lodi ; à dix heures, c'était l'Italie reconquise d'un seul coup, et le trône de France en perspective.

Le lendemain matin le prince de Lichtenstein se présenta aux avant-postes : il apportait au premier consul les propositions du général Mélas. Elles ne convenaient pas à

Bonaparte, qui lui dicta les siennes, qu'il remporta en échange. L'armée du général Mélas devait sortir libre, et avec les honneurs de la guerre, d'Alexandrie, mais aux conditions que tout le monde connaît, et qui remettaient l'Italie tout entière sous la domination française.

Le prince de Lichtenstein revint le soir ; les conditions avaient paru dures à Mélas, qui, à trois heures, regardant la journée comme gagnée, avait abandonné le reste de notre défaite aux généraux, et était revenu se reposer à Alexandrie : mais aux premières observations que fit l'envoyé, Bonaparte l'interrompit.

—Monsieur, lui dit-il, je vous ai dit mes dernières volontés, portez-les à votre général, et revenez promptement, car elles sont irrévocables : songez que je connais votre condition aussi bien que vous ; je ne fais pas la guerre depuis hier ; vous êtes bloqués dans Alexandrie, vous avez beaucoup de blessés et de malades, vous manquez de vivres et de médicaments, j'occupe tous vos derrières, vous avez perdu, en tués ou en blessés, l'élite de votre armée; je pourrais exiger davantage, et ma position m'y autorise ; mais je modère mes prétentions par respect pour les cheveux blancs de votre général.

—Ces conditions sont dures, monsieur, répondit le prince, surtout celle de rendre Gênes, qui a succombé, il y a quinze jours à peine, après un si long siége.

—Que ce ne soit pas cela qui vous inquiète, reprit le premier consul en montrant au prince la lettre interceptée, votre empereur n'a pas su la prise de Gênes, et il n'y aura qu'à ne pas la lui dire.

Le même soir, toutes les conditions imposées par le

premier consul étaient accordées, et Bonaparte écrivait à ses collègues :

« Le lendemain de la bataille de Marengo, citoyens consuls, le général Mélas a fait demander aux avant-postes qu'il lui fût permis de m'envoyer le général Skal : on a arrêté dans la journée la convention que vous trouvez ci-jointe. Elle a été signée, dans la nuit, par le général Berthier et le général Mélas. J'espère que le peuple français sera content de son armée.

« BONAPARTE. »

Ainsi se trouva accomplie la prédiction que le premier consul avait faite à son secrétaire, quatre mois auparavant, dans le cabinet des Tuileries.

Bonaparte revint à Milan, où il trouva la ville illuminée et dans la joie la plus vive. Masséna, qu'il n'avait pas vu depuis la campagne d'Égypte, l'y attendait, et reçut le commandement de l'armée d'Italie, en récompense de sa belle défense de Gênes.

Le premier consul revint à Paris au milieu des acclamations des peuples. Son entrée dans la capitale eut lieu le soir ; mais, lorsque, le lendemain, les Parisiens apprirent son retour, ils se portèrent en masse aux Tuileries avec de tels cris et un si grand enthousiasme que le jeune vainqueur de Marengo fut forcé de se montrer sur le balcon.

Quelques jours après, une nouvelle affreuse vint attrister la joie publique. Kléber était tombé au Caire, sous le poignard de Soliman-el-Alebi, le même jour où Desaix

tombait dans les plaines de Marengo, sous les balles des Autrichiens.

La convention signée par Berthier et le général Mélas, dans la nuit qui suivit la bataille, avait amené un armistice conclu le 5 juillet, rompu le 5 septembre, et renouvelé après le gain de la bataille de Hohenlinden.

Pendant ce temps les conspirations marchaient. Ceracchi, Aréna, Topineau-le-Brun et Demerville, avaient été arrêtés à l'Opéra, où ils s'approchaient du premier consul pour l'assassiner. La machine infernale avait éclaté, rue Saint-Nicaise, vingt-cinq pas derrière sa voiture, et Louis XVIII écrivait à Bonaparte lettres sur lettres pour qu'il lui rendît son trône (1).

(1) Une première lettre, datée du 20 février 1800, était ainsi conçue : « Quelle que soit leur conduite apparente, des hommes tels que vous, monsieur, n'inspirent jamais d'inquiétude. Vous avez accepté une place éminente, et je vous en sais gré. Mieux que personne vous savez ce qu'il faut de force et de puissance pour faire le bonheur d'une grande nation. Sauvez la France de ses propres fureurs, vous aurez rempli le vœu de mon cœur; rendez-lui son roi, et les générations futures béniront votre mémoire. Vous serez toujours trop nécessaire à l'État pour que je puisse acquitter, par des places importantes, la dette de mon aïeul et la mienne. *Signé* Louis. » Cette lettre, étant demeurée sans réponse, fut suivie d'une autre que voici : « Depuis longtemps, général, vous devez savoir que mon estime vous est acquise. Si vous doutiez que je fusse susceptible de reconnaissance, marquez votre place, fixez le sort de vos amis. Quant à mes principes, je suis Français. Clément par caractère, je le serais encore par raison. Non, le vainqueur de Lodi, de Castiglione, d'Arcole, le conquérant de l'Italie et de l'Égypte, ne peut pas préférer à la gloire une vaine célébrité. Cependant vous perdez un temps précieux. Nous pouvons assurer la gloire de la France. Je dis *nous*, parce que j'ai

Enfin, le 9 février 1801, le traité de Lunéville fut signé ; il rappelait toutes les clauses du traité de Campo-Formio, cédait de nouveau à la France tous les États situés sur la rive gauche du Rhin, indiquait l'Adige comme la limite des possessions autrichiennes, forçait l'empereur d'Autriche à reconnaître les républiques cisalpine,

besoin de Bonaparte pour cela, et qu'il ne le pourrait sans moi. Général, l'Europe vous observe, la gloire vous attend, et je suis impatient de rendre la paix à mon peuple. *Signé* Louis. » Bonaparte répondit, le 24 septembre suivant : « J'ai reçu, monsieur, votre lettre. Je vous remercie des choses honnêtes que vous m'y dites. Vous ne devez pas souhaiter votre retour en France, il vous faudrait marcher sur cent mille cadavres. Sacrifiez votre intérêt au repos et au bonheur de la France. L'histoire vous en tiendra compte. Je ne suis point insensible aux malheurs de votre famille, et j'apprendrai avec plaisir que vous êtes environné de tout ce qui peut contribuer à la tranquillité de votre retraite.

« *Signé* Bonaparte. »

Rappelons ici, pour compléter l'histoire de ces négociations, la fameuse lettre par laquelle, trois ans plus tard, Louis XVIII maintenait ses prétentions au trône de France : « Je ne confonds point monsieur Bonaparte avec ceux qui l'ont précédé ; j'estime sa valeur, ses talents militaires; je lui sais gré de plusieurs actes d'administration, car le bien qu'on fera à mon peuple me sera toujours cher. Mais il se trompe s'il croit m'engager à transiger sur mes droits : loin de là, il les établirait lui-même, s'ils pouvaient être litigieux, par la démarche qu'il fait en ce moment. J'ignore quels sont les desseins de Dieu sur ma race et sur moi ; mais je connais les obligations qu'il m'a imposées par le rang où il lui a plu de me faire naître. Chrétien, je remplirai ces obligations jusqu'à mon dernier soupir; fils de saint Louis, je saurai, à son exemple, me respecter jusque dans les fers ; successeur de François Ier je veux du moins pouvoir dire comme lui : « Nous avons tout perdu, fors l'honneur. »

batave et helvétique, et enfin abandonnait la Toscane à la France.

La république était en paix avec le monde entier, excepté avec l'Angleterre, sa vieille et éternelle ennemie. Bonaparte résolut de lui imposer par une grande démonstration. Un camp de deux cent mille hommes fut réuni à Boulogne, et une immense quantité de bateaux plats, destinés à transporter cette armée, furent rassemblés dans tous les ports du nord de la France. L'Angleterre s'effraya, et le 25 mars 1802 le traité d'Amiens fut signé.

Pendant ce temps, le premier consul marchait insensiblement vers le trône, et Bonaparte se faisait peu à peu Napoléon. Le 15 juillet 1801, il signait un concordat avec le pape; le 21 janvier 1802, il acceptait le titre de président de la république cisalpine; le 2 août suivant, il était nommé consul à vie; le 21 mars 1804, il faisait fusiller le duc d'Enghien dans les fossés de Vincennes.

Ce dernier gage donné à la révolution, cette grande question fut posée à la France:

Napoléon Bonaparte sera-t-il empereur des Français?

Cinq millions de signatures répondirent affirmativement, et Napoléon monta sur le trône de Louis XVI.

Cependant trois hommes protestaient au nom des lettres, cette éternelle république qui n'a pas de Césars, et ne reconnaît pas de Napoléons.

Ces hommes étaient Lemercier, Ducis et Chateaubriand.

NAPOLÉON EMPEREUR.

Les derniers moments du consulat avaient été employés à déblayer les avenues du trône, par des supplices ou par des grâces. Une fois arrivé à l'empire, Napoléon s'occupa de le réorganiser.

La noblesse féodale avait disparu, Napoléon créa une noblesse populaire : les différents ordres de chevalerie étaient tombés dans le discrédit, Napoléon institua la Légion d'honneur : depuis douze ans, la plus haute distinction militaire était le généralat, Napoléon créa des maréchaux.

Ces maréchaux étaient les compagnons de ses fatigues : la naissance et la faveur ne furent pour rien dans leur nomination. Ils avaient tous pour père le Courage

et pour mère la Victoire. Ces élus étaient Berthier, Murat, Moncey, Jourdan, Masséna, Augereau, Bernadotte, Soult, Brune, Lannes, Mortier, Ney, Davoust, Kellermann, Lefèvre, Pérignon et Serrurier. Après un intervalle de trente-neuf ans, trois vivent encore, qui ont vu se lever le soleil de la république et se coucher l'astre de l'empire : le premier est, à l'heure où nous écrivons ces lignes, gouverneur des Invalides, le second président du conseil des ministres, et le troisième roi de Suède : seuls et derniers débris de la pléiade impériale, les deux premiers se sont maintenus à leur hauteur et le troisième a grandi encore.

Le 2 décembre 1804 le sacre eut lieu dans l'église de Notre-Dame; le pape Pie VII était venu exprès de Rome pour poser la couronne sur la tête du nouvel empereur. Napoléon se rendit à l'église métropolitaine escorté par sa garde, traîné dans une voiture à huit chevaux, ayant près de lui Joséphine. Le pape, les cardinaux, les archevêques, les évêques et tous les grands corps de l'État, l'attendaient dans la cathédrale, sur le parvis de laquelle il s'arrêta quelques instants pour écouter une harangue et y répondre. La harangue terminée, il entra dans l'église et monta sur un trône préparé pour lui, la couronne en tête et le sceptre à la main.

Au moment désigné dans le cérémonial, un cardinal, le grand aumônier et un évêque, vinrent le prendre et le conduisirent au pied de l'autel; le pape alors s'approcha de lui, et lui faisant une triple onction sur la tête et sur les deux mains, il prononça à haute voix les paroles suivantes :

— Dieu tout-puissant, qui avez établi Hazaël pour

gouverner la Syrie et qui avez fait Jéhu roi d'Israël en leur manifestant vos volontés par l'organe du prophète Élie, vous qui avez également répandu l'onction sainte des rois sur la tête de Saül et de David par le ministère du prophète Samuel, répandez, par mes mains, les trésors de vos grâces et de vos bénédictions sur votre serviteur Napoléon, que, malgré notre indignité personnelle, nous consacrons aujourd'hui empereur en votre nom.

Alors le pape remonta lentement et majestueusement sur son trône. On apporta au nouvel empereur les saints Évangiles; il étendit la main dessus, et prêta le serment prescrit par la nouvelle constitution; puis, aussitôt le serment prêté, le chef des hérauts d'armes cria d'une voix forte :

— Le très-glorieux et très-auguste empereur des Français est couronné et intronisé.

— Vive l'empereur !

L'église retentit aussitôt du même cri; une salve d'artillerie y répondit de sa voix de bronze, et le pape entonna le *Te Deum.*

Tout était fini, à compter de cette heure, avec la république; *la révolution s'était faite homme.*

Mais ce n'était assez d'une couronne : on eût cru que le géant ayant les cent bras de Gérion en avait aussi les trois têtes. Le 17 mars 1805, M. de Melzi, vice-président de la consulte d'État de la république cisalpine, vint lui offrir d'adjoindre le royaume d'Italie à l'empire français; et le 26 mai, il alla recevoir à Milan, dans le dôme dont Galéas Visconti avait posé la première pierre et dont lui-même devait sculpter les derniers fleurons, la couronne de fer

des vieux rois lombards qui avait été portée par Charlemagne et qu'il posa sur sa tête en disant : « Dieu me l'a donnée, malheur à qui la touche. »

De Milan, où il laisse Eugène avec le titre de vice-roi, Napoléon se rend à Gênes, qui renonce à sa souveraineté, et dont le territoire réuni à l'empire forme les trois départements de Gênes, de Montenotte et des Apennins. La république de Lucques, englobée dans ce partage, devient principauté de Piombino : Napoléon se prépare, en faisant un vice-roi de son beau-fils et une princesse de sa sœur, à faire des rois de ses frères.

Au milieu de toute cette organisation de choses détruites, Napoléon apprend que, pour se soustraire à la descente dont elle est menacée, l'Angleterre a décidé de nouveau l'Autriche à faire la guerre à la France. Ce n'est pas tout. Paul Ier, notre chevaleresque allié, a été assassiné ; Alexandre a hérité de la double couronne de pontife et d'empereur. Un de ses premiers actes comme souverain a été de faire, le 11 avril 1805, un traité d'alliance avec le ministère britannique ; et c'est à ce traité, qui soulève l'Europe pour une troisième coalition, que l'Autriche a accédé, le 9 août.

Cette fois encore, ce sont les souverains alliés qui ont forcé l'empereur de déposer le sceptre, et le général de reprendre l'épée. Napoléon se rend au sénat le 23 septembre, obtient une levée de 80,000 hommes, part le lendemain, passe le Rhin le 1er octobre, entre le 6 en Bavière, délivre Munich le 12, prend Ulm le 20, occupe Vienne le 13 novembre, fait sa jonction avec l'armée d'Italie le 29, et le 2 décembre, anniversaire de son cou-

ronnement, il est en face des Russes et des Autrichiens, dans les plaines d'Austerlitz.

Dès la veille, Napoléon avait reconnu la faute qu'avaient faite ses ennemis, en concentrant toutes leurs forces sur le village d'Austerlitz pour tourner la gauche des Français. Vers le milieu du jour, il était monté à cheval avec les maréchaux Soult, Bernadotte et Bessières, et parcourant les rangs de l'infanterie et de la cavalerie de la garde, qui étaient sous les armes, dans la plaine de Schlapanitz, il s'était avancé jusque sur la ligne des tirailleurs de la cavalerie de Murat qui échangeaient quelques coups de carabine avec ceux de l'ennemi. De là il avait observé, au milieu des balles, les mouvements des différentes colonnes; et, illuminé par une de ces révélations subites qui étaient une des facultés de son génie, il avait deviné le plan entier de Kutusoff. Dès ce moment Kutusoff fut battu dans sa pensée, et en rentrant dans la baraque qu'il s'était fait construire au milieu de sa garde, sur un plateau qui dominait toute la plaine, il dit en se retournant et en jetant un dernier regard sur l'ennemi : « Avant demain au soir toute cette armée sera à moi. »

Vers les cinq heures de l'après-midi, la proclamation suivante fut mise à l'ordre de l'armée :

« Soldats,

« L'armée russe se présente devant vous pour venger l'armée autrichienne d'Ulm; ce sont ces mêmes bataillons que vous avez battus à Hollabrünn, et que depuis vous avez constamment poursuivis jusqu'ici. Les positions que nous occupons sont formidables, et pendant qu'ils mar-

cheront pour tourner ma droite, ils me présenteront le flanc.

« Soldats, je dirigerai moi-même vos bataillons. Je me tiendrai loin du feu, si avec votre bravoure accoutumée vous portez le désordre et la confusion dans les rangs ennemis; mais si la victoire était un moment indécise, vous verriez votre empereur s'exposer aux premiers coups; car la victoire ne saurait hésiter dans cette journée surtout, où il y va de l'honneur de l'infanterie française, qui importe tant à l'honneur de toute la nation.

« Que sous le prétexte d'emmener les blessés on ne dégarnisse point les rangs, et que chacun soit bien pénétré de cette pensée qu'il faut vaincre ces stipendiés de l'Angleterre, qui sont animés d'une si grande haine contre le nom français.

« Cette victoire finira notre campagne, et nous pourrons reprendre nos quartiers d'hiver, où nous serons joints par les diverses armées qui se forment en France, et alors la paix que je ferai sera digne de mon peuple, de vous et de moi. »

Laissons maintenant parler Napoléon lui-même : écoutons César qui raconte Pharsale.

« Le 30, les ennemis bivouaquèrent à Hogieditz. Je passai cette journée à parcourir à cheval les environs. Je reconnus qu'il ne tenait qu'à moi de bien appuyer ma droite et de déjouer leurs projets, en occupant en force le plateau de Pratzen, depuis le Santon jusqu'à Kresenowith, pour l'arrêter de front. Mais cela n'eût amené qu'un

choc à chances égales, et je voulais quelque chose de mieux. La tendance des alliés à gagner ma droite était manifeste. Je crus pouvoir frapper à coup sûr en leur laissant la liberté de manœuvrer pour étendre leur gauche, et je ne plaçai sur les hauteurs de Pratzen qu'un détachement de cavalerie.

« Le 1er décembre, l'ennemi, débouchant d'Austerlitz, vint en effet se placer en face de nous dans la position de Pratzen, la gauche s'étendant vers Aujest. Bernadotte, arrivé de Bohême, entra en ligne, et Davoust atteignit l'abbaye de Raigern avec une de ses divisions; celle de Gudin bivouaqua à Nicolsbourg.

« Les rapports que je recevais de tous côtés, sur la marche des colonnes ennemies, me confirmèrent dans mon opinion. A neuf heures du soir je parcourus ma ligne, autant pour juger la direction des feux de l'ennemi que pour animer mes troupes. Je venais de leur faire lire une proclamation; elle ne leur promettait pas seulement la victoire, elle leur expliquait même la manœuvre qui devait nous la procurer. C'était la première fois, sans doute, qu'un général mettait toute son armée dans la confidence de la combinaison qui devait lui assurer la victoire : je ne craignais pas que l'ennemi en fût instruit, il n'y aurait pas ajouté foi. Cette tournée donna lieu à un des événements les plus touchants de ma vie. Ma présence devant le front des corps d'armée communiqua de proche en proche un élan électrique qui gagna l'extrémité de la ligne avec la rapidité de l'éclair. Par un mouvement spontané, toutes les divisions d'infanterie, hissant des bottes de paille allumées au bout de grandes perches, me don-

nèrent une illumination, dont le coup d'œil, à la fois imposant et bizarre, avait quelque chose de majestueux : c'était le premier anniversaire de mon couronnement.

« L'aspect de ces feux me rappela le souvenir des fagots de sarment avec lesquels Annibal trompa les Romains, et les bivouacs du camp de Liegnitz qui avaient sauvé l'armée de Frédéric en donnant le change à Daunn et à Laudon. A mon passage devant chaque régiment, les cris de : Vive l'empereur ! retentissent, et, répétés de loin en loin par chaque corps à mesure que j'avançais, ils vont porter dans le camp ennemi les preuves de l'enthousiasme qui anime mes soldats. Jamais scène guerrière ne présenta une pompe plus solennelle, et chaque soldat partageait la confiance que son dévouement devait m'inspirer.

« Cette ligne, que je parcourus jusqu'à minuit, s'étendait depuis Kobelnitz jusqu'au Santon : le corps de Soult en formait la droite ; placé entre Sokolnitz et Pontonitz, il se trouvait aussi en face du centre de l'ennemi ; Bernadotte bivouaquait derrière Girskowitz, Murat à gauche de ce village, et Lannes était à cheval sur la chaussée de Brunn ; mes réserves s'établirent en arrière de Soult et de Bernadotte.

« En plaçant ma droite sous les ordres de Soult, en face du centre ennemi, il était clair que ce serait sur lui que tomberait le plus grands poids de la bataille. Mais, pour que son mouvement obtînt le résultat que je m'en promettais, il fallait commencer par éloigner de lui les troupes ennemies qui débouchaient vers Blasowitz et par la chaussée d'Austerlitz ; il était probable que les empereurs et le quartier général se trouvaient là, et qu'il fallait y frapper avant

tout pour revenir ensuite sur leur gauche par un changement de front : c'était d'ailleurs le moyen de couper cette gauche de la route d'Olmütz.

« Je me décidai donc à seconder d'abord le mouvement du corps de Bernadotte sur Blasowitz avec mes gardes et la réserve de grenadiers, pour refouler la droite de l'ennemi, et revenir ensuite sur la gauche, qui se trouverait d'autant plus compromise à mesure qu'elle s'avancerait au delà de Telnitz.

« Mon projet était bien arrêté dès la veille, puisque je l'annonçai à mes soldats : l'essentiel était de saisir le bon moment. J'avais passé la nuit au bivouac, les maréchaux s'étaient rassemblés autour de moi pour recevoir mes derniers ordres.

« Je montai à cheval à quatre heures du matin : la lune était couchée, la nuit froide et assez obscure, quoique le temps fût serein. Il m'importait de savoir si l'ennemi n'avait fait aucun mouvement de nuit qui pût déranger mes projets. Les rapports des grandes gardes confirmaient que tout le bruit allait de la droite ennemie à sa gauche ; les feux paraissaient plus étendus vers Aujest. Au point du jour, un brouillard léger obscurcit un peu l'horizon, surtout dans les bas-fonds. Tout à coup ce brouillard tombe ; le soleil commence à dorer de ses rayons les sommités des hauteurs, tandis que les vallons étaient encore enveloppés d'un nuage vaporeux : nous découvrions très-distinctement les hauteurs de Pratzen, naguère couvertes de troupes, et abandonnées actuellement par la gauche de l'ennemi. Il est constant qu'il a suivi son projet d'étendre sa ligne au delà de Telnitz : cependant je découvre avec la même

facilité une autre marche, du centre vers la droite, dans la direction d'Holibitz; dès lors rien de plus sûr que l'ennemi offre de lui-même son centre dégarni à tous les coups qu'il me plaira de lui porter. Il était huit heures du matin, les troupes de Soult étaient massées sur deux lignes de bataillons en colonnes d'attaque, dans le fond de Puntowitz : je demande au maréchal combien de temps il lui faut pour gagner les hauteurs de Pratzen, il me promet d'y être en moins de vingt minutes.—Attendons encore, lui répondis-je... quand l'ennemi fait un faux mouvement, il faut se garder de l'interrompre.

« Bientôt la fusillade s'engage plus vivement du côté de Sokelnitz et de Telnitz; un aide de camp m'annonce que l'ennemi en débouche avec des forces menaçantes, c'était ce que j'attendais : je donne le signal; aussitôt Murat, Lannes, Bernadotte, Soult, s'élancent au galop; je monte aussi à cheval pour me transporter au centre : en passant devant les troupes je les excite de nouvaau en leur disant : — L'ennemi vient se livrer imprudemment à vos coups, terminez la campagne par un coup de tonterre. Les cris de : Vive l'empereur! attestent que l'on m'a compris et deviennent le véritable signal de l'attaque. Avant de la raconter, voyons ce qui se passait à l'armée des alliés.

« S'il faut en croire la disposition projetée par Weyrother, leur dessein était d'agir tactiquement sur le même plan qu'ils auraient d'abord voulu exécuter par des manœuvres stratégiques, c'est-à-dire, d'opérer un effort par leur gauche renforcée, pour gagner ma droite, me couper la route de Vienne et me refouler, battu, sur Brunn. Bien

que ma destinée ne fût pas attachée à cette route, et que je lui eusse préféré, comme je l'ai déjà dit, celle de Bohême, il est certain toutefois que ce projet ne laissait pas que d'offrir des chances en faveur des alliés; mais, pour qu'il réussît, il ne fallait pas isoler cette gauche agissante, il était essentiel, au contraire, de la faire suivre successivement par le centre et la droite qui se fussent prolongés dans la même direction : Weyrother, ainsi qu'il l'avait fait à Rivoli, manœuvra par les deux ailes, ou du moins, si ce ne fut pas son projet, il agit de manière à le faire croire.

« La gauche, sous Buxhowden, composée de l'avant-garde de Kienmayer et des trois divisions russes Doctoroff, Langeron et Pribichefski, comptait trente mille hommes : elle dut s'avancer en trois colonnes des hauteurs de Pratzen, par Aujest, sur Telnitz et Sokelnitz, franchir le ruisseau qui forme deux lacs à la gauche, et se rabattre sur Turas.

« La quatrième colonne, sous les ordres de Kolowrath, avec laquelle marchait le quartier général, formait le centre; elle devait s'avancer par Pratzen vers Kobelnitz, un peu en arrière de la troisième; elle se composait de douze bataillons russes, sous Miloradowich, et de quinze bataillons autrichiens de nouvelles levées.

« La cinquième, formée de quatre-vingts escadrons, sous le prince Jean de Lichtenstein, devait quitter le centre, derrière lequel elle avait passé la nuit, et seconder la droite en marchant vers la chaussée de Brunn.

« La sixième, à l'extrême droite, composée de l'avant-garde de Bagration, comptait douze bataillons, quarante

escadrons, destinés à attaquer, sur la grande route de Brunn, les hauteurs du Santon et de Bosenitz.

« La septième, composée des gardes, sous le grand-duc Constantin, formerait la réserve de l'aile droite sur la chaussée de Brunn.

« On voit que l'ennemi voulait déborder ma droite, qu'il supposait étendue jusqu'à Melnitz, tandis que mon armée était massée entre Schlapanitz et la route de Brunn, prête à tout événement.

« D'après cette disposition, Buxhowden, déjà plus avancé que le reste de l'armée, s'était encore mis en mouvement avant les autres colonnes : outre cela, la cavalerie de Lichtenstein avait remarché du centre vers la droite, en sorte que les hauteurs de Pratzen, clef de tout le champ de bataille, se trouvaient dégarnies.

« A l'instant où j'en donne le signal, toutes mes colonnes s'ébranlent : Bernadotte franchit le défilé de Girskovitz et s'avance vers Blasowitz, soutenu à gauche par Murat; Lannes marche, à la même hauteur, des deux côtés de la chaussée de Brunn ; ma garde et mes réserves suivent à quelque distance le corps de Bernadotte, prêtes à donner sur le centre, si l'ennemi veut y reporter ses forces.

« Soult part comme l'éclair, des ravins de Kobelnitz et Puntowitz, à la tête des divisions Saint-Hilaire et Vandamme, soutenues par la brigade Levasseur. Deux autres brigades de la division Legrand sont laissées en flanqueurs, pour masquer et disputer les défilés de Telnitz et de Sokelnitz à Buxhowden. Comme il est évident qu'il les forcera, le maréchal Davoust reçoit l'ordre de partir de Raygern avec la division Friant et les dragons du

général Bourcier, pour contenir les têtes de colonne russes, jusqu'à ce qu'il nous convienne de les attaquer plus sérieusement.

« A peine Soult a-t-il gravi la hauteur de Pratzen, qu'il donne inopinément sur la colonne de Kolowrath (la 4e), qui marchait au centre derrière la troisième et qui, se croyant garantie par celle qui la précédait, s'avançait en colonne de route par pelotons : l'empereur Alexandre, Kutusoff et son état-major, sont avec elles. Tout ce qui arrive d'inattendu, au milieu d'un quartier général, étonne et déconcerte. Miloradowich, qui marchait en tête, trouve à peine le temps de mener au combat les bataillons à mesure qu'ils se forment, il est renversé, et les Autrichiens qui le suivent éprouvent le même sort. L'empereur Alexandre s'expose et montre du sang-froid, pour rallier les troupes; mais, grâce aux ridicules dispositions de Weyrother, il n'a pas sous la main une seule division disponible pour servir de réserve : les troupes alliées sont poussées jusque vers Hostiradeck. La brigade Kaminski, qui appartenait à la troisième colonne assaillie ainsi sur son flanc droit, vient réunir ses efforts à ceux de Kutusoff, et rétablir un instant les affaires : toutefois, le secours ne peut résister aux efforts combinés de Saint-Hilaire, de Vandamme et de Levasseur. La ligne de Kolowrath, menacée d'être précipitée dans le vallon marécageux de Birnbaun, se replie sur Waschau, comme le prescrivait la disposition : toute l'artillerie de cette colonne, embourbée dans la glaise à demi gelée, nous est abandonnée, et l'infanterie, privée de canons et de cavalerie, ne peut plus rien contre Soult victorieux.

« Au moment où ce coup décisif se frappait, les deux colonnes de droite de Buxhowden s'étaient croisées et encombrées autour de Sokelnitz, d'où elles débouchèrent néanmoins malgré les efforts de la division Legrand; Buxhowden lui-même débouchait également de Telnitz, les efforts de quatre bataillons seuls ne pouvant l'arrêter.

« Dans cet instant, Davoust arrivait de Raygern, et la division Friant repoussait sur Telnitz les avant-gardes de l'ennemi. Le combat prenant une tournure plus sérieuse vers Sokelnitz, Davoust ne laisse devant Telnitz que les dragons de Bourcier, et remonte le ruisseau jusqu'à Sokelnitz, avec la division Friant; un combat des plus chauds s'engage sur ce point; Sokelnitz, pris et repris, reste un moment aux Russes; Langeron et Pribichefski débouchent même contre les hauteurs de Marxdorf. Nos troupes, disposées en croissant, chargent plusieurs fois leurs flancs avec succès; cette lutte, assez sanglante, n'est pourtant qu'accessoire; il suffit de contenir l'ennemi sans le repousser; il n'y aurait même pas eu d'inconvénient à le laisser engager un peu plus.

« Tandis que les choses prenaient une tournure si favorable à notre droite, nous n'obtenions pas moins de succès au centre et à la gauche : il arriva ici au grand-duc Constantin et à la garde russe ce qui était arrivé au quartier général et à la quatrième colonne; ils devaient être en réserve, et se trouvèrent assaillis les premiers.

« Bagration s'étendait par la droite vers Dwaroschena, pour déborber et attaquer la position du Santon : la cavalerie de Lichtenstein, rappelée du centre pour le seconder, s'était croisée en route avec les autres colonnes, de sorte

que le grand-duc et ses gardes, arrivant vers Krug avant elle, se trouvèrent en première ligne au moment où Bernadotte s'avançait sur Blasowitz, et Lannes sur les deux côtés de la chaussée de Brunn : le combat s'engagea aussitôt avec vivacité.

« Arrivé enfin, après une longue promenade, à la droite du grand-duc, le prince de Lichtenstein commençait à se former, quand les uhlans de la garde russe, entraînés par une valeur intempestive, se jetèrent entre les divisions de Bernadotte et de Lannes, pour atteindre la cavalerie légère de Kellermann qui se repliait devant eux : victimes de cette ardeur, ils furent chargés par les réserves de Murat, culbutés, et ramenés sous le feu de nos deux lignes d'infanterie qui en coucha par terre la moitié.

« Cependant, nos progrès du côté de Pratzen avaient forcé Kutusoff de rappeler Lichtenstein au secours de son centre; et ce prince, également menacé à droite et à gauche, ne savait à qui entendre et où porter les premiers secours : il se hâta d'envoyer quatre régiments de cavalerie, qui arrivèrent pour être témoins de la défaite de Kolowrath; le général Ouwarow fut établi, avec trente escadrons, entre Bagration et le grand-duc; le reste de la cavalerie se plaça à sa gauche.

« De son côté, le grand-duc, voyant les colonnes d'infanterie française pénétrer dans Blasowitz et en déboucher, prend le parti de descendre des hauteurs pour leur épargner la moitié du chemin : le mouvement lui semble nécessaire autant pour sa propre sûreté que pour dégager le centre, dont on commence à être inquiet.

« Tandis qu'un furieux combat d'infanterie s'engageait entre les gardes russes et la division d'Erlon, le grand-duc ordonne aux gardes à cheval de charger le flanc droit de celui-ci, qui se trouvait formé par le 4e régiment de ligne détaché de la division Vandamme pour couvrir l'intervalle. Les cuirassiers russes se jettent sur ce régiment, enfoncent un bataillon, mais payent de leurs plus braves l'honneur d'avoir enlevé l'aigle à ce bataillon. Cette échauffourée isolée n'était point dangereuse; toutefois, dans l'incertitude si l'ennemi la soutiendrait, je jugeai nécessaire de porter sur ce point le maréchal Bessières avec la cavalerie de ma garde. Il fallait en finir : je lui ordonne de charger. La ligne russe, après la plus honorable défense, est obligée de céder aux efforts réunis de Bernadotte et de Bessières, L'infanterie des gardes, hors d'état de résister plus longtemps, se replie sur Krzenowitz. Les chevaliers gardes, qui arrivaient en cet instant d'Austerlitz, se flattent en vain de rétablir les affaires; ce régiment d'élite ne pouvait plus rien; chargé lui-même par mes grenadiers à cheval que je lance sous les ordres de Rapp, il est enfoncé, et tout le centre prend alors le chemin d'Austerlitz.

« Dans ces entrefaites, Murat et Lannes avaient attaqué avec succès le corps de Bagration et la cavalerie d'Ouwarow qui le soutenait. Nos cuirassiers avaient enfoncé la gauche de cette aile, pressée par les divisions Suchet et Caffarelli : partout la victoire couronnait nos combinaisons.

« Certain que Bernadotte, Lannes et Murat, seraient plus que suffisants pour achever l'ennemi de ce côté, je

me rabattis à droite avec mes gardes et la réserve d'Oudinot, pour aider Soult à détruire l'aile gauche prise à revers et compromise au milieu des lacs. Il était deux heures quand Soult, enflammé par notre approche, réunit les deux divisions Saint-Hilaire et Legrand pour emporter Sokelnitz à revers, tandis que les troupes de Davoust l'assaillaient de front. Vandamme de son côté se précipite sur Aujest; ma garde et mes grenadiers suivent, afin de renforcer au besoin ces différentes attaques.

« La division Pribichefski, entourée dans Sokelnitz, met bas les armes; quelques fuyards seulement portent la nouvelle de ce désastre. Langeron, poussé à son tour, n'est guère plus heureux, et la moitié de sa troupe seulement parvient à rejoindre Buxhowden. Celui-ci, qui avait perdu cinq ou six heures avec la colonne de Doctoroff, dans une escarmouche inutile vers Telnitz, au lieu de se rabattre dès dix heures sur Sokelnitz, juge enfin qu'il est temps de songer à son propre salut : il se met en marche vers deux ou trois heures pour revenir sur Aujest, et sortir de la souricière où il se trouvait engagé, en longeant le fond entre les lacs et les hauteurs. Il débouchait du village en colonne, lorsque Vandamme se jette avec impétuosité sur son flanc, pénètre dans Aujest et coupe la colonne en deux. Buxhowden, hors d'état de revenir sur ses pas, continue sa route avec les deux bataillons de sa tête, pour rejoindre Kutusoff : mais Doctoroff et Langeron, avec les vingt-huit bataillons restants, se trouvent pressés dans le gouffre, entre les lacs et les hauteurs couronnées par Saint-Hilaire, Vandamme et mes réserves. La tête de la colonne du côté d'Aujest, escortant l'artil-

lerie, veut fuir à travers les canaux formés par le dessé-chement du lac, le pont se rompt sous le poids des canons : ces braves gens, pour sauver leurs pièces, cherchent à traverser l'extrémité du lac gelé; mais la glace sillonnée par nos boulets, enfonçant sous le poids de cette masse, engloutit hommes et canons : plus de deux mille se noyèrent. Doctoroff n'avait qu'un parti à prendre, celui de longer, sous notre feu, la rive du lac jusqu'à Telnitz, et de gagner une digue qui sépare le lac de ce nom de celui de Melnitz : il parvint, non sans éprouver une perte énorme, à gagner Satschann, protégé par la cavalerie de Kienmayer qui fit des efforts dignes d'éloges. Ils prirent ensemble le chemin de Czeitsch, à travers les montagnes, vivement poursuivis par les nôtres. Le peu d'artillerie que l'ennemi avait sauvé du centre et de la gauche fut abandonnée dans cette retraite, exécutée par des chemins horribles, que la pluie de la veille et le dégel rendaient impraticables.

« La position de l'ennemi était cruelle : je l'avais gagné sur la route de Wischau, qu'il ne pouvait d'ailleurs pas suivre parce qu'elle était déjà ravagée, et que les débris de sa gauche n'auraient plus été en état de l'atteindre : il fut donc forcé de prendre le chemin de la Hongrie ; mais Davoust, dont une division arrivait à Nicolsbourg, pouvait, par une marche de flanc, le devancer à Gading, tandis que nous le pressions vivement en queue. L'armée alliée, affaiblie de 25,000 hommes, tués, blessés ou prisonniers, et de 180 pièces de canon, outre une quantité de fuyards isolés, se trouvait dans le plus grand désordre. »

Voilà le récit de Napoléon lui-même : il est clair, simple et grave, comme il convient à une pareille affaire. Ses prévisions ne l'avaient point trompé un instant : la bataille se déroula comme sur un échiquier, et un seul coup de tonnerre foudroya, comme il l'avait dit, la troisième coalition.

Le surlendemain, l'empereur d'Autriche vint en personne redemander cette paix qu'il avait rompue : l'entrevue des deux empereurs eut lieu près d'un moulin, à côté de la grande route et en plein air.

— Sire, dit Napoléon en s'avançant au-devant de François II, je vous reçois dans le seul palais que j'habite depuis deux mois.

— Vous tirez si bon parti de votre habitation qu'elle doit vous plaire, répondit celui-ci.

Dans cette entrevue, on convint d'un armistice, et les principales conditions de la paix furent réglées : les Russes, que l'on pouvait écraser jusqu'au dernier, eurent part à la trêve sur la prière de l'empereur François, et sur la simple parole de l'empereur Alexandre qu'il évacuerait l'Allemagne et la Pologne autrichienne et prussienne. La convention fut suivie, et il se retira par journées d'étapes.

La victoire d'Austerlitz fut à l'empire ce que celle de Marengo avait été au consulat : la sanction du passé, la puissance de l'avenir. Le roi Ferdinand de Naples, ayant violé pendant la dernière guerre le traité de paix avec la France, fut déclaré déchu de la royauté des Deux-Siciles, que Joseph reçut à sa place. La république Batave, érigée en royaume, fut donnée à Louis : Murat reçut le grand-

duché de Berg : le maréchal Berthier fut fait prince de Neufchâtel, et M. de Talleyrand prince de Bénévent : la Dalmatie, l'Istrie, le Frioul, Cadore, Conégliano, Bellune, Trévise, Feltre, Bassano, Vicence, Padoue et Rovigo, devinrent des duchés; et le grand empire, avec ses royaumes secondaires, ses fiefs, sa confédération du Rhin et sa médiation suisse, fut taillé en moins de deux années sur celui de Charlemagne.

Ce n'était pas un sceptre que Napoléon avait dans sa main, c'était un globe.

La paix de Presbourg dura un an à peu près. Pendant cette année, Napoléon fonda l'université impériale et fit promulguer l'ensemble du code de procédure civile. Interrompu au milieu de ces travaux administratifs par l'attitude hostile de la Prusse, dont la neutralité pendant les dernières guerres avait laissé les forces intactes, Napoléon est bientôt obligé de faire face à une quatrième coalition. La reine Louise a rappelé à l'empereur Alexandre qu'ils ont juré sur le tombeau du grand Frédéric une alliance indissoluble contre la France, l'empereur Alexandre oublie son second serment pour ne se souvenir que du premier; et Napoléon reçoit l'ordre, sous peine de guerre, de faire repasser le Rhin à ses soldats.

Napoléon fait venir Berthier et lui montre l'ultimatum de la Prusse.

— On nous donne un rendez-vous d'honneur, lui dit-il, un Français n'y a jamais manqué; et puisqu'une belle reine veut être témoin du combat, soyons courtois, et pour ne pas la faire attendre, marchons sans nous coucher jusqu'en Saxe.

Et cette fois, par galanterie, il renouvelle et dépasse en rapidité la campagne d'Austerlitz. Commencée le 7 octobre 1806, par les corps de Murat, de Bernadotte et de Davoust, celle-ci se continue les jours suivants par les combats d'Auerstædt, de Schelitz, de Saalfeld, et se termine le 14 par la bataille d'Iéna. Le 16, quatorze mille Prussiens mettent bas les armes à Erfurth ; le 25, l'armée française fait son entrée à Berlin. Sept jours ont livré la monarchie de Frédéric à ce grand faiseur et défaiseur de trônes, qui a donné des rois à la Bavière, au Wurtemberg et à la Hollande, qui a chassé les Bourbons de Naples et la maison de Lorraine de l'Italie et de l'Allemagne.

Le 27, Napoléon, de son quartier de Postdam, adresse à ses soldats la proclamation suivante qui résume toute la campagne :

« Soldats,

« Vous avez justifié mon attente et répondu dignement à la confiance du peuple français : vous avez supporté les privations et les fatigues avec autant de courage que vous avez montré d'intrépidité et de sang-froid au milieu des combats; vous êtes les dignes défenseurs de l'honneur de ma couronne et de la gloire du grand peuple : tant que vous serez animés de cet esprit, rien ne pourra vous résister. La cavalerie a rivalisé avec l'infanterie et l'artillerie, je ne sais désormais à quelle arme donner la préférence : vous êtes tous de bons soldats. Voici le résultat de nos travaux : une des premières puissances de l'Europe, qui osa naguère nous proposer une honteuse capitulation,

est anéantie ; les forêts, les défilés de la Franconie, la Sale, l'Elbe, que nos pères n'eussent point passés en sept ans, nous les avons franchis en sept jours, et nous avons livré, dans l'intervalle, quatre combats et une grande bataille; nous avons précédé à Postdam et à Berlin la renommée de nos victoires ; nous avons fait 60,000 prisonniers, pris 65 drapeaux, parmi lesquels ceux des gardes du roi de Prusse, 600 pièces de canon, 3 forteresses, plus de 20 généraux : cependant, plus de la moitié de vous regrettent de n'avoir pas encore tiré un coup de fusil. Toutes les provinces de la monarchie prussienne jusqu'à l'Oder sont en notre pouvoir. Soldats, les Russes se vantent de venir à nous, nous marcherons à leur rencontre, nous leur épargnerons la moitié du chemin ; ils retrouveront Austerlitz au milieu de la Prusse. Une nation qui a aussitôt oublié la générosité dont nous avons usé avec elle après cette bataille, où son empereur, sa cour, les débris de son armée, n'ont dû leur salut qu'à la capitulation que nous leur avons accordée, est une nation qui ne saurait lutter avec succès contre nous. Cependant, tandis que nous marchons au-devant des Russes, de nouvelles armées, formées dans l'intérieur de l'empire, viennent prendre notre place pour garder nos conquêtes. Mon peuple tout entier s'est levé, indigné de la honteuse capitulation que les ministres prussiens, dans leur délire, nous ont proposée : nos routes et nos villes frontières sont remplies de conscrits qui brûlent de marcher sur vos traces. Nous ne serons plus désormais les jouets d'une paix traîtresse, et nous ne poserons plus les armes que nous n'ayons obligé les Anglais, ces éternels ennemis de notre nation, à

renoncer au projet de troubler le continent et d'usurper le royaume des mers. Soldats, je ne puis mieux vous exprimer mes sentiments, qu'en vous disant que je vous porte dans mon cœur l'amour que vous me montrez tous les jours. »

Pendant que le roi de Prusse, en vertu de l'armistice signé le 16 novembre, livre aux Français toutes les places qui lui restent, Napoléon fait halte, et se retourne vers l'Angleterre, qu'il frappe d'un décret à défaut d'autres armes. La Grande-Bretagne est déclarée en état de blocus; tout commerce et toute correspondance avec les îles britanniques sont interdits, aucune lettre en langue anglaise n'a plus cours à la poste; tout sujet du roi George, de quelque état et de quelque condition qu'il soit, trouvé en France, ou dans les pays occupés par nos troupes et par celles de nos alliés, est déclaré prisonnier; tout magasin, toute propriété, toute marchandise, appartenant à un Anglais, sont reconnus de bonne prise; le commerce des marchandises appartenant à l'Angleterre, ou provenant de ses fabriques ou colonies, est prohibé; enfin, aucun bâtiment, venant d'Angleterre ou des colonies anglaises, ne sera reçu dans aucun port.

Puis, quand il a ainsi, pontife politique et suprême, frappé d'interdit un royaume tout entier, il nomme le général Hullin gouverneur de Berlin, conserve au prince d'Hatzfeld son commandement civil, et marche au-devant des Russes, qui, comme à Austerlitz, accourent au secours de leurs alliés, et qui, comme à Austerlitz, arrivent quand ils sont anéantis. Napoléon ne prend que le temps d'envoyer

à Paris, où ils sont déposés à l'hôtel des Invalides, l'épée du grand Frédéric, son cordon de l'Aigle noire, sa ceinture de général et les drapeaux que portait sa garde dans la fameuse guerre de sept ans; et, quittant Berlin le 25 novembre, il marche au-devant de l'ennemi.

En avant de Varsovie, Murat, Davoust et Lannes, rencontrent les Russes. Après un léger engagement Benigsen évacue la capitale de la Pologne, et les Français y font leur entrée; le peuple polonais se soulève tout en faveur des Français, offre sa fortune, son sang, sa vie, et ne demande en retour que son indépendauce. Napoléon apprend ce premier succès à Posen, où il s'est arrêté pour faire un roi : ce roi est le vieil électeur de Saxe, dont il affermit la couronne.

L'année 1806 se termina par les combats de Pultusk et de Golymin, et l'année 1807 s'ouvrit par la bataille d'Eylau. Bataille étrange et sans résultat, dans laquelle les Russes perdirent 8,000 hommes et les Français 10,000, où chacun des deux partis s'attribua la victoire, et où le czar fit chanter un *Te Deum* pour avoir laissé entre nos mains 15,000 prisonniers, 40 pièces de canon et 7 drapeaux. Mais aussi, c'était la première fois qu'il y avait lutte réelle entre lui et Napoléon : il avait résisté, donc il était vainqueur.

Ce mouvement d'orgueil fut court. Le 26 mai, Dantzick est pris; quelques jours après, les Russes sont battus à Spanden, à Domitten, à Altkirchen, à Wolfesdorff, à Guustadt, à Heilsberg. Enfin, le 13 juin au soir, les deux armées se trouvent en bataille devant Friedland. Le lendemain matin, quelques coups de canon se font entendre,

et Napoléon marche à l'ennemi en criant : « Ce jour est une époque heureuse : c'est l'anniversaire de Marengo. »

Comme à Marengo, en effet, la bataille fut suprême et définitive. Les Russes furent écrasés : Alexandre laissa 60,000 hommes, couchés sur le champ de bataille, noyés dans l'Alle ou prisonniers : 120 pièces de canon et 25 drapeaux furent les trophées de la victoire ; et les débris de l'armée vaincue, n'espérant pas même résister, coururent se mettre à couvert en passant la Pregel, et en détruisant tous les ponts.

Malgré cette précaution, les Français passèrent la rivière le 16, et marchèrent aussitôt sur le Niémen, dernière barrière qui restât à franchir à Napoléon pour porter la guerre sur le territoire même de l'empereur de Russie. Alors le czar s'effraye, le prestige des séductions britanniques s'évanouit. Il est dans la même position qu'après Austerlitz, sans espoir de recevoir de secours ; il prend la résolution de s'humilier une seconde fois. Cette paix, qu'il a refusée si opiniâtrément et dont il pouvait dicter les articles, il vient la demander lui-même, et recevoir les conditions de son vainqueur. Le 21 juin, un armistice est signé, et le 22, la proclamation suivante est mise à l'ordre de l'armée.

« Soldats !

« Le 5 juin nous avons été attaqués dans nos cantonnements par l'armée russe : l'ennemi s'est mépris sur les causes de notre inactivité ; il s'est aperçu trop tard que notre repos est celui du lion : il se repent de l'avoir oublié.

« Dans les journées de Guustadt, d'Heilsberg, dans

celle à jamais mémorable de Friedland, dans dix jours de campagne enfin, nous avons pris 120 pièces de canon, 70 drapeaux, tué, blessé ou fait prisonniers 60,000 Russes, enlevé à l'armée ennemie tous ses magasins, ses hôpitaux, ses ambulances, la place de Kœnigsberg, les bâtiments qui étaient dans son port, chargés de toute espèce de munitions, 160,000 fusils, que l'Angleterre envoyait pour armer nos ennemis.

« Des bords de la Vistule nous sommes arrivés sur ceux du Niémen avec la rapidité de l'aigle. Vous célébrâtes à Austerlitz l'anniversaire du couronnement, vous avez cette année dignement célébré celui de Marengo, qui mit fin à la guerre de la seconde coalition. Français, vous avez été dignes de vous et de moi. Vous rentrerez en France, couverts de tous vos lauriers, et après avoir obtenu une paix qui porte avec elle la garantie de sa durée : il est temps que notre patrie vive en repos à l'abri de la maligne influence de l'Angleterre. Mes bienfaits vous prouveront ma reconnaissance et toute l'étendue de l'amour que je vous porte. »

Dans la journée du 24 juin, le général d'artillerie La Riboissière fit établir sur le Niémen un radeau, et sur ce radeau un pavillon destiné à recevoir les deux empereurs : chacun devait s'y rendre de la rive qu'il occupait.

Le 25, à une heure de l'après-midi, l'empereur Napoléon, accompagné du grand-duc de Berg, Murat, des maréchaux Berthier et Bessières, du général Duroc et du grand écuyer Caulaincourt, quitta la rive gauche du fleuve

pour se rendre au pavillon préparé. En même temps, l'empereur Alexandre, accompagné du grand-duc Constantin, du général en chef Benigsen, du prince Labanow, du général Ouwarow et de l'aide de camp général comte de Liéven, quitta la rive droite.

Les deux bateaux arrivèrent en même temps. En mettant le pied sur le radeau, les deux empereurs s'embrassèrent.

Cet embrassement était le prélude de la paix de Tilsitt, qui fut signée le 9 juillet 1807.

La Prusse paya les frais de la guerre : les royaumes de Saxe et de Westphalie furent érigés, comme deux forteresses, pour la surveiller : Alexandre et Frédéric-Guillaume reconnurent solennellement Joseph, Louis et Jérôme, comme leurs frères. Bonaparte premier consul avait créé des républiques, Napoléon empereur les changeait en fiefs. Héritier des trois dynasties qui avaient régné sur la France, il voulut augmenter encore la succession de Charlemagne ; et l'Europe fut forcée de le regarder faire.

Le 27 juillet de la même année, après avoir terminé cette splendide campagne par un trait de clémence, Napoléon était de retour à Paris, n'ayant plus d'ennemi que l'Angleterre, sanglante et blessée, il est vrai, des défaites de ses alliés, mais toujours constante dans sa haine, mais toujours debout aux deux extrémités du continent, en Suède et en Portugal.

Par le décret de Berlin sur le blocus continental, l'Angleterre avait été mise au ban de l'Europe. Dans les mers du Nord, la Russie et le Danemark, dans l'Océan et dans la Méditerranée, la France, la Hollande et l'Espagne, lui-

avaient fermé leurs ports, et s'étaient engagées solennellement à ne faire aucun commerce avec elle. Restaient donc seulement, comme nous l'avons dit, la Suède et le Portugal; Napoléon se chargea du Portugal et Alexandre de la Suède. Napoléon décida, par un décret en date du 27 octobre 1807, que la maison de Bragance avait cessé de régner, et Alexandre, le 27 septembre 1808, s'engagea à marcher contre Gustave IV.

Un mois après, les Français étaient à Lisbonne.

L'envahissement du Portugal n'était qu'un acheminement à la conquête de l'Espagne, où régnait Charles IV, tiraillé par deux pouvoirs opposés, le favori Godoy, et le prince des Asturies, Ferdinand. Offusqué d'un armement maladroit fait par Godoy, au moment de la guerre de Prusse, Napoléon n'avait jeté qu'un regard sur l'Espagne, regard rapide et inaperçu, mais qui lui avait suffi cependant pour y voir un trône à prendre. Aussi, à peine en possession du Portugal, ses troupes pénétrèrent dans la Péninsule, et, sous prétexte de guerre maritime et de blocus, occupèrent d'abord les côtes, puis les principales places, puis enfin formèrent autour de Madrid un cercle qu'elles n'avaient qu'à resserrer pour être en trois jours maîtresses de la capitale. Sur ces entrefaites, une révolte éclata contre le ministre, et le prince des Asturies fut proclamé roi, sous le nom de Ferdinand VII, à la place de son père: c'était tout ce que demandait Napoléon.

Aussitôt les Français entrent à Madrid; l'empereur accourt à Bayonne, appelle à lui les princes espagnols, force Ferdinand VII à rendre la couronne à son père et l'envoie prisonnier à Valençay. Bientôt le vieux Charles IV

abdique en faveur de Napoléon et se retire à Compiègne : la couronne de Charles-Quint est décernée à Joseph par une junte suprême, par le conseil de Castille et par la municipalité de Madrid. Le trône de Naples est vacant par cette mutation : Napoléon y nomme Murat. Il y a cinq couronnes dans sa famille, sans compter la sienne.

Mais, en étendant son pouvoir, Napoléon étendait sa lutte. Les intérêts de la Hollande compromis par le blocus, l'Autriche humiliée par la création des royaumes de Bavière et de Wurtemberg, Rome trompée dans ses espérances par le refus de restituer au saint-siége les provinces que le Directoire avait réunies à la république cisalpine, enfin l'Espagne et le Portugal violentés dans leurs affections nationales, étaient autant d'échos où retentissait à la fois l'appel incessant de l'Angleterre. Une grande réaction s'organisa de tous les côtés en même temps, quoiqu'elle n'éclatât qu'à des époques différentes.

Ce fut d'abord Rome qui donna l'exemple : le 3 avril, le légat du pape quitta Paris. Aussitôt, le général Miollis reçut l'ordre d'occuper militairement Rome. Le pape menaça nos troupes d'excommunication, et nos troupes lui répondirent en s'emparant d'Ancône, d'Urbin, de Macerata et de Camerino.

Puis l'Espagne : Séville, dans une junte provinciale, reconnut Ferdinand VII pour roi, et appela aux armes toutes les provinces espagnoles qui n'étaient pas occupées ; les provinces s'insurgèrent, le général Dupont mit bas les armes, et Joseph fut forcé de quitter Madrid.

Puis le Portugal : les Portugais se soulevèrent le 16 juin à Oporto ; Junot, n'ayant pas assez de troupes pour con-

server sa conquête, fut forcé de l'évacuer, par la convention de Cintra, et derrière lui Wellington l'occupa avec 25,000 hommes.

Napoléon jugea les choses assez graves pour nécessiter sa présence. Il savait bien que l'Autriche armait mystérieusement, mais elle ne pouvait pas être prête avant un an : il savait bien que la Hollande se plaignait de la ruine de son commerce; mais, tant qu'elle se bornerait à se plaindre, il était décidé à ne pas s'occuper d'elle; il lui restait donc plus de temps qu'il ne lui en fallait pour reconquérir le Portugal et l'Espagne.

Napoléon parut aux frontières de la Navarre et de la Biscaye avec 80,000 vieux soldats venus de l'Allemagne : la prise de Burgos fut le signal de son arrivée. Elle fut suivie de la victoire de Tudela; puis les positions de la Somma-Sierra furent emportées à la pointe de la lance; et le 4 décembre, Napoléon fit son entrée solennelle à Madrid, précédé de cette proclamation :

« Espagnols !

« Je ne me présente pas chez vous comme un maître, mais comme un libérateur. J'ai aboli le tribunal de l'inquisition, contre lequel le siècle et l'Europe réclamaient : les prêtres doivent guider les consciences, mais ne doivent exercer aucune juridiction extérieure et corporelle sur les citoyens. J'ai supprimé les droits féodaux, et chacun pourra établir des hôtelleries, des fours, des moulins, des madragues, des pêcheries, et donner un libre essor à son industrie : l'égoïsme, la richesse et la prospérité d'un petit nombre d'hommes nuisaient plus à votre agri-

culture que les chaleurs de la canicule. Comme il n'y a qu'un Dieu, il ne doit y avoir dans un État qu'une justice : toutes les justices particulières avaient été usurpées et étaient contraires aux droits de la nation : je les ai détruites. La génération présente pourra varier dans son opinion, trop de passions ont été mises en jeu : mais vos neveux me béniront, comme votre régénérateur ; ils placeront au nombre de vos jours mémorables ceux où j'ai paru parmi vous, et de ces jours datera la prospérité de l'Espagne. »

L'Espagne conquise était muette : l'inquisition répondit par ce catéchisme :

Dis-moi, mon enfant, qui es-tu ? — Espagnol par la grâce de Dieu. — Que veux-tu dire par là ? — Homme de bien. — Quel est l'ennemi de notre félicité ? — L'empereur des Français. — Combien a-t-il de natures ? — Deux : la nature humaine et la nature diabolique. — Combien y a-t-il d'empereurs des Français ? — Un véritable, en trois personnes trompeuses. — Comment les nomme-t-on ? — Napoléon, Murat et Manuel Godoy. — Lequel des trois est le plus méchant ? — Ils le sont tous trois également. — De qui dérive Napoléon ? — Du péché. — Murat ? — De Napoléon. — Et Godoy ? — De la formation des deux. — Quel est l'esprit du premier ? — L'orgueil et le despotisme. — Du second ? — La rapine et la cruauté. — Du troisième ? — La cupidité, la trahison et l'ignorance. — Que sont les Français ? — D'anciens chrétiens devenus hérétiques. — Est-ce un péché que de mettre un Français à mort ? — Non, mon père : on gagne le ciel en tuant un

de ces chiens d'hérétiques. — Quel supplice mérite un Espagnol qui manque à ses devoirs? — La mort et l'infamie des traîtres. — Qui nous délivrera de nos ennemis? — La confiance entre nous autres et les armes.

Cependant l'Espagne, pacifiée en apparence, obéissait à peu près tout entière à son nouveau roi : les préparatifs hostiles de l'Autriche rappelaient d'ailleurs Napoléon à Paris. De retour le 23 janvier 1809, il fit aussitôt demander des explications à l'ambassadeur autrichien, et, quelques jours après les avoir repoussées comme insuffisantes, il apprit que, le 9 avril, l'armée de l'empereur François avait passé l'Inn et envahi la Bavière. Cette fois, c'était l'Autriche qui nous devançait et qui était prête avant la France : Napoléon fit un appel au sénat.

Le 14, le sénat répondit par une loi qui ordonnait une levée de 40,000 hommes; le 17, Napoléon était à Donawert au milieu de son armée, le 20 il avait gagné la bataille de Tann, le 21 celle d'Abensberg, le 22 celle d'Ekmuhl, le 23 celle de Ratisbonne, et le 24 il adressait cette proclamation à son armée :

« Soldats !

« Vous avez justifié mon attente. Vous avez suppléé au nombre par votre bravoure; vous avez glorieusement marqué la différence qui existe entre les légions de César et les cohues armées de Xercès. En quatre jours nous avons triomphé dans les batailles de Tann, d'Abensberg, d'Ekmuhl, et dans les combats de Peyssing, de Landshutt et de Ratisbonne. 100 pièces de canon, 40 drapeaux, 50,000 prisonniers, voilà les résultats de la rapidité de

votre marche et de votre courage. L'ennemi, enivré par un cabinet parjure, paraissait ne plus conserver aucun souvenir de vous : son réveil a été prompt ; vous lui avez apparu plus terribles que jamais. Naguère il a traversé l'Inn et envahi le territoire de nos alliés : aujourd'hui, défait, épouvanté, il fuit en désordre ; déjà mon avant-garde a dépassé l'Inn ; avant un mois, nous serons à Vienne. »

Le 27, la Bavière et le Palatinat étaient évacués ; le 3 mai les Autrichiens perdaient le combat d'Ébersberg, le 9 Napoléon était sous les murs de Vienne, le 11 elle ouvrait ses portes, le 13 Napoléon y faisait son entrée.

C'était encore le temps des prophéties.

100,000 hommes, sous les ordres du prince Charles, s'étaient retirés sur la rive gauche du Danube : Napoléon les poursuit et les atteint le 21, à Essling, où Masséna échange son titre de duc contre celui de prince. Pendant le combat, les ponts du Danube sont emportés par une crue subite : en quinze jours Bertrand y jette trois nouveaux ponts ; le premier, de soixante arches, sur lequel trois voitures peuvent passer de front ; le deuxième sur pilotis, et de huit pieds de largeur ; le troisième enfin sur des bateaux ; et le bulletin du 3 juillet, daté de Vienne, annonce qu'il n'y a plus de Danube, comme Louis XIV avait annoncé qu'il n'y avait plus de Pyrénées.

En effet, le 4 juillet le Danube est franchi, le 5 la bataille d'Enzersdorff est gagnée, enfin, le 7, les Autrichiens laissent 4,000 morts et 9,000 blessés sur le champ de bataille de Wagram, et 20,000 prisonniers, 10 dra-

peaux, quarante pièces de canon, entre les mains de leurs vainqueurs.

Le 11, le prince de Lichtenstein se présenta aux avant-postes pour demander une suspension d'armes : c'était une ancienne connaissance : le lendemain de Marengo, il s'était déjà présenté, chargé d'une mission pareille. Le 12, cette suspension fut conclue à Znaïm. Aussitôt les conférences commencèrent : elles durèrent trois mois, pendant lesquels Napoléon habita Schœnbrunn, où il échappa comme par miracle au poignard de Staps. Enfin, le 14 octobre, la paix fut signée.

L'Autriche cédait à la France tous les pays situés à la droite de la Save, le cercle de Goritz, le territoire de Montefeltro, Trieste, la Carniole et le cercle de Villach : elle reconnaissait la réunion des provinces illyriennes à l'empire français, ainsi que toutes les futures incorporations que la conquête ou les combinaisons diplomatiques pourraient amener tant en Italie qu'en Portugal et en Espagne, et renonçait irrévocablement à l'alliance de l'Angleterre pour accepter le système continental avec toutes ses exigences.

Ainsi, tout commençait à réagir contre Napoléon, mais rien ne lui résistait encore : le Portugal avait communiqué avec les Anglais, il avait envahi le Portugal : Godoy avait manifesté des sentiments hostiles par un armement maladroit, mais peut-être inoffensif, il avait forcé Charles IV d'abdiquer : le pape avait fait de Rome le rendez-vous général des agents de l'Angleterre, il traita le pape comme un souverain temporel et le déposa : la nature refusait des enfants à Joséphine, il épousa Marie-Louise et eut un

fils : la Hollande, malgré ses promesses, était devenue un entrepôt de marchandises anglaises, il déposséda Louis de son royaume et le réunit à la France.

Alors l'empire eut 130 départements ; il s'étendit de l'océan breton aux mers de la Grèce, du Tage jusqu'à l'Elbe, et 120 millions d'hommes, obéissant à une seule volonté, soumis à un pouvoir unique et conduits dans une même voie, crièrent *vive Napoléon*, en huit langues différentes.

Le général est au zénith de sa gloire, et l'empereur à l'apogée de sa fortune. Jusqu'à ce jour nous l'avons vu monter sans cesse. Il va faire une halte d'un an au sommet de ses prospérités; car il faut bien qu'il prenne haleine pour redescendre.

Le 1er avril 1810, Napoléon épousa Marie-Louise, archiduchesse d'Autriche : onze mois après, cent et un coups de canon annoncèrent au monde la naissance d'un héritier du trône.

Un des premiers effets de l'alliance de Napoléon avec la maison de Lorraine fut d'amener un refroidissement entre lui et l'empereur de Russie, qui, s'il faut en croire le docteur O'Méara, lui avait fait offrir sa sœur la grande-duchesse Anne. Dès 1810, ce dernier, qui voyait l'empire de Napoléon s'approcher de lui comme un océan qui monte, avait augmenté ses armées et renoué ses relations avec la Grande-Bretagne. Toute l'année 1811 se passa en négociations infructueuses, qui, au fur et à mesure qu'elles échouaient, rendaient une guerre prochaine de plus en plus probable : aussi chacun de son côté en commença-t-il les préparatifs, avant même qu'elle fût déclarée. La Prusse, par traité du 24 février, et l'Autriche,

par traité du 14 mars, fournirent à Napoléon, l'une 20,000 et l'autre 30,000 hommes : de leur côté, l'Italie et la confédération du Rhin coopérèrent à cette grande entreprise, l'une pour 25,000 et l'autre pour 80,000 combattants. Enfin, un sénatus-consulte divisa la garde nationale en trois bans, pour le service de l'intérieur : le premier de ces trois bans, affecté au service actif, mettait, outre l'armée gigantesque qui s'acheminait vers le Niémen, 100 cohortes de 1,000 hommes chacune, à la disposition de l'empereur.

Le 9 mars, Napoléon partit de Paris, ordonnant au duc de Bassano de faire attendre au prince Kourakin, ambassadeur du czar, ses passe-ports le plus longtemps possible : cette recommandation qui, au premier abord, avait l'apparence d'un espoir pacifique, n'avait d'autre but, dans le fait, que de laisser Alexandre incertain sur les véritables dispositions de son ennemi, afin que celui-ci pût le surprendre en tombant à l'improviste sur son armée. C'était la tactique habituelle de Napoléon, et cette fois, comme toujours, elle lui réussit. Aussi le *Moniteur* se contenta-t-il d'annoncer que l'empereur quittait Paris pour faire l'inspection de la grande armée réunie sur la Vistule, et que l'impératrice l'accompagnerait jusqu'à Dresde, pour voir son illustre famille.

Après y être resté quinze jours, et y avoir fait jouer, selon la promesse qu'il leur avait faite à Paris, Talma et mademoiselle Mars devant un parterre de rois, Napoléon quitta Dresde et arriva à Thorn le 2 juin : le 22, il annonça son retour en Pologne par la proclamation suivante, datée du quartier général de Wilkowski :

« Soldats !

« La Russie a juré éternelle alliance à la France et guerre à l'Angleterre, elle viole aujourd'hui ses serments; elle ne veut donner aucune explication de son étrange conduite, que les aigles françaises n'aient repassé le Rhin, laissant par là nos alliés à sa discrétion. Nous croit-elle donc dégénérés? Ne serions-nous plus les soldats d'Austerlitz? Elle nous place entre le déshonneur et la guerre, le choix ne saurait être douteux. Marchons en avant, passons le Niémen, portons la guerre sur le territoire de la Russie : elle sera glorieuse aux armées françaises. La paix que nous conclurons mettra un terme à la funeste influence que le cabinet moscovite exerce depuis cinquante ans sur les affaires de l'Europe. »

L'armée à laquelle Napoléon adressait ces paroles était la plus belle, la plus nombreuse et la plus puissante à laquelle il eût jamais commandé. Elle était divisée en quinze corps, commandés chacun par un duc, par un prince ou par un roi, et elle formait une masse de quatre cent mille hommes d'infanterie, de soixante et dix mille cavaliers, et de mille bouches à feu.

Il lui fallut trois jours pour traverser le Niémen : les 23, 24 et 25 juin furent employés à cette opération.

Napoléon s'arrêta un instant, pensif et immobile sur la rive gauche de ce fleuve, où, trois ans auparavant, l'empereur Alexandre lui avait juré une amitié éternelle. Puis, le franchissant à son tour : « La fatalité entraîne les Russes, dit-il; que les destins s'accomplissent! »

Ses premiers pas, comme toujours, furent ceux d'un

géant : au bout de deux jours d'une marche habile, l'armée russe, surprise en flagrant délit, était culbutée et voyait un corps d'armée tout entier séparé d'elle. Alors Alexandre, reconnaissant Napoléon à ces coups rapides, terribles et décisifs, lui fit dire que, s'il voulait évacuer le terrain envahi et retourner au Niémen, il était prêt à traiter : Napoléon trouva cette démarche si étrange qu'il n'y répondit qu'en entrant le lendemain à Wilna.

Là, il resta une vingtaine de jours, y établit un gouvernement provisoire, tandis qu'une diète se réunissait à Varsovie, pour s'occuper de reconstruire la Pologne : puis il se remit à la poursuite de l'armée russe.

Au second jour de marche, il commença de s'effrayer du système de défense adopté par Alexandre. Les Russes avaient tout ruiné dans leur retraite, moissons, châteaux, chaumières. Une armée de 500,000 hommes s'avançait dans des déserts qui n'avaient pu nourrir jadis Charles XII et ses 20,000 Suédois. Du Niémen à la Willia, on marcha à la lueur de l'incendie, sur des cadavres et sur des ruines. Dans les derniers jours de juillet, l'armée arriva à Witepsk, déjà étonnée d'une guerre qui ne ressemblait à nulle autre, dans laquelle on ne rencontrait pas d'ennemis, et où il semblait qu'on n'avait affaire qu'aux génies de la destruction. Napoléon lui-même, stupéfait de ce plan de campagne, qui n'avait pas pu entrer dans ses prévisions, ne voyait devant lui que des déserts immenses dont il lui faudrait une année pour atteindre le bout, et où chaque étape qu'il faisait l'éloignait de la France, puis de ses alliés, puis enfin de toutes ses ressources. En arrivant à Witepsk, il se jeta accablé dans un fauteuil; puis, faisant

venir le comte Daru : « Je reste ici, lui dit-il : je veux m'y reconnaître, y rallier, y reposer mon armée, et organiser la Pologne. La campagne de 1812 est finie, celle de 1813 fera le reste. Pour vous, monsieur, songez à nous faire vivre ici, car nous ne ferons pas la folie de Charles XII. — Puis, s'adressant à Murat : — Plantons nos aigles ici, ajouta-t-il; 1813 nous verra à Moscou, 1814 à Saint-Pétersbourg : la guerre de Russie est une guerre de trois ans. »

Ce fut en effet la résolution qu'il parut avoir prise; mais, effrayé à son tour de cette inaction, Alexandre lui montre enfin ces Russes, qui jusqu'alors lui ont échappé, pareils à des fantômes. Réveillé comme un joueur au bruit de l'or, Napoléon n'y peut tenir et s'élance à leur poursuite : le 14 août, il les joint et les bat à Krasnoï; le 18, il les chasse de Smolensk qu'il laisse en flammes, et le 30, il s'empare de Viazma dont il trouve tous les magasins détruits. Depuis qu'on a mis le pied sur le territoire russe, tous les symptômes d'une grande guerre nationale ont éclaté.

Enfin, Napoléon apprend dans cette ville que l'armée russe a changé de chef et s'apprête à livrer bataille dans une position qu'elle retranche à la hâte. L'empereur Alexandre, cédant à la voix publique, qui attribue les désastres de la guerre au mauvais choix de ses généraux, vient de déférer le commandement suprême au général Kutusoff, vainqueur des Turcs. Si l'on en croit le bruit public, le prussien Pfuhl a causé les premiers malheurs de la campagne, et l'étranger Barclay de Tolly, avec son système éternel de retraite, qui paraît suspect aux purs Moscovites, les a empirés. Dans une guerre nationale c'est

un Russe qu'il faut pour sauver la patrie, et tous sont d'accord, depuis le czar jusqu'au dernier serf, que le vainqueur de Routschouck et le négociateur de Bucharest est seul capable de sauver la Russie. De son côté, le nouveau général, persuadé que, pour conserver sa popularité dans l'armée et dans la nation, il doit nous livrer une bataille avant de nous laisser arriver à Moscou, est résolu de l'accepter dans la position qu'il occupe, près de Borodino, et où il est joint le 4 septembre par 10,000 miliciens de Moscou, à peine organisés.

Le même jour, Murat joint entre Gjatz et Borodino le général Konowitzin, chargé par Kutusoff de tenir sur un vaste plateau que protége un ravin. Konowitzin suit strictement l'ordre donné, et tient jusqu'à ce que des masses, doubles des siennes, le poussent ou plutôt le fassent glisser en arrière : on suit sa trace sanglante jusqu'au couvent fortifié de Kolostkoï : là, il essaye encore de tenir un instant; mais, débordé de tous côtés, il est obligé de se remettre en retraite sur Golowino, à travers lequel il ne fait que passer. Notre avant-garde débouche de ce village presque pêle-mêle avec l'arrière-garde russe. Un instant après, Napoléon apparaît à cheval, et, de la hauteur où il est parvenu, domine toute la plaine : les villages saccagés, les seigles foulés aux pieds, les bois infestés de Cosaques, lui indiquent que la plaine qui s'étend devant lui est choisie par Kutusoff pour son champ de bataille. Derrière cette première ligne, trois villages sur une ligne d'une lieue : leurs intervalles coupés de ravins, semés de taillis, fourmillent d'hommes : toute l'armée russe est là qui attend, et la preuve, c'est qu'elle a fait construire

une redoute en avant de sa gauche, près du village de Schardino.

Napoléon embrasse l'horizon d'un coup d'œil. Il suit depuis quelques lieues les deux rives de la Kalouga : il sait qu'à Borodino cette rivière fait un coude à gauche, et, quoiqu'il ne voie pas les hauteurs qui la forcent à cette déviation, il les devine, et comprend que là se trouvent les principales positions de l'armée russe. Mais la rivière, en protégeant l'extrême droite de l'ennemi, laisse à découvert son centre et sa gauche : là seulement il est vulnérable ; c'est donc là qu'il faut frapper.

Mais d'abord, il est important de le débusquer de la redoute qui protége sa gauche comme un ouvrage avancé ; de là, on sera à même de mieux reconnaître sa position. Le général Compans reçoit l'ordre de l'enlever ; trois fois il s'en empare, trois fois il en est repoussé ; enfin une quatrième fois il y rentre et s'y établit.

C'est de là que Napoléon peut enfin embrasser, dans les deux tiers de son étendue à peu près, le champ de bataille où il va avoir à manœuvrer.

Le reste de la journée du 5 est employé à des observations respectives : des deux côtés se prépare une bataille suprême. Les Russes la passent tout entière dans les pompes du culte grec, et invoquent par leurs chants le secours tout puissant de saint Newski. Les Français, habitués aux *Te Deum* et non aux prières, rappellent leurs hommes détachés, serrent leurs masses, préparent leurs armes, disposent leurs parcs. Des deux côtés les forces numériques se balancent : les Russes ont 130,000 hommes, et nous 125,000.

L'empereur campe derrière l'armée d'Italie, à la gauche de la route. La vieille garde se forme en carré autour de sa tente, les feux s'allument : ceux des Russes forment un demi-cercle vaste et régulier : ceux des Français sont faibles, inégaux, sans ordre ; aucune place n'a encore été fixée aux différents corps, et le bois manque. Pendant toute la nuit une pluie froide et fine tombe, l'automne se déclare. Napoléon fait réveiller onze fois le prince de Neufchâtel pour lui donner des ordres, et chaque fois il lui demande si l'ennemi paraît toujours disposé à tenir : c'est que plusieurs fois réveillé en sursaut par la crainte que les Russes ne lui échappent, il a cru entendre des bruits de départ : il s'est trompé, et la clarté du jour efface la lueur des bivouacs ennemis.

A trois heures du matin, Napoléon monte à cheval, et, perdu dans le crépuscule, avec une faible escorte, il longe, à demi-portée de boulets, toute la ligne ennemie.

Les Russes couronnent toutes les crêtes, ils sont à cheval sur la route de Moscou et le ravin de Gorka, au fond duquel coule un petit ruisseau, et enfermés entre la vieille route de Smolensk et la Moskowa. Barclay-de-Tolly, avec trois corps d'infanterie et un de cavalerie, forme la droite, depuis la grande redoute bastionnée jusqu'à la Moskowa : Bagration forme la gauche, avec les septième et huitième corps, depuis la grande redoute jusqu'au bois taillis qui s'étend entre Semenofskouë et Oustiza.

Toute forte qu'elle était, cette position était défectueuse : la faute en était au général Benigsen qui, remplissant les fonctions de major-général de l'armée, avait porté toute son attention sur la droite, défendue naturellement,

et négligé la gauche: c'était cependant le côté faible; il était, il est vrai, couvert de trois redoutes, mais il y avait, entre elles et la vieille route de Moscou, un intervalle de 500 toises garni seulement de quelques chasseurs.

Voilà ce que fera Napoléon :

Il gagnera avec son extrême droite, commandée par Poniatowski, la route de Moscou, coupera l'armée en deux, et, tandis que Ney, Davoust et Eugène contiendront la gauche, il refoulera tout le centre et la droite dans la Moskowa. C'est la même disposition qu'à Friedland: seulement à Friedland la rivière se trouvait à dos de l'ennemi et lui coupait toute retraite, tandis qu'ici la Moskowa borde sa droite, et il a derrière lui un terrain favorable s'il veut se retirer.

Ce plan de bataille reçut une modification dans la journée. Ce n'est plus Bernadotte, mais Eugène, qui attaquera le centre; Poniatowski, avec toute sa cavalerie, se glissera entre le taillis et la grande route, et attaquera l'extrémité de l'aile gauche en même temps que Davoust et Ney l'aborderont de face : Poniatowski reçoit à cet effet, outre sa cavalerie, deux divisions du corps de Davoust. Cette distraction d'une partie de ses troupes met le comble à la mauvaise humeur du maréchal, qui est venu proposer un plan qu'il juge infaillible et qu'il a vu repousser. Ce plan consistait à tourner la position avant d'attaquer les redoutes, et à s'établir perpendiculairement sur l'extrémité de l'ennemi. La manœuvre était bonne, mais hasardeuse, en ce que les Russes, se voyant sur le point d'être coupés, ne se sentant point d'issue en cas de défaite, pouvaient décamper dans la nuit par la route de Mojaïsk, et ne nous

laisser le lendemain qu'un champ de bataille désert, et des redoutes vides : or, c'était ce que Napoléon craignait à l'égal d'une défaite.

A trois heures, Napoléon sort une seconde fois à cheval pour s'assurer que rien n'est changé : il arrive sur les hauteurs de Borodino, et, la lunette à la main, recommence ses observations. Quoique peu de personnes l'accompagnent, il est reconnu : un coup de canon, le seul qui fut tiré dans toute cette journée, part des lignes russes, et le boulet vient ricocher à quelques pas de l'empereur.

A quatre heures et demie, l'empereur revient vers son campement : il trouve M. de Beausset, qui lui apporte des lettres de Marie-Louise et le portrait du roi de Rome par Gérard. Le portrait est exposé devant la tente, et autour de lui s'est formé un cercle de maréchaux, de généraux et d'officiers.

— Retirez ce portrait, dit Napoléon, c'est lui montrer trop tôt un champ de bataille.

Rentré dans sa tente, Napoléon dicte les ordres suivants :

— Il sera construit pendant la nuit deux redoutes, vis-à-vis de celles que l'ennemi a élevées, et qui ont été reconnues pendant la journée.

— La redoute de la gauche sera armée de 42 bouches à feu, et celle de la droite de 72.

— A la pointe du jour, la redoute de droite commencera à tirer. Celle de gauche commencera aussitôt qu'elle aura entendu tirer à sa droite.

— Le vice-roi jettera alors dans la plaine une masse considérable de tirailleurs qui fourniront une fusillade bien nourrie.

— Le troisième corps et le huitième, sous les ordres du maréchal Ney, jetteront aussi quelques tirailleurs en avant.

— Le prince d'Ekmuhl restera en position.

— Le prince Poniatowski, avec le cinquième corps, se mettra en route avant la pointe du jour, afin d'avoir, avant six heures du matin, débordé la gauche de l'ennemi.

— L'action engagée, l'empereur donnera ses ordres suivant l'exigence de la situation.

Ce plan arrêté, Napoléon dispose ses masses de manière à ne pas trop éveiller l'attention de l'ennemi : chacun reçoit ses instructions, les redoutes s'élèvent, l'artillerie se met en position : au point du jour, 120 bouches à feu accableront de boulets et d'obus les ouvrages que la droite sera chargée d'enlever.

A peine si Napoléon peut dormir une heure : à chaque instant il fait demander si l'ennemi est toujours là ; différents mouvements qu'il exécute font deux ou trois fois croire à sa retraite : il n'en est rien : seulement, il répare la faute sur laquelle Napoléon a bâti tout son plan de bataille, en faisant porter à sa gauche le corps entier de Touczkof, qui garnit tous les endroits faibles.

A quatre heures, Rapp entre dans la tente de l'empereur, et le trouve le front appuyé entre ses deux mains : il relève la tête.

— Eh bien ! Rapp ? demande-t-il.

— Sire, ils sont toujours là.

—Ce sera une terrible bataille ! Rapp, croyez-vous à la victoire ?

— Oui, sire, mais sanglante !

— Je le sais, répond Napoléon : mais j'ai 80,000 hommes, j'en perdrai 20,000, j'entrerai avec 60,000 dans Moscou ; les traîneurs nous y rejoindront, puis les bataillons de marche, et nous serons plus forts qu'avant la bataille.

On voit que dans le nombre de ses combattants Napoléon ne compte ni sa garde, ni sa cavalerie : dès ce moment, son parti est bien pris de gagner la bataille sans elles ; ce sera une affaire d'artillerie.

En ce moment, des acclamations retentissent : le cri de *Vive l'empereur* court sur toute la ligne : aux premiers rayons du jour, on vient de lire aux soldats la proclamation suivante, l'une des plus belles, des plus franches et des plus concises de Napoléon.

« Soldats !

« La voilà cette bataille que vous avez tant désirée : désormais la victoire ne dépend que de vous : elle est nécessaire : elle amènera l'abondance, et nous assurera de bons quartiers d'hiver et un prompt retour vers la patrie. Soyez les hommes d'Austerlitz, de Friedland, de Witepsk et de Smolensk, et que la postérité la plus reculée dise en parlant de *nous* :

« Il était à cette grande bataille sous les murs de Moscou. »

A peine les cris ont-ils cessé, que Ney, toujours impatient, fait demander la permission de commencer l'attaque : tout prend aussitôt les armes ; chacun se dispose pour cette grande scène qui va décider du sort de l'Europe;

les aides de camp partent comme des flèches dans toutes les directions.

Compans, qui a si bien préludé la surveille, se glissera le long du taillis, entamera l'affaire en enlevant la redoute qui défend l'extrême gauche de Rapp, et Dessaix le secondera en s'avançant à couvert dans le taillis même : la division Friant restera en réserve. Dès que Davoust sera maître de la redoute, Ney s'avancera en échelons pour s'emparer de Semenofskoë : ses divisions ont beaucoup souffert à Valoutina, et comptent à peine 15,000 combattants ; 10,000 Westphaliens devront les renforcer et former la seconde ligne : la jeune et la vieille garde formeront la troisième et la quatrième. Murat divisera sa cavalerie. A gauche de Ney, en face du centre ennemi, se trouvera le corps de Montbrun. Nansouti et Latour-Maubourg se trouveront placés de manière à suivre les mouvements de notre droite. Enfin Grouchy secondera le vice-roi qui, renforcé par les divisions Morand et Gérard, enlevées à Davoust, commencera par s'emparer de Borodino, y laissera la division Delzons, et, passant avec les trois autres la Kalouga, sur les trois ponts jetés dans la matinée, attaquera la grande redoute du centre située sur sa rive droite. Une demi-heure suffit pour porter tous ces ordres : il est cinq heures et demie du matin : la redoute de droite commence son feu, celle de gauche lui répond, tout s'ébranle, tout marche, tout se porte en avant (1).

(1) Napoléon a fait lui-même la critique de ce plan :

« Cette première disposition était une faute grave, dit-il, et fut cause de la tournure peu décisive que prit la bataille. Il eût fallu jeter Davoust avec quatre de ses divisions dans la trouée, entre la

Davoust s'élance avec ses deux divisions : la gauche d'Eugène, composée de la brigade Plausonne, qui devait rester en observation en se bornant à occuper Borodino, se laisse emporter, malgré les cris de son général, dépasse le village et va se heurter aux hauteurs de Gorki, où les Russes l'écrasent par un feu de front et de flanc : alors le 92e régiment accourt de lui-même à l'aide du 106e, en recueille les débris et les ramène, mais détruit à moitié et ayant perdu son général.

En ce moment, Napoléon, jugeant que Poniatowski a eu le temps d'opérer son mouvement, lance Davoust sur la première redoute : les divisions Compans et Dessaix le suivent, poussant 30 canons devant elles. Toute la ligne ennemie prend feu comme une traînée de poudre.

L'infanterie marche sans tirer, elle se hâte pour arriver sur le feu de l'ennemi et l'éteindre. Compans est blessé, Rapp accourt pour remplacer Compans ; il s'élance au pas de course et la baïonnette en avant ; au moment où il touche à la redoute, il tombe atteint d'une balle : c'est sa

redoute de la gauche et le bois d'Oustiza, le faire suivre par Murat avec sa cavalerie, le faire appuyer par Ney et ses Westphaliens en les dirigeant vers Semenofskoë, tandis que la jeune garde eût marché en échelons au centre des deux attaques et que Poniatowski, lié à Davoust, eût débordé la droite de Touczkof dans le bois d'Oustiza. Nous eussions tourné et accablé, dès le principe, la gauche de l'ennemi avec une masse irrésistible, nous l'eussions forcé à un changement de front parallèle à la grande route de Moscou et à la Moskowa, qu'il aurait eue à dos : il n'y avait dans cette trouée que quatre faibles régiments de chasseurs, embusqués dans le taillis, en sorte que le succès ne semblait pas douteux, etc. » (Jomini, *Vie politique et militaire de Napoléon*, t. v, pag. 230 et suivantes.)

vingt-deuxième blessure : Dessaix le remplace et est frappé à son tour ; le cheval de Davoust est tué par un boulet ; le prince d'Ekmuhl roule dans la boue, on le croit tué ; il se relève et remonte à cheval, il en est quitte pour une contusion : Rapp se fait porter devant l'empereur.

— Eh quoi ! Rapp, dit Napoléon ; encore blessé !

— Toujours, sire ; Votre Majesté sait que c'est mon habitude.

— Que fait-on là-haut ?

— Des merveilles ! Mais il faudrait la garde pour tout achever.

— Je m'en garderai bien, reprend Napoléon avec un mouvement qui ressemble à de l'effroi : je ne veux pas la faire démolir ; je gagnerai la bataille sans elle.

Alors Ney, avec ses trois divisions, se jette dans la plaine, et, s'avançant par échelons, se porte, à la tête de la division Ledru, sur cette redoute fatale qui a déjà fait la division Compans veuve de ses trois généraux : il y entre par la gauche, tandis que les braves qui ont commencé l'attaque escaladent par la droite.

Ney et Murat lancent la division Razout sur les deux autres redoutes : elle est sur le point de s'en emparer, quand elle est chargée par les cuirassiers russes. Il y a un moment d'incertitude : cependant l'infanterie s'arrête, mais ne recule pas ; la cavalerie de Bruyère vient à son aide ; les cuirassiers russes sont repoussés ; Murat et Razout s'élancent, les retranchements sont à eux.

Deux heures se sont passées à ces attaques : Napoléon s'étonne de ne pas entendre le canon de Poniatowski, et de ne voir aucun mouvement qui annonce chez l'ennemi

une diversion. Pendant ce temps Kutusoff, qui a pu aisément découvrir les grosses masses prêtes à fondre sur sa gauche, y a fait filer le corps de Bagawout : une de ses divisions marche à Oustiza, l'autre se jette dans le taillis. En ce moment Poniatowski revient, il n'a pas pu trouver de passage dans la forêt ; Napoléon l'envoie former l'extrême droite de Davoust.

Cependant la gauche de la ligne russe est forcée et la plaine ouverte : les trois redoutes sont à Ney, à Murat et à Davoust; mais Bagration continue de garder une attitude menaçante, et reçoit renfort sur renfort; il faut se hâter de le culbuter derrière le ravin de Semenofskoë, ou bien il pourra reprendre l'offensive. Tout ce qu'on peut traîner d'artillerie dans les redoutes y est amené, et va appuyer leur mouvemeut. Ney se jette en avant, suivi de 15 à 20,000 hommes.

Au lieu de l'attendre, Bagration, qui craint d'être refoulé par le choc, se précipite à la tête de sa ligne, et marche à lui baïonnettes basses. Les deux masses se rencontrent, la mêlée s'engage corps à corps, c'est un duel entre 40,000 hommes. Bagration est grièvement blessé ; les troupes russes, privées un moment de direction, s'ébranlent pour fuir : Konownitzin en prend le commandement, les ramène derrière le ravin de Semenofskoë, et, protégé par une artillerie bien placée, arrête l'élan de nos colonnes. Murat et Ney sont épuisés ; tous deux ont fait des efforts surhumains ; ils envoient demander des renforts à Napoléon. L'empereur ordonne à la jeune garde de marcher : elle se met en mouvement ; mais presque aussitôt, en portant les yeux sur Borodino, et en voyant

quelques régiments des soldats d'Eugène ramenés par la cavalerie d'Ouwaroff, il croit que tout le corps du vice-roi est en retraite, et ordonne à la jeune garde de s'arrêter. En place de la jeune garde, il envoie à Ney et à Murat toute l'artillerie de réserve : cent pièces de canon s'élancent au galop, pour prendre place sur les hauteurs conquises.

Voici ce qui s'est passé du côté d'Eugène :

Après avoir été tenu près d'une heure en suspens par l'échauffourée de la brigade Plausonne, le vice-roi a passé la Kalouga sur quatre petits ponts jetés par le génie. A peine sur l'autre rive, il s'est hâté d'obliquer à droite pour enlever la grande redoute située entre Borodino et Semenofskoë, qui couvre le centre de l'ennemi. La division Morand débouche la première sur le plateau, lance le 30e régiment sur la redoute et s'avance, en colonnes profondes, pour le seconder : ceux qui les forment sont de vieux soldats, calmes au feu comme à la parade ; ils s'avancent l'arme au bras, et, sans tirer un seul coup de fusil, ils pénètrent dans la redoute, malgré le feu terrible de la première ligne de Paskewitch. Mais celui-ci a prévu l'événement ; il se jette avec la seconde ligne sur les flancs de la colonne : Iermoloff s'avance, avec une brigade des gardes, pour le seconder. En voyant le secours qui lui arrive, la première ligne fait volte-face : la division Morand est prise dans un triangle de feu : elle recule, laissant dans la redoute le général Bonami et le 30e régiment ; Bonami s'y fait tuer, la moitié du 30e tombe autour de lui. C'est en ce moment que Napoléon a vu quelques régiments repasser la Kalouga ; il a cru la ligne de retraite menacée, et a retenu sa jeune garde.

Cependant, Kutusoff a profité du moment d'hésitation qu'il a vu dans Ney et dans Murat : pendant qu'ils se roidissent pour conserver leurs positions, le général ennemi appelle au secours de sa gauche toutes ses réserves et jusqu'à la garde russe. Grâce à tous ces renforts, Konownitzin, qui a remplacé Bagration blessé, reforme sa ligne. Sa droite s'appuie à la grande redoute qu'attaque Eugène, sa gauche touche aux bois ; 50,000 hommes s'amassent en bloc, et se mettent en mouvement pour nous refouler en arrière ; leur artillerie éclate, leur fusillade petille, balles et boulets déchirent nos rangs; les soldats de Friant, placés en première ligne, assaillis par une grêle de mitraille, hésitent, se troublent, un colonel se rebute et commande la retraite ; mais Murat, qui est partout, est derrière lui ; Murat l'arrête, le saisit au collet, et le regardant face à face :

— Que faites-vous ? lui dit-il.

—Vous voyez bien qu'on ne peut tenir ici, lui répond le colonel, en lui montrant la terre couverte de ses hommes.

— Eh f..... ! j'y reste bien, moi, répond Murat.

— C'est juste, dit le colonel ; soldats, face en tête, allons nous faire tuer.

Et il reprend, avec son régiment, son poste sous la mitraille.

En ce moment, nos redoutes s'enflamment, quatre-vingts nouvelles bouches à feu éclatent à la fois : le secours qu'attendaient Murat et Ney est arrivé; seulement il a changé de nature, mais il n'en est que plus terrible.

Néanmoins les masses épaisses et profondes, mises en mouvement, continuent de marcher, et l'on voit d'abord

nos boulets faire dans leurs rangs de profondes trouées; n'importe, elles continuent. Mais aux boulets succède la mitraille : écrasées sous cet ouragan de fer, elles cherchent à se reformer, la pluie mortelle redouble : elles s'arrêtent, n'osent avancer davantage, et cependant ne veulent pas faire un pas en arrière. Ou elles n'entendent plus les commandements de leurs généraux, ou leurs généraux, inhabiles à manœuvrer de si grands corps, perdent la tête. Quoi qu'il en soit, 40,000 hommes sont là, qui se laissent foudroyer pendant deux heures : c'est un massacre effroyable, une boucherie sans fin : on vient dire à Ney et à Murat que les munitions s'épuisent. Ce sont les victorieux qui se lassent les premiers.

Ney se rejette en avant, étendant sa ligne droite, afin de tourner la gauche de l'ennemi; Murat et Davoust secondent ce mouvement : la baïonnette et la fusillade détruisent ce qui a échappé à l'artillerie : la gauche de l'armée russe est anéantie. Les vainqueurs, tout en appelant à grands cris la garde, se retournent vers le centre, et accourent à l'aide d'Eugène : tout se dispose pour l'attaque de la grande redoute.

Montbrun, dont le corps est placé directement en face du centre ennemi, marche sur lui au pas de charge; à peine a-t-il fait le quart du chemin, qu'il est coupé en deux par un boulet; Caulaincourt le remplace : il se met à la tête du 5e de cuirassiers, et se précipite sur la redoute, en même temps que les divisions Morand, Gérard et Bourcier, soutenues par les légions de la Vistule, l'attaquent de trois côtés à la fois. Au moment où il y pénètre, il tombe blessé mortellement : à l'instant même, son brave

régiment, abîmé par le feu de l'infanterie d'Ostermann et de la garde russe, placées derrière l'ouvrage, est obligé de reculer, et va se reformer sous la protection de nos colonnes. Mais, en ce moment, Eugène l'aborde à son tour, à la tête de ses trois divisions, s'en empare et y prend le général Lichatschefs. Aussitôt, tout en s'y établissant, il lance le corps de Grouchy sur les débris des bataillons de Doctoroff : les chevaliers gardes et la garde russe s'avancent au-devant des nôtres : Grouchy est obligé de faire un mouvement rétrograde ; mais ce mouvement a donné le temps à Belliard de ramasser trente pièces d'artillerie, qui sont déjà en batterie dans la redoute.

Alors, les Russes se reforment avec la même opiniâtreté qu'ils ont déjà montrée, leurs généraux les ramènent : ils se rapprochent en colonnes serrées, pour reprendre la redoute qu'ils nous ont fait payer si cher. Eugène les laisse approcher à portée de fusil, et démasque ses trente pièces ; elles s'enflamment toutes à la fois : les Russes tourbillonnent un instant et se reforment encore : cette fois, ils approchent jusqu'à la bouche des pièces, qui les écrasent en éclatant. Eugène, Murat et Ney envoient courriers sur courriers à Napoléon : ils demandent à grands cris la garde ; l'armée ennemie tout entière est détruite, si Napoléon la leur accorde : Belliard, Daru, Berthier le pressent. « Et s'il y a une seconde bataille demain, répond-il, avec quoi la livrerai-je ? » La victoire et le champ de bataille sont à nous ; mais nous ne pouvons pas poursuivre l'ennemi, qui se retire sous notre feu, sans discontinuer le sien, et bientôt s'arrête et se retranche dans une seconde position.

Alors, Napoléon monte à cheval, s'avance vers Semenofskoë, visite tout le champ de bataille, où viennent encore, de temps en temps, ricocher quelques boulets perdus. Enfin, appelant Mortier, il lui ordonne de faire avancer la jeune garde, mais de ne pas dépasser le nouveau ravin qui le sépare de l'ennemi; puis il revient sous sa tente.

A dix heures du soir, Murat, qui se bat depuis six heures du matin, accourt pour annoncer que l'ennemi passe en désordre la Moskowa, et qu'il va lui échapper de nouveau; il redemande encore cette garde qui n'a pas donné de la journée, et avec laquelle il promet de surprendre et d'achever les Russes. Mais cette fois, comme les autres, Napoléon refuse, et laisse s'échapper cette armée qu'il avait si grande hâte de rejoindre. Le lendemain elle avait entièrement disparu, laissant Napoléon maître du plus horrible champ de bataille qui ait peut-être jamais existé. 60,000 hommes, dont un tiers nous appartenait, étaient couchés dessus; nous avions 9 généraux tués, et 34 blessés. Nos pertes étaient immenses et sans résultats proportionnés.

Le 14 septembre, l'armée entra à Moscou.

Tout devait être sombre dans cette guerre, jusqu'aux triomphes : nos soldats étaient habitués à entrer dans des capitales, et non dans des nécropoles : Moscou semblait une vaste tombe, partout déserte et partout silencieuse. Napoléon s'établit au Kremlin, et l'armée se répandit dans la ville : puis la nuit vint.

Au milieu de la nuit, Napoléon fut éveillé par le cri : *Au feu!* Des lueurs sanglantes pénétraient jusqu'à son lit.

Il courut à sa fenêtre : Moscou était en flammes : Érostrate sublime, Rotopschin avait à la fois immortalisé son nom et sauvé son pays.

Il fallut échapper à cet océan de flammes qui montait comme une marée. Le 16, Napoléon, entouré de ruines, enveloppé par l'incendie, fut forcé de quitter le Kremlin et de se retirer au château de Peteroskoï. Là commence sa lutte avec ses généraux, qui lui conseillent de se retirer pendant qu'il en est temps encore et d'abandonner sa fatale conquête. A ce langage étrange et inaccoutumé, il hésite et tourne alternativement les yeux vers Paris et vers Saint-Pétersbourg : cent cinquante lieues seulement le séparent de l'une, huit cents lieues de l'autre : marcher sur Saint-Péterbourg, c'est constater sa victoire ; reculer sur Paris, c'est avouer sa défaite.

Pendant ce temps, l'hiver arrive qui ne conseille plus, mais qui ordonne. Le 15, le 16, le 17 et le 18 octobre, les malades sont évacués sur Mojaïsk et Smolensk ; le 22 Napoléon sort de Moscou ; le 23 le Kremlin saute. Pendant onze jours la retraite s'opère sans trop grands désastres, quand tout à coup, le 7 novembre, le thermomètre descend de 5 degrés à 18 au-dessous de la glace ; et le vingt-neuvième bulletin, en date du 14, apporte à Paris la nouvelle de désastres inconnus auxquels les Français ne croiraient pas, s'ils ne leur étaient racontés par leur empereur lui-même.

A compter de ce jour, c'est un désastre qui égale nos plus grandes victoires : c'est Cambyse enveloppé dans les sables d'Ammon ; c'est Xercès repassant l'Hellespont dans une barque ; c'est Varron ramenant à Rome les débris de

l'armée de Cannes. De ces 70,000 cavaliers qui ont traversé le Niémen, à peine peut-on former quatre compagnies de 150 hommes chacune, pour servir d'escorte à Napoléon. C'est le bataillon sacré : les officiers y prennent le rang de simples soldats, les colonels y sont sous-officiers, les généraux capitaines. Il y a un maréchal pour colonel, un roi pour général; et le dépôt qui lui est confié, le palladium qu'il conserve, c'est un empereur.

Quant au reste de l'armée, voulez-vous savoir ce qu'il devient dans ces vastes steppes détrempés, entre ce ciel de neige qui pèse sur sa tête et ces lacs glacés qui s'enfoncent sous lui ?

Écoutez :

« Généraux, officiers et soldats, tous étaient dans le même accoutrement et marchaient confondus : l'excès du malheur avait fait disparaître tous les rangs : cavalerie, artillerie, infanterie, tout était pêle-mêle.

« La plupart avaient sur leurs épaules une besace remplie de farine, et portaient, pendu à leur côté, un pot attaché avec une corde : d'autres traînaient par la bride des ombres de chevaux, sur lesquels étaient chargés l'attirail de la cuisine et les chétives provisions.

« Ces chevaux étaient eux-mêmes des provisions, d'autant plus précieuses qu'on n'était point obligé de les transporter, et que, lorsqu'ils succombaient, ils servaient de pâture à leurs maîtres. On n'attendait pas qu'ils eussent expiré pour les dépecer : dès qu'ils tombaient, on se jetait dessus pour en enlever toutes les parties charnues.

« La plupart des corps de l'armée étaient dissous. Il s'était formé de leurs débris une multitude de petites corporations, composées de huit ou dix individus, qui s'étaient réunis pour marcher ensemble, et chez lesquels toutes les ressources étaient en commun.

« Plusieurs de ces coteries avaient un cheval, pour porter leurs bagages, l'attirail de la cuisine et les provisions : ou bien chacun des membres était muni d'un bissac destiné à cet usage.

« Ces petites communautés, entièrement séparées de la masse générale, avaient un mode d'existence isolé, et repoussaient de leur sein tout ce qui ne faisait pas partie d'elles-mêmes. Tous les individus de la famille marchaient serrés les uns contre les autres, et prenaient le plus grand soin de ne pas se diviser au milieu de la foule. Malheur à celui qui avait perdu sa coterie : il ne trouvait en aucun lieu personne qui prît à lui le moindre intérêt, et qui lui donnât le plus léger secours : partout il était maltraité et poursuivi durement; on le chassait sans pitié de tous les feux auxquels il n'avait pas de droit, et de tous les endroits où il voulait se réfugier : il ne cessait d'être assailli que lorsqu'il était parvenu à rejoindre les siens. Napoléon vit passer devant ses yeux cette masse, vraiment incroyable, de fugitifs et d'hommes désorganisés.

« Qu'on se figure, s'il est possible, cent mille malheureux, les épaules chargées d'un bissac, et soutenus par de longs bâtons, couverts de guenilles les plus grotesquement disposées, fourmillant de vermine, et livrés à toutes les horreurs de la faim. Qu'à ces accoutrements, indices de la plus affreuse misère, on joigne des physiono-

mies affaissées sous le poids de tant de maux ; qu'on se représente ces hommes pâles, couverts de la terre des bivouacs, noircis par la fumée, les yeux caves et éteints, les cheveux en désordre, la barbe longue et dégoûtante ; et l'on n'aura qu'un faible aperçu du tableau que présentait l'armée.

« Nous cheminions péniblement, abandonnés à nous-mêmes au milieu des neiges, sur des routes à peine tracées, à travers des déserts et d'immenses forêts de sapins.

« Ici, des malheureux, minés depuis longtemps par la maladie et par la faim, succombaient sous le poids de leurs maux, et expiraient au milieu des tourments et en proie au plus violent désespoir. Là, on se jetait avec fureur sur celui à qui l'on soupçonnait des provisions, et on les lui arrachait, malgré sa résistance opiniâtre et ses affreux jurements.

« D'un côté, on entendait le bruit que faisait le broiement des cadavres, déjà morcelés, que les chevaux foulaient aux pieds ou qu'écrasaient les roues de voitures ; de l'autre, les cris et les gémissements des victimes auxquelles les forces avaient manqué, et qui, gisant sur le chemin, et luttant avec effort contre la plus effrayante agonie, mouraient dix fois en attendant la mort.

« Plus loin, des groupes réunis autour du cadavre d'un cheval, se battaient entre eux pour en disputer les lambeaux. Pendant que les uns coupaient les parties charnues extérieures, les autres s'enfonçaient jusqu'à la ceinture dans les entrailles, pour en arracher le cœur et le foie.

« De toutes parts, des figures sinistres, effrayées,

mutilées par la congélation ; partout, en un mot, la consternation, la douleur, la famine et la mort.

« Pour supporter les atteintes de ces affreuses calamités qui pesaient sur nos têtes, il fallait être doué d'une âme pleine d'énergie et d'un courage inébranlable. Il était indispensable que la force morale s'accrût à mesure que les circonstances devenaient plus périlleuses. Se laisser affecter par la considération des scènes déplorables dont on était témoin, c'était se condamner soi-même : on devait donc fermer son cœur à tout sentiment de pitié. Ceux qui furent assez heureux pour trouver, au-dedans d'eux-mêmes, une force de réaction suffisante pour résister à tant de maux, développèrent la plus froide insensibilité et la fermeté la plus imperturbable.

« Au milieu des horreurs dont ils étaient environnés, on les voyait, calmes et intrépides, supporter toutes les vicissitudes, braver tous les dangers, et, à force de voir la mort se présenter devant eux sous les formes les plus hideuses, s'accoutumer, pour ainsi dire, à l'envisager sans effroi.

« Sourds aux cris de la douleur qui, de toutes parts, retentissaient à leurs oreilles, si quelque infortuné succombait sous leurs yeux ils les détournaient froidement, et, sans éprouver la moindre émotion, continuaient leur chemin.

« Ainsi, ces malheureuses victimes restaient abandonnées sur les neiges, se soulevant tant qu'elles avaient de force, puis retombant insensiblement, sans recevoir de qui que ce fût un mot de consolation, sans que personne se mît en devoir de leur porter le plus petit secours. Nous

marchions constamment à grands pas, silencieux et la tête baissée, et nous ne nous arrêtions qu'à la nuit fermée.

« Excédé de fatigue et de besoin, il fallait encore que chacun de nous alors s'occupât avec ardeur de trouver, sinon un logement, du moins un abri contre l'âpreté de la bise. On se précipitait dans les maisons, les granges, les hangars et tous les bâtiments que l'on rencontrait. Au bout de quelques instants, on y était entassé de manière à ne pouvoir plus ni entrer ni sortir. Ceux qui ne pouvaient s'y introduire s'établissaient en dehors, derrière les murailles, et à proximité. Leur premier soin était de se procurer du bois et de la paille pour leur bivouac : à cet effet, ils escaladaient toutes les maisons environnantes, et enlevaient d'abord les toitures; puis, quand elles ne suffisaient pas, ils arrachaient les solives des greniers, les cloisons, et finissaient par démolir le bâtiment de toutes pièces, par le raser entièrement, malgré l'opposition de ceux qui s'y étaient réfugiés et qui le défendaient de tous leurs moyens. Si l'on n'était pas chassé de cette manière des chaumières où l'on cherchait un asile, on courait risque d'y être dévoré par les flammes : car très-souvent, quand on ne pouvait entrer dans les maisons, on y mettait le feu pour en faire sortir ceux qui s'y trouvaient. C'est surtout ce qui arrivait quand des officiers généraux s'en étaient emparés, après en avoir expulsé les premiers occupants.

« Il fallait donc se résoudre à se mettre au bivouac. Aussi, au lieu de se loger dans les maisons, on avait pris l'habitude de les démolir de fond en comble, et d'en disperser les matériaux au milieu des champs, pour s'en

construire des abris isolés. Dès qu'on s'était pourvu, autant que le permettaient les localités, de ce qui était nécessaire pour établir ses bivouacs, on allumait du feu, et chacun des membres de la coterie s'empressait de concourir à la préparation du repas.

« Pendant que les uns s'occupaient de la confection d'une bouillie, les autres pétrissaient des galettes que l'on faisait cuire sous la cendre. Chacun tirait de son bissac les tranches de viande de cheval qu'il avait conservées, et les jetait sur les charbons pour les faire rôtir.

« La bouillie était la nourriture la plus ordinaire. Or voici ce que c'était que cette bouillie. Comme il était impossible de se procurer de l'eau, parce que la glace couvrait toutes les sources et tous les marais, on faisait fondre dans une marmite une quantité suffisante de neige pour produire le volume d'eau dont on avait besoin : on délayait ensuite dans cette eau, qui était noire et bourbeuse, une portion de la farine plus ou moins grossière dont on était pourvu, et l'on faisait épaissir ce mélange jusqu'à la consistance de la bouillie : ensuite on l'assaisonnait avec du sel, ou, à son défaut, on y jetait deux ou trois cartouches, qui, en lui donnant le goût de la poudre, lui ôtaient son extrême fadeur, et la coloraient d'une teinte foncée qui la faisait ressembler beaucoup au brouet noir des Spartiates.

« Pendant qu'on préparait ce potage, on surchargeait les charbons de chair de cheval, coupée en filets, qu'on saupoudrait également de poudre à canon. Le repas achevé, chacun s'endormait bientôt, accablé de fatigue et affaissé sous le poids de ses maux, pour recommencer le lendemain le même genre de vie.

« A la pointe du jour, sans qu'aucun instrument militaire donnât le signal du départ, la masse entière levait spontanément son bivouac et reprenait son mouvement... [1] »

Vingt jours s'écoulèrent ainsi. Pendant ces vingt jours, l'armée sema sur sa route 200,000 hommes, 500 pièces de canon ; puis elle vint aboutir à la Bérésina, comme un torrent à un gouffre.

Le 5 décembre, tandis que les restes de l'armée agonisaient à Wilna, Napoléon, sur les instances du roi de Naples, du vice-roi d'Italie et de ses principaux capitaines, partit en traîneau, de Smorgoni pour la France. Le froid avait alors atteint 27 degrés au-dessous de zéro.

Le 18 au soir, Napoléon se présentait dans une mauvaise calèche aux portes des Tuileries, qu'on refusa d'abord de lui ouvrir. Tout le monde le croyait encore à Wilna.

Le surlendemain, les grands corps de l'État vinrent le féliciter sur son arrivée.

Le 12 janvier 1813, un sénatus-consulte mit à la disposition du ministre de la guerre 350,000 conscrits.

Le 10 mars, on apprit la défection de la Prusse,

Pendant quatre mois, la France tout entière fut une place d'armes.

Le 15 avril, Napoléon quittait de nouveau Paris, à la tête de ses jeunes légions.

Le 1er mai, il était à Lutzen, prêt à attaquer l'armée combinée, russe et prussienne, avec 250,000 hommes,

[1] Relation du sieur René Bourgeois.

dont 200,000 appartenaient à la France, et dont 50,000 étaient Saxons, Bavarois, Westphaliens, Wurtembergeois, et du grand-duché de Berg. Le géant que l'on croyait abattu, s'était relevé aussitôt : Antée avait touché la terre.

Comme toujours, ses premiers coups furent terribles et décisifs. Les armées combinées laissèrent sur le champ de bataille de Lutzen 15,000 hommes, tués ou blessés, et aux mains des vainqueurs 2,000 prisonniers. Les jeunes recrues s'étaient mises, du premier coup, au niveau des vieilles troupes. Napoléon s'était exposé comme un sous-lieutenant.

Le lendemain, il adressa à son armée la proclamation suivante.

« Soldats

« Je suis content de vous : vous avez rempli mon attente. La bataille de Lutzen sera mise au-dessus des batailles d'Austerlitz, d'Iéna, de Friedland et de la Moskowa. Dans une seule journée, vous avez déjoué tous les complots parricides de vos ennemis. Nous rejetterons les Tartares dans leurs affreux climats, qu'ils ne doivent pas franchir : qu'ils restent dans leurs déserts de glaces, séjour d'esclavage, de barbarie et de corruption, où l'homme est ravalé à l'égal de la brute. Vous avez bien mérité de l'Europe civilisée. Soldats, l'Italie, la France, l'Allemagne, vous rendent des actions de grâces. »

La victoire de Lutzen rouvre au roi de Saxe les portes de Dresde. Le 8 mai, l'armée française l'y précède; le 9,

l'empereur fait jeter un pont sur l'Elbe, derrière lequel s'est retiré l'ennemi ; le 20, il l'atteint et le force dans la position retranchée de Bautzen ; le 21, il continue la victoire de la veille, et dans ces deux jours, où Napoléon développe les plus savantes manœuvres de la stratégie, les Russes et les Prussiens perdent 18,000 hommes, tués ou blessés, et 3,000 prisonniers.

Le lendemain dans une mauvaise affaire d'arrière-garde, le général Bruyère a les deux jambes emportées, le général du génie Kirgener et Duroc sont tués du même coup de canon.

L'armée combinée est en pleine retraite : elle a traversé la Neisse, la Queiss et la Bober, fouettée encore par le combat de Sprotteau, où Sébastiani lui prend 22 canons, 80 caissons et 500 hommes. Napoléon la suit pied à pied, et ne lui donne pas un moment de relâche : ses camps de la veille sont nos bivouacs du lendemain.

Le 29, le comte Schuwalow, aide de camp de l'empereur de Russie, et le général prussien Kleist se présentent aux avant-postes pour demander un armistice.

Le 30, une nouvelle conférence a lieu au château de Liegnitz, mais sans amener de résultat.

L'Autriche méditait un changement d'alliance. Afin de rester neutre le plus longtemps possible, elle se proposa comme médiatrice et fut acceptée : le résultat de sa méditation fut un armistice conclu à Plesswitz, le 4 juin.

Un congrès s'assembla aussitôt à Prague, pour négocier la paix; mais la paix était impossible. Les puissances confédérées demandèrent que l'empire fût restreint à ses frontières du Rhin, des Alpes et de la Meuse. Napoléon regarda ces

prétentions comme une insulte : tout fut rompu, l'Autriche passa à la coalition, et la guerre, qui pouvait seule vider ce grand procès, recommença.

Les adversaires se présentèrent de nouveau sur le champ de bataille ; les Français avec 300,000 hommes, dont 40,000 de cavalerie, occupant le cœur de la Saxe, sur la rive droite de l'Elbe ; les souverains alliés, avec 500,000 hommes, dont 100,000 de cavalerie, menaçant sur les trois directions de Berlin, de la Silésie et de la Bohême. Napoléon, sans s'arrêter à calculer cette énorme différence numérique, reprend l'offensive avec sa rapidité ordinaire : il divise son armée en trois masses, pousse l'une sur Berlin, où elle doit opérer contre les Prussiens et les Suédois, laisse la seconde stationnaire à Dresde, pour observer l'armée russe de Bohême, enfin, de sa personne, marche avec la troisième contre Blücher, en laissant une réserve à Littaw.

Blücher est atteint et culbuté ; mais, au milieu de la chasse qu'il donne à son ennemi, Napoléon apprend que les 60,000 Français qu'il a laissés à Dresde sont attaqués par 180,000 alliés : il détache de son corps d'armée 35,000 hommes : tandis qu'on le croit à la poursuite de Blücher, il arrive, rapide comme l'éclair, mortel comme la foudre. Le 29 août, les alliés attaquent Dresde de nouveau et sont repoussés ; le lendemain ils reviennent à la charge avec toutes leurs masses ; leurs masses sont brisées, rompues, anéanties ; toute cette armée, qui combat sous les yeux d'Alexandre, est un instant menacée d'une destruction totale, et ne parvient à se sauver qu'en laissant 40,000 hommes sur le champ de bataille.

C'est à cette bataille que Moreau a les deux jambes emportées par un des premiers boulets tirés par la garde impériale, et pointé par Napoléon lui-même.

Alors s'opère la réaction habituelle : le lendemain de cette terrible boucherie, un agent de l'Autriche se présente à Dresde, porteur de paroles amies. Mais, tandis qu'on échange les premières négociations, on apprend que l'armée de Silésie, qu'on a laissée à la poursuite de Blücher, a perdu 25,000 hommes ; que celle qui marchait sur Berlin a été battue par Bernadotte ; enfin, que presque tout le corps de Vandamme, qui poursuit les Russes et les Autrichiens, avec une armée moindre d'un tiers que la leur, a été refoulé par cette masse, qui, s'étant arrêtée un instant dans sa fuite, a reconnu l'infériorité de son ennemi.

Ainsi, cette fameuse campagne de 1814, où Napoléon doit être vainqueur partout où il sera, et vaincu partout où il ne sera pas, commence en 1812.

A ces nouvelles, les négociations sont rompues.

Napoléon, remis à peine d'une indisposition que l'on croit un empoisonnement, marche aussitôt sur Magdebourg : son intention est de faire une pointe sur Berlin, et de s'en emparer en repassant l'Elbe à Wittemberg : plusieurs corps sont déjà arrivés dans cette ville, lorsqu'une lettre du roi de Wurtemberg annonce que la Bavière a changé de parti, et que, sans déclaration de guerre, sans avertissement préalable, les deux armées autrichienne et bavaroise, cantonnées sur les bords de l'Inn, se sont réunies ; que 80,000 hommes, sous les ordres du général de Vrède, sont en marche vers le Rhin ; enfin, que le Wur-

temberg, toujours constant de cœur dans son alliance, mais contraint par une pareille masse, a été forcé d'y joindre son contingent. Dans quinze jours, 100,000 hommes cerneront Mayence.

L'Autriche a donné l'exemple de la défection, et l'exemple est suivi.

Le plan de Napoléon, médité deux mois, et pour lequel tout était déjà disposé, forteresses et magasins, est changé en une heure : au lieu de rejeter les alliés entre l'Elbe et la Saale, en manœuvrant sous la protection des places et des magasins de Torgau, Wittemberg, Magdebourg et Hambourg, d'établir la guerre entre l'Elbe et l'Oder, où l'armée française possède Glogau, Custrin et Stettin, Napoléon se décide à se retirer sur le Rhin. Mais auparavant, il faut qu'il batte les alliés, pour leur ôter la possibilité de le poursuivre dans sa retraite : aussi marche-t-il à eux au lieu de les fuir, et le 16 octobre, il les rencontre à Leipsick. Les Français et les alliés se retrouvent en face, les Français avec 157,000 combattants et 600 pièces de canon, les alliés avec 350,000 hommes et une artillerie double de la nôtre.

Le même jour, on se bat huit heures : l'armée française est victorieuse ; mais un corps d'armée qu'on attend de Dresde, pour compléter la défaite des ennemis, n'arrive pas : nous n'en couchons pas moins sur le champ de bataille.

Le 17, l'armée russe et autrichienne reçoit un renfort.

Le 18, elle attaque à son tour.

Pendant quatre heures le combat se soutient avec avantage : mais tout à coup, 30,000 Saxons, qui occupent

une des positions les plus importantes de la ligne, passent à l'ennemi et tournent 60 bouches à feu. Tout semble perdu, tant la défection est inouïe, tant le changement est terrible.

Napoléon accourt avec la moitié de sa garde, attaque les Saxons, les chasse devant lui, leur reprend une partie de son artillerie, et les foudroie avec les canons chargés par eux-mêmes. Les alliés font un mouvement rétrograde : ils ont perdu dans ces deux journées 150,000 hommes de leurs meilleures troupes. Cette nuit encore, nous couchons sur le champ de bataille.

Le canon a, sinon rétabli un entier équilibre, du moins fait disparaître la grande disproportion, et une troisième bataille se présente avec toutes chances favorables, lorsqu'on vient annoncer à Napoléon qu'il ne reste plus dans les parcs que 16,000 coups à tirer ; on a tiré 220,000 pendant les deux dernières batailles : il faut songer à la retraite. Le résultat des deux victoires est perdu : on a sacrifié inutilement 50,000 hommes.

A deux heures du matin, le mouvement rétrograde commence et est dirigé sur Leipsick, l'armée se retirera derrière l'Elster, afin de se trouver en communication avec Erfurth, d'où elle attend les munitions qui lui manquent. Mais sa retraite ne s'est pas opérée si mystérieusement que l'armée alliée ne s'éveille au bruit : elle croit d'abord qu'elle va être attaquée et se met sur ses gardes ; mais bientôt elle apprend la vérité : les Français vainqueurs se retirent : elle ignore pour quelle cause, mais elle profite de leur retraite. Au point du jour, les alliés attaquent l'arrière-garde, pénètrent avec elle dans Leipsick. Nos sol-

dats se retournent, font face à l'ennemi, combattent pied à pied, pour donner le temps à l'armée de passer le seul pont de l'Elster sur lequel s'effectue la retraite. Tout à coup une détonation terrible se fait entendre : on s'inquiète, on s'informe, et l'on apprend qu'un sergent, sans en avoir reçu l'ordre de son chef, a fait sauter le pont. 40,000 Français, poursuivis par 200,000 Russes et Autrichiens, sont séparés de l'armée par une rivière torrentueuse : il faut qu'ils se rendent ou qu'ils se fassent tuer. Une partie se noie, l'autre s'ensevelit sous les décombres du faubourg de Ranstad.

Le 20, l'armée française arrive à Weissenfels et commence à se reconnaître. Le prince Poniatowski, les généraux Vial, Dumoutier et Rochambeau, sont noyés ou tués; le prince de la Moskowa, le duc de Raguse, les généraux Souham, Compans, Latour-Maubourg et Friedrichs, sont blessés; le prince Émile de Darmstadt, le comte de Hochberg, les généraux Lauriston, Delmas, Rozniecki, Krasinski, Valory, Bertrand, Dorsenne, d'Etzko, Colomy, Bronikowski, Siwowitz, Malahowski, Rautenstrauch et Stockhorn, sont prisonniers; nous avons laissé dans l'Elster et dans les faubourgs de la ville 10,000 morts, 15,000 prisonniers, 150 pièces de canon et 500 chariots.

Quant à ce qui restait encore de troupes de la confédération, elles avaient déserté dans le trajet de Leipsick à Weissenfels.

A Erfurth, où elle arriva le 23, l'armée française était réduite à ses propres forces, 80,000 hommes à peu près.

Le 28, en arrivant à Schluchtern, Napoléon obtient

des renseignements positifs sur les mouvements de l'armée austro-bavaroise : elle a fait des marches forcées, elle est arrivée sur le Mein.

Le 30, l'armée française la rencontre rangée en bataille devant Hanau, et interceptant le chemin de Francfort. Elle lui passe sur le ventre en lui tuant 6,000 hommes, et traverse le Rhin les 5, 6 et 7 novembre.

Le 9, Napoléon est de retour à Paris.

Là, les défections le poursuivent. De l'extérieur elles vont s'étendre dans l'intérieur. Après la Russie l'Allemagne, après l'Allemagne l'Italie, après l'Italie la France.

La bataille d'Hanau avait donné lieu à de nouvelles conférences. Le baron de Saint-Aignan, le prince de Metternich, le comte Nesselrode et lord Aberdeen, s'étaient réunis à Francfort. Napoléon obtiendrait la paix en abandonnant la confédération du Rhin, en renonçant à la Pologne et aux départements de l'Elbe : la France resterait dans ses limites naturelles, les Alpes et le Rhin : puis on discuterait en Italie une frontière qui nous séparât de la maison d'Autriche.

Napoléon souscrivit à ces bases, et fit mettre sous les yeux du sénat et du corps législatif les pièces relatives aux négociations, déclarant qu'il était disposé à faire les sacrifices demandés. Le corps législatif, mécontent de ce que Napoléon lui avait imposé un président, sans présentation de candidats, nomma une commission de cinq membres pour examiner ces actes. Ces cinq rapporteurs, connus par leur opposition au système impérial, étaient MM. Lainé, Gallois, Flaugergues, Raynouard et Maine de Birau. Ils firent une adresse dans laquelle ils laissèrent reparaître,

après onze ans d'oubli, le mot de *liberté* : Napoléon déchira l'adresse, et renvoya le corps législatif. Pendant ce temps, les véritables intentions des souverains alliés se faisaient jour, au milieu de leurs protocoles trompeurs. Il n'avaient, comme à Prague, voulu que gagner du temps : ils rompirent de nouveau les conférences, en indiquant un prochain congrès à Châtillon-sur-Seine. C'était à la fois un défi et une insulte. Napoléon accepta l'un, et s'apprêta à se venger de l'autre ; et, le 25 janvier 1814, il partit de Paris, laissant sa femme et son fils sous la protection des officiers de la garde nationale.

L'empire était envahi par tous les points. Les Autrichiens s'avançaient en Italie ; les Anglais avaient passé la Bidassoa et paraissaient sur la cime des Pyrénées ; Schwartzemberg, avec la grande armée, forte de 150,000 hommes, débouchait par la Suisse ; Blücher était entré par Francfort, avec 130,000 Prussiens ; Bernadotte avait envahi la Hollande et pénétrait en Belgique, avec 100,000 Suédois et Saxons. 700,000 hommes, formés, par leurs défaites même, à la grande école de la guerre napoléonienne, s'avançaient au cœur de la France, négligeant toutes les places fortes, et se répondant les uns aux autres par un seul cri : Paris ! Paris !

Napoléon reste seul contre le monde entier. Il a 150,000 hommes, à peine, à opposer à ces masses immenses. Mais il a retrouvé, sinon la confiance, du moins le génie de ses jeunes années : la campagne de 1814 sera son chef-d'œuvre stratégique.

D'un coup d'œil, il a tout vu, tout embrassé, et, autant qu'il est au pouvoir d'un homme, il a paré à tout.

Maison est chargé d'arrêter Bernadotte en Belgique; Augereau marchera au-devant des Autrichiens, à Lyon; Soult maintiendra les Anglais derrière la Loire; Eugène défendra l'Italie; pour lui, il se chargera de Blücher et de Schwartzemberg.

Il se jette entre eux avec 60,000 hommes, court d'une armée à l'autre, écrase Blücher à Champaubert, à Montmirail, à Château-Thierry et à Montereau. En dix jours, Napoléon a remporté cinq victoires, et les alliés ont perdu 90,000 hommes.

Alors, de nouvelles négociations se renouent à Châtillon-sur-Seine : mais les souverains alliés, de plus en plus exigeants, proposent des conditions inacceptables. Ce n'était plus seulement les conquêtes de Napoléon qu'il s'agissait d'abandonner, c'était les limites de la république qu'il fallait échanger contre celles de la vieille monarchie.

Napoléon répondit par un de ces élans de lion qui lui étaient si familiers. Il bondit de Mery-sur-Seine à Craone, de Craone à Reims, et de Reims à Saint-Dizier. Partout où il rencontre l'ennemi, il le chasse, le culbute, l'écrase. Mais, derrière lui, l'ennemi se reforme, et, toujours vaincu, avance toujours.

C'est que partout où Napoléon n'est pas, sa fortune est absente. Les Anglais sont entrés à Bordeaux ; les Autrichiens occupent Lyon ; l'armée de Belgique, réunie aux débris de l'armée de Blücher, reparaît sur ses derrières. Ses généraux sont mous, paresseux, fatigués. Chamarrés de cordons, écrasés de titres, gorgés d'or, ils ne veulent plus se battre. Trois fois les Prussiens, qu'il croit tenir à sa merci, lui échappent; la première fois, sur la rive

gauche de la Marne, par une gelée subite qui raffermit les boues au milieu desquels ils devaient périr; la seconde fois, sur l'Aisne, par la reddition de Soissons, qui leur ouvre un passage en avant au moment où ils ne peuvent plus reculer en arrière; enfin, à Craone, par la négligence du duc de Raguse, qui se laisse enlever une partie de son matériel par une surprise de nuit. Tous ces présages n'échappent point à Napoléon, qui sent que, malgré ses efforts, la France lui échappe des mains. Sans espoir d'y conserver un trône, il veut au moins y obtenir une tombe, et fait, mais inutilement, tout ce qu'il peut pour se faire tuer, à Arcis-sur-Aube et à Saint-Dizier. Il a fait un pacte avec les boulets et les balles.

Le 29 mars, il reçoit à Troyes, où il a poursuivi Winzingerode, la nouvelle que les Prussiens et les Russes marchent en colonnes serrées sur Paris.

Il part aussitôt, arrive le 1er avril à Fontainebleau, et apprend que Marmont a capitulé la veille, à cinq heures du soir, et que, depuis le matin, les alliés occupent la capitale.

Trois partis lui restaient à prendre.

Il avait encore à ses ordres 50,000 soldats, les plus braves et les plus dévoués de l'univers. Il ne s'agissait, pour être sûr d'eux, que de remplacer les vieux généraux, qui avaient tout à perdre, par les jeunes colonels, qui avaient tout à gagner : à sa voix, encore puissante, la population pouvait s'insurger. Mais alors, Paris était sacrifié; les alliés le brûlaient en se retirant; et il n'y a qu'un peuple comme les Russes que l'on puisse sauver par un pareil remède.

Le second était de gagner l'Italie, en ralliant les 25,000 hommes d'Augereau, les 18,000 du général Grenier, les 15,000 du maréchal Suchet, et les 40,000 du maréchal Soult. Mais ce parti n'amenait aucun résultat : la France restait occupée par l'ennemi, et les plus grands malheurs pouvaient résulter pour elle de cette occupation.

Restait le troisième, qui était de se retirer derrière la Loire, et de faire la guerre de partisans.

Les alliés vinrent fixer ses irrésolutions, en déclarant que l'empereur Napoléon était le seul obstacle à la paix générale.

Cette déclaration ne lui laissait plus que deux ressources :

Sortir de la vie à la manière d'Annibal :

Descendre du trône à la manière de Sylla.

Il tenta, dit-on, la première : le poison de Cabanis fut impuissant.

Alors, il se décida à recourir à la seconde ; et, sur un chiffon de papier, aujourd'hui perdu, il écrivit ces lignes, les plus importantes peut-être qu'une main mortelle ait jamais tracées :

« Les puissances alliées ayant proclamé que l'empereur Napoléon était le seul obstacle au rétablissement de la paix en Europe, l'empereur Napoléon, fidèle à son serment, déclare qu'il renonce pour lui et ses héritiers au trône de France et d'Italie, parce qu'il n'est aucun sacrifice personnel, même celui de la vie, qu'il ne soit prêt à faire à la France. »

Pendant un an le monde sembla vide.

NAPOLÉON A L'ILE D'ELBE

ET

LES CENT-JOURS.

Napoléon était roi de l'île d'Elbe.

En perdant l'empire du monde, il n'avait voulu, d'abord, en rien conserver que son malheur. « Un petit écu par jour et un cheval, avait-il dit; voilà tout ce qui m'est nécessaire. » Aussi, forcé par les instances de ceux qui l'entouraient, lorsqu'il pouvait prendre l'Italie, la Toscane, la Corse, avait-il jeté les yeux sur le petit coin de terre où nous le retrouvons.

Mais en négligeant ses intérêts, il avait longuement

débattu les droits de ceux qui l'accompagnaient. C'étaient d'abord les généraux Bertrand et Drouot, l'un grand maréchal du palais, l'autre aide de camp de l'empereur; c'était le général Cambronne, major du 1er régiment de chasseurs de la garde; c'étaient le baron Jermanowski, major des lanciers polonais, le chevalier Malet, les capitaines d'artillerie Cornuel et Raoul, les capitaines d'infanterie Loubers, Lamourette, Hureau et Combi; enfin, les capitaines de lanciers polonais Balinski et Schoultz.

Ces officiers commandaient à 400 hommes, pris parmi les grenadiers et les chasseurs à pied de la vieille garde, qui avaient obtenu la permission d'accompagner en exil leur ancien empereur. En cas de retour en France, Napoléon avait stipulé pour eux la conservation de leurs droits de citoyens.

Ce fut le 3 mai 1814, à six heures du soir, que la frégate *The Undaunted* mouilla dans la rade de Porto-Ferrajo.

Le général Dalesme, qui y commandait encore pour la France, se rendit à bord à l'instant même, pour rendre à Napoléon ses hommages respectueux.

Le comte Drouot, nommé gouverneur de l'île, se rendit à terre pour se faire reconnaître en cette qualité, et se faire rendre les forts de Porto-Ferrajo. Le baron Jermanowski, nommé commandant d'armes de la place, l'accompagnait, ainsi que le chevalier Baillon, fourrier du palais, pour préparer le logement de Sa Majesté.

Le soir même, toutes les autorités, le clergé et les principaux habitants, se rendirent d'eux-mêmes en députation à bord de la frégate, et furent admis en présence de l'empereur.

Le lendemain 4, au matin, un détachement de troupes porta dans la ville le nouveau drapeau que l'empereur avait adopté, et qui était celui de l'île, c'est-à-dire, d'argent à la bande de gueules avec trois abeilles d'or en la bande. Il fut aussitôt arboré sur le fort de l'Étoile, au milieu des salves d'artillerie : la frégate anglaise le salua à son tour, ainsi que tous les vaisseaux qui étaient dans le port.

Vers deux heures, Napoléon descendit à terre avec toute sa suite. Au moment où il mit le pied sur le sol de l'île, il fut salué par 101 coups de canon tirés par l'artillerie des forts, et auxquels la frégate anglaise répondit par 24 coups et par les cris et les vivat de tout son équipage.

L'empereur portait l'uniforme de colonel des chasseurs à cheval de la garde; il avait substitué, à son chapeau, la cocarde rouge et blanche de l'île à la cocarde tricolore.

Avant d'entrer dans la ville, il fut reçu par les autorités, le clergé et les notables, précédés du maire, qui lui présenta les clefs de Porto-Ferrajo, sur un plat d'argent. Les troupes de la garnison étaient sous les armes et formaient la haie : derrière elles était entassée la population tout entière, non-seulement de la citadelle, mais des autres villes et villages, qui était accourue de tous les coins de l'île. Ils ne pouvaient croire qu'ils eussent pour roi, eux, pauvres pêcheurs, l'homme dont la puissance, le nom et les exploits, avaient rempli le monde. Quant à Napoléon, il était calme, affable et presque gai.

Après avoir répondu au maire, il se rendit avec son cortége à la cathédrale, où l'on chanta un *Te Deum :* puis, à la sortie de l'église, il se rendit à l'hôtel de la mairie,

provisoirement destiné à lui servir de demeure. Le soir, la ville et le port furent spontanément illuminés.

Le général Dalesme publia, le même jour, la proclamation suivante, rédigée par Napoléon :

« Habitants de l'île d'Elbe,

« Les vicissitudes humaines ont conduit au milieu de vous l'empereur Napoléon : son propre choix vous le donne pour souverain. Avant d'entrer dans vos murs, votre nouveau monarque m'a adressé les paroles suivantes, que je m'empresse de vous faire connaître, parce qu'elles sont le gage de votre bonheur futur.

« Général, m'a dit l'empereur, j'ai sacrifié mes droits à l'intérêt de la patrie, et je me suis réservé la souveraineté et la propriété de l'île d'Elbe. Toutes les puissances ont consenti à cet arrangement. En faisant connaître aux habitants cet état de choses, dites-leur que j'ai choisi cette île pour mon séjour, en considération de la douceur de leurs mœurs et de leur climat ; assurez-les qu'ils seront l'objet constant de mon intérêt le plus vif. »

« Elbois, ces paroles n'ont pas besoin de commentaires, elles formeront votre destinée. L'empereur vous a bien jugés : je vous dois cette justice, et je vous la rends.

« Habitants de l'île d'Elbe, je m'éloignerai bientôt de vous, et cet éloignement me sera pénible ; mais l'idée de votre bonheur adoucit l'amertume de mon départ, et, en quelque lieu que je puisse être, je conserverai toujours le souvenir des vertus des habitants de l'île d'Elbe.

« DALESME. »

Les 400 grenadiers arrivèrent le 26 mai : le 28, le général Dalesme partit avec l'ancienne garnison. L'île était entièrement livrée à son nouveau souverain.

Napoléon ne pouvait rester longtemps inactif. Après avoir consacré les premiers jours aux travaux indispensables de son installation, il monta à cheval le 18 mai et visita l'île tout entière : il voulait s'assurer par lui-même de l'état où se trouvait l'agriculture, et quels étaient les produits plus au moins certains de l'île, comme commerce, pêche, extraction de marbres et de métaux : il visita surtout avec une attention particulière les carrières et les mines qui en sont la principale richesse.

De retour à Porto-Ferrajo, après avoir vu jusqu'au dernier village et avoir donné partout aux habitants des preuves de sa sollicitude, il s'occupa d'organiser sa cour, et d'appliquer les revenus publics aux plus pressants besoins. Ces revenus se composaient : des mines de fer dont on pouvait tirer un million par an; de la pêche du thon, qui était affermée de quatre à cinq cent mille francs; des salines, dont l'exploitation accordée à une société pouvait rapporter à peu près la même somme; enfin, de l'imposition foncière et de quelques droits de douanes. Tous ces produits, réunis aux deux millions qu'il s'était réservés sur le grand-livre, pouvaient lui constituer à peu près quatre millions et demi de revenu.

Napoléon dit souvent qu'il n'avait jamais été si riche.

Il avait quitté l'hôtel de la mairie pour une jolie maison bourgeoise qu'il appelait pompeusement son palais de ville. Cette maison était située sur un rocher, entre le fort Falcone et le fort de l'Étoile, dans un bastion appelé le *Bas-*

tion des Moulins; elle consistait en deux pavillons et un corps de logis qui les réunissait. De ses fenêtres, on dominait la ville et le port, couchés à ses pieds, de sorte qu'aucun objet nouveau ne pouvait échapper à l'œil du maître.

Quant à son palais des champs, il était situé à San-Martino. Avant son arrivée ce n'était qu'une chaumière, qu'il avait fait reconstruire et meubler avec goût : au reste, l'empereur n'y couchait jamais, c'était un but de promenade et voilà tout. Située au pied d'une montagne très-élevée, côtoyée par un torrent, environnée d'une prairie, elle embrassait la ville placée en amphithéâtre devant elle, au pied de la ville le port, et à l'horizon, au delà de la surface vaporeuse de la mer, les rivages de la Toscane.

Au bout de six semaines, Madame mère arriva à l'île d'Elbe, et quelques jours après la princesse Pauline. Cette dernière avait rejoint l'empereur à Fréjus et avait voulu s'embarquer avec lui ; mais elle était si souffrante alors, que le médecin s'y était opposé. Le capitaine anglais s'était alors engagé à revenir prendre la princesse à un jour fixé : ce jour s'étant écoulé et la frégate n'ayant point paru, la princesse avait profité d'un navire napolitain pour faire sa traversée. A ce premier voyage, elle ne resta que deux jours, et partit pour Naples; mais, le 1er novembre, le brick *l'Inconstant* la ramena de nouveau, pour ne plus quitter l'empereur.

On comprend qu'en retombant d'une activité si grande dans un repos si absolu, Napoléon avait eu besoin de se créer des occupations régulières. Aussi toutes ses heures étaient remplies. Il se levait avec le jour, s'enfermait dans

sa bibliothèque et travaillait à ses Mémoires militaires jusqu'à huit heures du matin : alors il sortait pour inspecter les travaux, s'arrêtait pour interroger les ouvriers, qui presque tous étaient des soldats de sa garde : il faisait vers les onze heures un déjeuner très-frugal : dans les grandes chaleurs, lorsqu'il avait fait de longues courses ou beaucoup travaillé, il dormait après déjeuner une heure ou deux, et ressortait habituellement sur les trois heures, soit à cheval, soit en calèche, accompagné par le grand maréchal Bertrand et par le général Drouot, qui dans cette excursion ne le quittaient jamais ; sur la route il écoutait toutes les réclamations qu'on pouvait lui adresser, et ne laissait jamais personne sans l'avoir satisfait : à sept heures il rentrait, dînait avec sa sœur, qui habitait le premier étage de son palais de ville, admettait à sa table, tantôt l'intendant de l'île, M. de Balbiani, tantôt le chambellan Vantini, tantôt le maire de Porto-Ferrajo, tantôt le colonel de la garde nationale, enfin, quelquefois, les maires de Porto-Longone et de Rio. Le soir, on montait chez la princesse Pauline.

Quant à Madame mère, elle habitait une maison à part, que le chambellan Vantini lui avait cédée.

Cependant l'île d'Elbe était devenue le rendez-vous de tous les curieux de l'Europe ; et bientôt l'affluence des étrangers fut si grande que l'on fut obligé de prendre des mesures pour éviter les désordres inséparables de la réunion de tant d'individus inconnus, parmi lesquels se trouvaient bon nombre d'aventuriers venant chercher fortune. Les produits du sol furent bientôt insuffisants, et il fallut s'en procurer sur le continent : le commerce de Porto-Ferrajo

s'en accrut, et cet accroissement améliora la situation générale. Ainsi, dans son exil même, la présence de Napoléon était une source de prospérité pour le pays qui le possédait : son influence s'était étendue jusqu'aux dernières classes de la société : une atmosphère nouvelle enveloppait l'île.

Parmi ces étrangers, les plus nombreux étaient des Anglais; ils paraissaient attacher le plus grand prix à le voir et à l'entendre. De son côté, Napoléon les recevait avec bienveillance. Lord Bentinck, lord Douglas et plusieurs autres seigneurs de la haute aristocratie, rapportèrent en Angleterre un précieux souvenir de la manière dont ils avaient été reçus.

De toutes les visites que recevait l'empereur, les plus agréables étaient celles d'un grand nombre d'officiers de toutes les nations, Italiens, Français, Polonais, Allemands, qui venaient lui offrir leurs services. Il leur répondait qu'il n'avait ni places, ni grades à leur donner. — Eh bien! nous servirons comme soldats, disaient-ils. Et, presque toujours, il les incorporait dans les grenadiers. Ce dévouement à son nom était ce qui le flattait le plus.

Le 15 août arriva : c'était la fête de l'empereur : elle fut célébrée avec des transports difficiles à décrire; et ce dut être, habitué comme il l'était aux fêtes officielles, un spectacle entièrement neuf pour lui. La ville donna un bal à l'empereur et à la garde : une vaste tente, élégamment ornée, fut construite sur la grand'place, et Napoléon ordonna de la laisser ouverte de tous les côtés, pour que le peuple entier prît part à la fête.

Ce que l'on entreprenait de travaux de tous côtés était

chose incroyable. Deux architectes italiens, MM. Bargini, romain, et Bettarini, toscan, traçaient les plans des constructions arrêtées : mais, presque toujours, l'empereur en changeait les dispositions d'après ses idées, et en devenait le seul créateur et le véritable architecte. Ainsi, il changea le tracé de plusieurs routes commencées, il alla chercher une fontaine dont l'eau lui paraissait de meilleure qualité que celle que l'on buvait à Porto-Ferrajo, et en dirigea le cours jusqu'à la ville.

Quoiqu'il suivît probablement de son regard d'aigle les événements européens, Napoléon était donc, en apparence, entièrement soumis à sa fortune. Personne même ne doutait qu'avec le temps il ne s'habituât à cette vie nouvelle, entouré comme il l'était par l'amour de tous ceux qui s'approchaient de lui ; lorsque les souverains alliés se chargèrent eux-mêmes de réveiller le lion, qui probablement ne dormait pas.

Napoléon habitait déjà depuis plusieurs mois son petit empire, s'occupant à l'embellir par tous les moyens que lui suggérait son génie ardent et inventif, lorsqu'il fut secrètement averti que l'on venait de débattre son éloignement. La France, par l'organe de M. de Talleyrand, réclamait à grande force, au congrès de Vienne, cette mesure, comme indispensable à sa sûreté, représentant sans cesse combien il était dangereux, pour la dynastie régnante, que Napoléon résidât si près des côtes d'Italie et de Provence. Elle faisait surtout remarquer au congrès que, s'il se lassait de son exil, l'illustre proscrit pouvait en quatre jours passer à Naples, et, de là, avec l'aide de son beau-frère Murat qui y régnait encore, descendre à la tête d'une armée dans

les provinces de la haute Italie, déjà mécontentes, les soulever au premier appel, et renouveler ainsi la lutte mortelle qui venait à peine de se terminer.

Pour appuyer cette violation du traité de Fontainebleau, on arguait de la correspondance du général Excelmans avec le roi de Naples, correspondance qui venait d'être saisie, et qui faisait soupçonner une conspiration flagrante dont le centre était à l'île d'Elbe, et dont les ramifications s'étendaient en Italie et en France. Ces soupçons furent bientôt appuyés d'une autre conspiration que l'on découvrit à Milan, et dans laquelle se trouvaient impliqués plusieurs officiers généraux de l'ancienne armée italienne.

L'Autriche ne voyait pas non plus d'un œil tranquille ce dangereux voisinage : la *Gazette d'Augsbourg*, son organe, s'expliquait, au reste, ouvertement à cet égard : on y lisait textuellement ces paroles :

« Si inquiétants que soient les événements de Milan, on doit néanmoins se tranquilliser, en pensant qu'ils pourront peut-être contribuer à éloigner le plus tôt possible un homme qui, sur le rocher de l'île d'Elbe, tenait dans ses mains les fils de ces trames ourdies par son or, et qui, aussi longtemps qu'il resterait à proximité des côtes d'Italie, ne laisserait pas les souverains de ces pays jouir tranquillement de leurs possessions. »

Cependant, le congrès, malgré la conviction générale, n'osait pas, sur des preuves si faibles, prendre une détermination qui se trouvait en contradiction manifeste avec les principes de modération si fastueusement émis par les souverains alliés : il décida que, pour n'avoir pas l'air de violer les traités existants, il serait fait des ouvertures à

Napoléon, et qu'on tâcherait de le déterminer à quitter volontairement l'île d'Elbe, sauf, dans le cas où il s'y refuserait, à employer alors la violence. On s'occupa donc immédiatement du choix d'une autre résidence. Malte fut désignée, mais l'Angleterre y vit des inconvénients : de prisonnier, Napoléon pouvait devenir grand maître.

Elle proposa Sainte-Hélène.

La première idée de Napoléon fut que ces bruits étaient répandus par ses ennemis eux-mêmes, afin de le porter à quelque acte de désespoir qui permît de violer vis-à-vis de lui les promesses faites. En conséquence, il fit partir à l'instant même pour Vienne un agent discret, adroit et fidèle, avec mission de découvrir quelle confiance il pouvait avoir dans les avis qu'on lui avait donnés. Cet homme était recommandé au prince Eugène Beauharnais, qui, se trouvant alors à Vienne, et dans l'intimité de l'empereur Alexandre, devait savoir ce qui se passait au congrès. Cet agent se procura bientôt tous les renseignements nécessaires, et les fit parvenir à l'empereur. En outre, il organisa une correspondance active et sûre, à l'aide de laquelle Napoléon devait être mis au courant de tout ce qui se passerait.

Outre cette correspondance avec Vienne, Napoléon avait conservé des communications avec Paris, et chaque nouvelle qui en arrivait lui indiquait une réaction puissante contre les Bourbons.

Ce fut alors, placé qu'il était dans cette double position, que lui vinrent les premières idées du projet gigantesque qu'il mit bientôt à exécution.

Napoléon fit pour la France ce qu'il avait fait pour

Vienne. Il envoya des émissaires munis d'instructions secrètes, pour s'assurer plus positivement de la vérité, et nouer, s'il y avait lieu, des intelligences avec ceux de ses amis qui lui étaient restés dévoués et avec ceux des chefs de l'armée qui, se trouvant les plus maltraités, devaient être les plus mécontents.

Ces émissaires, à leur retour, confirmèrent la vérité des nouvelles auxquelles Napoléon n'osait croire : ils lui donnèrent en même temps l'assurance qu'une sourde fermentation régnait dans le peuple et dans l'armée, que tous les mécontents, et le nombre en était immense, tournaient les yeux de son côté et imploraient son retour; enfin, qu'une explosion était inévitable, et qu'il était impossible aux Bourbons de lutter longtemps encore contre l'animadversion qu'avaient soulevée l'impéritie et l'imprévoyance de leur gouvernement.

Il n'y avait donc plus de doute : d'un côté, le danger; de l'autre, l'espérance : une prison éternelle sur un rocher au milieu de l'Océan, ou l'empire du monde.

Napoléon prit sa résolution avec sa rapidité habituelle : en moins de huit jours, tout fut décidé dans son esprit. Il ne s'agissait plus que d'aviser aux préparatifs d'une pareille entreprise sans éveiller les soupçons du commissaire anglais chargé de venir de temps à autre visiter l'île d'Elbe, et sous la surveillance indirecte duquel on avait placé toutes les démarches de l'ex-empereur.

Ce commissaire était le colonel Campbell, qui avait accompagné l'empereur lors de son arrivée. Il avait à sa disposition une frégate anglaise, avec laquelle il allait incessamment de Porto-Ferrajo à Gênes, de Gênes à

Livourne, et de Livourne à Porto-Ferrajo. Son séjour dans cette dernière rade était ordinairement d'une vingtaine de jours, pendant lesquels le colonel descendait à terre, et allait faire, en apparence, sa cour à Napoléon.

Il fallait aussi tromper les agents secrets qui pouvaient se trouver dans l'île, détourner l'instinctive et clairvoyante sagacité des habitants; enfin, donner entièrement le change sur ses intentions.

A cet effet, Napoléon fit continuer avec activité les travaux commencés: il fit faire le tracé de plusieurs nouvelles routes qu'il se proposait d'établir dans tous les sens, en travers et autour de l'île; il fit réparer et rendre propre au roulage celle de Porto-Ferrajo à Porto-Longone; et, comme les arbres étaient fort rares dans l'île, il fit venir du continent une grande quantité de mûriers qu'il planta des deux côtés du chemin. Puis, il s'occupa activement de faire achever sa petite maison de San-Martino, dont les travaux s'étaient ralentis; il commanda en Italie des statues et des vases, y acheta des orangers et des plantes rares; enfin, il parut y donner tous ses soins, comme à une demeure qu'il devait habiter longtemps.

A Porto-Ferrajo, il fit démolir les vieilles masures qui entouraient son palais et un long bâtiment qui servait de logement aux officiers, jusqu'à la hauteur d'une terrasse, dont les dimensions furent augmentées de manière à en faire une place d'armes, et à y passer en revue deux bataillons. Une ancienne église abandonnée fut accordée aux habitants pour la construction d'un théâtre, où devaient venir les meilleurs acteurs d'Italie. Toutes les rues furent réparées. La porte de Terre n'était praticable que

pour des mules : on l'élargit, et, à l'aide d'une terrasse, la route devint facile au transport de toutes sortes de charrois.

Pendant ce temps, et pour donner plus de facilité encore à l'exécution de son projet, il faisait faire au brick *l'Inconstant*, qu'il s'était réservé en toute propriété, et au chébec *l'Étoile*, qu'il avait acheté, de fréquents voyages à Gênes, à Livourne, à Naples, sur les côtes de Barbarie et même en France, afin d'habituer à leur vue les croisières anglaises et françaises. En effet, ces navires parcoururent successivement, en tous sens et à plusieurs reprises, le littoral de la Méditerranée, avec le pavillon elbois, sans être aucunement inquiétés. C'était ce que voulait Napoléon.

Ce fut alors qu'il s'occupa sérieusement des préparatifs de son départ. Il fit porter la nuit et avec le plus grand secret, à bord de *l'Inconstant*, une grande quantité d'armes et de munitions : il fit renouveler les habits de sa garde, son linge et sa chaussure : il rappela les Polonais, qui se trouvaient détachés à Porto-Longone et dans la petite île de la Pianosa, où ils gardaient le fort : il accéléra l'organisation et l'instruction du bataillon de chasseurs, qu'il formait avec des hommes recrutés seulement en Corse et en Italie. Enfin, dans les premiers jours de février, tout se trouva prêt pour profiter de la première occasion favorable qu'amèneraient les nouvelles que l'on attendait de France.

Ces nouvelles arrivèrent enfin : c'était un colonel de l'ancienne armée qui en était porteur. Il repartit presque aussitôt pour Naples

---

Malheureusement, le colonel Campbell et sa frégate étaient en ce moment dans le port. Il fallut attendre, sans marquer la moindre impatience, et en l'entourant des égards ordinaires, que le temps de sa station habituelle s'écoulât. Enfin, dans l'après-midi du 24 février, il fit demander la permission de présenter ses hommages à l'empereur : il venait prendre congé de lui et demander ses commissions pour Livourne. Napoléon le reconduisit jusqu'à la porte, et les gens de service purent entendre ces derniers mots qu'il lui adressa : « Adieu, monsieur le colonel : je vous souhaite un bon voyage. Jusqu'au revoir. »

A peine le colonel était-il sorti que Napoléon fit demander le grand maréchal : il passa une partie de la journée et de la nuit enfermé avec lui, se coucha à trois heures du matin, et se leva au point du jour.

Au premier coup d'œil qu'il jeta sur le port, il vit la frégate anglaise occupée à appareiller. Dès lors, comme si une puissance magique avait enchaîné son regard à ce bâtiment, il ne le quitta plus des yeux : il lui vit déployer l'une après l'autre toutes ses voiles, lever son ancre, se mettre en marche, et, par un bon vent de sud-est, sortir du port et cingler vers Livourne.

Alors, il monta sur la terrasse avec une lunette, et continua de suivre la marche du bâtiment qui s'éloignait : vers midi, la frégate ne sembla plus qu'un point blanc sur la mer ; à une heure, elle avait disparu tout à fait.

Aussitôt, Napoléon donna ses ordres. Une des principales dispositions fut un embargo de trois jours, mis sur tous les bâtiments qui se trouvaient dans le port : les plus

petits bateaux furent assujettis à cette mesure, qui fut exécutée à l'instant même.

Puis, comme le brick *l'Inconstant* et le chébec *l'Étoile* n'étaient pas suffisants pour le transport, on traita avec les patrons de trois ou quatre navires marchands que l'on choisit parmi les meilleurs voiliers. Le soir même, tous les marchés étaient passés, et les bâtiments à la disposition de l'empereur.

Dans la nuit du 25 au 26, c'est-à-dire du samedi au dimanche, Napoléon convoqua les principales autorités et les plus notables habitants, dont il composa une espèce de conseil de régence; puis, nommant le colonel de la garde nationale, Lapi, commandant de l'île, il confia la défense du pays à ses habitants, en leur recommandant sa mère et sa sœur : enfin, sans indiquer précisément le but de l'expédition qu'il allait tenter, il rassura d'avance ceux auxquels il s'adressait sur le succès qu'elle devait obtenir, promit, en cas de guerre, d'envoyer des secours pour défendre l'île, et leur enjoignit de ne jamais la rendre à aucune puissance que sur un ordre émané de lui.

Le matin, il pourvut à quelques détails concernant sa maison, prit congé de sa famille, et ordonna l'embarquement.

A midi, la générale battit.

A deux heures, le rappel lui succéda. — Ce fut alors que Napoléon annonça lui-même à ses vieux compagnons d'armes à quelles destinées nouvelles ils étaient appelés. Au nom de la France, à l'espoir d'un prochain retour dans la patrie, un cri d'enthousiasme retentit, des larmes coulèrent : les soldats rompirent leurs rangs, se jetant dans

les bras les uns des autres, courant comme des insensés, et se jetant à genoux devant Napoléon comme devant un dieu.

Madame mère et la princesse Pauline regardaient, en pleurant, cette scène des fenêtres du palais.

A sept heures, l'embarquement était terminé.

A huit heures, Napoléon passa du port sur un canot : quelques minutes après, il était à bord de *l'Inconstant*. Au moment où il y mit le pied, un coup de canon se fit entendre : c'était le signal du départ.

Aussitôt la petite flottille appareilla, et, par un vent sud-sud-est assez frais, sortit de la rade, puis du golfe, se dirigeant vers le nord-ouest, et longeant à une certaine distance les côtes d'Italie.

Au moment même où elle mettait à la voile, des émissaires partaient pour Naples et Milan, tandis qu'un officier supérieur se dirigeait vers la Corse, afin d'y tenter un soulèvement qui préparerait un refuge à l'empereur, en cas de non-succès en France.

Le 27, au point du jour, chacun monta sur le pont, pour s'assurer du chemin qu'on avait fait pendant la nuit. L'étonnement fut grand et cruel lorsqu'on s'aperçut qu'on avait fait tout au plus six lieues : à peine avait-on doublé le cap Saint-André que le vent avait molli, et qu'un calme désespérant lui avait succédé.

Lorsque le soleil eut éclairé l'horizon, on aperçut vers l'ouest, sur les côtes de la Corse, la croisière française, composée de deux frégates : *la Fleur de Lis* et *la Melpomène*.

Cette vue répandit l'alarme sur tous les bâtiments : elle

fut si grande sur le brick *l'Inconstant,* qui portait l'empereur, la position semblait tellement critique, le danger si imminent, que l'on commença d'agiter la question de retourner à Porto-Ferrajo et d'y attendre un vent favorable. Mais l'empereur fit à l'instant même cesser le conseil et l'indécision, en ordonnant de continuer la route, et en promettant que le calme cesserait. En effet, comme si le vent eût été à ses ordres, il fraîchit vers les onze heures, et, à quatre heures, on se trouva à la hauteur de Livourne, entre Capraja et la Gorgone.

Mais alors une nouvelle alarme plus sérieuse que la première se répandit par toute la flottille : on découvrit tout à coup au nord, sous le vent, à cinq lieues environ, une frégate ; une autre apparut en même temps sur les côtes de la Corse ; enfin, dans l'éloignement, on vit poindre un autre bâtiment de guerre qui venait vent arrière sur la flottille.

Il n'y avait plus à tergiverser, il fallait sur-le-champ prendre un parti : la nuit allait venir et l'on pouvait, à la faveur de l'obscurité, échapper aux frégates ; mais le bâtiment de guerre avançait toujours et l'on ne tarda point à le reconnaître pour un brick français. La première idée qui se présenta alors à l'esprit de tout le monde fut que l'entreprise avait été découverte ou vendue, et qu'on allait se trouver en face de forces supérieures. L'empereur seul soutint que le hasard avait rassemblé ces trois bâtiments, étrangers l'un à l'autre, dans une position qui semblait hostile ; certain qu'il était qu'une expédition, conduite avec tant de mystère, ne pouvait avoir été prévue assez à temps pour qu'on eût pu mettre une escadre tout entière à sa poursuite.

Malgré cette conviction, il ordonna d'ôter les sabords et décida qu'en cas d'attaque on irait droit à l'abordage, bien certain qu'avec son équipage de vieux soldats il enlèverait le brick d'emblée, et pourrait ensuite continuer sa route tranquillement, en se dérobant par une contre-marche de nuit à la poursuite des frégates. Cependant, toujours dans l'espoir que c'était le hasard seul qui avait réuni sur ce point les trois bâtiments que l'on avait en vue, il ordonna aux soldats et à toutes les personnes qui pouvaient éveiller les soupçons, de descendre sous le pont : des signaux transmirent aussitôt le même ordre aux autres navires. Ces dispositions prises, on attendit l'événement.

A six heures du soir les deux bâtiments se trouvèrent en présence, et à portée de la voix : bien que la nuit commençât à descendre avec rapidité, on reconnut le brick français *le Zéphyr*, capitaine Andrieux. Au reste, il était facile de voir à sa manœuvre qu'il se présentait avec des intentions toutes pacifiques : ainsi se vérifiaient les prévisions de l'empereur.

En se reconnaissant, les deux bricks se saluèrent selon l'usage, et tout en continuant leur marche échangèrent quelques paroles. Les deux capitaines se demandèrent le lieu de leur destination. Le capitaine Andrieux répondit qu'il allait à Livourne; la réponse de *l'Inconstant* fut qu'il allait à Gênes, et qu'il se chargerait volontiers de commissions pour le pays. Le capitaine Andrieux remercia, et demanda comment se portait l'empereur : à cette question, Napoléon ne put résister au désir de se mêler à une conversation si intéressante pour lui, il prit le porte-voix des mains du capitaine Chotard, et répondit : *A merveille.*

Puis, ces politesses échangées, les deux bricks continuèrent leur route, se perdant réciproquement dans la nuit.

On continua de marcher sous toutes voiles, et par un temps très-frais, de sorte que le lendemain 28, on doubla le cap Corse. Ce jour encore, on reconnut un bâtiment de guerre de 74, au large, et se dirigeant sur Bastia : mais celui-là ne causa aucune inquiétude ; dès le premier moment, on reconnut qu'il n'avait point de mauvaises intentions.

Avant de quitter l'île d'Elbe, Napoléon avait rédigé deux proclamations ; mais lorsqu'il voulut les faire mettre au net, personne, pas même lui, ne les put déchiffrer : il les jeta alors à la mer et en dicta aussitôt deux autres, l'une adressée à l'armée, l'autre au peuple français : tous ceux qui savaient écrire furent aussitôt transformés en secrétaires, tout devint pupitre, tambours, bancs, bonnets, et chacun se mit à l'ouvrage. Au milieu de ce travail, on aperçut les côtes d'Antibes : elles furent saluées par des cris d'enthousiasme.

Le 1er mars, à trois heures, la flottille mouilla au golfe Juan : à cinq heures Napoléon mit pied à terre, et le bivouac fut établi dans un bois d'oliviers, où l'on montre encore celui au pied duquel s'assit l'empereur. Vingt-cinq grenadiers et un officier de la garde furent, à l'instant même, envoyés à Antibes, pour tâcher de rallier à eux la garnison : mais, entraînés par leur enthousiasme, ils entrèrent dans la ville en criant : *Vive l'empereur !* On ignorait le débarquement de Napoléon, on les prit pour des insensés, le commandant fit lever le pont et les vingt-cinq braves se trouvèrent prisonniers.

Un pareil événement était un échec véritable : aussi quelques officiers proposèrent-ils à Napoléon de marcher sur Antibes et de l'enlever de vive force, afin de prévenir le mauvais effet que pourrait produire sur l'esprit public la résistance de cette place. Napoléon répondit que c'était sur Paris et non sur Antibes qu'il fallait marcher, et, joignant l'exemple à la parole, il leva le bivouac au lever de la lune.

La petite armée atteignit Cannes au milieu de la nuit, traversa Grasse vers les six heures du matin, et fit halte sur une hauteur qui domine la ville. A peine Napoléon y était-il établi qu'il fut entouré des populations environnantes, chez lesquelles le bruit de son miraculeux débarquement s'était déjà répandu : il les reçut comme il eût fait aux Tuileries, écoutant les plaintes, recevant les pétitions, promettant de faire justice. L'empereur croyait trouver à Grasse une route qu'il avait commandée en 1813, mais la route n'était pas faite ; il fallut donc qu'il se décidât à laisser dans la ville sa voiture et les quatre petites pièces d'artillerie qu'il avait amenées de l'île d'Elbe. On prit par des sentiers de montagnes encore couverts de neige, et le soir on alla coucher, après avoir fait vingt lieues, au village de Cérénon : le 3 mars, on arriva à Barême, le 4, à Digne ; le 5, à Gap : dans cette ville on s'arrêta le temps nécessaire à l'impression des proclamations, que, dès le lendemain, on répandit par milliers sur la route.

Cependant, l'empereur n'était pas sans inquiétude. Jusqu'alors il n'avait eu affaire qu'aux populations, et leur enthousiasme n'était pas douteux ; mais aucun soldat ne s'était présenté, aucun corps organisé ne s'était rallié à

la petite armée, et c'était avant tout sur les régiments envoyés à sa rencontre que Napoléon désirait que sa présence opérât. Le moment tant craint et tant désiré arriva enfin, entre Lamure et Vizille; le général Cambronne, marchant à l'avant-garde avec 40 grenadiers, rencontra un bataillon envoyé de Grenoble pour fermer la route : le chef du détachement refusa de reconnaître le général Cambronne, et celui-ci envoya prévenir l'empereur de ce qui arrivait.

Napoléon suivait la route, dans une mauvaise voiture de voyage que l'on s'était procurée à Gap, lorsqu'il apprit cette nouvelle : il fit aussitôt approcher son cheval, monta dessus et s'avança au galop, jusqu'à cent pas à peu près des soldats qui formaient la haie, sans qu'un seul cri ni une seule acclamation saluassent sa personne.

Le moment de perdre ou de gagner la partie était venu. La disposition du terrain ne permettait pas de reculer : à gauche de la route, une montagne à pic; à droite, une petite prairie, de trente pas de large à peine, bordée par un précipice; en face, le bataillon sous les armes, s'étendant du précipice à la montagne.

Napoléon s'arrêta sur un petit monticule, à dix pas d'un ruisseau qui traverse la prairie, puis, se retournant vers le général Bertrand en lui jetant la bride de son cheval aux mains : — On m'a trompé, lui dit-il; mais n'importe, en avant! — A ces mots, il met pied à terre, traverse le ruisseau, marche droit au bataillon qui reste toujours immobile, et, s'arrêtant à vingt pas de la ligne, au moment où l'aide de camp du général Marchand tire son épée et ordonne de faire feu. — Eh quoi! mes amis, leur dit-il,

ne me reconnaissez-vous point? Je suis votre empereur. S'il est parmi vous un soldat qui veuille tuer son général, il le peut, me voilà. — Ces paroles étaient à peine prononcées, que le cri de : *Vive l'empereur!* s'élance de toutes les bouches : l'aide de camp ordonne une seconde fois de faire feu, mais sa voix est étouffée au milieu des clameurs : en même temps, et tandis que quatre lanciers polonais se mettent à sa poursuite, les soldats se débandent, s'élancent en avant, entourent Napoléon, tombent à ses pieds, lui baisent les mains, arrachent la cocarde blanche, lui substituent la cocarde tricolore, et tout cela avec des cris, des acclamations, un délire qui font venir les larmes aux yeux de leur ancien général. Bientôt il se rappelle qu'il n'y a pas un instant à perdre, il ordonne de faire demi-tour à droite, prend la tête de la colonne, et, précédé de Cambronne et de ses quarante grenadiers, suivi du bataillon qu'on a envoyé pour lui fermer le passage, il arrive au haut de la montagne de Vizille d'où il voit, une demi-lieue plus bas, l'aide de camp, toujours poursuivi par les quatre lanciers sur lesquels il gagne, grâce à son cheval frais, s'enfoncer dans la ville, puis bientôt reparaître à l'autre extrémité, et ne leur échapper qu'en prenant un chemin de traverse où leurs chevaux, écrasés de fatigue, ne peuvent pas le suivre.

Cependant cet homme qui fuit et ces quatre hommes qui le poursuivent, en passant comme l'éclair à travers les rues de Vizille, ont tout dit par leur seule présence : le matin on a vu passer l'aide de camp à la tête de son bataillon, et voilà qu'il repasse seul et poursuivi : ce qu'on a dit est donc vrai, Napoléon s'avance donc, entouré de

l'amour du peuple et des soldats : chacun sort, s'interroge, s'excite : tout à coup on aperçoit le cortége au milieu de la côte de Lamure ; hommes, femmes, enfants, chacun s'élance au-devant de lui, la ville tout entière l'entoure avant qu'il ne soit arrivé à ses portes, tandis que les paysans descendent des montagnes, bondissant comme des chamois, et faisant retentir de rocher en rocher le cri de : *Vive l'empereur !*

Napoléon fait halte à Vizille. Vizille est le berceau de la liberté française : 1814 n'a pas été parjure à 1789 : l'empereur est reçu par une population ivre de joie. Mais Vizille n'est qu'une ville sans porte, sans murailles, sans garnison ; il faut marcher sur Grenoble : une partie des habitants accompagne Napoléon.

A une lieue de Vizille, on aperçoit sur la route un officier d'infanterie, qui accourt, tout couvert de poussière ; comme le Grec de Marathon, il est prêt à tomber de fatigue : il apporte de riches nouvelles.

Vers deux heures de l'après-midi, le 7e régiment d'infanterie, commandé par le colonel Labédoyère, est parti de Grenoble pour s'avancer contre l'empereur. Mais, à une demi-lieue de la ville, le colonel, qui marchait à cheval en tête de son régiment, a fait tout à coup volte face et a commandé une halte. Aussitôt un tambour s'est approché du colonel, lui présentant sa caisse : le colonel y a plongé la main, en a tiré une aigle, et, se levant sur ses étriers, afin que tout le monde pût le voir : « Soldats ! s'est-il écrié, voici le signe glorieux qui vous guidait dans nos immortelles journées. Celui qui nous conduisit si souvent à la victoire s'avance vers nous pour venger notre

humiliation et nos revers. Il est temps de voler sous son drapeau qui ne cessa jamais d'être le nôtre. Que ceux qui m'aiment me suivent ! Vive l'empereur ! » — Tout le régiment a suivi.

L'officier a voulu être le premier à apporter cette nouvelle à l'empereur, et il a pris les devants ; mais le régiment tout entier est derrière lui.

Napoléon pique son cheval et pousse en avant ; toute sa petite armée le suit, criant et courant. Arrivé au haut d'une colline, il aperçoit le régiment de Labédoyère, qui s'avance au pas accéléré. A peine a-t-il été aperçu, que les cris de : *Vive l'empereur !* retentissent. Ces cris sont entendus par les braves de l'île d'Elbe, qui y répondent. Alors, personne ne conserve plus de rang, chacun court, chacun s'élance : Napoléon se jette au milieu du renfort qui lui arrive : Labédoyère s'élance à bas de son cheval, pour embrasser les genoux de Napoléon ; celui-ci le reçoit dans ses bras, le presse sur sa poitrine : « Colonel, lui dit l'empereur, c'est vous qui me replacez sur le trône. » Labédoyère est fou de joie. Cet embrassement lui coûtera la vie, mais qu'importe ? On a vécu un siècle quand on a entendu de telles paroles.

On se remet en route à l'instant, car Napoléon n'est pas tranquille tant qu'il n'est pas à Grenoble. Grenoble a une garnison qui, dit-on, doit tenir. Vainement les soldats répondent-ils à l'empereur de leurs camarades ; l'empereur, tout en paraissant convaincu comme eux, ordonne de marcher sur la ville.

Napoléon arrive à huit heures du soir sous les murs de Grenoble.

Les remparts sont couverts par le 3e régiment du génie, composé de 2,000 vieux soldats, par le 4e régiment d'artillerie de ligne, dans lequel Napoléon a servi, par deux bataillons du 5e de ligne et par les hussards du 4e. Au reste, la marche de l'empereur a été si rapide qu'elle a déjoué toutes les mesures; on n'a pas eu le temps de couper les ponts : mais les portes sont fermées et le commandant refuse de les ouvrir.

Napoléon comprend qu'un moment d'hésitation le perd : la nuit lui enlève le prestige de sa présence : tous les yeux le cherchent sans doute, mais personne ne le voit. Il ordonne à Labédoyère de haranguer les artilleurs : alors le colonel monte sur un tertre et crie d'une voix forte :

« Soldats, nous vous ramenons le héros que vous avez suivi dans tant de batailles : c'est à vous de le recevoir et de répéter avec nous l'ancien cri de ralliement des vainqueurs de l'Europe : *Vive l'empereur!* »

En effet, ce cri magique est à l'instant même répété, non-seulement sur les remparts, mais encore dans tous les quartiers de la ville : chacun alors se précipite vers les portes; mais les portes sont fermées, et le commandant en a les clefs. De leur côté, les soldats qui accompagnent Napoléon s'approchent : on se parle, on se répond, on se donne la main à travers les guichets, mais on n'ouvre pas. L'empereur frémit d'une impatience qui n'est pas sans inquiétude.

Tout à coup, les cris : Place! place! se font entendre : c'est la population tout entière du faubourg Très-Cloître, qui s'avance avec des poutres, pour enfoncer les portes. Chacun se range : les béliers commencent leur office; les

portes gémissent, s'ébranlent, s'ouvrent : 6,000 hommes débordent à la fois.

Ce n'est plus de l'enthousiasme : c'est de la fureur, c'est de la rage. Ces hommes se précipitent sur Napoléon, comme s'ils allaient le mettre en pièces : en un instant, il est enlevé de son cheval, entraîné, emporté avec des cris frénétiques ; jamais, dans aucune bataille, il n'a couru danger pareil ; tout le monde tremble pour lui, car lui seul peut comprendre que le flot qui l'emporte est tout d'amour.

Enfin, il s'arrête dans un hôtel : son état-major le rejoint et l'entoure. A peine chacun commence-t-il à respirer qu'on entend un nouveau tumulte : ce sont les habitants de la ville qui, ne pouvant lui en apporter les clefs, viennent lui en offrir les portes.

La nuit n'est qu'une longue fête pendant laquelle soldats, bourgeois et paysans, fraternisent ensemble. Cette nuit, Napoléon l'emploie à faire réimprimer ses proclamations. Le 8, au matin, elles sont affichées et répandues de tous côtés ; des émissaires sortent de la ville et les portent sur tous les points, annonçant la prise de possession de la capitale du Dauphiné, et la prochaine intervention de l'Autriche et du roi de Naples. C'est à Grenoble seulement que Napoléon est certain d'arriver jusqu'à Paris.

Le lendemain, le clergé, l'état-major, la cour, les tribunaux et toutes les autorités civiles et militaires, viennent offrir leurs félicitations à l'empereur. L'audience finie, il passe la garnison, forte de 6,000 hommes, en revue, et s'achemine aussitôt sur Lyon.

Le lendemain, après avoir rendu trois décrets, qui signalent le retour entre ses mains du pouvoir impérial, il se remet en route, et va coucher à Bourgoin. La foule et l'enthousiasme vont toujours augmentant : on dirait que la France tout entière l'accompagne, et s'avance avec lui vers la capitale.

Sur la route de Bourgoin à Lyon, Napoléon apprend que le duc d'Orléans, le comte d'Artois et le maréchal Macdonald, veulent défendre la ville, et qu'on va couper le pont Morand et le pont de la Guillotière. Il rit de ces dispositions auxquelles il ne croit pas, car il connaît le patriotisme des Lyonnais, et ordonne au 4e hussards de pousser une reconnaissance jusqu'à la Guillotière. Le régiment est accueilli aux cris de : *Vive l'empereur!* Ces cris arrivent jusqu'à Napoléon, qui le suit à la distance d'un quart de lieue à peu près : il met son cheval au galop, et arrive seul et confiant au moment où on l'attend le moins, au milieu de cette population, dont il change, par sa présence, l'exaltation en folie.

Dans le même instant, soldats des deux partis se jettent sur les barricades qui les séparent, et travaillent avec une égale ardeur à les démolir : au bout d'un quart d'heure, ils sont dans les bras l'un de l'autre. Le duc d'Orléans et le général Macdonald sont forcés de se retirer : le comte d'Artois s'enfuit, ayant pour toute escorte un seul volontaire royal qui ne l'a point abandonné.

A cinq heures du soir, la garnison tout entière s'élance au-devant de l'empereur.

Une heure après, l'armée prend possession de la ville.

A huit heures, Napoléon fait son entrée dans la seconde capitale du royaume.

Pendant quatre jours qu'il y resta, il eut constamment vingt mille âmes sous ses fenêtres.

Le 13, l'empereur partit de Lyon et coucha à Mâcon. L'enthousiasme allait toujours croissant. Ce n'étaient plus seulement quelques individus isolés, c'étaient les magistrats qui venaient le recevoir aux portes des villes.

Le 17, ce fut un préfet qui le reçut à Auxerre : c'était la première autorité supérieure qui hasardât une pareille démonstration.

Dans la soirée, on annonça le maréchal Ney : il venait, honteux de sa froideur en 1814, et de ses serments à Louis XVIII, demander une place dans les rangs des grenadiers. Napoléon lui ouvrit les bras, l'appela *le brave des braves*, et tout fut oublié.

Encore un embrassement mortel.

Le 20 mars, à deux heures de l'après-midi, Napoléon arriva à Fontainebleau. Ce château gardait de terribles souvenirs : dans une de ses chambres, il avait pensé perdre la vie : dans l'autre, il avait perdu l'empire. Il n'y fit qu'une halte d'un instant, et continua sa marche triomphale sur Paris.

Il y arriva le soir, comme à Grenoble, comme à Lyon, à la fin d'une de ses longues journées, et à la tête des troupes qui gardaient les faubourgs. Il aurait pu, s'il eût voulu, y rentrer avec deux millions d'hommes.

A huit heures et demie du soir, il entra dans la cour des Tuileries. Là, on se précipite sur lui, ainsi qu'on a fait à Grenoble; mille bras s'étendent, le saisissent, l'em-

portent, avec des cris et un délire dont on n'a point d'idée : la foule est telle qu'il n'y a pas moyen de la maîtriser ; c'est un torrent auquel il faut laisser son cours. Napoléon ne peut dire que ces paroles : Mes amis, vous m'étouffez! »

Dans les appartements, Napoléon trouve une autre foule, foule dorée et respectueuse, foule de courtisans, de généraux, de maréchaux. Ceux-là n'étouffent point Napoléon : ils se courbent devant lui.

— Messieurs, leur dit l'empereur, ce sont les gens désintéressés qui m'ont ramené dans ma capitale : ce sont les sous-lieutenants et les soldats qui ont tout fait ; c'est au peuple, c'est à l'armée que je dois tout.

La nuit même, Napoléon s'occupa de tout réorganiser. Cambacérès fut nommé à la justice, le duc de Vicence aux affaires étrangères ; le maréchal Davoust à la guerre, le duc de Gaëte aux finances, Decrès à la marine, Fouché à la police, Carnot à l'intérieur ; le duc de Bassano fut replacé à la secrétairerie d'État, le comte Mollien rentra au trésor, le duc de Rovigo fut nommé commandant général de la gendarmerie, M. de Montalivet devint intendant de la liste civile. Letort et Labédoyère furent faits généraux, Bertrand et Drouot furent maintenus dans leurs places de grand maréchal du palais et de major général de la garde, enfin, tous les chambellans, écuyers, maîtres des cérémonies de 1814 furent rappelés.

Le 26 mars, tous les grands corps de l'empire furent appelés à exprimer à Napoléon les vœux de la France.

Le 27 mars, on eût dit que les Bourbons n'avaient jamais existé, et toute la nation crut avoir fait un rêve !

En effet, la révolution avait été terminée en un jour

et n'avait pas coûté une goutte de sang : nul n'avait, cette fois, à reprocher à Napoléon la mort d'un père, d'un frère ni d'un ami. Le seul changement visible qui se soit opéré, c'est que les couleurs flottantes sur nos villes sont changées, et que les cris de : *Vive l'empereur !* s'élèvent retentissants d'un bout à l'autre de la France.

Cependant, la nation est fière du grand acte de spontanéité qu'elle vient d'accomplir : la grandeur de l'entreprise qu'elle a si bien secondée semble effacer, par son résultat gigantesque, les revers de ses trois dernières années, et elle est reconnaissante à Napoléon de ce qu'il est remonté sur le trône.

Napoléon examine sa position et la juge.

Deux voies sont ouvertes devant lui :

Tout tenter pour la paix, en se préparant à la guerre ;

Ou commencer la guerre par un de ces mouvements imprévus, par un de ces coups de foudre soudains, qui ont fait de lui le Jupiter Tonnant de l'Europe.

Chacun de ces deux partis a ses inconvénients.

Tout tenter pour la paix, c'est donner le temps aux alliés de se reconnaître : ils compteront leurs soldats et les nôtres, et ils auront autant d'armées que nous de divisions ; nous nous retrouverons un contre cinq. Qu'importe ! nous avons quelquefois vaincu ainsi.

Commencer la guerre, c'est donner raison à ceux qui disent que Napoléon ne veut pas la paix. Puis, l'empereur n'a sous la main que 40,000 hommes. C'est assez, il est vrai, pour reconquérir la Belgique et entrer à Bruxelles : mais une fois arrivé à Bruxelles, on se trouvera enfermé dans un cercle de places fortes qu'il faudra enlever les

unes après les autres, et Maestricht, Luxembourg et Anvers, ne sont pas de ces bicoques que l'on emporte en un coup de main. D'ailleurs, la Vendée remue, le duc d'Angoulême marche sur Lyon et les Marseillais sur Grenoble. Il faut prendre à temps cette inflammation d'entrailles qui tourmente la France, afin qu'elle se présente devant l'ennemi dans toute sa puissance et avec toute sa force.

Napoléon se décide donc pour le premier de ces deux partis. La paix, qu'il refusait à Châtillon en 1814, après l'envahissement de la France, peut être acceptée en 1815, après le retour de l'île d'Elbe. On peut s'arrêter quand on monte, jamais quand on descend.

Pour montrer son bon vouloir à la nation, il écrit donc cette circulaire aux rois de l'Europe :

« Monsieur mon frère,

« Vous aurez appris, dans le cours du mois dernier, mon retour sur les côtes de France, mon entrée à Paris, et le départ de la famille des Bourbons. La véritable nature de ces événements doit être maintenant connue de Votre Majesté : ils sont l'ouvrage d'une irrésistible puissance, l'ouvrage et la volonté unanime d'une grande nation qui connaît ses devoirs et ses droits. L'attente qui m'avait décidé au plus grand des sacrifices avait été trompée : je suis venu, et du point où j'ai touché le rivage, l'amour de mes sujets m'a porté jusque dans ma capitale. Le premier besoin de mon cœur est de payer tant d'affection par une honorable tranquillité. Le rétablissement du trône impérial étant nécessaire au bonheur des Français,

ma plus douce pensée est de le rendre en même temps utile à l'affermissement du repos de l'Europe. Assez de gloire a illustré tour à tour les drapeaux des diverses nations ; les vicissitudes du sort ont assez fait succéder de grands revers à de grands succès : une plus belle arène est aujourd'hui ouverte aux souverains, et je suis le premier à y descendre. Après avoir présenté au monde le spectacle de grands combats, il sera plus doux de ne connaître désormais d'autre rivalité que celle des avantages de la paix, d'autre lutte que la lutte sainte de la félicité des peuples. La France se plaît à proclamer avec franchise ce noble but de tous ses vœux. Jalouse de son indépendance, le principe invariable de sa politique sera le respect le plus absolu pour l'indépendance des autres nations. Si tels sont, comme j'en ai l'heureuse confiance, les sentiments personnels de Votre Majesté, le calme général est assuré pour longtemps, et la justice, assise aux confins des États, suffit seule pour en garder les frontières. »

Cette lettre, qui propose une paix dont le résultat sera le respect le plus absolu pour l'indépendance des autres nations, trouve les souverains alliés en train de se partager l'Europe. Dans cette grande traite des blancs, dans cette publique adjudication des âmes, la Russie prend le grand-duché de Varsovie; la Prusse dévore une partie du royaume de Saxe, une partie de la Pologne, de la Westphalie, de la Franconie, et, comme un immense serpent dont la queue touche à Memel, espère allonger, en suivant la rive gauche du Rhin, sa tête jusqu'à Thionville; l'Autriche réclame son Italie, telle qu'elle était avant le

traité de Campo-Formio, ainsi que tout ce que son aigle à double tête a laissé tomber de ses serres après les traités successifs de Lunéville, de Presbourg et de Vienne ; le stathouder de Hollande, élevé au grade de roi, demande que l'on confirme l'adjonction à ses États héréditaires, de la Belgique, du pays de Liége et du duché de Luxembourg ; enfin, le roi de Sardaigne presse la réunion de Gênes à son État continental, dont il est absent depuis quinze ans. Chaque grande puissance veut, comme un lion de marbre, tenir sous sa griffe, au lieu de boule, un petit royaume. La Russie aura la Pologne, la Prusse aura la Saxe, l'Espagne aura le Portugal, l'Autriche aura l'Italie : quant à l'Angleterre, qui fait les frais de toutes ces révolutions, elle en aura deux au lieu d'un, — la Hollande et le Hanovre.

Le moment était, comme on le voit, mal choisi. Cependant, cette ouverture de l'empereur aurait peut-être pu avoir quelque résultat, si le congrès eût été dissous, et qu'on eût pu traiter avec les souverains alliés, un à un : mais, placés comme ils l'étaient en face les uns des autres, leur amour-propre s'exalta, et Napoléon ne reçut aucune réponse à sa lettre.

L'empereur ne fut point étonné de ce silence : il l'avait prévu, et ne perdait pas de temps pour se mettre en mesure de faire la guerre. Plus il entrait avant dans l'examen de ses moyens offensifs, plus il se félicitait de n'avoir pas cédé à son premier mouvement : tout était désorganisé en France : à peine restait-il un noyau d'armée. Quant au matériel militaire, poudre, fusils, canons, tout semblait avoir disparu.

Pendant trois mois, Napoléon travailla seize heures par jour. A sa voix, la France se couvrit de manufactures, d'ateliers, de fonderies, et les armuriers seuls de la capitale fournirent jusqu'à 3,000 fusils en vingt-quatre heures, tandis que les tailleurs confectionnaient, dans le même intervalle, jusqu'à 15 et même 1,800 habits. En même temps, les cadres des régiments de ligne sont portés de deux bataillons à cinq ; ceux de la cavalerie sont renforcés de deux escadrons ; deux cents bataillons de gardes nationales sont organisés ; vingt régiments de marine et quarante régiments de jeunes gardes sont mis en état de service ; les anciens soldats licenciés sont rappelés sous les drapeaux ; les conscriptions de 1814 et de 1815 sont levées ; les soldats et officiers en retraite sont engagés à rentrer en ligne. Six armées se forment, sous les noms d'armées du Nord, de la Moselle, du Rhin, du Jura, des Alpes, des Pyrénées, tandis qu'une septième, sous le nom d'armée de réserve, se réunit sous les murs de Paris et de Lyon, que l'on va fortifier.

En effet, toute grande capitale doit être à l'abri d'un coup de main, et plus d'une fois la vieille Lutèce a dû son salut à ses murailles. Si, en 1815, Vienne eût été défendue, la bataille d'Ulm n'eût pas décidé de la guerre ; si, en 1806, Berlin eût été fortifiée, l'armée, battue à Iéna, s'y fût ralliée, et l'armée russe l'y eût rejointe ; si, en 1808, Madrid eût été en état de défense, l'armée française n'eût point, même après les victoires d'Espinosa, de Tudela, de Burgos et de Somma-Sierra, osé marcher sur cette capitale, en laissant derrière elle l'armée anglaise et l'armée espagnole, vers Salamanque et Valladolid ;

enfin, si, en 1814, Paris eût tenu huit jours seulement, l'armée alliée était étouffée entre ses murailles et les 80,000 hommes que Napoléon réunissait à Fontainebleau.

Le général du génie Haxo est chargé de cette grande œuvre : il fortifiera Paris : le général Léry fortifiera Lyon.

Donc, si les souverains alliés nous laissent seulement jusqu'au 1er juin, l'effectif de notre armée sera porté de 200,000 hommes à 414,000 hommes; et, s'ils nous laissent jusqu'au 1er septembre, non-seulement cet effectif sera doublé, mais encore toutes les villes seront fortifiées jusqu'au centre de la France et serviront, en quelque sorte, d'ouvrages avancés à la capitale. Ainsi, 1815 rivalise avec 1793, et Napoléon a obtenu le même résultat que le comité de salut public, sans avoir besoin de le presser avec les douze guillotines qui faisaient partie des bagages de l'armée révolutionnaire.

C'est qu'aussi, il n'y a pas un instant à perdre : les alliés, qui se disputent la Saxe et Cracovie, sont restés l'arme au bras et la mèche allumée. Quatre ordres sont donnés, et l'Europe marche de nouveau contre la France. Wellington et Blücher rassemblent 220,000 hommes, Anglais, Prussiens, Hanovriens, Belges et Brunswickois, entre Liége et Courtray; les Bavarois, les Badois, les Wurtembergeois, se present dans le Palatinat et dans la Forêt Noire; les Autrichiens s'avancent à marches forcées pour les rejoindre; les Russes traversent la Franconie et la Saxe, et, en moins de deux mois, seront arrivés de la Pologne aux bords du Rhin. 900,000 hommes sont prêts, 300,000 vont l'être. La coalition a le secret de Cadmus; à sa voix, les soldats sortent de terre.

Cependant, à mesure que Napoléon voit grossir les armées ennemies, il sent de plus en plus le besoin de s'appuyer sur ce peuple qui lui a manqué en 1814. Un instant il hésite s'il ne laissera pas de côté la couronne impériale pour ressaisir l'épée du premier consul : mais, né au milieu des révolutions, Napoléon a peur d'elles; il craint l'emportement populaire, parce qu'il sait que rien ne le peut dompter. La nation s'est plainte de manquer de liberté, il lui donnera l'acte additionnel : 1790 a eu sa fédération, 1815 aura son champ de mai : peut-être la France s'y trompera-t-elle. Napoléon passe en revue les fédérés, et, le 1er juin, sur l'autel du Champ-de-Mars, il fait serment de fidélité à la nouvelle constitution. Le même jour, il ouvre les chambres.

Puis, débarrassé de toute cette comédie politique qu'il joue à regret, il reprend son véritable rôle et redevient général. Il a 180,000 hommes disponibles pour ouvrir la campagne. Qu'en fera-t-il? Marchera-t-il au-devant des Anglo-Prussiens, pour les joindre à Bruxelles ou à Namur? Attendra-t-il les alliés sous les murs de Paris ou de Lyon? Sera-t-il Annibal ou Fabius?

S'il attend les alliés, Napoléon gagne jusqu'au mois d'août, et alors il aura complété ses levées, terminé ses préparatifs, organisé tout son matériel : il combattra avec toutes ses ressources une armée affaiblie des deux tiers par les corps d'observation qu'elle aura été forcée de laisser derrière elle.

Mais la moitié de la France, livrée à l'ennemi, ne comprendra pas la prudence de cette manœuvre. On peut faire le Fabius quand on a, comme Alexandre, un empire

qui couvre la septième partie du globe, ou lorsque, comme Wellington, on manœuvre sur l'empire des autres. D'ailleurs, toutes ces temporisations ne sont pas dans le génie de l'empereur.

Au contraire, en transportant les hostilités en Belgique, on étonnera l'ennemi qui nous croit hors d'état d'entrer en campagne : Wellington et Blücher peuvent être battus, dispersés, anéantis, avant que le reste des troupes alliées n'ait eu le temps de les rejoindre. Alors, Bruxelles se declarera, les bords du Rhin reprendront les armes, l'Italie, la Pologne et la Saxe se soulèveront ; et ainsi, dès le commencement de la campagne, le premier coup, s'il est bien frappé, peut dissoudre la coalition.

Il est vrai aussi qu'en cas de revers, on attire l'ennemi en France dès le commencement de juillet, c'est-à-dire près de deux mois plus tôt qu'il n'y viendrait de lui-même. Mais, est-ce après sa marche triomphale du golfe Juan à Paris que Napoléon peut douter de son armée et prévoir une défaite ?

De ces 180,000 hommes, l'empereur doit distraire un quart pour garnir Bordeaux, Toulouse, Chambéry, Béfort, Strasbourg, et comprimer la Vendée, ce vieux cancer politique mal extirpé par Hoche et par Kléber : il reste donc avec 125,000 hommes, qu'il concentre de Philippeville à Maubeuge. Il a 200,000 hommes devant lui, c'est vrai ; mais s'il attend seulement six semaines encore, il aura à la fois l'Europe tout entière sur les bras. Le 12 juin, il part de Paris ; le 14, il porte son quartier général à Beaumont, où il campe au milieu de 60,000 hommes, jetant à sa droite 16,000 hommes sur

Philippeville, et à sa gauche 40,000 hommes vers Solre-sur-Sambre. Dans cette position, Napoléon a devant lui la Sambre, à sa droite la Meuse, à sa gauche et derrière lui les bois d'Avesne, de Chimay et de Gedine.

De son côté, l'ennemi, placé entre la Sambre et l'Escaut, s'échelonne sur un espace de vingt lieues à peu près.

L'armée prusso-saxonne, commandée en chef par Blücher, forme l'avant-garde. Elle compte 120,000 hommes et 300 bouches à feu. Elle se divise en quatre grands corps; le premier, commandé par le général Ziéthen, qui a son quartier général à Charleroy et Fleurus, et qui forme le point de concentration; le second, commandé par le général Pirsch, cantonné aux environs de Namur; le troisième commandé par le général Thielmal, et qui borde la Meuse aux environs de Dinant; le quatrième, commandé par le général Bulow, et qui, placé en arrière des trois premiers, a établi son quartier général à Liége. Disposée ainsi, l'armée prusso-saxonne a la forme d'un fer à cheval dont les deux extrémités s'avancent, d'un côté, comme nous l'avons dit, jusqu'à Charleroy, et de l'autre jusqu'à Dinant, et sont éloignées, l'une de trois lieues, l'autre d'une lieue et demie seulement de nos avant-postes.

L'armée anglo-hollandaise est commandée en chef par Wellington; elle compte 104,200 hommes, et forme dix divisions: ces divisions sont séparées en deux grands corps d'infanterie et un corps de cavalerie. Le premier corps d'infanterie est commandé par le prince d'Orange, dont le quartier général est à Braine-le-Comte; le second corps est commandé par le lieutenant-général Hill, dont le

quartier général est à Bruxelles ; enfin la cavalerie, qui stationne autour de Grammont, est commandée par le lord Uxbridge ; quant au grand parc d'artillerie, il est cantonné à Gand.

La seconde armée présente la même disposition de lignes que la première : seulement le fer à cheval est retourné, et, au lieu que ce soient les extrémités, c'est le centre qui se trouve le plus rapproché de notre front de bataille, dont il est entièrement séparé par l'armée prusso-saxonne.

Napoléon est arrivé, dans la soirée du 14, à deux lieues des ennemis, sans qu'ils aient encore la moindre connaissance de sa marche : il passe une partie de la nuit courbé sur une grande carte des environs, et entouré d'espions qui lui apportent des renseignements certains sur les différentes positions de l'ennemi : lorsqu'il les a entièrement reconnues, il calcule, avec sa rapidité ordinaire, qu'ils ont tellement étendu leurs lignes, qu'il leur faut trois jours pour se réunir ; en les attaquant à l'improviste il peut diviser les deux armées et les battre séparément. D'avance il a concentré en un seul corps 20,000 chevaux : c'est le sabre de cette cavalerie qui coupera par le milieu le serpent dont il écrasera ensuite les tronçons séparés.

Le plan de bataille est tracé : Napoléon expédie ses différents ordres, et continue d'examiner le terrain et d'interroger les espions. Tout le confirme dans l'idée qu'il connaît parfaitement la position de l'ennemi, et que l'ennemi, au contraire, ignore complétement la sienne, quand tout à coup un aide de camp du général Gérard arrive au galop : il apporte la nouvelle que le lieutenant

général Bourmont, les colonels Clouet et Willoutrey, du quatrième corps, sont passés à l'ennemi. Napoléon l'écoute avec la tranquillité d'un homme habitué aux trahisons ; puis, se retournant vers Ney, qui est debout près de lui :

— Eh bien ! vous entendez, maréchal ; c'est votre protégé, dont je ne voulais pas, dont vous m'avez répondu, et que je n'ai placé qu'à votre considération : le voilà passé à l'ennemi.

— Sire, lui répondit le maréchal, pardonnez-moi ; mais je le croyais si dévoué, que j'en eusse répondu comme de moi-même.

— Monsieur le maréchal, reprend Napoléon en se levant et en lui appuyant la main sur le bras, ceux qui sont bleus restent bleus, et ceux qui sont blancs restent blancs.

Puis il se rassied, et fait à l'instant même à son plan d'attaque les changements que cette défection nécessite.

A la pointe du jour, ses colonnes se mettront en mouvement. L'avant-garde de la gauche, formée de la division d'infanterie du général Jérôme Bonaparte, repoussera l'avant-garde du corps prussien du général Ziéthen, et s'emparera du pont de Marchiennes : la droite, commandée par le général Gérard, surprendra de bonne heure le pont du Châtelet, tandis que la cavalerie légère du général Pajol, formant l'avant-garde du centre, s'avancera, soutenue par le troisième corps d'infanterie, et s'emparera du pont de Charleroy. A dix heures, l'armée française aura passé la Sambre et sera sur le territoire ennemi.

Tout s'exécute comme Napoléon l'a ordonné. Jérôme culbute Ziéthen et lui fait 500 prisonniers ; Gérard s'em-

pare du pont du Châtelet et repousse l'ennemi plus d'une lieue au delà de la rivière; il n'y a que Vandamme qui est en retard, et qui, à six heures du matin, n'a pas quitté encore son camp. « Il nous rejoindra, dit Napoléon : chargez, Pajol, avec votre cavalerie légère ; je vous suis avec ma garde. »

Pajol part, et culbute tout ce qui se présente : un carré d'infanterie veut tenir, le général Desmichels se précipite sur lui à la tête des 4e et 9e régiments de chasseurs, l'enfonce, l'écartelle, le taille en morceaux et lui fait quelques centaines de prisonniers. Pajol arrive, en sabrant, devant Charleroy, y entre au galop ; Napoléon le suit. A trois heures, Vandamme arrive : un chiffre mal fait est cause de son retard ; il a pris un quatre pour un six. Il est le premier puni de son erreur, puisqu'il n'a point combattu. Le soir même, toute l'armée française a passé la Sambre ; l'armée de Blücher est en retraite sur Fleurus, laissant entre elle et l'armée anglo-hollandaise un vide de quatre lieues.

Napoléon voit la faute et s'empresse d'en profiter : il donne à Ney l'ordre verbal de partir, avec 42,000 hommes, par la chaussée de Bruxelles à Charleroy, et de ne s'arrêter qu'au village des Quatre-Bras, point important, situé à l'intersection des routes de Bruxelles, de Nivelles, de Charleroy et de Namur. Là, il contiendra les Anglais, tandis que Napoléon battra les Prussiens avec les 72,000 hommes qui lui restent. Le maréchal part à l'instant même.

Napoléon, qui croit ses ordres exécutés, se remet en marche le 16 juin au matin, et découvre l'armée prus-

sienne rangée en bataille entre Saint-Amand et Sombref, et faisant face à la Sambre : elle est composée des trois corps qui étaient cantonnés à Charleroy, à Namur et à Dinant. Sa position est détestable, car elle prête son flanc droit à Ney, qui, s'il a suivi les instructions reçues, doit être à cette heure aux Quatre-Bras, c'est-à-dire à deux lieues sur ses derrières. Napoléon fait ses dispositions en conséquence ; il range son armée sur une même ligne que celle de Blücher, pour l'attaquer de front, et envoie un officier de confiance à Ney pour lui ordonner de laisser un détachement en observation aux Quatre-Bras, et de se rabattre en toute hâte sur Bry pour tomber sur les derrières des Prussiens. Un autre officier part en même temps pour arrêter le corps du comte d'Erlon, qui forme l'arrière-garde et qui, par conséquent, ne doit être encore qu'à Villers-Perruin : il lui fera faire un à-droite et le ramènera sur Bry. Cette nouvelle instruction avance les affaires d'une heure et double les chances, puisque, si l'un manque, l'autre ne manquera pas, et que, si tous deux arrivent à la distance où ils doivent se suivre, l'armée prussienne tout entière est perdue. Les premiers coups de canon que Napoléon entendra du côté de Bry ou de Vagnele seront le signal de l'attaque de front. Ces dispositions prises, Napoléon fait halte et attend.

Cependant, le temps s'écoule et Napoléon n'entend rien. Deux heures, trois heures, quatre heures de l'après-midi arrivent : même silence. Cependant la journée est trop précieuse pour la perdre ; celle du lendemain peut amener une jonction ; alors ce sera un nouveau plan à faire et une chance perdue à regagner : Napoléon donne l'or-

dre de l'attaque : d'ailleurs, la bataille occupera les Prussiens, et ils feront moins attention à Ney, qui arrivera sans doute au canon.

Napoléon entame le combat par une vaste attaque sur la gauche : il espère ainsi attirer de ce côté la majeure partie des forces de l'ennemi, et l'éloigner de sa ligne de retraite pour le moment où Ney arrivera par l'ancienne chaussée Brunehaut, qui est la route de Gembloux. Puis, il dispose tout pour enfoncer son centre, et le couper ainsi en deux, en renfermant la plus forte partie de l'armée dans le triangle de fer qu'il a disposé dès la veille. Le combat s'engage et dure deux heures sans que l'on reçoive aucune nouvelle de Ney ni de d'Erlon; cependant ils ont dû être prévenus à dix heures du matin, et l'un n'avait que deux lieues, l'autre deux lieues et demie à faire. Napoléon sera obligé de vaincre seul. Il donne l'ordre d'engager ses réserves pour opérer sur le centre le mouvement qui doit décider du succès de la journée. En ce moment on lui annonce qu'une forte colonne ennemie se montre dans la plaine d'Heppignies, menaçant son aile gauche. Comment cette colonne est-elle passée entre Ney et d'Erlon, comment Blücher a-t-il exécuté la manœuvre que lui, Napoléon, avait rêvée, c'est ce qu'il ne peut comprendre. N'importe, il arrête ses réserves pour les opposer à cette nouvelle attaque, et le mouvement sur le centre est suspendu.

Un quart d'heure après, il apprend que cette colonne est le corps de d'Erlon, qui a enfilé la route de Saint-Amand au lieu de celle de Bry. Il reprend alors sa manœuvre interrompue, marche sur Ligny, l'emporte au

pas de charge, et met l'ennemi en retraite. Mais la nuit arrive, et toute l'armée de Blücher défile par Bry, qui devrait être occupé par Ney et 20,000 hommes. Néanmoins la journée est gagnée : quarante pièces de canon tombent à notre pouvoir ; 20,000 hommes sont hors de combat ; et l'armée prussienne est tellement démoralisée, que, des 70,000 hommes dont elle se compose, à peine si à minuit les généraux ont pu en rallier 30,000 (1). Blücher lui-même a été renversé de cheval, et ne s'est échappé sur le cheval d'un dragon, et couvert de meurtrissures, qu'à la faveur de l'obscurité.

Pendant la nuit, Napoléon reçoit des nouvelles de Ney : les fautes de 1814 recommencent en 1815 : Ney, au lieu de marcher dès le point du jour, comme il en a reçu l'ordre, sur les Quatre-Bras, qui ne sont occupés que par 10,000 Hollandais, et de s'en emparer, n'est parti de Gosselies qu'à midi, de sorte que, comme les Quatre-Bras étaient désignés par Wellington pour le rendez-vous successif des différents corps d'armée, ces corps y étaient arrivés de midi à trois heures, et qu'ainsi Ney avait trouvé 30,000 hommes au lieu de 10,000. Le maréchal, qui, en face du danger, retrouvait toujours son énergie habituelle, et qui, d'ailleurs, se croyait suivi des 20,000 hommes de d'Erlon, n'avait point hésité à atta-

(1) « C'en était fait de leur armée, dit Napoléon lui-même dans sa Vie militaire, si je les eusse poussés durant la nuit, comme ils le firent à mon égard le 18 au soir. Je leur ai donné bien des leçons; mais ils m'ont appris à mon tour qu'une poursuite de nuit, si dangereuse qu'elle paraisse pour le vainqueur, a bien aussi ses avantages. »

quer. Son étonnement avait donc été grand lorsqu'il avait vu que le corps sur lequel il comptait ne venait point à son secours, et que, repoussé par des forces supérieures, il ne retrouvait pas sa réserve en étendant la main du côté où elle devait être. Il avait, en conséquence, fait courir après elle, et lui avait donné l'ordre positif de revenir. Mais, dans ce moment, il avait reçu lui-même l'avis de Napoléon. Il était trop tard : le combat était engagé, il fallait le soutenir. Néanmoins, il avait de nouveau fait courir au-devant du comte d'Erlon, pour l'autoriser à continuer sa route sur Bry, et s'était retourné sur l'ennemi avec une nouvelle rage. Dans cet instant, un nouveau renfort de 12,000 Anglais était arrivé, conduit par Wellington, et Ney avait été obligé de battre en retraite sur Fraisne, tandis que le corps d'armée du comte d'Erlon, usant sa journée en marches et en contre-marches, s'était constamment promené entre deux canonnades sur un rayon de trois lieues, sans aucune utilité, ni pour Ney, ni pour Napoléon.

Cependant, si la victoire était moins décisive qu'elle n'aurait pu l'être, ce n'en était pas moins une victoire. L'armée prussienne, en pleine retraite, avait, en se retirant par sa gauche, démasqué l'armée anglaise qui se trouvait alors la plus avancée. Napoléon, pour empêcher de se rallier, détache après elle Grouchy avec 35,000 hommes, lui ordonnant de la presser jusqu'à ce qu'elle fasse tête. Mais Grouchy va faire, à son tour, la même faute que Ney : seulement, les conséquences en seront terribles.

Si habitué que fût le général en chef anglais à la rapi-

dité des coups de Napoléon, il avait cru arriver à temps aux Quatre-Bras pour faire sa jonction avec Blücher. En effet, le 15, à sept heures du soir, lord Wellington reçoit à Bruxelles un courrier du feld-maréchal, qui lui annonce que toute l'armée française est en mouvement et que les hostilités sont commencées : quatre heures après, au moment où il va monter à cheval, il apprend que les Français sont maîtres de Charleroy, et que leur armée, forte de 150,000 hommes, marche en front de bandière sur Bruxelles, couvrant tout l'espace qui s'étend entre Marchienne, Charleroy et le Châtelet. Il se met aussitôt en route, ordonnant à toutes ses troupes de lever leurs cantonnements et de se concentrer sur les Quatre-Bras, où il arrive à six heures comme nous l'avons dit, pour apprendre que l'armée prussienne est battue. Si le maréchal Ney avait suivi les instructions reçues, il apprenait qu'elle était détruite (1).

Au reste, la mort a fait un échange terrible : le duc de Brunswick a été tué aux Quatre-Bras, et le général Letort à Fleurus.

(1) « Dans les autres campagnes, dit Napoléon dans ses Mémoires, Ney eût occupé à six heures du matin la position en avant des Quatre-Bras, eût défait et pris toute la division belge, et il eût tourné l'armée prussienne, en faisant filer par la chaussée de Namur un détachement qui fût tombé sur les derrières de la ligne de bataille; ou, en se portant avec rapidité sur la chaussée de Jemmapes, il eût surpris en marche la division de Brunswick et la cinquième division anglaise, qui venaient de Bruxelles, et, de là, marché à la rencontre des première et troisième divisions anglaises qui arrivaient par la chaussée de Nivelles, l'une et l'autre sans cavalerie ni artillerie, et harassées de fatigue. »

Voici la position respective des trois armées pendant la nuit du 16 au 17.

Napoléon campa sur le champ de bataille ; le troisième corps, en avant de Saint-Amand ; le quatrième, en avant de Ligny ; la cavalerie du maréchal Grouchy, à Sombref ; la garde, sur les hauteurs de Bry ; le sixième corps, derrière Ligny ; et la cavalerie légère, vers la chaussée de Namur, sur laquelle elle avait ses avant-postes.

Blücher, poussé mollement par Grouchy, qui, après une heure de poursuite, l'avait perdu de vue, avait fait sa retraite en deux colonnes et s'était arrêté derrière Gembloux, où l'avait rejoint le quatrième corps, commandé par le général Bulow et arrivant de Liége.

Wellington s'était maintenu aux Quatre-Bras, où les différentes divisions de son armée l'avaient successivement rejoint, accablées de lassitude, ayant marché toute la nuit du 15 au 16, toute la journée du 16, et presque toute la nuit du 16 au 17.

Vers les deux heures du matin, Napoléon envoie un aide de camp au maréchal Ney : l'empereur suppose que l'armée anglo-hollandaise suivra le mouvement rétrograde de l'armée prusso-saxonne, et ordonne au maréchal de recommencer son attaque sur les Quatre-Bras : le général comte Lobau, qui s'est porté sur la chaussée de Namur avec deux divisions du sixième corps, sa cavalerie légère et les cuirassiers du général Milhaud, le soutiendra dans cette attaque, pour laquelle, secondé ainsi, il doit être assez fort, toutes les probabilités étant qu'il n'aura affaire qu'à l'arrière-garde de l'armée.

Au point du jour, l'armée française se remet en

marche sur deux colonnes, l'une de 68,000 hommes, commandée par Napoléon, et qui suit les Anglais; l'autre, de 34,000 hommes, commandée par Grouchy, et qui poursuit les Prussiens.

Ney est encore en retard, et c'est Napoléon qui arrive le premier en vue de la ferme des Quatre-Bras, où il aperçoit un corps de cavalerie anglaise : il lance pour la reconnaître un corps de cent hussards, qui revient vivement repoussé par le régiment ennemi. Alors l'armée française fait halte et prend sa position de bataille : les cuirassiers du général Milhaud s'étendent sur la droite, la cavalerie légère s'échelonne à la gauche, l'infanterie se place au centre et en deuxième ligne, l'artillerie profite des mouvements de terrain et se met en position.

Ney n'a point encore paru : Napoléon, qui craint de le perdre, comme la veille, ne veut rien commencer sans lui. Cinq cents hussards sont lancés vers Fraisne, où il doit être, pour se mettre en communication avec lui. Arrivé au bois Delhutte, qui est entre la chaussée de Namur et la chaussée de Charleroy, ce détachement prend un régiment de lanciers rouges, appartenant à la division de Lefèvre-Desnouettes, pour un corps d'Anglais, et engage la fusillade. Au bout d'un quart d'heure, on se reconnaît et on s'explique : Ney est à Fraisne, comme l'a pensé Napoléon : deux officiers se détachent et vont le presser de déboucher sur les Quatre-Bras. Les hussards reviennent prendre leur rang à la gauche de l'armée française; les lanciers rouges restent à leur poste. Napoléon, pour ne pas perdre son temps, fait mettre en batterie douze pièces de canon qui engagent le feu : deux pièces seulement lui

répondent : nouvelle preuve que l'ennemi a évacué les Quatre-Bras pendant la nuit, et n'y a laissé qu'une arrière-garde pour protéger sa retraite. Rien, au reste, ne peut se faire que par instinct ou par appréciation, la pluie qui tombe par torrents bornant la vue à un horizon très-étroit. Après une heure de canonnade, pendant laquelle il a les yeux sans cesse tournés du côté de Fraisne, Napoléon voyant que le maréchal tarde toujours, envoie ordres sur ordres. Alors, on vient lui dire que le comte d'Erlon paraît enfin avec son corps d'armée : comme il n'a encore donné ni aux Quatre-Bras, ni à Ligny, Napoléon le charge de la poursuite de l'ennemi. Il prend aussitôt la tête de la colonne et marche au pas de charge sur les Quatre-Bras. Derrière lui, le deuxième corps paraît : Napoléon met son cheval au galop, traverse, avec une trentaine d'hommes seulement, l'espace qui s'étend entre les deux chaussées, arrive au maréchal Ney, auquel il reproche non-seulement sa lenteur de la veille, mais encore celle de ce jour, qui lui a fait perdre deux heures précieuses pendant lesquelles, en la pressant vivement, il eût peut-être changé la retraite de l'armée ennemie en déroute ; puis, sans écouter les excuses du maréchal, il se porte à la tête de l'armée, où il trouve les soldats qui marchent dans les terres ayant de la boue jusqu'aux genoux, et ceux qui suivent la chaussée de l'eau jusqu'à mi-jambes : il juge que l'inconvénient est le même pour l'armée anglo-hollandaise, et qu'elle éprouve de plus tous les embarras d'une retraite. Il ordonne alors à l'artillerie volante de prendre les devants par la chaussée, où elle peut rouler en toute facilité, et de ne pas cesser un instant de faire feu, ne fût-ce que pour indiquer sa

position et celle de l'ennemi ; et les deux armées continuent de marcher dans ce marais, au milieu de la brume, se traînant dans la vase, pareilles à deux immenses dragons antédiluviens, comme en ont rêvé Brongniart et Cuvier, se renvoyant l'un à l'autre la flamme et la fumée.

Vers les six heures du soir, la canonnade se fixe et augmente. En effet, l'ennemi a démasqué une batterie de quinze pièces. Napoléon devine que son arrière-garde s'est renforcée, et que, comme Wellington doit être arrivé près de la forêt de Soignes, il va prendre pour la nuit position en avant de cette forêt. L'empereur veut s'en assurer : il fait déployer les cuirassiers du général Milhaud, qui font mine de charger, sous la protection de quatre batteries d'artillerie légère. L'ennemi démasque alors quarante pièces, qui tonnent à la fois. Il n'y a plus de doute : toute l'armée est là ; c'est ce que Napoléon voulait savoir. Il rappelle ses cuirassiers, dont il a besoin pour le lendemain, prend position en avant de Planchenois, établit son quartier général à la ferme du Caillou, et ordonne que pendant la nuit un observatoire soit dressé, du haut duquel il puisse, le lendemain matin, découvrir toute la plaine. Selon toutes les probabilités, Wellington accepte la bataille.

Pendant la soirée, on amène à Napoléon plusieurs officiers de cavalerie anglaise, faits prisonniers pendant la journée, mais desquels il ne peut tirer aucun renseignement.

A dix heures, Napoléon, qui croit Grouchy devant Wavre, lui envoie un officier pour lui annoncer qu'il a devant lui toute l'armée anglo-hollandaise, en position en avant de la forêt de Soignes, ayant sa gauche appuyée au

hameau de la Haie, et que, selon toute probabilité, il lui livrera bataille le lendemain : en conséquence, il lui ordonne de détacher de son camp, deux heures avant le jour, une division de sept mille hommes, avec seize pièces d'artillerie, et d'acheminer cette division sur Saint-Lambert, afin qu'elle puisse se mettre en communication avec la droite de la grande armée, et opérer sur la gauche de l'armée anglo-hollandaise : quant à lui, dès qu'il sera assuré que l'armée prusso-saxonne aura évacué Wavre, soit pour se porter sur Bruxelles, soit pour suivre toute autre direction, il marchera avec la plus grande partie de ses troupes dans la même direction que la division qui lui servira d'avant-garde, et tâchera d'arriver avec toute sa puissance vers les deux heures de l'après-midi, moment où sa présence sera décisive. Au reste, Napoléon, pour ne pas attirer les Prussiens par sa canonnade, n'engagera l'action qu'assez avant dans la matinée.

Cette dépêche est à peine expédiée qu'un aide de camp du maréchal Grouchy arrive avec un rapport, écrit à cinq heures du soir, et daté de Gembloux. Le maréchal a perdu la voie de l'ennemi ; il ignore s'il s'est porté sur Bruxelles ou sur Liége : en conséquence, il a établi des avant-gardes sur chacune de ces routes. Comme Napoléon visite les postes, il ne trouve la dépêche qu'en rentrant. Il expédie aussitôt un autre ordre pareil à celui qu'il a adressé à Wavre ; et, derrière l'officier qui l'emporte, arrive un second aide de champ, porteur d'un second rapport écrit à deux heures du matin et daté également de Gembloux. Grouchy a appris, vers six heures du soir, que Blücher s'est dirigé sur Wavre avec toutes ses forces : sa première

intention était de l'y suivre à l'instant même, mais ses troupes avaient déjà pris leur bivouac et faisaient leur soupe; il ne partira donc que le lendemain matin. Napoléon ne comprend rien à cette paresse de ses généraux, qui cependant ont eu, en 1814 et 1815, un an pour se reposer; il expédie au maréchal un troisième ordre plus pressant encore que les premiers.

Ainsi, pendant la nuit du 17 au 18, les positions des quatre armées sont celles-ci :

Napoléon, avec les premier, deuxième et sixième corps d'infanterie, la division de cavalerie légère du général Subervic, les cuirassiers et les dragons de Milhaud et de Kellermann, enfin, avec la garde impériale, c'est-à-dire avec 68,000 hommes et deux cent quarante pièces de canon, bivouaque en arrière et en avant de Planchenois, à cheval sur la grand'route de Bruxelles à Charleroy :

Wellington, avec toute l'armée anglo-hollandaise, forte de plus de 80,000 hommes et de deux cent cinquante bouches à feu, a son quartier général à Waterloo, et s'étend sur la crête d'une éminence depuis Braine-Laleud jusqu'à la Haie :

Blücher est à Wavre, où il a rallié 75,000 hommes, avec lesquels il est prêt à se porter partout où le canon lui indiquera qu'on a besoin de lui :

Enfin, Grouchy est à Gembloux, où il se repose, après avoir fait trois lieues en deux jours.

La nuit s'écoule ainsi : chacun pressent bien qu'on est à la veille de Zama; mais on ignore encore lequel sera Scipion, et lequel Annibal.

Au point du jour, Napoléon sort inquiet de sa tente,

car il n'espère pas retrouver Wellington dans sa position de la veille : il croit que le général anglais et le général prussien ont dû profiter de la nuit pour se réunir devant Bruxelles, et qu'ils l'attendent à la sortie des défilés de la forêt de Soignes. Mais, au premier coup d'œil, il est rassuré : les troupes anglo-hollandaises couronnent toujours la ligne des hauteurs où elles se sont arrêtées la veille : en cas de défaite, leur retraite est impossible. Napoléon ne jette qu'un coup d'œil sur ses dispositions : puis, se retournant vers ceux qui l'accompagnent : « La journée dépend de Grouchy, dit-il : et s'il suit les ordres qu'il a reçus, nous avons quatre-vingt-dix chances contre une. »

A huit heures du matin, le temps s'éclaircit, et des officiers d'artillerie, que Napoléon a envoyés examiner la plaine, reviennent lui annoncer que les terres commencent à se sécher, et que, dans une heure, l'artillerie pourra commencer à manœuvrer. Aussitôt, Napoléon, qui a mis pied à terre pour déjeuner, remonte à cheval, se porte vers la Haie-Sainte, et reconnaît la ligne ennemie : mais, doutant encore de lui-même, il charge le général Haxo de s'en approcher le plus près possible, pour s'assurer si l'ennemi n'est point protégé par quelque retranchement élevé pendant la nuit. Une demi-heure après, ce général est de retour : il n'a aperçu aucune fortification, et l'ennemi n'est défendu que par la nature même du terrain. Les soldats reçoivent l'ordre d'apprêter et de faire sécher leurs armes.

Napoléon avait d'abord eu l'idée de commencer l'attaque par la droite : mais, sur les onze heures du matin, Ney, qui s'est chargé d'examiner cette partie du terrain, revient

lui dire qu'un ruisseau qui traverse le ravin est devenu, par la pluie de la veille, un torrent bourbeux qu'il lui sera impossible de traverser avec de l'infanterie et qu'il sera forcé de sortir du village par files. Alors Napoléon change son plan : il évitera cette difficulté locale, remontera à la naissance du ravin, percera l'armée ennemie par le centre, lancera de la cavalerie et de l'artillerie sur la route de Bruxelles ; et ainsi, les deux corps d'armée, tranchés par le milieu, auront toute retraite coupée, l'un par Grouchy, qui ne peut manquer d'arriver sur les deux ou trois heures, l'autre par la cavalerie et l'artillerie, qui défendront la chaussée de Bruxelles. En conséquence, l'empereur porte toutes ses réserves au centre.

Puis, comme chacun est à son poste et n'attend plus que l'ordre de marcher, Napoléon met son cheval au galop e parcourt la ligne, éveillant, partout où il passe, et les sons de la musique militaire, et les cris des soldats, manœuvre qui donne toujours au commencement de ses batailles un air de fête qui contraste avec la froideur des armées ennemies, où jamais nul, parmi les généraux qui les commandent, n'excite assez de confiance ou de sympathie pour éveiller un tel enthousiasme. Wellington, une lunette à la main, appuyé contre un arbre du petit chemin de traverse en avant duquel ses soldats sont rangés en lignes, assiste à ce spectacle imposant d'une armée tout entière qui jure de vaincre ou de mourir.

Napoléon revient mettre pied à terre sur les hauteurs de Rossomme, d'où il découvre tout le champ de bataille. Derrière lui, les cris et la musique retentissent encore, pareils à la flamme d'une traînée de poudre ; puis, tout

rentre bientôt dans ce silence solennel qui plane toujours sur deux armées prêtes à combattre.

Bientôt, ce silence est rompu par une fusillade qui éclate vers notre extrême gauche, et dont on aperçoit la fumée au-dessus du bois de Goumont : ce sont les tirailleurs de Jérôme qui ont reçu l'ordre d'engager le combat pour attirer l'attention des Anglais de ce côté. En effet, l'ennemi démasque son artillerie, et le tonnerre des canons commence à dominer le petillement de la fusillade : le général Reille fait avancer la batterie de la division Foy, et Kellermann lance au galop ses douze pièces d'artillerie légère ; en même temps, au milieu de l'immobilité générale du reste de la ligne, la division Foy s'ébranle et s'avance au secours de Jérôme.

Au moment où Napoléon a les yeux fixés sur ce premier mouvement, un aide de camp envoyé par le maréchal Ney, qui a été chargé de diriger l'attaque du centre sur la ferme de la Belle-Alliance par la chaussée de Bruxelles, arrive au galop et annonce que tout est prêt et que le maréchal n'attend plus que le signal : en effet, Napoléon voit les troupes désignées pour cette attaque échelonnées devant lui en masses profondes, et il va donner l'ordre, lorsque tout à coup, en jetant un dernier coup d'œil sur l'ensemble du champ de bataille, il aperçoit au milieu de la brume comme un nuage qui s'avance dans la direction de Saint-Lambert. Il se retourne vers le duc de Dalmatie qui, en sa qualité de major général, est près de lui, et lui demande ce qu'il pense de cette apparition. Toutes les lunettes de l'état-major sont braquées à l'instant même de ce côté : les uns soutiennent que ce sont des arbres,

les autres soutiennent que ce sont des hommes : Napoléon le premier reconnaît une colonne : mais, est-ce Grouchy? Est-ce Blücher? C'est ce qu'on ignore. Le maréchal Soult penche pour Grouchy; mais Napoléon, comme par pressentiment, doute encore : il fait appeler le général Domont et lui ordonne de se porter, avec sa division de cavalerie légère et celle du général Subervic, pour éclairer sa droite, communiquer promptement avec les corps qui arrivent, opérer sa réunion avec eux si c'est le détachement de Grouchy, et les contenir si c'est l'avant-garde de Blücher.

L'ordre est à peine donné que le mouvement s'exécute. Trois mille hommes de cavalerie font un à-droite par quatre, se déroulent comme un immense ruban, serpentent un instant dans les lignes de l'armée, puis, s'échappant par notre extrême droite, se portent rapidement et se reforment comme à une parade, à trois mille toises à peu près de son extrémité.

A peine ont-ils opéré ce mouvement, qui, par sa précision et son élégance, a un instant détourné l'attention des bois de Goumont, où l'artillerie continue de gronder, qu'un officier de chasseurs amène à Napoléon un hussard prussien qui vient d'être enlevé, entre Wavre et Planchenois, par une reconnaissance volante. Il est porteur d'une lettre du général Bulow, qui annonce à Wellington qu'il arrive par Saint-Lambert, et lui demande ses ordres. Outre cette explication qui lève tous les doutes relativement aux masses que l'on aperçoit, le prisonnier donne de nouveaux renseignements, qu'il faut croire, tout incroyables qu'ils paraissent; c'est que, le matin encore, les trois corps de l'armée prusso-saxonne étaient à Wavre, où

Grouchy ne les a nullement inquiétés ; c'est ensuite qu'il n'y a aucun Français devant eux, puisqu'une patrouille de son régiment a poussé cette nuit même une reconnaissance jusqu'à deux lieues de Wavre sans avoir rien rencontré.

Napoléon se retourne vers le maréchal Soult : « Ce matin, lui dit-il, nous avions quatre-vingt-dix chances pour nous, l'arrivée de Bulow nous en fait perdre trente : mais nous en avons encore soixante contre quarante, et si Grouchy répare l'horrible faute qu'il a commise hier, de s'amuser à Gembloux, s'il envoie son détachement avec rapidité, la victoire en sera plus décisive, car le corps de Bulow sera entièrement perdu. Faites venir un officier. »

Un officier d'état-major s'avance aussitôt : il est chargé de porter à Grouchy la lettre de Bulow et de le presser d'arriver. D'après ce qu'il a dit lui-même, il doit, à cette heure, être devant Wavre. L'officier fera un détour et le joindra par ses derrières : c'est quatre ou cinq lieues à faire par d'excellents chemins ; l'officier, qui est bien monté, promet d'être près de lui en une heure et demie. Au même instant, le général Domont envoie un aide de camp qui confirme la nouvelle : ce sont les Prussiens qu'il a devant lui, et de son côté il vient de lancer plusieurs patrouilles d'élite pour se mettre en communication avec le maréchal Grouchy.

L'empereur ordonne au général Lobau de traverser avec deux divisions la grande route de Charleroy, et de se porter sur l'extrême droite pour soutenir la cavalerie légère : il choisira une bonne position où il puisse avec dix mille hommes en arrêter 30,000. Tels sont les ordres que Napoléon donne quand il connaît ceux auxquels il les

adresse. Ce mouvement est exécuté sur-le-champ : Napoléon ramène ses yeux sur le champ de bataille.

Les tirailleurs viennent de commencer le feu sur toute la ligne, et cependant, à l'exception du combat qui continue avec le même acharnement dans le bois de Goumont, rien n'est sérieux encore. A l'exception d'une division que l'armée anglaise a détachée de son centre et fait marcher au secours des gardes, toute la ligne anglo-hollandaise est immobile, et, à son extrême gauche, les troupes de Bulow se reposent et se forment en attendant leur artillerie, encore engagée dans le défilé. En ce moment, Napoléon envoie au maréchal Ney l'ordre de faire commencer le feu de ses batteries, de marcher sur la Haie-Sainte, de s'en emparer à la baïonnette, d'y laisser une division d'infanterie, de s'élancer aussitôt sur les deux fermes de la Papelotte et de la Haie et d'en débusquer l'ennemi, afin de séparer l'armée anglo-hollandaise du corps de Bulow. L'aide de camp porteur de cet ordre part, traverse la petite plain equi sépare Napoléon du maréchal, se perd dans les rangs pressés des colonnes qui attendent le signal. Au bout de quelques minutes, quatre-vingt canons éclatent à la fois et annoncent que l'ordre du chef suprême va être exécuté.

Le comte d'Erlon s'avance avec trois divisions, soutenu par ce feu terrible qui commence à trouer les lignes anglaises, lorsque tout à coup, en traversant un bas-fond, l'artillerie s'embourbe. Wellington, qui, de sa ligne de hauteurs, a vu cet accident, en profite et lance sur elle une brigade de cavalerie qui se divise en deux corps et charge avec la rapidité de la foudre, partie sur la division Marcognet, partie sur les pièces éloignées de tout secours,

et qui, ne pouvant manœuvrer, non-seulement ont cessé d'attaquer, mais ne sont même plus en état de se défendre : l'infanterie, trop pressée, est enfoncée et deux aigles sont prises; l'artillerie est sabrée, les traits des canons et les jarrets des chevaux sont coupés : déjà sept pièces de canon sont hors de service, lorsque Napoléon s'aperçoit de cette bagarre et ordonne aux cuirassiers du général Milhaud de courir au secours de leurs frères. La muraille de fer se met en mouvement, secondée par le 4e régiment de lanciers, et la brigade anglaise, surprise en flagrant délit, disparaît sous ce choc terrible, écrasée, écharpée, mise en pièces ; deux régiments de dragons, entre autres, ont entièrement disparu : les canons sont repris et la division Marcognet est dégagée.

Cet ordre, si admirablement exécuté, a été porté par Napoléon lui-même, qui s'est élancé à la tête de la ligne, au milieu des boulets et des obus, qui tuent à ses côtés le général Devaux et blessent le général Lallemand.

Cependant Ney, quoique privé d'artillerie, n'en continue pas moins à s'avancer; et, tandis que cet échec si fatal, quoique si promptement réparé, a lieu sur la droite de la chaussée de Charleroy à Bruxelles, il a fait avancer, par la grande route et dans les terres à gauche, une autre colonne qui aborde enfin la Haie-Sainte.

Là, sous le feu de toute l'artillerie anglaise, à laquelle la nôtre ne peut plus répondre que faiblement, se concentre tout le combat. Pendant trois heures, Ney, qui a retrouvé toute la force de ses belles années, s'acharne à cette position, dont il parvient enfin à s'emparer, et qu'il trouve encombrée de cadavres ennemis. Trois régiments

écossais y sont couchés côte à côte, à leur rang, morts comme ils ont combattu, et la deuxième division belge, les cinquième et sixième divisions anglaises, y ont laissé un tiers de leurs hommes. Napoléon lance sur les fuyards les infatigables cuirassiers de Milhaud, qui les poursuivent, le sabre dans les reins, jusqu'au milieu des rangs de l'armée où ils viennent mettre le désordre. De la hauteur où il est placé, l'empereur voit les bagages, les chariots et les réserves anglais, s'éloigner du combat et se presser sur la route de Bruxelles. La journée est à nous si Grouchy paraît.

Les yeux de Napoléon sont constamment tournés du côté de Saint-Lambert, où les Prussiens ont enfin engagé le combat, et où, malgré la supériorité de leur nombre, ils sont contenus par les 2,500 cavaliers de Domont et de Subervic, et par les 7,000 hommes de Lobau, qui lui seraient si utiles à cette heure pour soutenir son attaque du centre, vers laquelle il ramène les yeux, n'entendant rien, ne voyant rien qui lui annonce l'arrivée tant attendue de Grouchy.

Napoléon envoie l'ordre au maréchal de se maintenir, coûte que coûte, dans sa position. Il a besoin de voir clair un instant sur son échiquier.

A l'extrême gauche, Jérôme s'est emparé d'une partie du bois et du château de Goumont, dont il ne reste plus que les quatre murs, tous les toits ayant été enfoncés par les obus; mais les Anglais continuent de tenir dans le chemin creux qui longe le verger : ce n'est donc, de ce côté, qu'une demi-victoire.

En face et vers le centre, le maréchal s'est emparé de

la Haie-Sainte et s'y maintient, malgré l'artillerie de Wellington et ses charges de cavalerie, qui viennent s'arrêter sous le feu effroyable de notre mousqueterie. Il y a ici victoire complète.

A droite de la chaussée, le général Durutte est aux prises avec les fermes de la Papelotte et de la Haie ; et là, il y a chance de victoire.

Enfin, à l'extrême droite, les Prussiens de Bulow, qui se sont enfin mis en bataille, viennent de s'établir perpendiculairement à notre droite. 30,000 hommes et 60 bouches à feu marchent contre les 10,000 hommes des généraux Domont, Subervic et Lobau. C'est donc là que, pour le moment, est le véritable danger.

Le danger grandit encore des rapports qui arrivent : les patrouilles du général Domont sont revenues sans avoir aperçu Grouchy. Bientôt on reçoit une dépêche du maréchal lui-même. Au lieu de partir de Gembloux au point du jour, comme il avait promis de le faire dans sa lettre de la veille, il n'en est parti qu'à neuf heures et demie du matin : cependant, il est quatre heures et demie de l'après-midi ; le canon gronde depuis cinq heures ; Napoléon espère encore, qu'obéissant à la première loi de la guerre, il se ralliera au canon. A sept heures et demie, il peut être sur le champ de bataille : il faut redoubler d'efforts jusque-là, et surtout arrêter les progrès des 30,000 hommes de Bulow, qui, si Grouchy débouche enfin, se trouveront, à cette heure, pris entre deux feux.

Napoléon ordonne au général Duhesme, qui commande les deux divisions de la jeune garde, de se porter sur Planchenois, vers lequel Lobau, pressé par les Prussiens,

exécute sa retraite en échiquier. Duhesme part avec 8,000 hommes et vingt-quatre canons, qui arrivent au grand galop, se mettent en batterie, et commencent leur feu au moment où l'artillerie prussienne laboure de sa mitraille la chaussée de Bruxelles. Ce renfort arrête le mouvement progressif des Prussiens, et paraît même un instant les faire reculer. Napoléon profite de ce répit : l'ordre est donné à Ney de marcher au pas de charge vers le centre de l'armée anglo-hollandaise et de l'enfoncer ; il appelle à lui les cuirassiers de Milhaud, qui chargent en tête pour ouvrir la trouée ; le maréchal les suit, et bientôt couronne le plateau avec ses troupes. Toute la ligne anglaise s'enflamme et vomit la mort à bout portant ; Wellington lance tout ce qui lui reste de cavalerie contre Ney, pendant que son infanterie se forme en carré. Napoléon sent la nécessité de soutenir le mouvement, et envoie l'ordre au comte de Valmy de se porter avec ses deux divisions de cuirassiers sur le plateau, pour appuyer les divisions Milhaud et Lefèvre-Desnouettes. Au même moment, le maréchal Ney fait avancer la grosse cavalerie du général Guyot : les divisions Milhaud et Lefèvre-Desnouettes sont ralliées par elle et ramenées à la charge ; 3,000 cuirassiers et 3,000 dragons de la garde, c'est-à-dire les premiers soldats du monde, s'avancent au grand galop de leurs chevaux et viennent se heurter aux carrés anglais, qui s'ouvrent, vomissent leur mitraille, et se referment. Mais rien n'arrête l'élan terrible de nos soldats. La cavalerie anglaise, repoussée, la longue épée des cuirassiers et des dragons dans les reins, repasse dans les intervalles, et va se reformer en arrière, sous la protec-

tion de son artillerie : aussitôt, cuirassiers et dragons se ruent sur les carrés, dont quelques-uns sont enfin entr'ouverts, mais meurent sans reculer d'un pas. Alors commence une terrible boucherie, qu'interrompent de temps en temps des charges désespérées de cavalarie, contre lesquelles nos soldats sont obligés de se retourner et pendant lesquelles les carrés anglais respirent et se reforment, pour être rompus de nouveau. Wellington, poursuivi de carrés en carrés, verse des pleurs de rage en voyant poignarder ainsi sous ses yeux 12,000 hommes de ses meilleures troupes ; mais il sait qu'elles ne reculeront pas d'une semelle, et, calculant le temps matériel qui doit s'écouler avant que la destruction soit accomplie, il tire sa montre et dit à ceux qui l'entourent : « Il y en a pour deux heures encore, et avant une heure la nuit sera venue, ou Blücher. » Cela dure ainsi trois quarts d'heure.

Alors, de la hauteur d'où il domine tout le champ de bataille, Napoléon voit déboucher une masse profonde par le chemin de Wavre... Enfin Grouchy, qu'il a tant attendu, arrive, tard il est vrai, mais encore assez à temps pour compléter la victoire. A la vue de ce renfort, il envoie des aides de camp annoncer dans toutes les directions que Grouchy paraît et va entrer en ligne. En effet, des masses successives se déploient et se mettent en bataille : nos soldats redoublent d'ardeur, car ils croient qu'ils n'ont plus qu'un dernier coup à frapper : tout à coup, une formidable artillerie tonne en avant de ces nouveaux venus, et les boulets, au lieu d'être dirigés contre les Prussiens, nous emportent des rangs entiers. Chacun, autour de Napoléon, se regarde avec stupéfaction : l'empereur se

frappe le front : ce n'est point Grouchy, c'est Blücher.

Napoléon juge du premier coup d'œil sa position : elle est terrible. 60,000 hommes de troupes fraîches, sur lesquelles il ne comptait pas, sont tombées successivement sur ses troupes, écrasées par huit heures de lutte : l'avantage se maintient pour lui au centre, mais il n'a plus d'aile droite : s'acharner pour couper l'ennemi en deux serait maintenant chose inutile et même dangereuse. L'empereur conçoit et ordonne alors une des plus belles manœuvres qu'il ait jamais rêvées dans ses combinaisons stratégiques les plus hasardées : c'est un grand changement de front oblique sur le centre, et à l'aide duquel il fera face aux deux armées. D'ailleurs, le temps s'écoule, et la nuit, qui devait venir pour les Anglais, vient aussi pour lui.

Alors, il donne l'ordre à sa gauche de laisser derrière elle le bois de Goumont et les quelques Anglais qui tiennent encore à l'abri des murs crénelés du château, et de venir remplacer les premier et deuxième corps, qui ont beaucoup souffert, en même temps qu'elle dégagera la cavalerie de Kellermann et de Milhaud, trop engagée sur le plateau du mont Saint Jean. Il ordonne à Lobau et à Duhesme de continuer la retraite et de venir se ranger en ligne au-dessus de Planchenois, au général Pelet de tenir fortement dans ce village, afin d'appuyer le mouvement : le centre pivotera sur lui-même : en même temps un aide de camp reçoit l'ordre de parcourir la ligne, et d'annoncer l'arrivée du maréchal Grouchy.

A cette nouvelle, l'enthousiasme se ranime : tout s'ébranle sur l'immense ligne : Ney, démonté cinq fois, met l'épée à la main : Napoléon prend la tête de sa réserve,

et s'avance de sa personne par la chaussée. L'ennemi continue de plier à son centre : sa première ligne est percée ; la garde la dépasse et enlève une batterie dentelée. Mais là, elle tombe sur la seconde ligne, qui se compose d'une masse terrible : ce sont les débris des régiments culbutés par la cavalerie française deux heures auparavant, et qui se sont reformés : ce sont les brigades des gardes anglaises, le régiment belge de Chassé et la division de Brunswick. N'importe ! la colonne se déploie comme à une manœuvre : mais, tout à coup, dix pièces en batterie éclatent à portée de pistolet et emportent sa tête tout entière, tandis que vingt autres bouches à feu la prennent en biais, et plongent dans les masses entassées autour de la Belle-Alliance, que leur mouvement vient de mettre à découvert. Le général Friand est blessé ; le général Michel, le général Jamin et le général Mallet sont tués ; les majors Augelet, Cardinal et Agnès tombent morts ; le général Guyot, en ramenant pour la huitième fois à la charge sa grosse cavalerie, reçoit deux coups de feu ; Ney a ses habits et son chapeau criblés de balles ; un moment d'hésitation se fait ressentir sur toute la ligne.

En ce moment, Blücher est arrivé au hameau de la Haie, et en a débusqué les deux régiments qui le défendent : ces deux régiments, qui ont tenu une demi-heure contre 10,000 hommes, se mettent en retraite ; mais Blücher appelle à lui 6,000 hommes de cavalerie anglaise qui gardaient la gauche de Wellington, et qui sont devenus inutiles depuis que cette gauche est occupée par les Prussiens. Ces 6,000 hommes, qui arrivent pêle-mêle avec ceux qu'ils poursuivent, font une trouée horrible au

cœur de l'armée même. Cambronne se jette alors avec le deuxième bataillon du 1er régiment de chasseurs entre la cavalerie anglaise et les fuyards, se forme en carré, et soutient la retraite des autres bataillons de la garde. Ce bataillon attire à lui tout le choc ; il est entouré, pressé, attaqué de tous les côtés : c'est alors que, sommé de se rendre, Cambronne répond, non pas la phrase fleurie qu'on lui a prêtée, mais un seul mot, un mot de corps de garde, il est vrai, mais auquel son énergie n'ôte rien de sa sublimité, et, presque aussitôt, tombe de son cheval, renversé par un éclat d'obus qui le frappe à la tête.

Au même instant Wellington fait avancer toute son extrême droite, dont il peut disposer, puisque, par notre mouvement, elle cesse d'être contenue, et, reprenant l'offensive à son tour, il la lance comme un torrent des hauteurs du plateau. Cette cavalerie tourne les carrés de la garde, qu'elle n'ose point attaquer, puis fait un à-droite et revient percer notre centre au-dessous de la Haie-Sainte. Alors on apprend que Bulow dépasse notre extrême droite, que le général Duhesme est blessé dangereusement, que Grouchy, enfin, sur lequel on comptait, ne vient pas. La fusillade et le canon éclatent à cinq cents toises sur nos derrières : Bulow nous a débordés. Le cri de : *Sauve qui peut!* se fait entendre ; la déroute commence. Les bataillons qui tiennent encore sont désorganisés par les fuyards ; Napoléon, au moment d'être enveloppé, se jette dans le carré de Cambronne avec Ney, Soult, Bertrand, Drouot, Corbineau, Flahaut, Gourgaud et Labédoyère, qui se trouvent sans soldats. La cavalerie multiplie ses charges ;

l'artillerie anglaise, de la crête de ses hauteurs, balaye toute la plaine : la nôtre, qui n'a plus d'hommes pour la servir, reste muette; ce n'est plus un combat, c'est une boucherie.

En ce moment, il se fait une éclaircie de nuages; Blücher et Wellington, qui viennent de se joindre à la ferme de la Belle-Alliance, profitent de ce secours du ciel pour mettre leur cavalerie à la poursuite de nos troupes; les ressorts qui faisaient mouvoir ce corps gigantesque sont rompus, l'armée est dispersée; seuls, quelques bataillons de la garde tiennent et meurent.

Napoléon tente en vain d'arrêter ce désordre : il se jette au milieu de la déroute, trouve un régiment de la garde et deux batteries en réserve derrière Planchenois, et essaye de rallier les fuyards : malheureusement, la nuit empêche de le voir, le tumulte de l'entendre. Alors, il descend de cheval, se jette l'épée à la main au milieu d'un carré; Jérôme le suit, en disant : « Tu as raison, frère, ici doit tomber tout ce qui porte le nom de Bonaparte. » Mais il est pris par ses généraux et ses officiers d'état-major, repoussé par ses grenadiers, qui veulent bien mourir, mais qui ne veulent pas que leur empereur meure avec eux : on le remet à cheval, un officier prend la bride et l'entraîne au galop; il passe ainsi au milieu des Prussiens, qui l'ont débordé de près d'une demi-lieue. Ni balles, ni boulets ne veulent de lui. Enfin, il arrive à Jemmapes, s'y arrête un instant, renouvelle ses tentatives de ralliement, auxquelles la nuit, la confusion, la déroute générale, l'encombrement et, plus que tout cela, la poursuite acharnée des Anglais s'opposent encore. Puis, convaincu

que, comme après Moscou, tout est fini une seconde fois, et que c'est seulement de Paris qu'il peut rallier l'armée et sauver la France, il continue sa route, fait une halte à Philippeville, et arrive le 20 à Laon.

Celui qui écrit ces lignes n'a vu Napoléon que deux fois dans sa vie, à huit jours de distance, et cela pendant le court espace d'un relais; la première fois lorsqu'il allait à Ligny, la seconde fois lorsqu'il revenait de Waterloo; la première fois à la lumière du soleil, la seconde fois à la lueur d'une lampe; la première fois au milieu des acclamations de la multitude, la seconde fois au milieu du silence d'une population.

Chaque fois Napoléon était assis dans la même voiture, à la même place, vêtu du même habit; chaque fois c'était le même regard vague et perdu; chaque fois c'était la même tête, calme et impassible: seulement, il avait le front un peu plus incliné sur la poitrine en revenant qu'en allant.

Était-ce d'ennui de ce qu'il ne pouvait dormir, ou de douleur d'avoir perdu le monde?

Le 21 juin, Napoléon est de retour à Paris.

Le 22, la chambre des pairs et la chambre des députés se déclarent en permanence, et déclarent traître à la patrie quiconque voudra les suspendre ou les dissoudre.

Le même jour, Napoléon abdique en faveur de son fils.

Le 8 juillet, Louis XVIII rentre à Paris.

Le 14, Napoléon, après avoir refusé l'offre du capitaine Baudin, aujourd'hui vice-amiral, qui lui propose de le conduire aux États-Unis, passe à bord du *Bellérophon*,

commandé par le capitaine Maitland, et écrit au prince régent d'Angleterre :

« Altesse Royale,

« En butte aux factions qui divisent mon pays et à l'inimitié des plus grandes puissances de l'Europe, j'ai consommé ma carrière politique. Je viens, comme Thémistocle, m'asseoir au foyer du peuple britannique. Je me mets sous la protection de ses lois, que je réclame de Votre Altesse Royale, comme celle du plus puissant, du plus constant, du plus généreux de mes ennemis.

« NAPOLÉON. »

Le 16 juillet, *le Bellérophon* fit voile pour l'Angleterre.

Le 24, il mouilla à Torbay, où Napoléon apprit que le général Gourgaud, porteur de sa lettre, n'avait pu communiquer avec la terre, et avait été forcé de se dessaisir de ses dépêches.

Le 26 au soir, *le Bellérophon* entra dans la rade de Plymouth. Là, les premiers bruits de déportation à Sainte-Hélène se répandirent : Napoléon ne voulut pas y croire.

Le 30 juillet, un commissaire signifia à Napoléon la résolution relative à sa déportation à Sainte-Hélène. Napoléon indigné, prit une plume et écrivit :

« Je proteste solennellement ici, à la face du ciel et des hommes, contre la violence qui m'est faite, contre la violation de mes droits les plus sacrés, en disposant, par la force, de ma personne et de ma liberté. Je suis venu

librement à bord du *Bellérophon;* je ne suis pas le prisonnier, je suis l'hôte de l'Angleterre. J'y suis venu à l'instigation même du capitaine, qui a dit avoir des ordres du gouvernement de me recevoir, et de me conduire en Angleterre avec ma suite, si cela m'était agréable. Je me suis présenté de bonne foi, pour venir me mettre sous la protection des lois de l'Angleterre. Aussitôt assis à bord du *Bellérophon*, je fus sur le foyer du peuple britannique. Si le gouvernement, en donnant ordre au capitaine du *Bellérophon* de me recevoir, ainsi que ma suite, n'a voulu que tendre une embûche, il a forfait à l'honneur et flétri son pavillon.

« Si cet acte se consommait, ce serait en vain que les Anglais voudraient désormais parler de leur loyauté, de leurs lois et de leur liberté : la foi britannique se trouvera perdue dans l'hospitalité du *Bellérophon*.

« J'en appelle à l'histoire : elle dira qu'un ennemi, qui fit longtemps la guerre au peuple anglais, vint librement, dans son infortune, chercher un asile sous ses lois : quelle plus grande preuve pouvait-il lui donner de son estime et de sa confiance? Mais comment répondit-on, en Angleterre, à une telle magnanimité? On feignit de tendre une main hospitalière à cet ennemi; et quand il se fut livré de bonne foi, on l'immola !

« NAPOLÉON. »

« A bord du *Bellérophon*, en mer. »

Le 7 août, malgré cette protestation, Napoléon fut forcé de quitter *le Bellérophon* pour passer à bord du *Northum-*

berland : l'ordre ministériel portait d'ôter à Napoléon son épée ; l'amiral Keith eut honte d'un pareil ordre et ne voulut pas le mettre à exécution.

Le lundi, 7 août 1815, *le Northumberland* appareilla pour Sainte-Hélène,

Le 16 octobre, soixante et dix jours après son départ de l'Angleterre, et cent dix jours après avoir quitté la France, Napoléon toucha le rocher dont il devait faire un piédestal.

Quant à l'Angleterre, elle accepta dans toute son étendue la honte de sa trahison: et, à compter du 16 octobre 1815, les rois eurent leur Christ et les peuples leur Judas.

NAPOLÉON A SAINTE-HÉLÈNE.

L'empereur coucha le même soir dans une espèce d'auberge où il se trouva fort mal. Le lendemain, à six heures du matin, il partit à cheval avec le grand maréchal Bertrand et l'amiral Keith, pour Longwood, maison que ce dernier avait arrêtée pour sa résidence, comme la plus convenable de l'île. Et revenant, l'empereur s'arrêta à un petit pavillon dépendant d'une maison de campagne qui appartenait à un négociant de l'île, nommé M. Balcombe. C'était son logis temporaire, et il devait demeurer là tant que Longwood ne serait pas en état de le recevoir. Il avait été si mal la veille, que, quoique ce petit pavillon fût presque entièrement dégarni, il ne voulut pas revenir à la ville.

Le soir, quand Napoléon voulut se coucher, il se trouva qu'une fenêtre, sans vitrages, sans contre-vents et sans rideaux, donnait sur son lit. M. de Las-Cases et son fils la barricadèrent de mieux qu'ils purent, et gagnèrent une mansarde, où ils se couchèrent sur chacun un matelas; les valets de chambre, enveloppés de leurs manteaux, s'étaient jetés en travers de la porte.

Le lendemain, Napoléon déjeuna sans nappe ni serviette, avec le reste du dîner de la veille.

Ce n'était que le prélude de la misère et des privations qui l'attendaient à Longwood.

Cependant, peu à peu cette position s'améliora : on fit venir du *Northumberland* le linge et l'argenterie: le colonel du 53e avait fait offrir une tente, que l'on dressa en prolongement de la chambre de l'empereur; dès lors, Napoléon, avec sa régularité ordinaire, songea à mettre un peu d'ordre dans ses journées.

A dix heures, l'empereur faisait appeler M. de Las-Cases, pour déjeuner avec lui: le déjeuner fini, et après une demi-heure de conversation, M. de Las-Cases relisait ce qui lui avait été dicté la veille : cette lecture achevée, Napoléon continuait de dicter jusqu'à quatre heures. A quatre heures, il s'habillait et sortait, pour qu'on pût faire sa chambre, descendait dans le jardin, qu'il affectionnait beaucoup, et au bout duquel une espèce de berceau recouvert en toile, comme une tente, lui offrait un abri contre le soleil; il s'asseyait ordinairement sous ce berceau, où l'on avait apporté une table et des chaises; là, il dictait à celui de ses compagnons qui arrivait de la ville pour ce travail, jusqu'à l'heure du dîner, qui était

fixée à sept heures. Le reste de la soirée, on lisait, ou du Racine, ou du Molière, car on n'avait pas de Corneille : Napoléon appelait cela aller à la comédie ou à la tragédie. Enfin, il se couchait le plus tard qu'il pouvait, attendu que, lorsqu'il se couchait de bonne heure, il se réveillait au milieu de la nuit et ne pouvait plus se rendormir.

En effet, quel est celui des damnés de Dante qui eût voulu troquer son supplice contre les insomnies de Napoléon ?

Au bout de quelques jours, il se trouva fatigué et malade. On avait mis trois chevaux à sa disposition, et, pensant qu'une promenade lui ferait du bien, il arrangea, avec le général Gourgaud et le général Montholon, une cavalcade pour le lendemain ; mais, dans la journée, il apprit qu'un officier anglais avait ordre de ne pas le perdre de vue : aussitôt, il renvoya les chevaux, en disant que tout était calcul dans la vie, et que dès que le mal d'apercevoir son geôlier était plus grand que le bien que pouvait procurer l'exercice, c'était un gain tout clair que de rester chez soi.

L'empereur remplaça cette distraction par des promenades de nuit qui duraient quelquefois jusqu'à deux heures du matin.

Enfin, le dimanche 10 décembre, l'amiral fit prévenir Napoléon que sa maison de Longwood était prête : et, le même jour, l'empereur s'y rendit à cheval. L'objet qui lui causa le plus vif plaisir, dans son nouvel ameublement, fut une baignoire en bois, que l'amiral était parvenu à faire exécuter, sur ses dessins, par un charpentier de la

ville, une baignoire étant un meuble inconnu à Longwood; le même jour, Napoléon en profita.

Le lendemain, le service de l'empereur commença à s'organiser : il se divisait en trois séries, chambre, livrée et bouche, et se composait de onze personnes.

Quant à la haute maison, tout fut à peu près réglé comme à l'île d'Elbe : le grand maréchal Bertrand conserva le commandement et la surveillance générale, M. de Montholon fut chargé des détails domestiques, le général Gourgaud eut la direction de l'écurie, et M. de Las-Cases surveilla l'administration intérieure.

Quant à la division de la journée, c'était à peu près la même qu'à Briars. A dix heures, l'empereur déjeunait dans sa chambre sur un guéridon, tandis que le grand maréchal et ses compagnons mangeaient à une table de service, où ils étaient libres de faire des invitations particulières. Comme il n'y avait pas d'heure fixe pour la promenade, la chaleur étant très-forte le jour, l'humidité prompte et grande le soir, et que les chevaux de selle et la voiture, qui devaient toujours venir du cap, n'arrivaient jamais, l'empereur travaillait une partie de la journée, soit avec M. de Las-Cases, soit avec le général Gourgaud ou le général Montholon. De huit à neuf heures on dînait rapidement, la salle à manger ayant conservé une odeur de peinture insupportable à l'empereur : puis on passait au salon, où était préparé le dessert. Là, on lisait Racine, Molière ou Voltaire, en regrettant de plus en plus Corneille. Enfin, à dix heures, on se mettait à une table de reversi, jeu favori de l'empereur, et auquel on restait ordinairement jusqu'à une heure du matin.

Toute la petite colonie était logée à Longwood, à l'exception du maréchal Bertrand et de sa famille, qui habitaient Hut's Gate, mauvaise petite maison située sur la route de la ville.

L'appartement de l'empereur était composé de deux chambres, chacune de quinze pieds de long sur douze de large et environ sept de haut : des pièces de nankin, tendues en guise de papier, les garnissaient toutes deux : un mauvais tapis en couvrait le plancher.

Dans la chambre à coucher était le petit lit de campagne où couchait l'empereur, un canapé, sur lequel il reposait la plus grande partie de la journée, au milieu des livres dont il était encombré ; à côté, un petit guéridon sur lequel il déjeunait et dînait dans son intérieur, et qui, le soir, portait un chandelier à trois branches recouvert d'un grand chapiteau.

Entre les deux fenêtres, et à l'opposite de la porte, était une commode contenant le linge de l'empereur, et sur laquelle était son grand nécessaire.

La cheminée, surmontée d'une fort petite glace, était ornée de plusieurs tableaux. A droite, était le portrait du roi de Rome, à cheval sur un mouton ; à gauche, et en pendant, était un autre portrait du roi de Rome, assis sur un coussin et essayant une pantoufle ; au milieu de la cheminée, était un buste en marbre du même enfant royal ; deux chandeliers, deux flacons et deux tasses de vermeil, tirés du nécessaire de l'empereur, complétaient la garniture de la cheminée.

Enfin, auprès du canapé, et précisément en face de l'empereur quand il y reposait étendu, ce qui avait lieu

une grande partie du jour, était le portrait de Marie-Louise, tenant son fils entre ses bras, peint par Isabey.

En outre, sur la gauche de la cheminée, et en dehors des portraits, était la grosse montre d'argent du grand Frédéric, espèce de réveille-matin pris à Postdam, et, en regard, la propre montre de l'empereur, celle qui avait sonné l'heure de Marengo et d'Austerlitz, recouverte en or des deux côtés, et portant la lettre B.

La seconde pièce, servant de cabinet, n'avait d'abord pour tout meuble que des planches brutes, posées sur de simples tréteaux, supportant un bon nombre de livres épars et les divers chapitres écrits par chacun des généraux ou secrétaires sous la dictée de l'empereur; ensuite, entre les deux fenêtres, une armoire en forme de bibliothèque; à l'opposite, un lit, semblable au premier, et sur lequel l'empereur reposait parfois le jour et se couchait même la nuit, après avoir quitté le premier dans ses fréquentes et longues insomnies: enfin, dans le milieu était la table de travail, avec l'indication des places qu'occupaient ordinairement l'empereur, lorsqu'il dictait, et MM. de Montholon, Gourgaud ou de Las-Cases, lorsqu'ils écrivaient.

Tels étaient la vie et le palais de l'homme qui avait tour à tour habité les Tuileries, le Kremlin et l'Escurial.

Cependant, malgré la chaleur du jour, malgré l'humidité du soir, malgré l'absence des choses les plus nécessaires à la vie commune, l'empereur eût supporté avec patience toutes ces privations si l'on n'avait pris à tâche de l'entourer, de le traiter, non-seulement comme prisonnier dans l'île, mais encore comme prisonnier dans sa

maison. On avait décidé, comme nous l'avons dit, que lorsque Napoléon monterait à cheval, un officier l'accompagnerait toujours : Napoléon avait pris le parti de ne plus sortir. Alors sa constance avait lassé ses geôliers, et on avait levé cette consigne, pourvu qu'il demeurât dans certaines limites ; mais, dans ces limites il était enfermé par un cercle de sentinelles : un jour, une de ces sentinelles coucha l'empereur en joue, et le général Gourgaud lui arracha son fusil au moment où probablement elle allait faire feu. Cette enceinte ne permettait guère, au reste, qu'une demi-lieue de course, et comme l'empereur ne voulait pas la dépasser, pour s'épargner la compagnie de son gardien, il prolongeait sa promenade en descendant, par des chemins à peine frayés, dans des ravins profonds où il est incroyable qu'il ne se soit pas dix fois précipité.

Malgré ce changement dans ses habitudes, la santé de l'empereur se maintint assez bonne pendant les six premiers mois.

Mais l'hiver suivant, le temps étant devenu constamment mauvais, l'humidité et la pluie ayant envahi les appartements de carton qu'il habitait, il commença à éprouver de fréquentes indispositions, qui se manifestaient par des lourdeurs et des engourdissements. Au reste, Napoléon n'ignorait pas que l'air était des plus insalubres, et qu'il était rare de rencontrer dans l'île une personne ayant atteint l'âge de cinquante ans.

Sur ces entrefaites, un nouveau gouverneur arriva et fut présenté par l'amiral à l'empereur : c'était un homme d'environ quarante-cinq ans, d'une taille commune, mince, maigre, sec, rouge de visage et de chevelure, marqueté

de taches de rousseur, avec des yeux obliques, se fixant à la dérobée, ne regardant que rarement en face, et recouverts de sourcils d'un blond ardent, épais et fort proéminents. Il se nommait sir Hudson Lowe.

A partir du jour de son arrivée, de nouvelles vexations commencèrent, qui devinrent de plus en plus intolérables. Son début fut d'envoyer à l'empereur deux pamphlets contre lui. Puis il fit subir à tous les domestiques un interrogatoire, pour savoir d'eux si c'était librement et de leur pleine volonté qu'ils demeuraient avec l'empereur. Ces nouvelles contrariétés lui occasionnèrent bientôt une de ces indispositions auxquelles il devenait de plus en plus sujet : elle dura cinq jours, pendant lesquels il ne sortit pas, mais cependant continua de dicter sa campagne d'Italie.

Bientôt, les vexations du gouverneur s'augmentèrent encore : il porta l'oubli des plus simples convenances jusqu'à inviter à dîner chez lui *le général Buonaparte*, pour le faire voir à une Anglaise de distinction qui avait relâché à Sainte-Hélène. Napoléon ne répondit pas même à l'invitation. Les persécutions redoublèrent.

Personne ne put désormais écrire sans avoir préalablement communiqué la lettre au gouverneur, et toute lettre donnant à Napoléon le titre d'empereur était confisquée.

On fit signifier au général Buonaparte que la dépense qu'il faisait était trop grande, que le gouvernement n'avait entendu lui donner qu'une table journalière de quatre personnes au plus, une bouteille de vin par jour pour chaque personne, et un dîner prié par semaine : s'il y avait des dépenses excédantes, le général Buonaparte et les personnes de sa suite devaient les payer.

L'empereur fit briser son argenterie et l'envoya à la ville : mais le gouverneur fit dire qu'il entendait qu'elle ne fût vendue qu'à l'homme qu'il présenterait; l'homme qu'il présenta donna six mille francs du premier envoi qui avait été fait : c'étaient les deux tiers à peine de la valeur de cette argenterie prise au poids.

L'empereur prenait un bain tous les jours : on lui fit dire qu'il devait se contenter d'un bain par semaine, l'eau étant rare à Longwood. Il y avait quelques arbres sous lesquels il allait parfois se promener, et qui donnaient la seule ombre qu'il y eût dans la limite assignée à ses promenades : le gouverneur les fit abattre ; et comme l'empereur se plaignait de cette cruauté, il répondit qu'il ignorait que ces arbres fussent agréables au général Buonaparte, mais que, du moment qu'il les regrettait, *on en planterait d'autres.*

Alors, Napoléon avait parfois des mouvements d'emportement sublime. Cette réponse en excita un.

— Le plus mauvais procédé des ministres anglais, s'écria-t-il, n'est plus désormais de m'avoir envoyé ici, mais de m'y avoir placé en vos mains. Je me plaignais de l'amiral; mais au moins, il avait du cœur, lui : vous, vous déshonorez votre nation, et votre nom restera une flétrissure.

Enfin, on s'aperçut à la qualité de la viande qu'on fournissait à la table de l'empereur des bêtes mortes et non tuées. On fit demander à les avoir vivantes : cette demande fut refusée.

Dès lors, l'existence de Napoléon n'est plus qu'une lente et pénible agonie, qui cependant dure cinq ans : pendant

cinq ans encore, le moderne Prométhée reste enchaîné sur le roc où Hudson Lowe lui ronge le cœur. Enfin, le 20 mars 1821, jour du glorieux anniversaire de la rentrée de Napoléon à Paris, Napoléon éprouva, dès le matin, une forte oppression à l'estomac et une sorte de suffocation fatigante à la poitrine ; bientôt une douleur aiguë se fit sentir à l'épigastre, dans l'hypocondre gauche, et s'étendit sur le côté du thorax jusqu'à l'épaule correspondante. Malgré les premiers remèdes, la fièvre continua, l'abdomen devint douloureux au tact et l'estomac se tendit. Vers cinq heures de l'après-midi, il y eut un redoublement, accompagné d'un froid glacial, surtout aux extrémités inférieures, et le malade se plaignit de crampes. En ce moment, madame Bertrand étant venue lui faire une visite, Napoléon s'efforça de paraître moins abattu, et affecta même un peu de gaieté ; mais bientôt, sa disposition mélancolique reprenant le dessus : « Il faut nous préparer à la sentence fatale : vous, Hortense et moi, sommes destinés à la subir sur ce vilain rocher. J'irai le premier, vous viendrez ensuite, Hortense vous suivra. Mais nous nous retrouverons tous les trois là-haut. » Puis il ajouta ces quatre vers de *Zaïre* :

Mais à revoir Paris je ne dois plus prétendre :
Vous voyez qu'au tombeau je suis prêt à descendre.
Je vais au Roi des rois demander aujourd'hui
Le prix de tous les maux que j'ai soufferts pour lui.

La nuit qui suivit fut agitée, les symptômes devinrent de plus en plus graves : une boisson émétisée les fit disparaître momentanément, mais ils reparurent bientôt. Une

consultation eut lieu alors, presque malgré l'empereur, entre le docteur Antomarchi et M. Arnott, chirurgien du 20e régiment en garnison dans l'île. Ces messieurs reconnurent la nécessité d'appliquer un large vésicatoire sur la région abdominale, d'administrer un purgatif, et de verser d'heure en heure du vinaigre sur le front du malade. La maladie ne continua pas moins à faire des progrès rapides.

Un soir, un domestique de Longwood dit qu'il avait vu une comète : Napoléon l'entendit, et ce présage le frappa. « Une comète ! s'écria-t-il, ce fut le signe précurseur de la mort de César. »

Le 11 avril, le froid aux pieds devint excessif. Le docteur essaya des fomentations pour le dissiper. « Tout cela est inutile, lui dit Napoléon, ce n'est point là, c'est à l'estomac, c'est au foie, qu'est le mal : vous n'avez point de remède contre l'ardeur qui me brûle, point de préparation, point de médicaments pour calmer le feu dont je suis dévoré. »

Le 15 avril, il commença à rédiger son testament, et ce jour-là l'entrée de sa chambre fut interdite à tout le monde, excepté à Marchand et au genéral Montholon, qui restèrent avec lui depuis une heure et demie jusqu'à six heures du soir.

A six heures, le docteur entra : Napoléon lui montra son testament commencé et chaque pièce de son nécessaire étiquetée du nom des personnes auxquelles elles étaient destinées. « Vous voyez, lui dit-il, je fais mes apprêts pour m'en aller. » Le docteur voulut le rassurer : Napoléon l'arrêta : « Plus d'illusion, ajouta-t-il ; je sais ce qu'il en est, et je suis résigné. »

Le 19 amena un mieux sensible qui rendit l'espérance à tout le monde, excepté à Napoléon : chacun se félicitait de ce changement : Napoléon nous laissa dire, puis en souriant : « Vous ne vous trompez pas, je vais mieux aujourd'hui, mais je n'en sens pas moins que ma fin approche. Quand je serai mort, chacun de vous aura la douce consolation de retourner en Europe. Vous reverrez les uns vos parents, les autres vos amis. Moi, je retrouverai mes braves au ciel. Oui, oui, ajouta-t-il en s'animant et en élevant la voix avec un accent inspiré, oui, Kléber, Desaix, Bessières, Duroc, Ney, Murat, Masséna, Berthier, viendront à ma rencontre. Ils me parleront de ce que nous avons fait ensemble, je leur conterai les derniers événements de ma vie : en me revoyant, ils redeviendront tous fous d'enthousiasme et de gloire. Nous causerons de nos guerres avec les Scipion, les César, les Annibal, et il y aura plaisir à cela... A moins, continua-t-il en souriant, qu'on ne s'effraye là-haut de voir tant de guerriers ensemble. »

Quelques jours après, il fit venir son chapelain Vignali. « Je suis né dans la religion catholique, lui dit-il, je veux remplir les devoirs qu'elle impose et recevoir les sacrements qu'elle administre. Vous direz tous les jours la messe dans la chapelle voisine, et vous exposerez le saint-sacrement pendant les quarante heures. Quand je serai mort, vous placerez votre autel à ma tête, dans la chambre ardente, puis vous continuerez à célébrer la messe. Vous ferez toutes les cérémonies d'usage, et vous ne cesserez que lorsque je serai enterré. »

Après le prêtre, vint le tour du médecin. « Mon cher

docteur, lui dit-il, après ma mort, qui ne saurait être éloignée, je veux que vous fassiez l'ouverture de mon cadavre, mais j'exige qu'aucun médecin anglais ne mette la main sur moi. Je souhaite que vous preniez mon cœur, que vous le mettiez dans de l'esprit-de-vin, et que vous le portiez à ma chère Marie-Louise : vous lui direz que je l'ai tendrement aimée, que je n'ai jamais cessé de l'aimer, vous lui raconterez tout ce que j'ai souffert ; vous lui direz tout ce que vous avez vu ; vous entrerez dans tous les détails de ma mort. Je vous recommande surtout de bien examiner mon estomac, et d'en faire un rapport précis et détaillé que vous remettrez à mon fils. Puis, de Vienne, vous vous rendrez à Rome : vous irez trouver ma mère, ma famille ; vous leur rapporterez ce que vous avez observé relativement à ma situation ; vous leur direz que Napoléon, celui-là même que le monde a appelé le Grand, comme Charlemagne et comme Pompée, est mort dans l'état le plus déplorable, manquant de tout, abandonné à lui même et à sa gloire. Vous leur direz qu'en expirant, il lègue à toutes les familles régnantes l'horreur et l'opprobre de ses derniers moments. »

Le 2 mai, la fièvre arriva au plus haut degré d'intensité qu'elle eût encore atteint : le pouls donna jusqu'à cent pulsations à la minute, et l'empereur eut le délire : c'était le commencement de l'agonie. Mais cette agonie eut encore quelques moments de relâche. Dans ces courts moments de lucidité, Napoléon revenait sans cesse à la recommandation qu'il avait faite au docteur Antomarchi : « Faites avec soin, lui disait-il, l'examen anatomique de mon corps, de l'estomac surtout. Les médecins de Montpellier m'ont

annoncé que la maladie du pylore serait héréditaire dans ma famille ; leur rapport est, je crois, dans les mains de Louis : demandez-le, comparez-le avec ce que vous aurez observé vous-même : que je sauve au moins mon enfant de cette cruelle maladie !... »

La nuit fut assez bonne ; mais le lendemain, au matin, le délire reparut avec une nouvelle force. Cependant, vers les huit heures, il perdit un peu de son intensité ; vers trois heures, le malade reprit sa raison. Il en profita pour appeler les exécuteurs testamentaires, et leur recommanda, dans le cas où il viendrait à perdre complétement connaissance, de ne laisser approcher de lui aucun médecin anglais autre que le docteur Arnott. Puis, il ajouta, dans toute la plénitude de sa raison et dans toute la puissance de son génie :

—Je vais mourir : vous allez repasser en Europe ; je vous dois quelques conseils sur la conduite que vous avez à tenir. Vous avez partagé mon exil, vous serez fidèles à ma mémoire, vous ne ferez rien qui puisse la blesser. J'ai sanctionné tous les principes, je les ai infusés dans mes lois, dans mes actes ; il n'y en a pas un seul que je n'aie consacré. Malheureusement, les circonstances étaient graves : j'ai été obligé de sévir, d'ajourner ; les revers sont venus, je n'ai pu débander l'arc, et la France a été privée des institutions libérales que je lui destinais. Elle me juge avec indulgence, elle me tient compte de mes intentions, elle chérit mon nom, mes victoires ; imitez-la. Soyez fidèles aux opinions que vous avez défendues, à la gloire que nous avons acquise : il n'y a hors de là que honte et confusion.

Le 5 au matin, le mal était parvenu à son comble : la vie n'était plus chez le malade qu'une végétation haletante et douloureuse ; la respiration devenait de plus en plus insensible ; les yeux, ouverts dans toute leur grandeur, étaient fixes et atones. Quelques paroles vagues, dernière ébullition de son cerveau en délire, venaient de temps en temps mourir sur ses lèvres. Les derniers mots que l'on entendit furent ceux de *tête* et d'*armée*. Puis, la voix s'éteignit, toute intelligence parut morte, et le docteur lui-même crut que le principe de la vie était éteint. Cependant, vers les huit heures, le pouls se releva : le ressort mortel qui fermait la bouche du moribond sembla se détendre, et quelques soupirs profonds et suprêmes s'exhalèrent de sa poitrine. A dix heures et demie, le pouls était anéanti : à onze heures et quelques minutes, l'empereur avait vécu...

Vingt heures après la mort de son illustre malade, le docteur Antomarchi procéda à son ouverture, ainsi que Napoléon le lui avait si souvent recommandé : puis, il détacha le cœur, qu'il mit, selon les instructions reçues, dans de l'esprit-de-vin, afin de le rendre à Marie-Louise. Mais en ce moment les exécuteurs testamentaires survinrent avec le refus de sir Hudson Lowe de laisser sortir de Sainte-Hélène, non-seulement le corps, mais aucune partie du corps. Il devait rester dans l'île. Le cadavre était cloué à l'échafaud.

On s'occupa dès lors de choisir la place de la sépulture de l'empereur, et la préférence fut donnée à un lieu que Napoléon n'avait vu qu'une fois, mais dont il parlait toujours avec complaisance : sir Hudson Lowe consentit à ce que la tombe fût creusée en cet endroit.

L'autopsie terminée, le docteur Antomarchi réunit par une suture les parties séparées, lava le corps, et l'abandonna au valet de chambre qui le revêtit du costume que l'empereur avait l'habitude de porter, c'est-à-dire, d'une culotte de casimir blanc, de bas de soie blancs, de longues bottes à l'écuyère avec de petits éperons, d'un gilet blanc, d'une cravate blanche recouverte d'une cravate noire bouclée par derrière, du grand cordon de la Légion d'honneur, de l'habit de colonel des chasseurs de la garde décoré des ordres de la Légion d'honneur et de la Couronne de fer, enfin, du chapeau à trois cornes. Ainsi vêtu, Napoléon fut enlevé de la salle, le 6 mai, à cinq heures trois quarts, et exposé dans la petite chambre à coucher, que l'on avait convertie en chapelle ardente. Le cadavre avait les mains libres; il était étendu sur son lit de campagne; son épée était à son côté; un crucifix reposait sur sa poitrine, et le manteau bleu de Marengo était jeté sur ses pieds. Il resta ainsi exposé pendant deux jours.

Le 8 au matin, le corps de l'empereur, qui devait reposer sous la colonne, et le cœur, qui devait être envoyé à Marie-Louise, furent déposés dans une caisse de fer-blanc, garnie d'une espèce de matelas et d'un oreiller recouverts de satin blanc. Le chapeau ne pouvant, faute d'espace, rester à la tête du mort, fut placé à ses pieds. Autour de lui on sema des aigles et des pièces de toutes les monnaies frappées à son effigie pendant le cours de son règne : on y déposa encore son couvert, son couteau, et une assiette à ses armes. Cette première caisse fut enfermée dans une seconde caisse en acajou, que l'on mit dans une

troisième en plomb, laquelle fut enfin placée dans une quatrième caisse en acajou, pareille à la seconde, mais de plus grande dimension : puis, on exposa le cercueil à la même place où avait été exposé le corps.

A midi et demi, le cercueil fut transporté par les soldats de la garnison dans la grande allée du jardin, où le corbillard attendait : on le couvrit d'un velours violet, sur lequel on jeta le manteau de Marengo, et le cortége funèbre se mit en route dans l'ordre suivant :

L'abbé Vignali, revêtu des ornements sacerdotaux, ayant à ses côtés le jeune Henri Bertrand, portant un bénitier d'argent avec son goupillon :

Le docteur Antomarchi et le docteur Arnott :

Les personnes chargées de surveiller le corbillard, traîné par quatre chevaux conduits par des palefreniers, et escorté par douze grenadiers sans armes de chaque côté : ceux-ci devaient porter le cercueil sur leurs épaules dès que le mauvais état du chemin empêcherait le char d'avancer :

Le jeune Napoléon Bertrand et Marchand, tous les deux à pied et sur les côtés du corbillard :

Les comtes Bertrand et Montholon, à cheval, immédiatement derrière le corbillard :

Une partie de la suite de l'empereur :

La comtesse Bertrand, avec sa fille Hortense, dans une calèche attelée de deux chevaux conduits à la main par ses domestiques, qui marchaient du côté du précipice :

Le cheval de l'empereur, conduit par son piqueur Archambaud :

Les officiers de marine, à pied et à cheval :

Les officiers de l'état-major, à cheval :

Le général Coffin et le marquis de Monchenu, à cheval :

Le contre-amiral et le gouverneur, à cheval :

Les habitants de l'île :

Les troupes de la garnison.

La tombe était creusée à un quart de mille à peu près au delà de Hut's Gate. Le corbillard s'arrêta près de la fosse, et le canon commença à tirer cinq coups par minute.

Le corps fut descendu dans la tombe pendant que l'abbé Vignali disait les prières; ses pieds tournés vers l'Orient, qu'il avait conquis; sa tête tournée vers l'Occident, où il avait régné.

Puis, une énorme pierre, qui devait servir à la nouvelle maison de l'empereur, scella sa demeure dernière, et passa du temps à l'éternité.

Alors on apporta une plaque d'argent sur laquelle était gravée l'inscription suivante :

NAPOLÉON,

NÉ A AJACCIO, LE 15 AOUT 1769,

MORT A SAINTE-HÉLÈNE, LE 5 MAI 1821.

Mais, au moment où on allait la clouer sur la pierre, sir Hudson Lowe s'avança et déclara, au nom de son gouvernement, que l'on ne pouvait mettre sur la tombe d'autre inscription que celle-ci :

LE GÉNÉRAL BUONAPARTE.

GOUVERNEMENT DE NAPOLÉON.

Maintenant, détournons les yeux de cette tombe, où l'Angleterre ne permet pas que l'on cloue une inscription, et voyons ce que celui qu'elle renferme a fait, pendant un règne de dix ans, pour le bien-être présent des peuples, pour la grandeur et la paix à venir du monde.

A son retour d'Égypte, Bonaparte trouva la France dans un état déplorable. Dans l'Ouest, la guerre civile : à Paris, aux armées, l'incapacité, l'immoralité, le brigandage. Les dernières ressources du pays allaient se perdre dans les coffres des fournisseurs, des faiseurs d'affaires. Le trésor public était vide, le crédit anéanti. Ni religion, ni lois. Les gouvernements qui s'étaient succédé depuis 1792, assez occupés, d'ailleurs, à la défense des

frontières, aux proscriptions, aux grandes mesures politiques, avaient peu fait pour l'ordre civil. Enfin, par-dessus tout cela, notre gloire n'était pas moins chancelante au dehors que la paix et la prospérité au dedans.

Le premier soin de Bonaparte, en arrivant au pouvoir, est d'éteindre, autant que possible, les haines des partis, de tout concilier, de tout rapprocher. Le rappel des proscrits de fructidor, le retour des émigrés, la pacification de la Vendée, le concordat, c'est-à-dire la pacification de l'Église, sont les résultats de cette politique large et féconde. Elle se montre dans les moindres choses. A côté des statues de Hoche, de Joubert et de Marceau, il élève des mausolées à Condé, à Turenne, à Vauban : d'une main, il secourt la sœur de Robespierre et la mère du duc d'Orléans, de l'autre il soutient la veuve de Bailly et la dernière descendante des Duguesclin.

En même temps, il coordonne notre informe législation; pour mieux dire, il la crée. Il traite lui-même, au milieu de son conseil, ces matières ardues qu'il n'a point apprises, mais devinées; il éclaire, il étonne les Tronchet, les Portalis, les plus grands jurisconsultes. Un code tout entier est le fruit de ces admirables discussions : l'ordre civil est fondé en France. De même, l'administration sera remuée de fond en comble : à tout il portera la main, et l'ordre jaillira partout du chaos.

Quelle que soit la diversité des opinions sur l'organisation politique de l'empire, il n'y a qu'une voix sur la force et la grandeur de son administration. Au sommet de cette administration, Napoléon avait placé le conseil d'État, comme la clef de tout l'édifice. Il le présidait lui-même

deux fois par semaine. C'était là que, sous ses yeux, sous sa fécondante parole, s'élaboraient tous les grands travaux de l'empire, tous les arrêts, toutes les lois; le corps législatif et le sénat ne faisaient que confirmer les mesures déjà délibérées et résolues dans le conseil. Rien n'échappait à sa direction ou à son contrôle. Préfectures, communes, corps judiciaires, corps enseignants, les ministères même, tout relevait de lui par quelque côté : en lui était l'unité de l'empire. C'est cette unité, c'est le mutisme de la représentation nationale, qui ont permis à l'empereur d'accomplir en dix ans de règne des travaux que les assemblées délibérantes n'eussent point achevés en cinquante ans. Il y a là, peut-être, de quoi compenser l'absence des libertés publiques.

Mais, pour ne point l'appeler sérieusement à l'exercice des droits politiques, l'empereur n'oubliait pas le peuple. Son bien-être le préoccupait sans cesse. Dans une lettre écrite au ministre de l'intérieur, le 2 novembre 1807, il attache la plus haute idée de gloire à la destruction de la mendicité par tout l'empire. Souvent, il provoqua les avis des publicistes sur les moyens d'améliorer le sort des classes pauvres. Il créa les dépôts de mendicité; il institua la société maternelle; il rétablit les sœurs de charité; il dota les hospices et leur fit rendre les biens qu'un décret de la convention avait aliénés. Il voulait que les cérémonies de l'Église fussent gratuites pour les pauvres, que l'inhumation du pauvre se fît décemment : « On ne doit pas priver les pauvres, parce qu'ils sont pauvres, disait-il, de ce qui les console de la pauvreté. » Et il ordonna que si l'église était tendue de noir pour un riche, on ne la détendrait qu'après le service du pauvre.

Après cela, si l'on doutait encore de sa sollicitude et du bien-être qu'il avait procuré aux masses, en faudrait-il d'autre preuve que le parfait repos où demeurait l'empire, alors que les forces militaires étaient tout entières au dehors, et que toute répression eût été impossible au dedans? Dans les temps où nous vivons, ce n'est pas une chose sans gloire qu'un règne de dix années pur de guerres civiles et d'émeutes.

Quelque absolu qu'il fût, le gouvernement impérial ne craignait pas la lumière. Napoléon voulait, au contraire, que l'on éclairât les masses : « Il n'y a, disait-il, que celui qui veut tromper les peuples et gouverner à son profit, qui puisse vouloir les retenir dans l'ignorance : car, plus les peuples seront éclairés, plus il y aura de gens convaincus de la nécessité des lois, du besoin de les défendre, et plus la société sera assise, heureuse et prospère. Et s'il peut arriver jamais que les lumières soient nuisibles à la multitude, ce ne sera que quand le gouvernement, en hostilité avec les intérêts du peuple, l'acculera dans une position forcée, ou réduira la dernière classe à mourir de misère. » De là, l'impulsion énorme qu'il donna à tous les degrés de l'instruction publique, surtout à l'enseignement des sciences physiques et mathématiques. Celles-ci jetèrent un vif éclat sur son règne. Laplace, Lagrange, Monge, Berthollet, Cuvier, Bichat, une foule de grands talents et de puissants génies placèrent la France à la tête du monde savant. Ce ne fut point non plus, quoi qu'on ait pu dire, une époque perdue pour les arts que celle où se rencontraient Bernardin de Saint-Pierre, Chateaubriand, madame de Staël, Béranger, Lemercier, Talma,

Méhul, Grétry, Gros, David, Canova, Prud'hon, où se formait Géricault. On a trop confondu, au point de vue artistique et littéraire, l'influence impériale avec l'influence agonisante du dix-huitième siècle; on n'a point assez réfléchi qu'une littérature ne se crée pas, que les arts ne se relèvent point en un jour : il ne suffit pas pour cela d'avoir des millions et la volonté, il y faut aussi le temps. Ce que l'on peut dire avec raison, c'est que l'impulsion fut donnée par l'empereur; c'est que les vastes idées qu'il a semées sur son passage, la gloire, la grandeur qu'il a versées à flots sur toute la nation, contribueront longtemps encore, même à notre insu, à la gloire et à la grandeur de nos arts et de notre littérature.

Un seul mot sur l'organisation financière du consulat et de l'empire. De 1802 à 1810, les dettes de l'État furent liquidées. A partir de 1803, chose unique, en Europe, les recettes couvrirent les dépenses. Les armements extraordinaires et les désastres des trois dernières années de l'empire purent seuls interrompre cette prospérité : jusqu'en 1811, malgré l'état de guerre permanent, aucun budget n'avait atteint 800,000,000. Si l'on veut savoir à quels énormes travaux suffisaient ces ressources, les détails, encore incomplets, contenus dans l'exposé suivant, pourront en donner une idée.

Extrait de l'Exposé de la situation de l'empire, présenté au corps législatif, dans la séance du 25 février 1813, par le comte Montalivet, ministre de l'intérieur.

MESSIEURS,

S. M. m'a ordonné de vous faire connaître la situation de l'intérieur de l'empire dans les années 1811 et 1812.

Vous verrez avec satisfaction que, malgré les grandes armées que l'état de guerre maritime et continentale oblige de tenir sur pied, la population a continué de s'accroître; que notre industrie a fait de nouveaux progrès; que jamais les terres n'ont été mieux cultivées, les manufactures plus florissantes; qu'à aucune époque de notre histoire la richesse n'a été plus répandue dans les diverses classes de la société.

POPULATION.

La population de la France était en 1789 de 26 millions d'individus. La population actuelle de l'empire est de 42 millions 700,000 âmes, dont 28 millions 700,000 pour les départements de l'ancienne France. C'est donc une augmentation de 2 millions 700,000 âmes, ou de près d'un dixième depuis vingt-quatre ans.

AGRICULTURE.

La France, par l'étendue, par la fertilité de son sol, doit être considérée comme un État essentiellement agricole.

Cependant elle a dû longtemps recourir à ses voisins pour fournir à plusieurs de ses besoins principaux. Elle s'est presque entièrement affranchie de cette nécessité.

Le produit moyen d'une récolte en France est de 270 millions de quintaux de blé, sur lesquels il faut en prélever 40 millions pour les semences.

La population de l'empire est de 42 millions d'individus ; ainsi notre récolte moyenne doit 520 livres de grains à chacun. C'est au delà de tous les besoins, tels qu'on les a évalués à diverses époques.

Après de longues recherches faites par ordre de l'ancien gouvernement, on avait calculé ce besoin à 470 livres, et l'on avait trouvé que la France produisait moyennement les quantités nécessaires à une telle consommation.

Nos produits en céréales se sont donc accrus d'un dixième.

Après les blés, la principale production de notre sol est le vin.

La France produit, année moyenne, 40 millions d'hectolitres de vin.

Pour les vins, l'exportation était avant la révolution de 41 millions; elle est aujourd'hui de 47.

Pour les eaux-de-vie, elle était de 13 millions ; elle est aujourd'hui de 30.

En 1791, la consommation de toute la France en vins n'était évaluée qu'à 16 millions 500,000 hectolitres. Elle a donc plus que doublé, tandis que les réunions à l'empire ne forment qu'un tiers à peu près de la population actuelle.

L'ordre est rétabli dans l'administration des forêts;

elles se repeuplent et se couvrent de routes et de canaux qui rendent accessibles celles que l'on ne pouvait exploiter. Les nombreuses constructions civiles, militaires et de la marine sont abondamment pourvues, et nous ne tirons plus de l'étranger que pour 5 millions de bois par an. Avant 1789 nous en tirions pour 11 millions.

La valeur annuelle de nos huiles végétales est de 250 millions. Il y a vingt-cinq ans, nous en tirions de l'étranger pour 20 millions; aujourd'hui, non-seulement nous nous passons du dehors, mais encore nous en exportons annuellement pour 5 ou 6 millions.

Le tabac ne se cultivait autrefois que par exception et dans un petit nombre de provinces. Il nous coûtait annuellement 8 à 10 millions. Aujourd'hui 30 millions de livres de tabac sont le produit de 30,000 arpents de nos terres consacrés à cette culture. Le sol de la France s'est enrichi d'un produit annuel de 12 millions de tabac; mais ce produit est brut, et la fabrication le sextuple.

Notre récolte moyenne de soies est de 22 millions de livres pesant de cocons.

Autrefois nous importions pour 25 millions de soies filées. L'année moyenne des importations depuis quatre ans est de 10 millions, et cependant nous exportons des soieries pour une valeur double de celle que nous exportions jadis.

Cette amélioration tient en grande partie au perfectionnement de l'éducation des vers à soie. Le produit net des cocons dans l'ancienne France n'était évalué qu'à 2 millions.

35 millions de moutons nous donnent 120 millions de

livres pesant de laine, dont 9 millions sont en laines fines ou perfectionnées. C'est un produit brut de 129 millions. Certaines espèces perfectionnées sont le résultat de l'amélioration d'un million 500,000 moutons, amélioration qui va toujours croissant et qui n'est devenue sensible que depuis un petit nombre d'années.

L'exécution du système qui, partout où l'industrie particulière ne saurait agir assez efficacement, met à la portée des cultivateurs des moyens faciles de perfectionnement, se poursuit avec soin.

Dès cette année, 28 dépôts de béliers mérinos ont amélioré la race de 54,000 brebis.

Le type des belles espèces est conservé dans de nombreux établissements formés par de grands propriétaires et dans dix bergeries appartenant à l'État.

L'éducation des chevaux avait été singulièremeni négligée à l'époque de nos troubles. L'administration s'est occupée avec succès du rétablissement des races les plus utiles.

Des étalons de choix assurent tous les ans l'amélioration des produits de 60,000 juments. Les dépôts entretenus par le gouvernement contiennent seuls 1,400 étalons.

Le nombre des bêtes à cornes a considérablement augmenté. Les soins qu'on leur donne sont mieux entendus; la durée moyenne de leúr existence est plus longue. Il y a vingt ans que les exportations et les importations se balançaient. Aujourd'hui les exportations sont le triple des importations : elles arrivent à 10 millions.

Autrefois nos importations en beurre et en fromages excédait de beaucoup nos exportations; c'est le contraire

aujourd'hui. En 1812, les exportations ont été de 10 millions.

Nos mines de fer, qui fournissaient, en 1789, 1 million 960,000 quintaux de fonte en gueuse et 160,000 quintaux de fonte moulée, donnent aujourd'hui 2 millions 860,000 quintaux de cette première matière, et 400,000 quintaux de la seconde. C'est une augmentation d'une moitié en sus.

Les mines de charbon donnent de même un produit de 50 millions. C'est cinq fois la valeur de celle que la France exploitait en 1790; mais la plus grande partie de cette augmentation provient des réunions à l'empire.

Dans cet aperçu des produits de notre industrie, je n'ai pu parler que de quelques objets principaux. J'ai nécessairement négligé le grand nombre de ceux qui, moins importants si on les envisage séparément, offrent une grande valeur par leur réunion.

Le total est une valeur de 5 milliards 31 millions que produit annuellement notre beau sol en matière brutes et premières seulement.

MANUFACTURES.

On a déjà remarqué que la matière première des soieries est pour la France un objet de 30 millions. Nous recevons du royaume d'Italie pour 10 millions de soies filées et organsinées. Cette valeur de 40 millions donne lieu à une fabrication d'étoffes pour 124 millions. C'est donc pour nous un bénéfice de main-d'œuvre de 84 millions, qui triple la valeur de la matière première.

Nous avons exporté en 1812 pour 70 millions de soieries en étoffes pures ou mélangées. La ville de Lyon entretient aujourd'hui 11,500 métiers. En 1800, il n'y en avait que 5,500.

Le nombre de nos manufactures de draps s'est sensiblement augmenté. L'aisance plus généralement répandue a beaucoup influé sur la consommation intérieure, particulièrement en lainages moins grossiers.

Le nombre des métiers et des ouvriers fabriquant les draps, bonneteries et autres étoffes de laine a plus que doublé depuis 1800.

Nous vendons annuellement à l'étranger pour 28 millions de draperies.

L'année moyenne de nos anciennes exportations en draperies n'était que de 19 millions.

Nous avons naturalisé chez nous la fabrique des casimirs ; nous avons perfectionné, par des machines ingénieuses, les divers procédés de la manufacture.

Les toiles de coton se sont multipliées sans que nous ayons cessé d'employer les chanvres et les lins de notre sol.

La valeur totale des lins et chanvres fabriqués en France est de 232 millions ; mais la matière première entre dans cette valeur pour 80 millions de produits de notre sol et pour 13 millions d'importations. Ce genre de manufacture alimente notre commerce extérieur pour une somme annuelle de 37 millions. Cette valeur de 37 millions était la même avant 1790. Mais jadis nous recevions de ces tissus de l'étranger pour 18 millions par an ; aujourd'hui nous en recevons seulement pour 7 millions. L'époque actuelle a donc un véritable avantage.

Le coton offre dans la manufacture de grandes facilités qui lui sont propres.

Des machines ingénieuses ont porté la filature du coton au plus haut degré de fin. Le gouvernement a proposé le prix d'un million à l'inventeur d'un mécanisme qui perfectionnerait la filature du lin autant que celle du coton, et qui diminuerait ainsi le prix de la main-d'œuvre nécessaire à l'emploi de nos matières premières.

Mais jusque-là les cotonnades conservent des avantages qu'il eût été dangereux de se dissimuler. Le gouvernement a dû s'occuper des moyens de ne recevoir du moins, de l'étranger, que la matière brute, et de réserver à la France tout le bénéfice de la manufacture.

Longtemps on a répété que la partie la plus importante de cette main-d'œuvre ne pouvait point nous appartenir ; que le tissage, que le filage même seraient toujours plus parfaits chez l'étranger. Nos lois ont repoussé d'abord tous les tissus de l'étranger. On s'était alarmé de l'effet que devait produire cette prohibition ; mais bientôt de nombreux métiers ont fabriqué chez nous les toiles de coton avec une perfection à laquelle nos concurrents étrangers n'ont pas même pu atteindre.

Cependant ils nous fournissent encore le fil avec lequel nous formions ces tissus. La prohibition a été décrétée. Depuis lors nous sommes affranchis de tout recours à l'étranger pour telle partie que ce soit de la manufacture des cotons, et loin de recevoir aujourd'hui des objets manufacturés de ce genre, nous en fournissons au dehors.

Avant 1790, on introduisait annuellement en France pour 24 millions de cotons soit filés soit en laine. Cette

valeur représentait 12 millions de livres de coton ; nous recevions pour 13 millions en objets fabriqués, et la contrebande des toiles et des mousselines était considérable.

70,000 ouvriers étaient alors employés aux diverses mains-d'œuvre du coton en France.

Après nos troubles, depuis l'an X jusqu'en 1806, l'on a introduit en France des cotons pour une valeur annuelle de 48 millions.

Nous recevons, outre cela, des tissus pour une valeur de 46 millions.

Les importations de toiles ou fil ont d'abord été réduites à un million, et depuis deux ans elles ont entièrement cessé. Nous avons au contraire exporté, et l'année moyenne des exportations a été de 17 millions.

La main-d'œuvre des cotons occupe aujourd'hui 233,000 ouvriers.

La méthode qui substitue la houille au charbon de bois dans les forges et hauts fourneaux est devenue certaine.

Les autres mines, celles de cuivre, d'alun, de gypse, les carrières de marbre, etc., produisent 12 millions.

Les manufactures qui ont pour matières premières les métaux, la quincaillerie, la coutellerie, l'orfévrerie, la bijouterie, l'horlogerie, les glaces, les verreries, les porcelaines, ne sont pas devenues l'objet d'exportations annuellement très-considérables ; mais réunies elles forment une masse qui, avant 1790, fournissait 30 millions par an à nos exportations, et qui aujourd'hui leur donne 42 millions.

Tous ces objets sont pour nous une richesse purement industrielle d'un milliard trois cents millions.

NOUVELLE INDUSTRIE.

La volonté de subvenir à nos besoins sans recourir à l'étranger, le perfectionnement des arts mécaniques et chimiques, l'esprit ingénieux et industrieux des Français, ont amélioré par des inventions utiles, par de nouveaux procédés, nos anciennes cultures, nos anciennes fabrications.

Remplacer dans nos consommations le sucre, l'indigo, la cochenille des colonies; trouver dans le midi de l'Europe les cotons, et chez nous la soude qui alimente nos marchés, paraissaient choses impossibles.

Dès cette année, les manufactures de sucre qu'on extrait de la betterave nous donneront sept millions de livres pesant de cette denrée. Elle est préparée dans 334 manufactures, qui presque toutes sont en activité.

L'indigo tient le premier rang parmi les substances tinctoriales. Jadis la France, qui en recevait de grandes quantités, en conservait pour une valeur annuelle de 9 millions 500,000 francs. Dans les six années qui ont commencé en 1802, cette valeur moyenne a été annuellement de 18 millions. Dans les cinq années qui ont commencé en 1808, elle est descendue à 6 ou 7 millions.

On est parvenu à extraire du pastel de la propre fécule de l'indigo. Dès à présent plusieurs manufactures sont en activité; elles donnent un indigo en tout semblable au plus bel indigo de l'Inde; il revient à 10 francs la livre. Nos teintures consomment 12 millions de livres d'indigo; c'est une valeur de 120 millions de francs.

L'écarlate n'était donné que par la cochenille. Le rouge de la garance, moins beau, était d'ailleurs moins solide. Les frères Gonin de Lyon ont réussi à produire avec la garance les mêmes effets qu'avec la cochenille. La France employait autrefois pour un million de cochenille.

Depuis quelques années on cultive le coton dans le département de Rome; les récoltes ont produit jusqu'à cent milliers de livres pesant, et la naturalisation de cette plante est assurée. La France reçoit annuellement trois millions de livres pesant de coton du royaume de Naples.

La soude est un produit essentiel à nos manufactures que le commerce maritime pouvait seul nous donner. Il y a vingt-cinq ans, nous en tirions de l'étranger pour 3 millions 500,000 francs. L'année moyenne de l'introduction, dans les neuf années qui ont commencé en 1802, a été de 5 millions 500,000 francs. La chimie est parvenue à créer cette substance avec des matières premières de notre sol, tellement abondantes, et dont les prix sont si peu élevés que la soude a baissé de deux tiers dans le commerce, malgré la prohibition absolue des soudes étrangères.

L'ensemble des nouvelles productions de notre sol et de notre industrie s'élève donc à 65 millions, susceptibles d'augmenter dans une proportion très-rapide; et nous nous sommes affranchis du payement annuel de 90 millions que nous donnions à l'étranger, principalement à l'Angleterre.

Les autres parties de notre agriculture et de notre industrie ne recevront aucune diminution. Les 70,000 arpents qui produiront la betterave fussent restés en jachère; les

30,000 arpents cultivés en pastel sont une bien faible portion de notre territoire, et recevront d'ailleurs des engrais qui rendront plus productives les récoltes qui succéderont à cet assolement.

La garance existe chez nous au delà de tous nos besoins; nous en exportons pour un million 600,000 fr. Elle ne fera que recevoir un emploi plus utile.

Nos marais salants fournissent indéfiniment la matière de la soude; et c'est un avantage de plus de devoir à cette découverte des moyens d'exploiter davantage la précieuse mine de nos sels.

COMMERCE.

Le commerce d'un empire qui compte pour plus de 7 milliards de produits annuels, sans entrer en considération de tant d'autres valeurs réelles ou fictives que les calculateurs en économie politique font entrer dans leurs appréciations, est nécessairement immense.

Si nous avions cherché des valeurs purement commerciales, je ne crains pas de le dire, nos valeurs se seraient élevées à 10 milliards.

En 1789, l'une des années où le commerce extérieur de la France a été le plus considérable, il ne s'est élevé qu'à 357 millions en exportations, et à 400 millions en importations; car il ne faut pas compter comme importations les 236 millions que nous recevions de nos colonies, qui faisaient alors partie intégrante de la France.

On doit retrancher des importations le numéraire qui est le payement fait par l'étranger de quelques-unes de nos exportations.

En retranchant 55 millions d'espèces d'or et d'argent, les importations en France n'étaient donc réellement en 1789 que de 345 millions; les exportations étaient de 357 millions : c'est un commerce de 360 millions, soit que l'on considère l'actif, soit que l'on considère le passif. Il n'était pas la quinzième partie de notre commerce intérieur.

Comparons notre commerce extérieur à cette époque avec ce qu'il est aujourd'hui.

Je considérerai nos colonies comme faisant partie de la France, et notre commerce avec elles comme intérieur.

En 1788, les exportations se sont élevées à	365,000,000
Les importations à 345 millions, dont 55 millions en numéraire, ce qui les réduit à 290 millions. . . .	290,000,000
Les exportations ont donc excédé les importations de	75,000,000

Nous venons de voir qu'en 1789 les importations ayant été plus considérables qu'en 1788, l'excédant des exportations n'avait été que de 12 millions.

En 1812, la somme des exportations s'est étendue à.	383,000,000
Celle des importations à	257,000,000
non compris 93,000,000 de numéraire.	
L'excédant des exportations a été de	126,000,000

En 1812, l'exportation des produits de notre sol a donc excédé les plus fortes sommes auxquelles elle se soit élevée à d'autres époques.

Les importations, au contraire, ont toujours été en diminuant ; elles sont moindres aujourd'hui qu'avant 1790.

La balance du commerce qui, en 1788, à l'époque ancienne la plus favorable, n'était que de 25 millions à l'avantage de nos exportations, est aujourd'hui de 126 millions.

L'année moyenne des importations en numéraire, dans les trois années qui ont précédé la révolution, déduction faite des exportations, est de 65 millions ; l'année moyenne est de 110 millions.

C'est à la situation territoriale dont je viens de faire l'exposé que nous devons l'état de nos finances, la jouissance du meilleur système monétaire de l'Europe, l'absence de tout papier-monnaie, une dette réduite à ce qu'elle doit être pour les besoins des capitalistes. C'est une telle situation qui nous permet de faire face à la fois à une guerre maritime et à deux guerres continentales, d'avoir constamment 900,000 hommes sous les armes, d'entretenir 100,000 hommes de matelots ou d'équipages maritimes, d'avoir 100 vaisseaux de ligne, autant de frégates à l'entretien ou en construction, et de dépenser tous les ans 120 à 150 millions en travaux publics.

TRAVAUX PUBLICS.

Depuis l'avénement de S. M. au trône impérial, on a dépensé :

Pour les palais impériaux et bâtiments de la couronne.	62,000,000
A reporter	62,000,000

Report	62,000,000
Pour les fortifications	144,000,000
Pour les ports maritimes.	117,000,000
Pour les routes.	277,000,000
Pour les ponts	31,000,000
Pour les canaux, la navigation et les dessèchements.	123,000,000
Pour les travaux de Paris	102,000,000
Pour les édifices publics des départements et des principales villes.	149,000,000
Total. . . .	1,005,000,000

PALAIS IMPÉRIAUX ET TRAVAUX DE LA COURONNE.

Le Louvre s'achève ; il coûtera 50 millions de francs, y compris la valeur des maisons à abattre. 21,400,000 fr. sont dépensés.

Les Tuileries ont été dégagées de tous les bâtiments qui en obstruaient les abords ; 6,700,000 francs y ont été employés.

Le palais du roi de Rome est fondé en face du pont d'Iéna.

On répare Versailles ; 5,200,000 francs y ont été dépensés.

La machine de Marly qui lui donne des eaux se remplace par une pompe à feu. La dépense sera de 3 millions ; on a fait 2,450,000 francs de travaux.

Fontainebleau et Compiègne sont restaurés; 10,600,000 francs y ont été dépensés.

Les palais de Saint-Cloud, de Trianon, de Rambouil-

let, de Stupinis, de Laeken, de Strasbourg, de Rome ont employé 10,800,000 francs.

Les diamants de la couronne, engagés à l'époque de nos troubles, ont été retirés; des acquisitions pour les compléter ont été faites.

Le mobilier de la couronne, qui doit, conformément aux statuts, être de 30 millions, a été également complété.

Trente millions ont été employés en tableaux, en statues, en objets d'art et d'antiquité, qui ont été ajoutés à l'immense collection du Musée-Napoléon.

Toutes ces dépenses ont été acquittées sur les fonds de la couronne et du domaine extraordinaire.

TRAVAUX MILITAIRES.

Le soin d'assurer nos frontières n'a pas été un instant perdu de vue.

De grands travaux ont consolidé le système de défense du Helder, qui est la clef de la Hollande; ils ont employé 4,800,000 francs. Cette place peut désormais être considérée comme inattaquable. Les forts Lassale, de l'Écluse, Duquesne et Morland, qui défendent l'entrée du Zuyderzée, et le fort du Texel, peuvent se défendre pendant 60 jours de tranchée ouverte. Cette année ils acquerront les 90 jours de résistance qu'ils doivent avoir. Si ces travaux eussent été faits il y a quinze ans, la Hollande n'eût pas perdu deux flottes.

Les travaux qu'on a faits pour achever de creuser le bassin d'Anvers s'élèvent à 8,400,000 francs. C'est aujourd'hui une de nos plus fortes places.

Flessingue a été l'objet des soins de nos officiers du génie. Depuis 1809 nous y avons dépensé 11,300,000 fr. Cette place peut soutenir 100 jours de tranchée ouverte; plus de 6,000 hommes y ont des casemates à l'abri de la bombe. Il n'y avait rien en 1809.

Ostende a reçu de grandes améliorations. On a construit deux forts en pierre sur les dunes; on y a dépensé 4,000,000.

Le port de Cherbourg est maintenant renfermé dans une vaste enceinte, qu'une dépense de 13,700,000 francs a mise en état de soutenir un siége. Quatre forts sur les hauteurs ont été terminés au commencement de cette année.

Brest, Belle-Isle, Quiberon, La Rochelle, ont été améliorés; de nouveaux forts s'élèvent à l'île d'Aix, à l'île d'Oleron, à l'embouchure de la Gironde, à Toulon, aux îles d'Hières, à la Spezzia, à Porto-Ferrajo.

Sur tous nos postes, les batteries les plus importantes ont été fermées à la gorge par des tours voûtées à l'abri de la bombe et armées de canon.

Chaque année voit augmenter la force de Corfou. Des camps retranchés couvrent la place.

Du côté de terre, notre ligne de défense du Rhin a partout reçu un nouvel accroissement. Kehl est achevé. On a fait pour 5,700,000 francs d'ouvrages à Cassel, et à Mayence pour 3,800,000; à Juliers, à Wesel, pour 4,700,000 francs.

Enfin les travaux d'Alexandrie, où l'on a dépensé 25,000 francs, ont continué à recevoir les mêmes améliorations.

Les places d'une moindre importance ont reçu les forts que réclamaient leurs besoins. Leur dépense a été de 71,000,000.

TRAVAUX DE LA MARINE ET DES FORTS.

Les vastes projets que S. M. a adoptés pour l'établissement de Cherbourg s'élèvent à 73,000,000. Un port creusé dans le roc, à 28 pieds de profondeur au-dessous des basses mers, recevra dans quelques mois nos vaisseaux de haut bord. 26 millions ont été dépensés. La digue qui rendra la rade aussi sûre contre les attaques de l'ennemi que contre l'action des tempêtes, et tous les édifices nécessaires à l'établissement d'un grand port seront achevés avant dix ans.

Anvers n'avait aucun établissement maritime. Cette ville renferme aujourd'hui un arsenal où 20 vaisseaux de ligne se construisent à la fois, et un bassin à flot où mouille toute notre flotte; 42 vaisseaux de ligne y trouveraient dès à présent un asile commode et sûr. Ces travaux ont coûté 18,000,000.

Flessingue est rétabli; avec une dépense de 5,600,000 francs on a reconstruit les quais et les magasins; le radeau de l'écluse, baissé de quatre pieds, a donné au bassin l'avantage qu'il n'eut jamais, de recevoir des vaisseaux de premier rang. Six vaisseaux peuvent entrer ou sortir dans une marée.

La nature a indiqué le Nieuw Dyp pour être l'arsenal, le chantier et le port de la Hollande: mais, bordé de mauvaises digues, privé de quais, il ne présentait aux

vaisseaux qu'une station mal assurée. On y a fait des travaux pour 1,500,000 francs; 25 vaisseaux de ligne pourraient aujourd'hui s'amarrer à quai, et y rester en sûreté. Dans trois ans les travaux du Nieuw Dyp seront terminés.

Le port du Havre était rarement accessible à des frégates. Un banc de galets se renouvelait sans cesse à l'entrée du chenal. Une écluse de chasse a été construite, elle maintient la liberté de la passe. Les quais et les bassins se continuent. Le montant des travaux faits est de 6,300,000 francs. Dans deux ans les constructions seront achevées.

Une partie considérable du territoire qui couvre la plage de Dunkerque n'était qu'un marais; son port était encombré. 5 millions ont été destinés à construire une écluse à l'extrémité du chenal, et à assurer l'écoulement des eaux du marais. 4,500,000 francs ont été dépensés; 500,000 francs achèveront les travaux avant la fin de l'année.

L'envasement du chenal d'Ostende avait fait de grands progrès; toutes les parties du port avaient souffert d'une longue négligence; la belle écluse de Slikens avait besoin d'être rétablie. 3,600,000 francs ont été employés à ces travaux. La construction d'une écluse de chasse assure la libre navigation du chenal.

Le port de Marseille, déjà très-étroit, devenait insuffisant par l'accumulation des vases. 1,500,000 francs ont été dépensés.

Outre les grands projets que je viens de rappeler, 50 millions ont été distribués aux autres établissements

maritimes, à Brest, à Rochefort, à Toulon, à Gênes, à la Spezzia, à Dieppe, à Calais, à Saint-Valery, à Bayonne, et à ce grand nombre de ports moins considérables qui couvrent toutes nos côtes.

ROUTES.

Dans les Alpes la route de Paris à Milan par le Simplon, celle de Paris à Turin pour la Maurienne et le mont Cenis, celle de l'Espagne en Italie par le mont Genèvre, sont entièrement ouvertes. Ces routes ont coûté 22,400,000 fr. Les projets généraux étaient de 30,600,000 francs. La construction des hospices et quelques perfectionnements emploieront les 8,200,000 francs qui restent à dépenser.

La route de Lyon à Gênes par le Lantares a dépensé 1,800,000 francs, sur 3,500,000 fr. qu'elle doit coûter.

Celle de Cézanne à Fénestrelles par le col de Sestrière deviendra le complément de la précédente; elle sera terminée en 1813; elle aura coûté 1,800,000 francs.

La route de Nice à Gênes coûtera 15,500,000 francs; l'emploi de 6,500,000 francs a déjà établi la communication de Nice à Vintimille et de Savone à Gênes; les 9,000,000 restant à dépenser termineront cette route, qui conduira de Marseille à Rome, sans quitter le climat doux et tempéré.

Dans les Apennins, la route de Savone à Alexandrie est ouverte. Le projet général est de 4,000,000; on a dépensé 2,600,000 francs.

La route de Port-Maurice à Ceva, celle de Gênes à

Alexandrie par le col de Giovi, celle de Gênes à Plaisance, celle de la Spezzia à Parme, communiquant toutes des bords de la mer dans l'intérieur de nos départements italiens, se construisent; les projets réunis s'élèvent à 13,600,000 francs; il y a pour 3,000,000 de travaux faits. On ira de la Spezzia à Parme à la fin de cette année.

Aucune route ne conduisait de Bordeaux à Bayonne; les sables des Landes ne se franchissaient qu'avec des peines et des retards incalculables; 8,000,000 ont été destinés à y construire une route pavée. 4,200,000 francs de travaux ont été faits; la route sera achevée en 1814; elle le serait actuellement si l'on avait découvert plus tôt les carrières de grès qui en assurent la bonne et solide construction.

D'Anvers à Amsterdam, des sables et des marais coupés de digues et de fossés rendaient les communications lentes et difficiles, lorsqu'elles n'étaient pas entièrement interceptées. Déjà les deux tiers de la route qu'il a fallu ouvrir sont pavés; elle sera terminée en 1813. Sur 6,300,000 francs qu'elle doit coûter, on a dépensé 4,300,000 francs.

La route de Wesel à Hambourg n'existait pas il y a trois ans, elle est ouverte partout, et terminée sur plusieurs points; elle coûtera 9,800,000 francs. Déjà l'on a fait pour 6,000,000 de travaux. De Maestricht à Wesel aucun chemin constant n'était tracé dans les sables; une route qui a coûté 2,100,000 francs est construite.

La route de Paris en Allemagne était à peine ébauchée entre Metz et Mayence; 5,000,000 en ont fait une des plus belles routes de l'empire.

Outre ces dépenses, 219 millions ont été employés depuis neuf ans à ce grand nombre de routes qui traversent l'empire dans tous les sens, et dont chaque année voit améliorer la situation.

PONTS.

Douze millions ont été employés à la construction des ponts entièrement achevés de Verceil et de Tortone, sur la Sesia et sur la Scrivia, de Tours sur la Loire, de Lyon sur la Saône, près de l'Archevêché, et à celle de tous les ponts de la route de Lyon à Marseille, jadis si incertaine par les rivières et les torrents qui la traversent.

Deux grands ponts se construisent dans nos départements au delà des Alpes; celui de Turin sur le Pô; on y a dépensé 1,850,000 francs; il doit en coûter 3,500,000; et le pont d'Ardissone sur la Doire; il sera achevé cette année. Sur 1,100,000 francs, 820,000 sont dépensés.

Une culée de plusieurs piles du pont de Bordeaux déjà construites garantissent une réussite entière; elles ont coûté 1,000,000. Ce pont, jadis réputé impossible, coûtera 6,000,000.

Le pont de Rouen coûtera, avec les quais à rétablir, 5,000,000. 800,000 francs sont dépensés.

Le pont en pierre de Roanne, sur la route de Paris à Lyon, a coûté déjà 1,500,000 francs; on l'achèvera avec 900,000 francs.

Douze autres millions ont été employés à des ponts d'une moindre importance.

CANAUX.

Le canal de Saint-Quentin a réuni le Rhône à l'Escaut, Anvers et Marseille, et a fait de Paris le centre de cette grande communication. Sa construction a coûté 11,000,000. La navigation de ce canal, souterrain sur trois lieues de son cours, est entièrement ouverte. Dans les huit premiers mois de l'année 1812, 756 bateaux chargés de charbon, et 231 chargés de blé, ont suivi cette route nouvelle qu'ont fréquentée de même les autres branches de commerce.

Le canal de la Somme, qui joindra celui de Saint-Quentin au pont de Saint-Valery, coûtera 5,000,000; on y a fait pour 1,200,000 francs de travaux.

Le canal de Mons à Condé, le débouché des riches houillères de Jemmapes dans l'Escaut, coûtera 5,000,000; 3,000,000 sont dépensés.

De nombrenses écluses ont été construites pour perfectionner la navigation de la Seine, de l'Aube, de la Marne. On continue cette amélioration, dont le projet s'élève à 15,000,000; 6,000,000 ont été employés. Parmi les écluses construites, celle du pont de l'Arche est remarquable par ses grandes dimensions.

Le canal Napoléon sera terminé dans quatre ans; il joindra le Rhône au Rhin; il coûtera 17,000,000; 10,500,000 fr. sont dépensés : les fonds des 6,500,000 fr. restant sont créés et assurés.

Le canal de Bourgogne, communication importante entre la Saône et la Loire, entre le canal Napoléon et

Paris, coûtera 24,000,000; 6,800,000 francs ont été employés jusqu'à la fin de 1812; les 17,200,000 francs de travaux à faire ont des fonds spéciaux, et seront achevés dans dix ans.

Bientôt on communiquera de Saint-Malo à l'embouchure de la Vilaine sans doubler la Bretagne. Le canal de la Rama sera terminé dans deux ans; il coûtera 8,000,000, dont 5,000,000 sont dépensés.

Le Blavet a été canalisé; la navigation de la nouvelle ville de Napoléon (Pontivy) est en activité; 500,000 fr. qui restent à dépenser formeront, avec les 2,800,000 fr. de travaux faits, les 3,300,000 francs, estimation générale du projet.

Les travaux du canal de Nantes à Brest viennent d'être entrepris; ils coûteront 28,000,000. 1,200,000 fr. sont dépensés.

Le canal de Niort à La Rochelle, utile au dessèchement d'une contrée assez étendue, autant qu'à la navigation, coûtera 9,000,000; 1,500,000 francs ont été employés.

De semblables avantages sont attachés à l'exécution du canal d'Arles. Avec le port de Bouc, auquel il aboutit, il coûtera 8,500,000 francs; 3,800,000 francs sont dépensés.

Un canal doit établir une navigation commode dans toute la vallée du Cher; il rapprochera de la Loire des houillères et des forêts d'une difficile exploitation; il coûtera 6,000,000; il y a pour 1,100,000 francs de dépenses faites.

DESSÉCHEMENTS.

Les principaux desséchements entrepris administrativement sont ceux de Rochefort et du Cotentin : les projets sont de 11,500,000 francs. Les travaux faits ont coûté 5,600,000 francs. Rochefort surtout en a déjà recueilli de grands avantages.

Des travaux pour 5,800,000 francs ont rétabli les digues de l'Escaut et de Blankenberg ; celles du Pô ont coûté 1,000,000 ; ces digues protégent des contrées entières contre l'invasion de la mer ou des fleuves.

La presqu'île de Perrache, qu'on avait destinée à l'agrandissement de Lyon, était couverte par les eaux de la Saône. L'exécution d'un projet qui coûtera 4,000,000 la mettra à l'abri de cet inconvénient. Deux millions ont été employés à la construction d'une levée de garantie et à commencer l'exhaussement du sol.

Outre les 67,000,000 employés aux travaux que je viens de parcourir, 55,000,000 ont été répartis à de nombreuses entreprises.

TRAVAUX DE PARIS.

La capitale manquait d'eau circulant dans ses divers quartiers, de halles et de marchés, de moyens d'ordre et de police pour quelques-uns des principaux besoins de sa consommation.

Les rivières de Beuvronne, de Thérouenne et d'Ourcq seront conduites à Paris ; déjà la première y arrive. Trois

fontaines principales versent continuellement ses abondantes eaux ; 60 fontaines secondaires les distribuent.

La réunion des eaux conduites à Paris alimentera le canal de l'Ourcq achevé sur presque tout son cours jusqu'au bassin de la Villette. De ce bassin une branche déjà creusée réunira ce canal à la Seine, prise à Saint-Denis. Une autre branche le réunira à la Seine près le pont d'Austerlitz.

Ces deux dérivations abrégeront la navigation de trois lieues de sinuosités que forme la Seine, et de tout le temps qu'exige le passage des ponts de Paris.

Ces travaux coûteront 38,000,000 francs ; ils seront achevés dans cinq ans. Les travaux faits sont de 19,500,000 francs ; la ville de Paris fournit aux dépenses sur le produit de son octroi.

Cinq vastes bâtiments sont destinés à recevoir, à leur introduction dans Paris, tous les animaux destinés à sa consommation. Leur construction coûtera 13,500,000 fr. ; la moitié de cette somme est dépensée.

Une halle assez grande pour abriter 200,000 pièces de vin ou d'eau-de-vie coûtera 12,000,000 de francs. Le commerce jouit d'une partie de cette halle ; la dépense faite est de 4,000,000 de francs.

La coupole du marché aux grains vient d'être reconstruite en fer ; elle a coûté 800,000 francs.

Une halle aux comestibles occupera tout l'espace qui se trouve entre le marché des Innocents et la halle aux grains ; elle exigera 12,000,000 de francs ; 2,600,000 fr. ont payé les maisons que l'on démolit.

Tous les autres quartiers de Paris auront leurs mar-

chés particuliers. Les constructions faites s'élèvent à 4,000,000 ; 8,500,000 francs sont nécessaires à l'exécution du projet général.

Les 46,800,000 francs que coûtera à la ville de Paris l'exécution des halles, des abattoirs et des marchés, lui produiront un revenu de près de 3,000,000 de francs ; sans grever les denrées d'aucunes nouvelles charges. Les prix de location que payera le commerce des combustibles seront inférieurs à ce qu'il lui en coûte dans l'état actuel des choses.

La construction des greniers de réserve, celle des moulins et des magasins de Saint-Maur, compléteront le système des édifices relatifs aux approvisionnements de Paris.

Les greniers de réserve sont un objet de 8,000,000. On y a dépensé 2,300,000 francs.

Les moulins et les magasins de Saint-Maur coûteront une semblable somme de 8,000,000. Il y a pour 1,000,000 de travaux faits.

Les ponts d'Austerlitz, des Arts, d'Iéna, rapprochent les quartiers de Paris que séparait la Seine ; ces constructions ont employé 8,500,000 francs. Le pont d'Iéna exige encore pour 1,400,000 francs de dépenses accessoires.

Onze millions ont été employés à la construction des quais ; avec une dépense de 4 millions ils seront achevés sans interruption sur les deux rives de la Seine.

Cinq nouveaux lycées s'établissent ; on a dépensé 500,000 francs en acquisitions. La dépense totale sera de 5,000,000.

L'église de Sainte-Geneviève, celle de Saint-Denis, le palais de l'archevêché et de la métropole sont restaurés. Des 7,500,000 fr. affectés à ces édifices, 6,700,000 fr. sont dépensés; 800,000 francs termineront, cette année, tous les travaux.

L'on construit des hôtels pour le ministre des relations extérieures et pour l'administration des postes; les fondations sont achevées; elles ont coûté 2,800,000 fr. 9,200,000 fr. forment le complément des projets.

Un palais où sera le dépôt des archives générales de l'empire coûtera 20,000,000 de francs. Des approvisionnements pour un million ont été faits.

La façade du Corps législatif, la colonne de la place Vendôme, le temple de la Gloire, la Bourse, l'obélisque du Pont-Neuf, l'arc de triomphe de l'Étoile, la fontaine de la Bastille, les statues qui doivent décorer ces monuments, coûteront 35,900,000 francs. 19,500,000 francs ont ou avancé ou terminé leur construction.

Une somme de 16 millions a été dépensée aux autres travaux de Paris.

TRAVAUX DIVERS DES DÉPARTEMENTS.

Dans les départements, les dépôts de mendicité et les prisons ont particulièrement fixé l'attention du gouvernement. Cinquante dépôts ont été construits et sont en activité; trente et un sont en construction; les projets de quarante-deux s'étudient. Sept départements paraissent jusqu'à présent ne pas en avoir besoin: 12,000,000 ont été employés à ces travaux; 17,000,000 sont encore nécessaires pour les achever.

Les prisons les plus importantes sont les maisons destinées à recevoir les condamnés à plus d'une année de détention.

Vingt-trois établissements de ce genre suffiront à tout l'empire; ils contiendront 16,000 condamnés. Onze de ces maisons sont en activité; neuf sont près du terme de leur construction ; trois ne sont encore qu'en projet.

Lorsqu'elles seront terminées, les prisons ordinaires, les maisons de correction, d'arrêt et de justice, cesseront d'être encombrées; elles pourront être plus facilement et plus convenablement distribuées.

Le nombre de ces dernières maisons est de 790 : 292 ont été restaurées ou se trouvent en bon état; 291 sont à réparer; 207 à reconstruire.

Les dépenses faites sont de 6,000,000 celles restant à faire de 24,000,000.

Douze millions 500,000 francs ont été affectés à la construction de la nouvelle ville de Napoléon dans la Vendée, et à l'ouverture des routes qui y aboutissent. Sept millions 500,000 francs ont été dépensés.

Un million 800,000 francs de primes ont été accordés aux habitants de ce département et de celui des Deux-Sèvres qui reconstruiraient les premiers leurs habitations; 1,500,000 francs ont été jusqu'à présent distribués.

Sur 3,600,000 francs que coûtera la restauration des établissements thermaux, ils ont déjà reçu 1,500,000 fr.

Il était essentiel de préserver de toute nouvelle dégradation les ruines de Rome ancienne. Ces travaux, ceux de la navigation du Tibre, et l'embellissement de la seconde

ville de l'empire, coûteront 6,000,000. Deux millions ont été réalisés.

Les 118 millions dépensés aux autres travaux des villes et des départements ont été employés à ce grand nombre d'édifices nécessaires à l'administration, au culte, à la justice, au commerce, qui, dans toutes nos cités, réclament les soins du gouvernement.

Tel a été l'emploi du milliard consacré aux travaux publics de tout genre depuis l'avénement de S. M., et des 80 millions qui ont complété le mobilier et augmenté les riches collections de la couronne.

485 millions ont été plus spécialement affectés à ces entreprises qui laissent de grands et durables résultats.

L'évaluation générale des projets de ce genre est de un milliard 61 millions; une somme de 576 millions sera encore nécessaire pour les terminer. L'expérience du passé nous apprend qu'un petit nombre d'années suffira.

Ces travaux, messieurs, sont répandus sur toutes les parties de ce vaste empire. Délégués de tous les départements qui le composent, vous savez qu'aucune contrée n'est oubliée; ils vivifient la nouvelle France comme l'ancienne; Rome, les départements anséatiques, la Hollande, comme Paris et nos anciennes cités. Tout est également présent et cher à la pensée de l'empereur; sa sollicitude ne connaît aucun repos tant qu'il reste du bien à faire.

ADMINISTRATION INTÉRIEURE.

Les divers cultes ont reçu des marques d'intérêt et de protection. Des suppléments sur le trésor impérial ont été

accordés aux curés au delà des Alpes, qui n'avaient pas un revenu suffisant.

Le décret du 7 novembre 1811, en soumettant les communes au payement des vicaires qui leur sont nécessaires, a assuré la jouissance de la totalité de leurs revenus et de leur traitement à d'anciens curés, que l'âge ou les infirmités mettent hors d'état de remplir seuls leurs fonctions.

Des palais épiscopaux, des séminaires ont été achetés.

Tout est prêt pour l'organisation définitive des cultes réformé et luthérien dans le Nord; leurs pasteurs ont reçu des traitements provisoires.

Le nombre des procès civils a diminué sensiblement; leur jugement est plus prompt; les discussions sont moins embarrassées; c'est un des bienfaits de notre nouveau code civil. Chacun désormais connaît ses droits et sait mieux quand et comment il peut les exercer.

Le gouvernement a reçu des plaintes sur les frais excessifs qu'occasionnent les honoraires des avocats et les salaires des officiers de justice. L'empereur a donné au grand juge l'ordre de s'occuper des moyens de diminuer ces frais.

Les procès criminels sont plus sensiblement réduits encore que les procès civils. En 1801, la population était de 34 millions d'individus; cette année présentait 8,500 affaires criminelles dans lesquelles 12,400 prévenus étaient impliqués. En 1811, une population de 42 millions n'a plus présenté que 6,000 affaires, dans lesquelles 8,600 prévenus étaient intéressés.

En 1801, 8,000 prévenus ont été condamnés; en 1811,

3,500. En 1801, il y a en 882 condamnations à mort; en 1811, 392 seulement. Cette diminution a été progressive chaque année; et s'il était besoin de prouver davantage l'influence de nos lois et de notre prospérité sur le maintien de l'ordre public, nous remarquerions que cette progression décroissante a lieu surtout dans les départements réunis, et devient plus grande à mesure que leur incorporation à la France devient plus ancienne.

L'administration des départements, celle des communes et des établissements de bienfaisance est active et surveillante; elle concourt avec zèle aux améliorations dont s'occupe le gouvernement.

Les caisses municipales sont tenues avec le même soin que celles de tous les autres comptables.

Huit cent cinquante villes ont plus de 10,000 francs de revenus; la majeure partie de leurs budgets de 1813 est arrêtée.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

En 1809, le nombre des élèves des lycées n'était que de 9,500, dont 2,700 externes et 6,800 pensionnaires.

Aujourd'hui le nombre des élèves est de 18,000, dont 10,000 externes et 8,000 pensionnaires.

Cinq cent dix colléges donnent l'instruction à 50,000 élèves, dont 12,000 pensionnaires.

Dix-huit cent soixante et dix-sept pensions ou institutions particulières sont fréquentées par 47,000 élèves.

Trente et un mille écoles primaires donnent l'instruction du premier degré à 929,000 jeunes garçons. Ainsi

1,000,000 de jeunes Français reçoit le bienfait de l'instruction publique.

L'école normale de l'université forme des sujets distingués dans les sciences, dans les lettres, dans la manière de les enseigner. Ils portent chaque année dans les lycées les bonnes traditions, les méthodes perfectionnées.

Les trente-cinq académies de l'université ont 9,000 auditeurs; les deux tiers de ces élèves suivent les cours de droit et de médecine.

L'école polytechnique donne tous les ans aux écoles spéciales du génie, de l'artillerie, des ponts et chaussées et des mines, 150 sujets déjà recommandables par leurs connaissances.

Les écoles de Saint-Cyr, de Saint-Germain, de la Flèche fournissent tous les ans 1,500 jeunes gens pour la carrière militaire.

Le nombre des élèves des écoles vétérinaires est doublé. Les intérêts de l'agriculture ont dicté une meilleure organisation de ces écoles.

L'académie de la Crusca de Florence, dépositaire du plus pur idiome de la langue italienne, l'institut d'Amsterdam, l'académie de Saint-Luc de Rome, ont reçu de nouveaux règlements et des dotations suffisantes.

Les travaux de l'Institut de France se continuent; le tiers de son dictionnaire est fait, il peut être achevé dans deux ans; les recherches sur notre langue, sur notre histoire, occupent un grand nombre de ses membres.

Les traductions de Strabon et de Ptolémée honorent les savants qui en ont été chargés. Le 16e volume du Recueil des Ordonnances des rois de France a été publié.

MARINE.

La France a éprouvé, par les événements, des pertes très-grandes. Les meilleurs officiers de sa marine, l'élite des contre-maîtres et des équipages y ont péri.

Nos escadres, depuis cette époque, ont été montées par des équipages peu exercés. L'insuffisance de l'inscription maritime a été reconnue, et toutes les années, les moyens qu'elle offrait ont été décroissants, résultat inévitable de la constante supériorité de l'ennemi et de la destruction presque entière de notre commerce maritime.

Il n'y a plus eu moyen de se dissimuler qu'il fallait ou désespérer de la restauration de notre marine en temps de guerre, ou avoir recours à des mesures nouvelles. En prenant le premier parti, on eût agi comme l'a fait l'administration sous Louis XIV et Louis XV. Découragé par la défaite de La Hogue et par les suites de la guerre de 1756, à l'une et à l'autre époque on renonça à la marine; on cessa de construire; on porta les ressources des finances sur l'armée de terre et sur les autres départements. Mais les résultats de cet abandon furent bien funestes à la gloire et à la prospérité de la France.

Presque rien n'est possible à Brest, ou du moins tout y est extrêmement difficile lorsque ce port est bloqué par une escadre supérieure.

La bonne administration des finances de l'empire nous met en état de faire face aux dépenses qu'entraîne l'établissement d'une grande marine, et de satisfaire aux frais de guerres continentales; enfin, l'énergie de notre gou-

vernement, sa volonté ferme et constante étaient seules capables de lever de plus grands obstacles.

L'administration de la marine sentit pourtant la nécessité d'adopter un système fixe et calculé, qui fît marcher de front la création ou le rétablissement des ports, la construction des vaisseaux, et l'instruction des matelots.

Dans la Manche, la nature a tout fait pour l'Angleterre : elle a tout fait contre nous. Dès le règne de Louis XVI on avait senti l'importance d'avoir un port sur cette mer. Le projet de Cherbourg avait été adopté, et les fondements des digues avaient été jetés. Mais, dans nos temps de troubles civils, tous ces ouvrages, interrompus, s'étaient détériorés. Tout avait été remis en problème, jusqu'à la convenance du choix du local; et on demandait si l'on n'aurait pas mieux fait de préférer La Hogue à Cherbourg.

L'administration fixa ses regards sur ces importantes questions. La décision en faveur de Cherbourg fut confirmée, et on travailla sans délai à rehausser la digue pour abriter la rade.

Mais cette rade avait les inconvénients d'une rade foraine; le carénage des vaisseaux y était impossible ou difficile. L'administration ne s'arrêta ni à la dépense ni à la difficulté des localités, et on entreprit un port creusé dans le roc, pouvant contenir cinquante vaisseaux de guerre et des chantiers suffisants pour la construction d'une escadre.

Après dix ans de travaux, le succès a justifié toutes ces entreprises. Une escadre est sur le chantier de Cherbourg, et les bassins pourront recevoir cette année l'escadre la plus nombreuse. C'est beaucoup d'avoir satis-

fait au besoin senti depuis le combat de La Hogue, d'avoir un port dans la Manche; mais il n'était pas moins important d'avoir un port dans la mer du Nord, et de pouvoir profiter des rades nombreuses et sûres de l'Escaut.

Le bassin de Flessingue, celui d'Anvers ont coûté bien des millions. Vingt vaisseaux peuvent être construits à la fois dans les chantiers d'Anvers, et plus de soixante trouver un abri dans les ports d'Anvers et de Flessingue.

L'administration sentit qu'il n'y avait dans la Hollande qu'un seul port, un seul chantier, un seul remède à tous les inconvénients des localités, et elle porta les forces maritimes de la Hollande au Nieuw Dyp. Quoique ce projet n'ait été conçu que depuis deux ans, nous jouissons déjà de tous ses avantages, et, par ce moyen, un nouveau port se trouve être en notre pouvoir à l'extrémité de la mer du Nord.

Les ingénieurs de l'armée de terre ont poussé les travaux avec la plus grande et la plus louable activité. Le Helder, Flessingue, Anvers et Cherbourg sont dans une situation telle, que nos escadres y sont à l'abri de toute insulte et peuvent donner à nos armées de terre le temps d'arriver à leur secours, fussent-elles au fond de l'Italie ou de la Pologne. Ce que l'art pouvait ajouter aux avantages naturels de Brest et de Toulon avait été fait par l'ancienne administration.

Il n'en était pas de même de l'embouchure de la Charente. La rade de l'île d'Aix n'était pas propre à contenir un grand nombre de vaisseaux. L'administration a senti le besoin d'avoir un abri plus sûr dans la mer de Gascogne.

La rade de Saumouard a été reconnue et fortifiée. Les

rades de la Gironde l'ont été également, et une communication intérieure pour les plus grands vaisseaux a été perfectionnée, de sorte que les rades de l'île d'Aix, du Saumouard, de Talemont, et les rades de la Gironde forment, pour ainsi dire, un même port.

Après Toulon, la Spezzia est le plus beau port de la Méditerranée. Des fortifications du côté de terre et du côté de mer devenaient nécessaires pour y mettre nos escadres en sûreté. Ces fortifications offrent déjà une résistance convenable.

Ainsi, à peine six ans se sont écoulés depuis que le système permanent de guerre maritime a été arrêté, que les ports du Texel, de l'Escaut, de Cherbourg, de Brest, de Toulon et de la Spezzia sont assurés, et offrent sous le point de vue maritime et militaire toutes les propriétés désirables.

En même temps qu'on construisait et qu'on fortifiait les ports, on pensa à établir des chantiers pour construire des vaisseaux. Sous l'ancienne dynastie, nous étions réduits à moins de vingt-cinq.

Brest pouvait, tout au plus, offrir les moyens de radoub. On dut renoncer à tout projet de construction, ou établir sur l'Escaut un chantier où 20 vaisseaux à trois ponts de 80 et de 74 pussent se construire à la fois. Ce chantier, approvisionné par le Rhin et la Meuse, et par tous les affluents du continent de la France et de l'Allemagne, est constamment pourvu abondamment et à bon marché.

On reconnut la possibilité de construire, sur les chantiers d'Amsterdam et de Rotterdam, des frégates et des vaisseaux de 74, de notre modèle, en attendant que les

chantiers et les établissements fussent formés sur le Nieuw Dyp.

Sur les chantiers de Cherbourg on construit des vaisseaux à trois ponts de 80 et de 74.

On construit des vaisseaux à Gênes et à Venise, profitant ainsi de toutes les ressources de l'Albanie, de l'Istrie, du Frioul, des Alpes-Juliennes et des Apennins.

Les chantiers de Lorient, de Rochefort et de Toulon continuent à avoir l'activité dont ils sont susceptibles, et d'employer tous les matériaux que leur offrent les bassins des rivières destinées à les alimenter.

En peu d'années, nous serons arrivés à voir 150 vaisseaux, dont 12 à trois ponts, et un plus grand nombre de frégates.

La marine française, dans sa plus grande prospérité, n'a jamais eu plus de 5 vaisseaux à trois ponts.

Nous pouvons facilement construire et armer 15 à 20 vaisseaux de haut bord par an.

L'administration a donc réussi sous le point de vue des constructions; mais le plus difficile restait à faire.

On se demandait où trouver les matelots pour monter ces escadres. Des camps, des exercices forment en peu d'années une armée de terre; mais où trouver de quoi remplacer des camps et des exercices pour les troupes de mer ?

L'administration conçut l'idée de recruter les armées navales de la même manière que l'armée de terre; d'avoir recours à la conscription, sans abandonner les ressources que pouvait produire l'inscription maritime.

Les départements littoraux furent en partie exemptés



de la conscription de l'armée de terre, et toute leur jeunesse fut appelée à la conscription maritime.

Les hommes de mer les plus expérimentés voulaient qu'on appelât cette conscription dès l'âge de dix à douze ans, prétendant qu'il était impossible de faire un homme de mer d'un homme formé.

Mais comment concevoir la possibilité d'entasser dans des vaisseaux 60 ou 80 mille enfants ?

Les dépenses qu'il fallait faire pour leur instruction pendant dix ans, mais surtout la consommation d'hommes, devenaient effrayantes.

On prit un terme moyen ; on appela à la conscription maritime les jeunes gens de 16 et 17 ans. On pouvait espérer qu'après quatre ou cinq années de navigation, lorsqu'ils seraient parvenus à l'âge de 21 ou 22 ans, on aurait des matelots habiles.

Mais comment faire naviguer un si grand nombre de jeunes gens, lorsque la mer nous était presque partout interdite ?

On construisit des flottilles. Cinq ou six cents bâtiments, bricks, chaloupes canonnières, goëlettes, naviguèrent sur le Zuyderzée, l'Escaut, les rades de Boulogne, de Brest et de Toulon, protégèrent et alimentèrent notre cabotage.

En même temps on arma nos escadres dans les ports de Toulon, de la Charente, de l'Escaut et du Zuyderzée. Les équipages, toujours consignés à bord, évoluant en présence de l'ennemi, ont rempli l'espérance qu'on en avait conçue. Les conscrits se sont formés. Les jeunes gens de 18 ans, après cinq années de navigation, ont

aujourd'hui atteint leur vingt-troisième ou vingt-quatrième année, et servent dans les hautes manœuvres avec une agilité et une adresse remarquables, et nos escadres évoluent avec autant de promptitude et de précision qu'à aucune époque de l'histoire de notre marine.

Depuis cinq ans que ce système a été adopté, 80 mille jeunes gens tirés de la conscription sont venus ainsi augmenter notre population maritime.

Il a fallu bien de la constance pour se résoudre à tous les sacrifices qu'un pareil système nous a coûté.

Sur nos 100 vaisseaux, nous en avons aujourd'hui 65 armés, équipés, approvisionnés pour six mois, constamment en partance, appareillant tous les jours, et dans une situation telle, qu'aucun ne sait, au moment où on lève l'ancre, si c'est pour un exercice, ou pour une expédition lointaine.

L'Angleterre peut avoir le nombre de vaisseaux et de troupes de terre qu'elle voudra ; elle peut donner à son commerce la direction qui lui convient ; mais nous prétendons rester dans les mêmes droits.

Il m'a paru, messieurs, que le simple exposé de notre situation intérieure, appuyé sur des états et sur des chiffres, l'exposé de notre situation maritime, étaient suffisants pour faire comprendre l'immensité de nos ressources, la solidité de notre système, et les grâces que nous avons à rendre au gouvernement vigilant, dont les travaux sont constamment consacrés à tout ce qui est grand et utile à la gloire de l'empire.

Tous ces travaux n'étaient rien auprès de ceux que

méditait l'empereur : il ne rêvait rien moins que l'association européenne. « Tant qu'on se battra en Europe, disait-il, ce sera une guerre civile. » Autant qu'il était en lui, il exécutait cette vaste pensée : il créait des prix européens pour récompenser les inventions utiles, les grandes découvertes de la science. En pleine guerre, l'Anglais Davy, le Prussien Hermann furent couronnés par l'Institut.

Je ne puis terminer ce chapitre sans citer l'apologie que Napoléon faisait lui-même de son gouvernement, dans un de ces mouvements sublimes qui furent la seule réponse du captif aux insultes et aux calomnies de ses geôliers.

« J'ai refermé le gouffre de l'anarchie et débrouillé le chaos. J'ai dessouillé la révolution, ennobli les peuples et raffermi les rois. J'ai excité toutes les émulations, récompensé tous les mérites, et reculé les limites de la gloire ! Tout cela est bien quelque chose. — Et puis, sur quoi pourrait-on m'attaquer qu'un historien ne puisse me défendre ? Sur mon despotisme ? Mais il démontrera que la dictature était de toute nécessité : il prouvera que la licence, l'anarchie, les grands désordres, étaient encore au seuil de la porte. M'accusera-t-on d'avoir trop aimé la guerre ? Mais il montrera que j'ai toujours été attaqué. D'avoir voulu la monarchie universelle ? Mais il fera voir qu'elle ne fut que l'œuvre fortuite des circonstances, que ce furent nos ennemis eux-mêmes qui m'y conduisirent pas à pas... De l'ambition ? Ah ! sans doute, il m'en trouvera, et beaucoup ; mais de la plus grande et de la plus haute qui fut jamais ! celle d'établir, de consacrer enfin l'empire de l'intelligence, le plein exercice, l'entière jouissance de

toutes les facultés humaines ! Ici, peut-être, l'historien se trouvera réduit à regretter qu'une telle ambition n'ait pas été pleinement satisfaite... »

Que dire encore ? Les Anglais avaient raison : celui qui avait fait, celui qui méditait de pareilles choses, n'avait pas besoin d'épitaphe.

TESTAMENT DE NAPOLÉON.

NAPOLÉON.

Cejourd'hui, 15 avril 1821, à Longwood,
île de Sainte-Hélène.

Ceci est mon testament, ou acte de ma dernière volonté.

I

1° Je meurs dans la religion apostolique et romaine, dans le sein de laquelle je suis né, il y a plus de cinquante ans.

2° Je désire que mes cendres reposent sur les bords de la Seine, au milieu de ce peuple français que j'ai tant aimé.

3° J'ai toujours eu à me louer de ma très-chère épouse, Marie-Louise ; je lui conserve jusqu'au dernier moment les plus tendres sentiments ; je la prie de veiller pour garantir mon fils des embûches qui environnent encore son enfance.

4° Je recommande à mon fils de ne jamais oublier qu'il est né prince français, et de ne jamais se prêter à être un instrument entre les mains des triumvirs qui oppriment les peuples de l'Europe. Il ne doit jamais combattre, ni nuire en aucune autre manière à la France ; il doit adopter ma devise : *Tout pour le peuple français.*

5° Je meurs prématurément, assassiné par l'oligarchie anglaise et son sicaire ; le peuple anglais ne tardera pas à me venger.

6° Les deux issues si malheureuses des invasions de la France, lorsqu'elle avait encore tant de ressources, sont dues aux trahisons de Marmont, Augereau, Talleyrand et Lafayette. Je leur pardonne ; puisse la postérité française leur pardonner comme moi !

7° Je remercie ma bonne et très-excellente mère, le cardinal, mes frères Joseph, Lucien, Jérôme, Pauline, Caroline, Julie, Hortense, Catarine, Eugène, de l'intérêt qu'ils m'ont conservé ; je pardonne à Louis le libelle qu'il a publié en 1820 : il est plein d'assertions fausses et de pièces falsifiées.

8° Je désavoue le *Manuscrit de Sainte-Hélène* et autres ouvrages sous le titre de *Maximes, Sentences, etc.*, que l'on s'est plu à publier depuis six ans : ce ne sont pas là les règles qui ont dirigé ma vie. J'ai fait arrêter et juger le duc d'Enghien, parce que cela était nécessaire à la

sûreté, à l'intérêt, et à l'honneur du peuple français, lorsque...... entretenait, de son aveu, soixante assassins à Paris. Dans une semblable circonstance, j'agirais encore de même.

II

1° Je lègue à mon fils les boîtes, ordres, et autres objets tels qu'argenterie, lit de camp, armes, selles, éperons, vases de ma chapelle, livres, linge qui a servi à mon corps et à mon usage, conformément à l'état annexé, coté (*A*). Je désire que ce faible legs lui soit cher, comme lui retraçant le souvenir d'un père dont l'univers l'entretiendra.

2° Je lègue à lady Holland le camée antique que le pape Pie VI m'a donné à Tolentino.

3° Je lègue au comte Montholon deux millions de francs, comme une preuve de ma satisfaction des soins filiaux qu'il m'a rendus depuis six ans, et pour l'indemniser des pertes que son séjour à Sainte-Hélène lui a occasionnées.

4° Je lègue au comte Bertrand cinq cent mille francs.

5° Je lègue à Marchand, mon premier valet de chambre, quatre cent mille francs. Les services qu'il m'a rendus sont ceux d'un ami. Je désire qu'il épouse une veuve, sœur ou fille d'un officier ou soldat de ma vieille garde.

6° *Idem*, à Saint-Denis, cent mille francs.

7° *Idem*, à Novarre (Noverraz), cent mille francs.

8° *Idem*, à Piéron, cent mille francs.

9° *Idem*, à Archambaud, cinquante mille francs.

10° *Idem*, à Coursot, vingt-cinq mille francs.

11° *Idem*, à Chandelier, vingt-cinq mille francs.

12° A l'abbé Vignali, cent mille francs Je désire qu'il bâtisse sa maison près de Ponte-Nuevo di Rostino.

13° *Idem*, au comte Las-Cases, cent mille francs.

14° *Idem*, au comte Lavallette, cent mille francs.

15° *Idem*, au chirurgien en chef Larrey, cent mille francs. C'est l'homme le plus vertueux que j'aie connu.

16° *Idem*, au général Brayer, cent mille francs.

17° *Idem*, au général Lefèvre-Desnouettes, cent mille francs.

18° *Idem*, au général Drouot, cent mille francs.

19° *Idem*, au général Cambronne, cent mille francs.

20° *Idem*, aux enfants du général Mouton-Duvernet, cent mille francs.

21° *Idem*, aux enfants du brave Labédoyère, cent mille francs.

22° *Idem*, aux enfants du général Girard, tué à Ligny, cent mille francs.

23° *Idem*, aux enfants du général Chartrand, cent mille francs.

24° *Idem*, aux enfants du vertueux général Travot, cent mille francs.

25° *Idem*, au général Lallemant l'aîné, cent mille francs.

26° *Idem*, au comte Réal, cent mille francs.

27° *Idem*, à Costa de Bastelica en Corse, cent mille francs.

28° *Idem*, au général Clausel, cent mille francs.

29° *Idem*, au baron Menneval, cent mille francs.

30° *Idem*, à Arnault, auteur de *Marius*, cent mille francs.

31° *Idem*, au colonel Marbot, cent mille francs. Je l'engage à continuer à écrire pour la défense de la gloire des armées françaises, et à en confondre les calomniateurs et les apostats.

32° *Idem*, au baron Bignon, cent mille francs. Je l'engage à écrire l'histoire de la diplomatie française de 1792 à 1815.

33° *Idem*, à Poggi di Talavo, cent mille francs.

34° *Idem*, au chirurgien Emmery, cent mille francs.

35° Ces sommes seront prises sur les six millions que j'ai placés en partant de Paris en 1815, sur les intérêts à raison de cinq pour cent depuis juillet 1815. Les comptes en seront arrêtés avec le banquier par les comtes Montholon, Bertrand et Marchand.

36° Tout ce que ce placement produira au delà de la somme de cinq millions six cent mille francs, dont il a été disposé ci-dessus, sera distribué en gratifications aux blessés de Waterloo, et aux officiers et soldats du bataillon de l'île d'Elbe, sur un état arrêté par Montholon, Bertrand, Drouot, Cambronne et le chirurgien Larrey.

37° Ces legs, en cas de mort, seront payés aux veuves et enfants, et au défaut de ceux-ci, rentreront à la masse.

III

1° Mon domaine privé, étant ma propriété, dont aucune loi française ne m'a privé, que je sache, le compte en sera demandé au baron de La Bouillerie, qui en est le tré-

sorier; il doit se monter à plus de deux cents millions de francs; savoir : 1° Le portefeuille contenant les économies que j'ai, pendant quatorze ans, faites sur ma liste civile, lesquelles se sont élevées à plus de douze millions par an, si j'ai bonne mémoire; 2° le produit de ce portefeuille; 3° les meubles de mes palais, tels qu'ils étaient en 1814; les palais de Rome, Florence, Turin compris. Tous ces meubles ont été achetés des deniers des revenus de la liste civile; 4° la liquidation de mes maisons du royaume d'Italie, tels qu'argent, argenterie, bijoux, meubles, écuries; les comptes en seront donnés par le prince Eugène et l'intendant de la couronne, Campagnoni.

NAPOLÉON.

Deuxième feuille.

2° Je lègue mon domaine privé, moitié aux officiers et soldats qui restent de l'armée française, qui ont combattu depuis 1792 à 1815 pour la gloire et l'indépendance de la nation; la répartition en sera faite au prorata des appointements d'activité; moitié aux villes et campagne d'Alsace, de Lorraine, de Franche-Comté, de Bourgogne, de l'Ile de France, de Champagne, Forez, Dauphiné, qui auraient souffert par l'une ou l'autre invasion. Il sera de cette somme prélevé un million pour la ville de Brienne, et un million pour celle de Méri.

J'institue les comtes Montholon, Bertrand et Marchand mes exécuteurs testamentaires.

Ce présent testament, tout écrit de ma propre main, est signé et scellé de mes armes.

NAPOLÉON.

(*Sceau.*)

ÉTAT (*A*) JOINT A MON TESTAMENT.

Longwood, île de Sainte-Hélène, ce 15 avril 1821.

I

1° Les vases sacrés qui ont servi à ma chapelle à Longwood.

2° Je charge l'abbé Vignali de les garder et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

II

1° Mes armes; savoir : Mon épée, celle que je portais à Austerlitz, le sabre de Sobieski, mon poignard, mon glaive, mon couteau de chasse, mes deux paires de pistolets de Versailles.

2° Mon nécessaire d'or, celui qui m'a servi le matin d'Ulm, d'Austerlitz, d'Iéna, d'Eylau, de Friedland, de l'île de Lobau, de la Moskowa et de Montmirail; sous ce point de vue, je désire qu'il soit précieux à mon fils. (Le comte Bertrand en est dépositaire depuis 1814.)

3° Je charge le comte Bertrand de soigner et conserver ces objets, et de les remettre à mon fils lorsqu'il aura seize ans.

III

1° Trois petites caisses d'acajou, contenant : la première, trente-trois tabatières ou bonbonnières; la deuxième,

douze boîtes aux armes impériales, deux petites lunettes et quatre boîtes trouvées sur la table de Louis XVIII, aux Tuileries, le 20 mars 1815; la troisième, trois tabatières ornées de médailles d'argent, à l'usage de l'empereur, et divers effets de toilette, conformément aux états numérotés I, II, III.

2° Mes lits de camp dont j'ai fait usage dans toutes mes campagnes.

3° Ma lunette de guerre.

4° Mon nécessaire de toilette, un de chacun de mes uniformes, une douzaine de chemises, et un objet complet de chacun de mes habillements, et généralement de tout ce qui sert à ma toilette.

5° Mon lavabo.

6° Une petite pendule qui est dans ma chambre à coucher de Longwood.

7° Mes deux montres et la chaîne de cheveux de l'impératrice.

8° Je charge Marchand, mon premier valet de chambre, de garder ces objets, et de les remettre à mon fils lorsqu'il aura seize ans.

IV

1° Mon médaillier.

2° Mon argenterie et ma porcelaine de Sèvres dont j'ai fait usage à Sainte-Hélène (état *B* et *C*).

3° Je charge le comte Montholon de garder ces objets, et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

V

1° Mes trois selles et brides, mes éperons qui m'ont servi à Sainte-Hélène.

2° Mes fusils de chasse, au nombre de cinq.

3° Je charge mon chasseur Noverraz de garder ces objets, et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

VI

1° Quatre cents volumes choisis dans ma bibliothèque, parmi ceux qui ont le plus servi à mon usage.

2° Je charge Saint-Denis de les garder, et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

NAPOLÉON.

ÉTAT (*A*).

1° Il ne sera vendu aucun des effets qui m'ont servi; le surplus sera partagé entre mes exécuteurs testamentaires et mes frères.

2° Marchand conservera mes cheveux, et en fera faire un bracelet avec un petit cadenas en or, pour être envoyé à l'impératrice Marie-Louise, à ma mère, et à chacun de mes frères, sœurs, neveux, nièces, au cardinal, et un plus considérable pour mon fils.

3° Marchand enverra une de mes paires de boucles à souliers, en or, au prince Joseph.

4° Une petite paire de boucles, en or, à jarretières, au prince Lucien.

5° Une boucle de col, en or, au prince Jérôme.

ÉTAT (*A*).

Inventaire de mes effets, que Marchand gardera pour remettre à mon fils.

1° Mon nécessaire d'argent, celui qui est sur ma table, garni de tous ses ustensiles, rasoirs, etc.

2° Mon réveille-matin : c'est le réveille-matin de Frédéric II, que j'ai pris à Postdam (dans la boîte n° III).

3° Mes deux montres, avec la chaîne des cheveux de l'impératrice, et une chaîne de mes cheveux pour l'autre montre. Marchand la fera faire à Paris.

4° Mes deux sceaux (un de France, enfermé dans la boîte n° III).

5° La petite pendule dorée qui est actuellement dans ma chambre à coucher.

6° Mon lavabo, son pot à eau et son pied.

7° Mes tables de nuit, celles qui me servaient en France, et mon bidet de vermeil.

8° Mes deux lits de fer, mes matelas et mes couvertures, s'ils se peuvent conserver.

9° Mes trois flacons d'argent où l'on mettait mon eau-de-vie que portaient mes chasseurs en campagne.

10° Ma lunette de France.

11° Mes éperons (deux paires).

12° Trois boîtes d'acajou, nos I, II, III, renfermant mes tabatières et autres objets.

13° Une cassolette en vermeil

Linge de toilette.

6 chemises.
6 mouchoirs.
6 cravates.
6 serviettes.
6 paires de bas de soie.
4 cols noirs.
6 paires de chaussettes.
2 paires de draps de batiste.
2 taies d'oreillers.
2 robes de chambre.
2 pantalons de nuit.
1 paire de bretelles.
4 culottes-vestes de casimir blanc.
6 madras.
6 gilets de flanelle.
4 caleçons.
6 paires de guêtres.
1 petite boîte pleine de mon tabac.

1 boucle de col en or 1 paire de boucles à jarretière en or 1 paire de boucles en or à souliers	renfermées dans la petite boîte n° III.

Habillement.

1 uniforme de chasseur.
1 *dito* de grenadier.

1 uniforme de garde nationale.
2 chapeaux.
1 capote grise et verte.
1 manteau bleu (celui que j'avais à Marengo).
1 zibeline pelisse verte.
2 paires de souliers.
2 paires de bottes.
1 paire de pantoufles.
6 ceinturons.

NAPOLÉON.

ÉTAT (*B*).

Inventaire des effets que j'ai laissés chez M. le comte de Turenne.

1 sabre de Sobieski. (C'est par erreur qu'il est porté sur l'état *A*; c'est le sabre que l'empereur portait à Aboukir qui est entre les mains de M. le comte Bertrand.)
1 grand collier de la Légion d'honneur.
1 épée en vermeil.
1 glaive de consul.
1 épée en fer.
1 ceinturon de velours.
1 collier de la Toison d'or.
1 petit nécessaire en acier.
1 veilleuse en argent.
1 poignée de sabre antique.
1 chapeau à la Henri IV et une toque, les dentelles de l'empereur.
1 petit médaillier.

2 tapis turcs.

2 manteaux de velours cramoisi brodés, avec vestes et culottes.

1° Je donne à mon fils le sabre de Sobieski.

Idem, le collier de la Légion d'honneur.
Idem, l'épée en vermeil.
Idem, le glaive de consul.
Idem, l'épée en fer.
Idem, le collier de la Toison d'or.
Idem, le chapeau à la Henri IV et la toque.
Idem, le nécessaire d'or pour les dents, resté chez le dentiste.

2° A l'impératrice Marie-Louise, mes dentelles.
A Madame, la veilleuse en argent.
Au cardinal, le petit nécessaire en acier.
Au prince Eugène, le bougeoir en vermeil.
A la princesse Pauline, le petite médaillier.
A la reine de Naples, un petit tapis turc.
A la reine Hortense, un petit tapis turc.
Au prince Jérôme, la poignée de sabre antique.
Au prince Joseph, un manteau brodé, veste et culotte.
Au prince Lucien, un manteau brodé, veste et culotte.

NAPOLÉON.

Ce 24 avril 1821, Longwood.

Ceci est mon codicille, ou acte de ma dernière volonté.

Sur les fonds remis en or à l'impératrice Marie-Louise, ma très-chère et bien-aimée épouse, à Orléans, en 1814, elle reste me devoir deux millions, dont je dispose par

le présent codicille, afin de récompenser mes plus fidèles serviteurs, que je recommande du reste à la protection de ma chère Marie-Louise.

1° Je recommande à l'impératrice de faire restituer au comte Bertrand les trente mille francs de rente qu'il possède dans le duché de Parme, et sur le mont Napoléon de Milan, ainsi que les arrérages échus.

2° Je lui fais la même recommandation pour le duc d'Istrie, la fille de Duroc, et autres de mes serviteurs qui me sont restés fidèles et qui me sont toujours chers ; elle les connaît.

3° Je lègue, sur les deux millions ci-dessus mentionnés, trois cent mille francs au comte Bertrand, sur lesquels il versera cent mille francs dans la caisse du trésorier, pour être employés, selon mes dispositions, à des legs de conscience.

4° Je lègue deux cent mille francs au comte Montholon, sur lesquels il versera cent mille francs dans la caisse du trésorier, pour le même usage que ci-dessus.

5° *Idem*, deux cent mille francs au comte Las-Cases, sur lesquels il versera cent mille francs dans la caisse du trésorier, pour le même usage que ci-dessus.

6° *Idem*, à Marchand, cent mille francs, sur lesquels il versera cinquante mille francs dans la caisse, pour le même usage que ci-dessus.

7° Au maire d'Ajaccio, au commencemnt de la révolution, Jean-Jérôme Lévi, ou à sa veuve, enfants ou petits-enfants, cent mille francs.

8° A la fille de Duroc, cent mille francs.

9° Au fils de Bessières, duc d'Istrie, cent mille francs.

10° au général Drouot, cent mille francs.

11° Au comte Lavallette, cent mille francs.

12° *Idem*, cent mille francs; savoir :

Vingt-cinq mille francs à Piéron, mon maître l'hôtel;

Vingt-cinq mille francs à Noverraz, mon chasseur;

Vingt-cinq mille francs à Saint-Denis, le garde de mes livres;

Vingt-cinq mille francs à Santini, mon ancien huissier.

13° *Idem*, cent mille francs; savoir :

Quarante mille francs à Planat, mon officier d'ordonnance;

Vingt mille francs à Hébert, dernièrement concierge à Rambouillet, et qui était de ma chambre en Égypte;

Vingt mille francs à Lavigné, qui était dernièrement concierge d'une de mes écuries, et qui était mon piqueur en Égypte;

Vingt mille francs à Jeannet-Dervieux, qui était piqueur des écuries, et me servait en Égypte.

14° Deux cent mille francs seront distribués en aumône aux habitants de Brienne-le-Château qui ont le plus souffert.

Les trois cent mille francs restant seront distribués aux officiers et soldats du bataillon de ma garde de l'île d'Elbe, actuellement vivants, ou à leurs veuves ou enfants, au prorata des appointements, et selon l'état qui sera arrêté par mes exécuteurs testamentaires, les amputés ou blessés grièvement auront le double. L'état en sera arrêté par Larrey et Emmery.

Ce codicille est écrit tout de ma propre main, signé et scellé de mes armes.

NAPOLÉON.

8° A mon aide de camp Caffarelli, cinquante mille francs.

9° A mon aide de camp Dejean, cinquante mille francs.

10° A Percy, chirurgien en chef à Waterloo, cinquante mille francs.

11° Cinquante mille francs; savoir :
Dix mille francs à Piéron, mon maître d'hôtel;
Dix mille francs à Saint-Denis, mon premier chasseur;
Dix mille francs à Noverraz;
Dix mille francs à Cursot, mon maître d'office;
Dix mille francs à Archambaud, mon piqueur.

12° Au baron Menneval, cinquante mille francs.

13° Au duc d'Istrie, fils de Bessières, cinquante mille francs.

14° A la fille de Duroc, cinquante mille franes.

15° Aux enfants de Labédoyère, cinquante mille francs.

16° Aux enfants de Mouton-Duvernet, cinquante mille francs.

17° Aux enfants du brave et vertueux général Travot, cinquante mille francs.

18° Aux enfants de Chartrand, cinquante mille francs.

19° Au général Cambronne, cinquante mille francs.

20° Au général Lefèvre-Desnouettes, cinquante mille francs.

21° Pour être répartis entre les proscrits qui errent en pays étrangers, Français, ou Italiens, ou Belges, ou Hollandais, ou Espagnols, ou des départements du Rhin, sur ordonnances de mes exécuteurs testamentaires, cent mille francs.

22° Pour être répartis entre les amputés ou blessés grièvement de Ligny, Waterloo, encore vivants, sur des états dressés par mes exécuteurs testamentaires, aux-

quels seront adjoints Cambronne, Larrey, Percy et Emmery, il sera donné double à la garde, quadruple à ceux de l'île d'Elbe, deux cent mille francs.

Ce codicille est écrit entièrement de ma propre main, signé et scellé de mes armes.

NAPOLÉON.

Ce 24 avril 1821, Longwood.

Ceci est un troisième codicille à mon testament du 15 avril.

1° Parmi les diamants de la couronne qui furent remis en 1814, il s'en trouvait pour cinq à six cent mille francs qui n'en étaient pas, et faisaient partie de mon avoir particulier; on les fera rentrer pour acquitter mes legs.

2° J'avais chez le banquier Torlonia de Rome deux à trois cent mille francs en lettres de change, produits de mes revenus de l'île d'Elbe, depuis 1815: le sieur de la Perruse, quoiqu'il ne fût plus mon trésorier, et n'eût pas de caractère, a tiré à lui cette somme; on la lui fera restituer.

3° Je lègue au duc d'Istrie trois cent mille francs dont seulement cent mille francs réversibles à la veuve, si le duc était mort lors de l'exécution du legs. Je désire, si cela n'a aucun inconvénient, que le duc épouse la fille de Duroc.

4° Je lègue à la duchesse de Frioul, fille de Duroc, deux cent mille francs; si elle était morte avant l'exécution du legs, il ne sera rien donné à la mère.

5° Je lègue au général Rigaud, celui qui a été proscrit, cent mille francs.

6° Je lègue à Boisnod, commissaire ordonnateur, cent mille francs.

7° Je lègue aux enfants du général Letort, tué dans la campagne de 1815, cent mille francs.

8° Ces huit cent mille francs de legs seront comme s'ils étaient portés à la suite de l'article 36 de mon testament, ce qui porterait à six millions quatre cent mille francs la somme des legs dont je dispose par mon testament, sans comprendre les donations faites par mon second codicille.

Ceci est écrit de ma propre main, signé et scellé de mes armes.

NAPOLÉON.

(*Sceau.*)

Au dos :

Ceci est mon troisième codicille à mon testament, tout entier de ma main, signé et scellé de mes armes.

Sera ouvert le même jour et immédiatement après l'ouverture de mon testament.

NAPOLÉON.

Ce 24 avril 1821, Longwood.

Ceci est un quatrième codicille à mon testament.

Par les dispositions que nous avons faites précédemment, nous n'avons pas rempli toutes nos obligations, ce qui nous a décidé à faire ce quatrième codicille.

1° Nous léguons au fils, ou petit-fils du baron Dutheil, lieutenant général d'artillerie, ancien seigneur de Saint-

André, qui a commandé l'école d'Auxonne avant la révolution, la somme de 100,000 (cent mille francs), comme souvenir de reconnaissance pour les soins que ce brave général a pris de nous, lorsque nous étions comme lieutenant et capitaine sous ses ordres.

2° *Idem,* au fils, ou petit-fils du général Dugommier, qui a commandé en chef l'armée de Toulon, la somme de cent mille francs (100,000); nous avons, sous ses ordres, dirigé ce siége, et commandé l'artillerie; c'est un témoignage de souvenir pour les marques d'estime, d'affection et d'amitié que nous a données ce brave et intrépide général.

3° *Idem.* Nous léguons cent mille francs (100,000) au fils ou petit-fils du député à la convention, Gasparin, représentant du peuple à l'armée de Toulon, pour avoir protégé et sanctionné de son autorité le plan que nous avons donné, qui a valu la prise de cette ville, et qui était contraire à celui envoyé par le comité de salut public. Gasparin nous a mis, par sa protection, à l'abri des persécutions de l'ignorance des états-majors qui commandaient l'armée avant l'arrivée de mon ami Dugommier.

4° *Idem.* Nous léguons cent mille francs (100,000) à la veuve, fils ou petit-fils de notre aide de camp Muiron, tué à nos côtés à Arcole, nous couvrant de son corps.

5° *Idem,* (10,000) dix mille francs au sous-officier Cantillon, qui a essuyé un procès comme prévenu d'avoir voulu assassiner lord Wellington, ce dont il a été déclaré innocent. Cantillon avait autant de droit d'assassiner cet oligarque, que celui-ci de m'envoyer pour périr sur le rocher de Sainte-Hélène. Wellington, qui a proposé cet attentat, cherchait à le justifier sur l'intérêt de la Grande-

Bretagne, Cantillon, si vraiment il eût assassiné le lord, se serait couvert, et aurait été justifié par les mêmes motifs, l'intérêt de la France, de se défaire d'un général qui, d'ailleurs, avait violé la capitulation de Paris, et par là s'était rendu responsable du sang des martyrs Ney, Labédoyère, etc., et du crime d'avoir dépouillé les musées, contre le texte des traités.

6° Ces 400,000 fr. (quatre cent mille fr.) seront ajoutés aux six millions quatre cent mille francs dont nous avons disposé, et porteront nos legs à six millions huit cent dix mille francs; ces quatre cent dix mille francs doivent être considérés comme faisant partie de notre testament, art. 35, et suivre en tout le même sort que les autres legs.

7° Les neuf mille livres sterling que nous avons données au comte et à la comtesse Montholon, doivent, si elles ont été soldées, être déduites et portées en compte sur les legs que nous leur faisons par nos testaments; si elles n'ont pas été acquittées, nos billets seront annulés.

8° Moyennant le legs fait par notre testament au comte Montholon, la pension de vingt mille francs accordée à sa femme est annulée; le comte Montholon est chargé de la lui payer.

9° L'administration d'une pareille succession, jusqu'à son entière liquidation, exigeant des frais de bureau, de courses, de missions, de consultations, de plaidoiries, nous entendons que nos exécuteurs testamentaires retiendront trois pour cent sur tous les legs, soit sur les six millions huit cent mille francs, soit sur les sommes portées dans les codicilles, soit sur les deux cents millions de francs du domaine privé.

10° Les sommes provenant de ces retenues seront déposées dans les mains d'un trésorier, et dépensées sur mandat de nos exécuteurs testamentaires.

11° Si les sommes provenant desdites retenues n'étaient pas suffisantes pour pourvoir aux frais, il y sera pourvu aux dépens des trois exécuteurs testamentaires et du trésorier, chacun dans la proportion du legs que nous leur avons fait par notre testament et codicille.

12° Si les sommes provenant des susdites retenues sont au-dessus des besoins, le restant sera partagé entre nos trois exécuteurs testamentaires et le trésorier, dans le rapport de leurs legs respectifs.

13° Nous nommons le comte Las-Casès, et à son défaut, son fils, et à son défaut, le général Drouot, trésorier.

Ce présent codicille est entièrement écrit de notre main, signé et scellé de nos armes.

NAPOLÉON.

Première lettre. — A M. Laffitte.

Monsieur Laffitte, je vous ai remis en 1815, au moment de mon départ de Paris, une somme de près de six millions, dont vous m'avez donné un double reçu; j'ai annulé un des reçus, et je charge le comte Montholon de vous présenter l'autre reçu, pour que vous ayez à lui remettre, après ma mort, ladite somme, avec les intérêts à raison de cinq pour cent, à dater du 1er juillet 1815, en défalquant les payements dont vous avez été chargé en vertu d'ordres de moi.

Je désire que la liquidation de votre compte soit arrêtée d'accord entre vous, le comte Montholon, le comte Bertrand, et le sieur Marchand, et, cette liquidation réglée, je vous donne, par la présente, décharge entière et absolue de la dite somme.

Je vous ai également remis une boîte contenant mon médaillier; je vous prie de le remettre au comte Montholon.

Cette lettre n'étant à autre fin, je prie Dieu, monsieur Laffitte, qu'il vous ait en sa sainte et digne garde.

NAPOLÉON.

Longwood, île Sainte-Hélène, 25 avril.

Seconde lettre. — A M. le baron Labouillerie.

Longwood, île Sainte-Hélène, ce 25 avril 1821.

Monsieur le baron Labouillerie, trésorier de mon domaine privé, je vous prie d'en remettre le compte et le montant, après ma mort, au comte Montholon, que j'ai chargé de l'exécution de mon testament.

Cette lettre n'étant à autre fin, je prie Dieu, monsieur le baron Labouillerie, qu'il vous ait en sa sainte et digne garde.

NAPOLÉON.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES.




LEGATORE DI LIBRI
Fabbrica di Scatole
Lavori di Lusso in Cartona°
NAPOLI
Strada della Sapie

